

150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9860

42 PAGES

MERCREDI 6 OCTOBRE 1976

Le groupement
d'instruction
de la légion étrangère
va quitter Corte

LIBRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algerie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ;
Canada, 50 cts ; Danemark, 2 kr. ; Espagne, 20 pes. ;
Grande-Bretagne, 10 s. ; France, 10 fr. ; Iran, 45 rls ;
Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ;
Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 125 esc. ;
Suisse, 2 fr. ; Tchécoslovaquie, 10 s. ;
Yugoslavie, 10 d. ;
Tarif des abonnements page 38
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 93
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. Paris n° 836712
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La livre « déboussolée » l'Europe verte

La brutale dépréciation de la livre sterling a fait que la lourde machine à l'Europe verte est une nouvelle fois comme folle. Ce dégrèvement tient à la mécanique même de la politique agricole commune. Les prix agricoles européens sont établis en unités de compte. Leur niveau, exprimé en monnaie nationale, n'est pas automatiquement modifié lorsque la valeur de cette monnaie varie sur le marché des changes. Pour annuler les effets des fluctuations monétaires sur le commerce entre États membres, les neuf utilisent des « échelles », les montants compensatoires. Dans le cas des pays où la monnaie se déprécie — Royaume-Uni, Irlande, Italie, France — ils jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation. Les dépenses résultant de ces montants compensatoires sont prises en charge par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

Au cours de ses premières années d'application, ce système a pu fonctionner sans trop de mal, car les embarras des monnaies résultaient malgré tout limités.

La dépréciation profonde et continue de la livre sterling rend désormais périlleux ce genre de correction. Les montants compensatoires appliqués au Royaume-Uni ont atteint des niveaux impressionnants : ils étaient fixés à 28,7 % de son prix de référence à la fin de l'année 1974. Ils atteignent maintenant 31,9 %, cette dernière pour marquer que le système était près de son point de rupture, la Commission de Bruxelles les a provisoirement « gelés ».

Le commissaire européen chargé des affaires agricoles, M. Pierre Lardinois, estime qu'une telle situation est intolérable. Au rythme actuel, le FEOGA devrait verser plus de 1 800 milliards de francs, soit 5,5 milliards de francs, pour payer les seuls montants compensatoires du Royaume-Uni. Est-il raisonnable que la Communauté européenne subventionne aussi massivement les importations agricoles anglaises ? Ce n'est pas l'avis du commissaire européen.

M. Lardinois pense qu'il faut faire des économies. Le moyen d'y parvenir est, dans la logique du système européen, de répercuter au moins partiellement la dépréciation de la livre sterling sur les prix agricoles anglais, autrement dit de relever ceux-ci. Pour ce faire, M. Lardinois a proposé de dévaluer la « livre verte » anglaise de 6 % et la « livre verte » irlandaise de 10 % par rapport à l'unité de compte : ce qui impliquerait un relèvement d'un pourcentage correspondant des prix agricoles britanniques et irlandais.

Les Irlandais sont d'accord. Le nouveau ministre de l'Agriculture britannique, M. John Silkin, s'est fermement opposé à cette solution. Il fait valoir qu'une telle augmentation des produits agricoles se répercuterait sur les prix à la consommation et mettrait ainsi en péril les efforts du gouvernement pour lutter contre l'inflation. Il semblait peu probable que M. Silkin fléchisse. Le cycle serait en effet infernal : l'inflation provoque la chute de la livre qui entraîne une augmentation des prix agricoles qui aggrave l'inflation.

La Commission de Bruxelles pourrait donc proposer dans les jours à venir une modification substantielle de la réglementation des montants compensatoires : ceux-ci ne corrigeraient plus automatiquement et intégralement le glissement des monnaies constaté sur les marchés des changes ; leur rôle serait, au moins en partie, pris en charge par les budgets des nations intéressées pour soulager celui de la Communauté.

Mais ce système n'est-il pas trop près de son point de rupture pour que les neuf se contentent de tels raptages ? Voilà des années que, à l'occasion de divers rapports, les experts européens ont souligné que la politique agricole commune était menacée et l'unification économique et monétaire ne devenait pas une réalité.

M. Giscard d'Estaing et le chah d'Iran cherchent à développer la coopération nucléaire

Le président de la République, arrivé à Téhéran lundi 4 octobre, en visite officielle, a eu ce mardi un premier tête-à-tête avec le chah avant d'être reçu à déjeuner par le premier ministre, M. Hoveyda. Celui-ci s'est entretenu de son côté avec M. Fourcade, ministre de l'Équipement, et M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Le chah avait offert lundi soir un dîner en l'honneur du président et de Mme Giscard d'Estaing.

On attend surtout, du côté français au moins, la mise au point d'un ambitieux programme de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire. Dans un discours prononcé lundi, M. Giscard d'Estaing a présenté l'Iran comme « un facteur de stabilité et d'équilibre dans une zone d'importance stratégique » ce qui le met en mesure d'exercer « une influence modératrice ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le président de la République a retrouvé, ce mardi, pour un premier entretien, le chah d'Iran au palais de Saadabad, résidence d'été du souverain. Trois thèmes étaient inscrits à l'ordre du jour : 1) Les rapports entre l'Iran et la Communauté économique européenne ; 2) Les problèmes du Proche et du Moyen-Orient, notamment du Liban ; 3) La conférence Nord-Sud.

Les problèmes économiques que M. Giscard d'Estaing aborde, selon le porte-parole, avec un certain optimisme, devaient également faire l'objet d'un premier échange de vues. Les deux chefs d'État devaient cependant se borner à l'examen du dossier nucléaire (qui va « bien en-dehors », selon M. Lecat, porte-parole de l'Élysée, de l'achat par l'Iran de deux centrales nucléaires), laissant à leurs ministres le soin de traiter les autres questions : pétrole et gaz, sécurité, grandes infrastructures, industries agricoles et alimentaires.

« A l'heure
gentille a l'heure »

Autour de l'imposant palais Chahyad (ou « souvenir du roi », qui marque l'entrée ouest de Téhéran, quelque vingt mille personnes étaient rassemblées, lundi 4 octobre, au début de l'après-midi sous un soleil estival pour saluer M. et Mme Giscard d'Estaing, arrivés une demi-heure auparavant en compagnie de leurs deux filles et de quatre membres du gouvernement, MM. de Gaulle, Fourcade, d'Ornano et Solon, à l'aéroport de Mehrabad. On avait vu passer le Concorde présidentiel escorté de six chasseurs F4, et entendu les vingt et un coups de canon annonçant que le président de la République posait le pied sur le sol iranien.

Lorsque le cortège officiel atteignit la porte de la ville où une vaste banderole proclamait : « M. le président de la République, soyez le bienvenu », les acclamations qui l'avaient précédé tout le long du parcours, redoublèrent. En tête venait la Garde impériale, cavaliers aux outrasses étincelantes et aux casques à plumes montés sur des chevaux noirs. Puis, dans un landau vert et or tiré par six chevaux blancs étaient assis M. Giscard d'Estaing et le chah, suivi par un second landau dans lequel avaient pris place Mme Giscard d'Estaing et le chahabon. Le cortège fit lentement, sous les vivats de la foule, le tour de la place tandis qu'une fanfare attaquait l'Alouette, gentille Alouette.

Le cortège a ensuite gagné l'héliport où devait le conduire au palais, après avoir des groupes venus des diverses provinces de

AU JOUR LE JOUR QUEL TITRE ?

A quelques jours de sa sortie, on ignore encore le titre définitif de l'ouvrage du président de la République.

L'un des problèmes de M. Giscard d'Estaing, on le sait, c'est la communication avec le bon peuple. D'où l'accordéon, le pull-over et le dîner chez l'électeur. J'en passe et des autres.

M. Mitterrand, il y a quelques temps, a publié la Paille et le Grain.

Quelle surprise, en cette période de jeux de mots épiques et de vaches maigres, si le président, in extremis, remplace Démocratie française par : la Graille et le Pain.

MARC VION.

INDIGNATION EN ESPAGNE après l'attentat de Saint-Sébastien

Les mesures de sécurité ont été renforcées au Pays basque pour tenter de capturer les assassins du conseiller du royaume, Juan Maria de Araluce, de son chauffeur et de trois policiers tués lundi, à Saint-Sébastien, à coups de mitraillette.

Deux appels téléphoniques ont été adressés, lundi soir, au journal de Saint-Sébastien la Voz de Euzkadi et à la station de radio la Voz de Guipuzcoa par des inconnus, qui affirmaient parler au nom de l'organisation, revendiquant la responsabilité de l'attentat. L'un d'eux a déclaré que l'ETA venait de « tuer le président de l'Assemblée et des chiens de garde ». Finisseurs passants ont été blessés par des balles tirées par le commando.

On estime à Madrid que ce nouvel acte de terrorisme retient les esprits de tendresse, voire de nouvelles sélections, au sein de l'organisation basque, dont certains militants avaient annoncé, la semaine dernière, qu'ils renonceraient à la lutte armée (le Monde du 29 septembre). A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire tenu lundi soir, le gouvernement a annoncé un renforcement de la lutte contre le terrorisme. Il a, pour l'instant, renoncé pour ne pas tomber dans le piège du terrorisme et de la répression, à décréter l'état d'exception, dans tout le pays.

L'ensemble de l'opinion espagnole, y compris les partis d'opposition, a condamné très sévèrement ce nouvel attentat, qui, selon M. Martín Villa, ministre de l'Intérieur, vise à « empêcher la poursuite du processus de démocratisation du pays ».

(Lire page 2.)

M. Barre précise ses intentions à l'Assemblée nationale avec l'espoir d'apaiser la « grogne »

Le débat de politique générale devant s'ouvrir, mardi après-midi 5 octobre à 16 h. 30 à l'Assemblée nationale, sur la déclaration de M. Raymond Barre, lui-même par M. Olivier Guichard. Le premier ministre devait auparavant prendre la parole devant les trois groupes de la majorité.

Vingt-quatre députés, dont MM. Mitterrand, Chirac, Marchais, Lefebvre, Labbé et Fabre, s'étaient inscrits dans la discussion qui devrait s'achever jeudi 7 octobre.

Le premier ministre espérait, en précisant ses intentions à moyen terme, apaiser la « grogne » qui s'est élevée d'un groupe social à l'autre. Le mouvement a gagné ces derniers jours les chambres de commerce (lire page 36) qui réclament une modification du plan Barre (traiter rapidement la libération des prix, allègement des charges des entreprises), et le milieu des gros exploitants agricoles ; ceux-ci sont tenus, on le sait, d'acquiescer une taxe supplémentaire de 0,17 % à 0,50 % de leur chiffre d'affaires. Certains détaillants manifestent de leur côté leur mécontentement.

Contestation chez les gros exploitants

« On aura de plus en plus de mal à tenir nos « gars », qui font en 1976 et 1977 plus de 800 000 F de chiffre d'affaires. Car la taxe qu'ils devront payer sera due même par ceux qui sont en déficit », déclare ce responsable de la Fédération des exploitants agricoles, M. L. La taxe sur le chiffre d'affaires des « gros » (0,17 % à 0,50 % des recettes) « au effet d'une bombe dans les milieux paysans. Car elle touche non seulement les grandes fermes céréalières traditionnelles, mais encore la plupart des exploitations « hors-sol ». C'est-à-dire les agriculteurs qui se sont lancés dans les productions intensives, avicole ou porcine, sur de petites structures.

Cette contribution — impôt direct déguisé — apparaît contraire aux principes du droit fiscal français, dans la mesure où un impôt direct doit être assis sur un revenu et non sur

un chiffre d'affaires, vient de souligner la Confédération française de l'aviiculture (C.F.A.). Ses membres ont jugé en outre que la contribution est « injuste, car le chiffre d'affaires n'est pas forcément synonyme de revenu important ». Selon la C.F.A., des élevages avicoles de deux mille poules ou de vingt mille poulets seraient taxés, alors qu'au cours des travaux préparatoires du VII^e Plan, ces exploitations avaient été considérées comme n'assurant pas un revenu normal à une famille.

La Fédération nationale porcine a fait des observations analogues pour un agriculteur de 20 hectares de polyculture qui engraisserait cinquante truies ou trois cents porcs charcutiers. Ces deux organisations ont demandé au Parlement de faire revenir le gouvernement sur cette mesure ou, au moins, de la discuter au plan Barre.

La Fédération des syndicats d'exploitants agricoles a pris de son côté une nettement position contre cette mesure « anti-économique » et « démocratique ». Pourtant, certains exploitants importants estiment ne pas avoir été suffisamment défendus par la centrale paysanne dans cette affaire. Tel agriculteur qui exploite depuis deux ans, avec son frère, 500 hectares dans l'Aisne nous a téléphoné pour assurer qu'après le paiement de cette taxe il ne lui resterait même pas le SMIC pour vivre, compte tenu des lourds investissements, non encore amortis, nécessaires à l'installation d'un jeune dans cette région.

Ce point de vue n'est pas isolé. Nombre de gros agriculteurs trouvent injuste que le gouvernement « sacrifie », sans tenir compte des revenus réels, les intérêts des exploitants « importants » au profit des « petits » et des « moyens », et qu'il refuse de laisser augmenter les prix agricoles « en fabriquant derrière la réclamation européenne ». Plusieurs envisagent de quitter la F.N.S.E.A., dont ils jugent les cotisations trop lourdes compte tenu des avantages qu'ils en tirent, et ils songent à aller rejoindre l'organisation dissidente, la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.).

Conséquence imprévue du plan Barre, la taxe sur le chiffre d'affaires des gros agriculteurs peut conduire à un nouvel éclatement — ou du moins à des dissidences — de la F.N.S.E.A. comme en 1969, lors de la création de la F.F.A., plus conservatrice. — A. G.

Six rendez-vous démocratiques

par J.-C. GUILLEBAUD

Cinq élections en six mois. L'Europe défile devant les urnes, ouvrant la voie au grand duel américain du 2 novembre, point d'orgue de cette célébration « atlantique » de la démocratie. La deuxième moitié de 1976 aura décidément réuni trop d'électeurs dans les loins du « monde libre » pour qu'on ne soit déjà tenté d'en tirer quelques leçons.

Après le Portugal en avril, l'Italie en juin, la Suède en septembre et en attendant la Belgique (municipales) en octobre, l'Allemagne fédérale vient, à son tour, de faire référence à la vieille formule de Tocqueville : « En dehors de la majorité, dans les démocraties, il n'y a rien qui résiste » (1).

Le lien entre ces rendez-vous, apparemment dissemblables n'est

pas seulement chronologique. Le monde est désormais trop petit, les gouvernements et leurs monnaies bien trop solidaires pour qu'un déplacement de quelques centaines de milliers de voix au-delà du Rhin ou du Sund n'entraîne, par échos concentriques, des effets derrière les Alpes ou même au bord du Potomac.

Les exemples suédois et allemands fournissent déjà à tous les partis conservateurs européens un argument que l'on n'a pas fini d'entendre. N'assiste-t-on pas, en effet, dans deux pays espérés que rien ne menaçait, à un singulier recul de la social-démocratie, à une sorte de rebuffade synchronisée des peuples devant la croissance, même pacifique, de l'Etat.

Léviathan » entraîné au nom du socialisme et par le chemin bureaucratique vers un régentement trop étouffant de la vie collective ? Révolte de la « liberté » contre l'égalité » en somme ! Deux revendications dont les Jacobins français prétendaient ignorer la fondamentale incompatibilité : celle qui souligneront bien plus tard Tocqueville, Alain, Hayek, Jouvencel.

A des électeurs que le Goulag a définitivement détournés des projets révolutionnaires, on désigne précipitamment ces « modèles » sociaux-démocrates « décevants » dans lesquels si elle n'est plus menacée par les communistes, la liberté risquerait néanmoins de périr d'une dictature « douce » de ces percepteurs, des fonctionnaires et des planificateurs.

Au bout de cette dialectique, qui prétend basculer à la fois les chemins de la révolution et ceux du socialisme réformiste, il ne resterait plus qu'à prédire un retour fatal au libéralisme triomphant et aux inégalités sociales acceptées comme gage « inévitable » de liberté.

(Lire la suite page 2.)

< GASTON LUCAS, SERRURIER >

La confession d'un ouvrier du siècle

Que la vie d'un ouvrier français d'aujourd'hui soit publiée dans une collection qui offre davantage des essais d'anthropologie aux saveurs exotiques, quel singulier paradoxe « a priori » ! Ou plutôt, quelle révélation, quel témoignage sur notre temps et la société qui ignore ou méconnaît la catégorie de travailleurs les plus importantes, celle qui produit l'essentiel des richesses ! Pourtant, rien d'équivoque dans la démarche d'Adolphe Blasquez. Fidèle traductrice, elle donne un récit juste, sans neutralité savante, sans que son objectivité soit empreinte de potentialisme. Ce livre est d'abord celui d'une rencontre.

Brouhaha dans la nuit d'un immeuble parisien : un homme s'est barricadé dans sa cuisine et menace

de se suicider. C'est une voisine, Adolphe, qu'il laisse fermer le robinet du gaz. Gaston Lucas parlera ensuite jusqu'à l'aube et il verra sa confession pendant six mois. Citant Marc Oraison, Adolphe Blasquez rappelle que « le suicide est d'abord un langage ». C'est-à-dire une manière, pour le sujet, d'exprimer quelque chose à quelqu'un. En ce sens, aucun suicide, si roté soit-il, n'est jamais de la comédie (mais) une affirmation paroxystique d'être. La romancière, fille « émigrée espagnole qui a souffert du machisme, découvre dans le vieil ouvrier qui s'interroge, au soir de sa vie, un frère en l'interdit de désir », dit-elle.

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 18.)



Céréssole

JOAILLIER
présente

les prestigieuses
montres

★ VACHERON
CONSTANTIN ★



La première Manufacture
d'horlogerie du Monde.
A Genève depuis 1755.

EXPOSITION
18 RUE ROYALE
PARIS 8^e

EUROPE

Espagne

Revendiqué par des dissidents de l'ETA

L'assassinat, à Saint-Sébastien, d'un conseiller du royaume est sévèrement condamné dans tous les secteurs de l'opinion

De notre correspondant

Madrid. — C'est vers 14 h. 30, le lundi 4 octobre, que M. Juan-Maria de Araluze, cinquante-neuf ans, président de la députation provinciale (conseil général), de Guipuzcoa, et conseiller du royaume, ainsi que trois policiers de son escorte et son chauffeur ont été assassinés, à Saint-Sébastien, d'une rafale de mitraillette. Les auteurs ont réussi à s'enfuir. L'organisation séparatiste basque ETA (cinquième assemblée, branche militaire), par un appel

LE CONSEIL DU ROYAUME

Le Conseil du royaume est un organisme collégial ayant pour fonction principale d'assister le chef de l'Etat espagnol pour toutes les questions exceptionnelles importantes et relevant de sa compétence exclusive. Il est composé de dix-sept membres, dont le président des Cortes qui préside le Conseil de droit. Parmi les conseillers figurent notamment le président le plus âgé et le plus âgé en titres des Cortes, le général commandant le haut état-major, le président du Tribunal suprême et le président du Conseil d'Etat.

Le Conseil du royaume se prononce à la majorité des voix, son président ayant un vote prépondérant en cas de partage. Seul le chef de l'Etat peut solliciter l'avis du Conseil du royaume et peut également assister à ses délibérations.

Toutefois, aux termes de l'article 7 de la loi organique, il ne peut en aucun cas être présent au moment du vote des conseillers.

téléphonique anonyme, à une radio locale, a revendiqué la responsabilité de l'attentat.

Le gouvernement espagnol s'est réuni ce même jour, à 18 heures, en un conseil des ministres extraordinaire qui a duré cinquante minutes, et au terme duquel a été publié un communiqué. Celui-ci a été lu à la radio et à la télévision par le ministre de l'Intérieur, M. Rodolfo Martín-Villa. Dans ce communiqué, qui comprend huit points, il est dit que « le gouvernement manifeste sa douleur, fait appel à la sérénité et s'engage à appliquer avec toute la vigueur nécessaire des mesures spéciales contre le terrorisme, dont la participation d'unités militaires pour le contrôle des routes et des postes

LA COORDINATION DÉMOCRATIQUE DÉNONCE UN ACTE D'« AUTHENTIQUE BARBARIE »

Madrid (A.F.P.). — Toute l'opposition modérée de gauche et de centre gauche a condamné catégoriquement l'attentat perpétré lundi contre le conseiller du royaume, M. Juan Maria de Araluze y Villa.

Le parti communiste d'Euzkadi a condamné durement l'attentat précisant que cette condamnation est valable « quel qu'en soit l'auteur ». Le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) de son côté a qualifié l'attentat d'acte « clairement négatif » dans le processus du pays vers la démocratie, car, ajoute-t-il, « la voie de la démocratie doit être tracée dans le cadre de l'expression pacifique de la volonté populaire ».

Un porte-parole de la Coordination démocratique, large mouvement d'opposition dans lequel se retrouvent des groupes d'extrême gauche, la gauche démocrate-chrétienne, le parti socialiste et le parti communiste, a déclaré que l'attentat était une « authentique barbarie allant à l'encontre de tout progrès dans le pays. La condamnation de la part de tous les groupes démocratiques doit être unanime parce que l'attentat barre la route à toute solution démocratique de la société espagnole ».

La coordination des organisations syndicales de Biscaye a déclaré, pour sa part, qu'« un tel acte, d'où qu'il vienne, n'a rien à voir avec la route de la démocratie laborieuse pour la conquête des libertés démocratiques en Euzkadi » (Pays basque).

Le trafic postal, paralysé par une grève depuis deux semaines, a repris lundi 6 octobre en Espagne. Les négociations sur les revendications salariales — à l'origine du mouvement — débuteront mercredi prochain.

frontalière et les facilités de détention que lui accorde la loi antiterrorisme, sans écarter l'éventualité de devoir en arriver à établir l'état d'exception ». De même, le gouvernement demande à la population et aux groupes politiques de l'aider à poursuivre le processus politique de démocratisation qu'il a amorcé.

M. Martín-Villa a déclaré que le gouvernement était conscient, après les cinq assassinats de lundi et celui d'un étudiant à Madrid le 27 septembre, qu'il était en présence d'un « plan froidement prémédité » destiné à empêcher le processus de démocratisation. Il a affirmé que le gouvernement, avec « fermeté et sérénité », continuerait sur la voie de la démocratie sans tomber dans les pièges tendus par les provocateurs, « car tel est le désir de l'immense majorité du peuple espagnol ».

Le ministre de l'Intérieur a terminé en déclarant que la police emploierait tous les moyens pour arrêter les coupables et les livrer aux tribunaux.

L'assassinat de M. de Araluze, qui était basque et s'était explicitement prononcé aux Cortes, dont il était membre, en faveur de la restauration des anciennes libertés des provinces, a suscité l'indignation non seulement au Pays basque mais aussi dans le reste de l'Espagne, y compris dans tous les secteurs de l'opposition, depuis la droite jusqu'au parti communiste.

Il y a eu, estime-t-on à Madrid, beaucoup de morts au cours des derniers mois : plus de trente-cinq depuis la disparition de Franco. Il existe encore en Espagne beaucoup de personnes incontrôlées qui détiennent des armes et beaucoup d'extrémistes, aussi bien de droite que de gauche, qui ne veulent pas qu'aboutisse le processus de démocratisation. Si c'est bien l'ETA qui a perpétré ces derniers assassinats, elle aura rendu un mauvais service au peuple basque qui, il y a une semaine à peine, avait observé la première grève générale depuis la guerre civile espagnole, précisément pour demander l'extension de l'amnistie aux militants de l'ETA.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

M. DE ARLUZE représentant du Guipuzcoa aux Cortes

M. Juan Maria de Araluze était né à Santurce, province de Biscaye, le 24 juin 1917. Il était marié et père de neuf enfants.

Après des études de droit à Madrid, il s'était engagé comme volontaire dans les « requetes » et avait combattu du côté nationaliste pendant la guerre civile. Il avait été décoré à plusieurs reprises.

Il était président du conseil général de la province de Guipuzcoa depuis l'année 1968, et à ce titre un des principaux personnages de la province. Il représentait le Guipuzcoa aux Cortes, et c'est en tant que membre de cette assemblée qu'il avait été élu au conseil du royaume. Il était, à Saint-Sébastien, président de plusieurs entreprises et associations et avait participé à la formation du parti politique de droite Union nationale espagnole.

Enjeux politiques des luttes urbaines

Contre-pouvoirs dans la ville

Avant les élections municipales, un dossier « unique » d'autonomie sur l'action des comités de quartier. Témoignent : habitants, militants, élus locaux, urbanistes, hommes politiques.

216 p. 30 F

Vente en librairie (diffusion Stock) ou au 120 bd St-Germain 75280 Paris cedex 06

Six rendez-vous démocratiques

(Suite de la première page.)

Il serait étonnant que, parti d'Égletons (Corrèze), M. Chirac attende bien longtemps avant de gloser, à son tour, sur l'éviction de M. Palme et les débâcles du chancelier Schmidt.

Cette description d'une Europe nordique glissant lentement vers la droite, les socialistes français — M. François Mitterrand en tête — rétorquent en évoquant le sud du continent où, phénomène inverse, c'est la droite qui bat en retraite. Désagrégation de la démocratie chrétienne en Italie, recul en bon ordre de la droite en Espagne, mort du salazarisme corporatiste à Lisbonne, progrès continus de la gauche en France. Les difficultés dans lesquelles s'enfoncent M. Callaghan en Angleterre, l'hypothèse d'élections anticipées à Londres qui n'est pas invraisemblable, la revanche éventuelle des torres de Mme Thatcher, consommeront la coupure nord-sud de l'Europe et finiront d'illustrer un bien étranger chassé-croisé. Déjà dans le Nord, le socialisme profiterait, au Sud, des archaïsmes socio-économiques d'une Europe latine bien trop en retard, elle, sur le terrain de l'égalité, pour craindre déjà les excès de son culte trop exclusif.

Cette analyse « géopolitique » est plus spectaculaire que véritablement convaincante. Elle néglige notamment le fait qu'en Suède, aussi bien qu'en Allemagne, l'idéologie a tenu en réalité une place fort modeste dans les campagnes électorales. A Stockholm comme à Bonn, on n'a guère entendu d'échos de ce « grand débat » sur le socialisme et l'égalité, dont tant d'exégètes — intéressés — cherchent à reconstituer a posteriori la conclusion.

Bien au contraire, c'est la méfiance « nordique » à l'égard des idéologies et des « Weltanschauung » qui permet de tirer des leçons les plus intéressantes de ces derniers scrutins. Une chose frappe : entre les deux grands partis ou groupes de partis qui viennent de s'affronter en Suède et en Allemagne, on chercherait vainement des oppositions doctrinales fondamentales. Politiquement sur certains méthodes de gestion économique, faisant appel à des réflexes électoraux assez différents dans leur « tonalité », les adversaires demeurent d'accord sur l'essentiel. La « fourchette » de choix politiques offerte aux électeurs était donc très étroite. Une certitude dominait la campagne. La fameuse alternance qui, après quarante-quatre ans, vient de se produire sans drame à Stockholm et demeure suspendue à quelques voix libérales à Bonn, ne pouvait entraîner aucune espèce de bouleversement.

En Suède, après avoir bénéficié surtout des lassitudes de l'électorat devant le trop long règne d'un seul parti et les excès bureaucratiques de l'Etat-Providence, la nouvelle première ministre, M. Fälldin, n'a aucunement l'intention de remettre en question un « modèle » forgé par les sociaux-démocrates. Il freinera sans aucun doute les projets les plus audacieux qui amorpseraient un transfert progressif de la propriété des entreprises. Il limitera vraisemblablement les pouvoirs de l'administration fiscale dont Ingemar Bergman dénonçait les méthodes inquisitoriales. En revanche, et même dans le domaine fiscal, il est exclu que la coalition bourgeoise touche aux fondements mêmes de l'Etat-providence : redistribution par l'impôt, puissance des syndicats,

perfectionnement — au nom du « Trygghet » (sécurité) des mécanismes de protection sociale. Bref, tout ce qui se rattache à ce qu'on pourrait appeler un consensus majoritaire à l'« égalité » et qui, en Suède, n'est pas l'apanage de la seule gauche.

C'est peut-être en matière internationale que les conséquences de l'alternance seront les plus spectaculaires. Après avoir si sévèrement dénoncé la politique étrangère « gauchiste » de M. Palme, les petits bourgeois s'efforceront sans doute de limiter l'aide politique et économique qu'apportait Stockholm aux révolutionnaires tiers-mondistes du Vietnam. Club ou d'Angola. Pourtant, même en ce domaine, le changement sera moins considérable qu'on l'imagine tant il est vrai que la Suède social-démocrate, pour généreuse qu'elle fût à l'égard des révolutions asiatiques ou africaines, ne marquait jamais une occasion de réaffirmer son appartenance au « club » des nations riches et « libres ». Fin d'une ambiguïté plus que vrai bouleversement.

« Frénésies métaphysiques »

Les mêmes remarques valent pour l'Allemagne fédérale. En dépit des ruses du vocabulaire électoral, aucune divergence fondamentale ne sépare les sociaux-démocrates des deux partis chrétiens de l'opposition. Arrivé au pouvoir, M. Helmut Kohl, talonné par son encombrant allié de Munich, M. Strauss, eût sans doute consenti à un renouveau supplémentaire de la répression « anti-extrémiste » ; il eût freiné un peu plus les réformes sociales, sociales ou juridiques. Mais la « répression » commémorée par les sociaux-démocrates n'était-elle pas, déjà, sévère et les réformes déjà largement ralenties ? Nuançances plus que changements de cap d'attente.

En revanche, aucun des trois grands principes qui commandent la politique étrangère allemande ne courrait le risque d'être remis en cause par une victoire de l'opposition : alliance privilégiée avec les Etats-Unis, ouverture à l'Est, coopération européenne. Cette similitude dans les pro-

grammes en concurrence — que l'on pourrait illustrer encore avec le cas américain — suscite en France et en Italie des commentaires étonnés. En clair, Français et Italiens ne sont pas loin de trouver étranges — voire ennuyeux ou suspects — des systèmes politiques où l'enjeu de l'alternance se ramène à des questions de nuances ou de degré. Tous les éditoriaux publiés depuis trois semaines au sujet de la Suède ou de l'Allemagne portent trace de cette surprise un peu incrédule. Elle signifie à contrario que, dans l'univers latin, les élections sont nécessairement dominées par des frénésies métaphysiques et totalitaires. A Rome, à Paris, et bientôt à Madrid, l'enjeu électoral n'est pas une certaine politique, plutôt « conservatrice » ou plutôt « progressiste », mais le système lui-même dans sa totalité. Autrement dit, c'est la conception que l'on se fait de la démocratie elle-même — et non pas simplement l'éventail d'options qu'elle autorise — qui est jouée et rejouée sans cesse d'un scrutin à l'autre.

En 1978 les Français voteront — une fois de plus — sous la menace d'une crise constitutionnelle en cas de victoire de la gauche. En Italie, les élections du mois de mai dernier — et la « menace » communiste — ont paru mettre en péril le système politique tout entier et l'appartenance du pays au camp occidental. A Madrid, dans quelques mois, c'est la légitimité monarchique héritière du franquisme qui sera le véritable enjeu des premières élections libres depuis la guerre civile.

Voilà bien la vraie coupure de l'Europe. Au nord, un « consensus » majoritaire qui exclut, après une élection, les changements de cap « lof pour lof » et les crises de régime. Au sud, des élections qui ne sont encore que l'expression d'un « état de guerre civile froide » pour laquelle aucun traité de paix n'a jamais été signé. Les désaccords philosophiques, qui donnent une allure de fin du monde aux moindres perspectives d'alternance, expliquent, dans une certaine mesure, un fétichisme juridique et constitutionnel aussi rassurant que trompeur. Les Français voient un culte ma-

riaque à leur Constitution. Pourtant, on n'a pas connu beaucoup d'élections françaises qui ne soulevaient — directement ou non — un problème de révision constitutionnelle.

Le même attachement procédurier pour les textes écrits — qui viennent pallier l'absence d'un vrai consensus s'accroît avec l'âge de la production. C'est nettement le cas de la « vieille » démocratie possible. M. Giscard d'Estaing n'a pas les mêmes menaces que le général de Gaulle : voilà deux ans de débats juridiques réamorcés.

Sans doute, l'existence en France, et en Italie, d'un parti communiste puissant, qui jusqu'à une date récente, n'avait pas accepté les règles du jeu « bourgeois », explique-t-elle en partie cette particularité « conflictuelle » des démocraties latines. (La place — symbolique, considérable ou négligeable — qu'ont tenu les communistes au cours des dernières élections européennes mériterait d'ailleurs une plus longue analyse.) Mais admettre cela revient à renvoyer la question : pourquoi des P.C. puissants « dérangent-ils le jeu ici et non là bas ?

Toute explication spécifique mise à part, ce sont bien deux modèles démocratiques différents qui illustrent ces six mois d'élections européennes. La France, qui, voilà bientôt deux siècles, a apporté à l'Europe des principes et des privilèges le message de la révolution, peut bien s'enorgueillir — ou se consoler — d'être encore restée un « laboratoire » politique. Il n'empêche ! Pendant que nous n'en finissons pas d'inventer fiévreusement notre démocratie, ces Anglo-Saxons, ces Scandinaves, ces Allemands, vulgairement pragmatiques, font avancer la leur sur l'étricot chemin de fer qui sinue tant bien que mal entre la liberté et l'égalité. Y a-t-il lieu d'être si désagréable ?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Promis par les centristes pendant la campagne électorale suédoise

L'abandon du programme nucléaire poserait des problèmes, pour l'instant, insolubles

De notre correspondant

déchets radio-actifs ne sont pas résolus. Ils proposent donc un démantèlement progressif des cinq réacteurs en service et l'arrêt immédiat des travaux de construction et d'étude des huit autres projets.

Parallèlement, des recherches devront être poursuivies et intensifiées en ce qui concerne l'exploitation d'autres sources d'énergie : la terre, le soleil, le vent. Une plus grande coopération scientifique internationale devrait être encouragée. M. Fälldin pense, enfin, qu'il est possible d'économiser 50 % d'énergie dans le chauffage des immeubles et des locaux industriels par une meilleure isolation thermique, soit 35 % de la consommation totale d'énergie en 1985.

Dix mille personnes à reclasser

Certains experts affirment déjà que ces chiffres sont faux. Les nouvelles normes imposées pour la construction des immeubles, à compter du 1^{er} janvier, sont déjà très sévères. Triple vitre obligatoire, isolation supplémentaire, recyclage obligatoire de la chaleur dans les immeubles de plus de trois étages, installation de thermostats spéciaux, etc. Et pour ce qui concerne les quelques trois millions de logements anciens, une amélioration très coûteuse de leur système d'isolation serait en perspective, qui, à long terme, permettrait une économie de l'ordre de 7 à 8 %. Cela en vaut-il la peine ?

L'application d'un tel programme supposerait de sévères mesures de restriction, des contrôles continus, eux aussi onéreux. Les Suédois sont-ils disposés à moins utiliser leur réfrigérateur, leur congélateur, leur machine à laver ? Bref, à changer leur mode de vie ? Il est la plupart des logements, actuellement, sont chauffés au mazout et non à l'électricité. « Ce sont deux choses différentes », avait lancé ironiquement M. Olaf Palme aux leaders de l'opposition pendant la campagne électorale. Les centristes veulent aussi limiter le taux d'augmentation de la consommation d'électricité à 3 % par an d'ici à 1985. Mais de récentes statistiques montrent que l'objectif des sociaux-démocrates (6 %) sera déjà bien difficile à atteindre. Certes, la consumma-

tion baisse assez régulièrement depuis 1973, mais on ne sait pas exactement s'il faut l'attribuer à la modernisation des méthodes de fabrication dans l'industrie, aux divers relativement éléments qu'a connus la Suède ces dernières années, ou encore à la mauvaise conjoncture économique.

La reprise pourrait bien dans ce domaine réserver de mauvaises surprises. Par ailleurs, une renonciation à l'énergie nucléaire serait coûteuse. Les entreprises pétrolières par l'abandon de certains projets exigeraient des dommages et intérêts que l'on évalue à peu près à 2 milliards de couronnes suédoises. En outre, l'industrie nucléaire emploie environ actuellement dix mille personnes. Que deviendront-elles ? Les centristes affirment que leur programme énergétique prévoit un reclassement de cette main-d'œuvre, on ne sait pas trop comment.

Les industriels, quant à eux, bien que favorables à un renversement des sociaux-démocrates, ne pourrnt tout autres raisons.

Il est vrai, — ont du mal à dissimuler leur préférence pour le « nucléaire ». M. Fälldin se trouve donc dans une situation difficile. Il est hostile à l'énergie nucléaire par égard envers les générations futures. Il est plutôt opposé, pour des raisons écologiques, à l'exploitation à grande échelle des cours d'eau du nord du pays. Il ne conteste pas les effets polluants du pétrole. Il promet quatre cent mille nouveaux emplois et il doit gouverner avec les conservateurs et les libéraux, qui ne sont pas persuadés que la Suède, grande puissance industrielle qui n'a pas de sources d'énergie naturelle en dehors de l'hydro-électricité, puisse se payer le luxe de renoncer au nucléaire. Au demeurant, bien des centristes, des techniciens en particulier, ne suivent pas leur parti sur ce terrain. Selon certaines informations, les trois partenaires de la future coalition seraient, pour l'instant, convenus d'un point de ne pas autoriser le charbon de deuxième réacteur de la centrale de Barsebäck le mois prochain et, d'autre part, de nommer des commissions spécialisées. Leur tâche serait, dans les six mois à venir, d'examiner les coûts exacts et les conséquences économiques pratiques de l'abandon total de l'énergie atomique. Du côté centriste, on avait soigneusement oublié d'en parler pendant la campagne électorale.

ALAIN DEBOVE.

EUROPE

APRÈS LES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les problèmes qui attendent M. Helmut Schmidt exigeront une cohésion renforcée de la majorité

M. Helmut Kohl, président de l'Union chrétienne-démocrate, a réaffirmé, le lundi 4 octobre, sa volonté de devenir chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Il a écrit à M. Genscher, président du parti libéral, pour lui proposer d'entamer des négociations sur la formation d'une « coalition bourgeoise », puis il a été reçu, sur sa demande, pendant quatre-vingt minutes, par le président de la République, M. Walter Scheel.

C'est au président de la République qu'il revient, en effet, selon la loi fondamentale (Constitution), de proposer au Bundestag un candidat à la chancellerie. Mais selon les commentateurs de la Constitution, il doit tenir compte des rapports

de forces politiques au sein du Parlement. Or, si M. Genscher a accepté de rencontrer M. Kohl, il se refuse à ouvrir des négociations avec la C.D.U.

Au contraire, les premières conversations sur le programme de la coalition libérale-socialiste et la formation du nouveau gouvernement ont commencé dès ce mardi entre le parti libéral et le parti social-démocrate. M. Genscher et ses amis ne sont nullement tentés par un renversement des alliances. C'est ce qu'il affirmait à M. Scheel, qui doit les recevoir ce mardi avant de s'entretenir avec M. Brandt, président du S.P.D. Le président de la République et le chancelier Schmidt ont été en contact téléphonique dès le soir des élections.

M. Kohl tente-t-il un baroud d'honneur ou veut-il prendre date pour une époque ultérieure ? Il n'a pas encore choisi entre son siège de député et son poste de ministre-président de Rhénanie-Palatinat, mais tout porte à croire qu'il restera à Mayence s'il estime que toute possibilité d'alliance avec le parti libéral n'est pas exclue au milieu de la législature. M. Strauss, président de la C.S.U., bavaroise, a déjà mis en garde la démocratie chrétienne contre des alliances avec les libéraux dans les organismes dirigeants des Länder, alliances qui briseraient sa majorité au Bundestag. Avec le Conseil fédéral dominé par la C.D.U.-C.S.U., et une majorité fragile au Bundestag, le chancelier Schmidt n'aura pas la partie facile.

Les commentaires en France

M. GISCARD D'ESTAING : félicitations à l'ami de longue date.

Le président de la République a fait envoyer à M. Helmut Schmidt le télégramme suivant : « Monsieur le chancelier, cher Helmut, » Récevez mes très chaleureuses félicitations pour votre succès. Mes félicitations s'adressent au chef de gouvernement qui vient de se voir renouveler la confiance de son peuple. » Elles s'adressent aussi à l'homme d'Etat dont j'ai eu, depuis deux ans, maintes occasions d'apprécier la hauteur de vue, et permettez-moi d'ajouter, à l'am, de longue date que vous êtes devenu pour moi, » Je me réjouis de pouvoir continuer à travailler avec vous à l'approfondissement de l'entente franco-allemande et à la construction de l'Europe. »

M. FRANÇOIS MITTERRAND : le S.P.D. a conservé la confiance des travailleurs.

MM. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, et Robert Foulon, chargé des relations internationales au sein de cette formation, ont adressé un télégramme de félicitations à M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate allemand. « L'opposition conservatrice, écrit M. Mitterrand, n'a pas pu imposer sa démagogie. Le S.P.D. a gardé la confiance des travailleurs allemands. » Voici deux raisons de nous féliciter du résultat des élections allemandes. Je vous adresse nos félicitations et nos vœux pour la réussite de votre action. »

Pour sa part, M. Bertrand Motte, président du Centre national des républicains indépendants, a vu dans les résultats une « confirmation du recul socialiste en Europe ». Il a exprimé le vœu que « l'opinion française tire leçon de cette heureuse tendance. C'est d'autant plus souhaitable que notre socialisme est resté marxiste et qu'il s'aligne sur les exigences communistes. Il est ainsi beaucoup plus anachronique et dangereux que le socialisme allemand. »

● **LE LABOUR,** à Londres, se réjouit de constater que la social-démocratie n'est pas encore définitivement condamnée en Europe, mais on se préoccupe de l'éventualité de déficiences idéologiques qui saperont la majorité.

De notre correspondant

d'autre part, une grande importance aux conversations qu'il aura, à Bonn, avant la fin de l'année avec M. Leonid Brejnev, il a l'intention d'avancer des propositions concrètes pour relancer les négociations de Vienne sur la réduction des troupes en

mande de l'Est peuvent se rendre en R.F.A. ou de nouvelles facilités pour le regroupement des familles. La politique européenne a été absente de la campagne électorale, et la coalition ne semble pas avoir été au sujet d'idées très nouvelles.

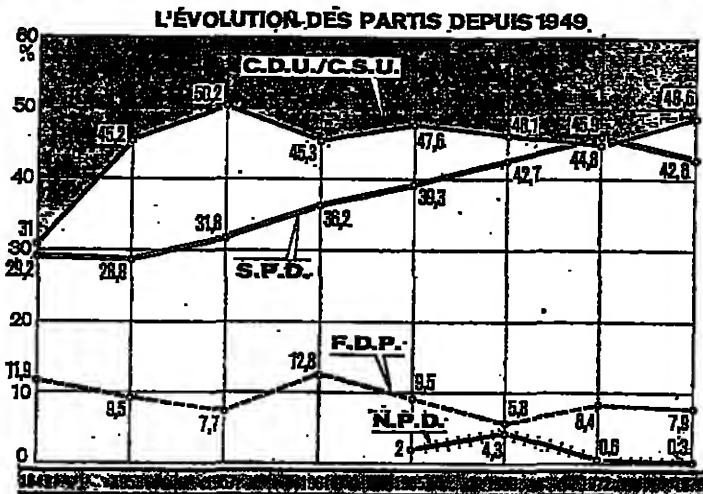
pression de la part de ses partenaires du « serpent » monétaire européen pour qu'il réévalue le deuschemark. Cependant, la courte majorité obtenue par la coalition ne permet pas au chancelier Schmidt d'imposer une réévaluation du deuschemark, qui généraliserait considérablement les exportations ouest-allemandes.

Le gouvernement de Bonn devra enfin définir une position dans le dialogue Nord-Sud. Après s'être clairement classé dans le camp américain, il s'oppose, pour l'instant, à toute forme de « dirigisme » dans les relations économiques internationales pour des raisons de principe et des raisons financières. Les experts allemands ont calculé, en effet, que la création de fonds de stabilisation, pour le cuivre par exemple, coûterait de 225 à 400 millions de deuschemarks par an à la République fédérale.

Pour venir à bout de ce problème plus ou moins aigu, le chancelier Schmidt a lancé un appel à son parti, lui demandant de mettre fin aux querelles de chapelle et de retrouver unité et cohésion. Pour que le S.P.D. retrouve aussi l'enthousiasme, il faudrait sans doute — pour citer l'écrivain suisse Max Frisch (2) à propos de la R.F.A. — que « la politique cesse d'être la continuation des affaires par d'autres moyens ».

DANIEL VERNET.

(1) Pour des placements d'apargne effectués au titre de cette loi, chaque contribuable peut déduire de son revenu imposable le montant de ses versements à l'épargne, jusqu'à un maximum de 100 millions de deuschemarks par an. Les libéraux proposent de porter le montant de cette épargne à 150 deuschemarks par an. (2) Lors de la remise du Prix de la paix au cours de la Foire du livre de Francfort, au mois de septembre dernier.



Europe (M.B.F.R.). Ses propositions dépendent du résultat des négociations. Sait 2 entre les États-Unis et l'Union soviétique, c'est-à-dire, dans une large mesure, des élections américaines. M. Schmidt souhaiterait que les partenaires de la Communauté européenne adoptent une position commune pour les M.B.F.R., mais il n'a pas caché que l'absence de la France aux négociations de Vienne rendait un accord difficile.

Bonn attend de Berlin-Est quelques gestes de conciliation au cours des prochains mois, comme, par exemple, un abaissement de la limite d'âge à partir de laquelle les Alle-

mande de l'Est peuvent se rendre en R.F.A. ou de nouvelles facilités pour le regroupement des familles. La politique européenne a été absente de la campagne électorale, et la coalition ne semble pas avoir été au sujet d'idées très nouvelles.

mande de l'Est peuvent se rendre en R.F.A. ou de nouvelles facilités pour le regroupement des familles. La politique européenne a été absente de la campagne électorale, et la coalition ne semble pas avoir été au sujet d'idées très nouvelles.

LES RÉACTIONS DANS LES CAPITALES

MOSCOU : la presse se félicite du résultat

De notre correspondant

Moscou. — Le résultat des élections ouest-allemandes a été accueilli avec une grande satisfaction à Moscou. « La majorité des électeurs ouest-allemands a manifesté son appui aux tendances réalistes de la politique étrangère de la R.F.A. », écrit la Pravda, ce mardi 5 octobre, après avoir annoncé la victoire de la coalition en place. Toujours selon le quotidien du parti communiste soviétique, « il n'était pas facile aux sociaux-démocrates et aux libéraux de l'emporter, car la campagne électorale s'est déroulée, du fait des forces de droite, dans un climat nationaliste et antisocialiste. La droite a également tiré argument des difficultés intérieures de la R.F.A., provoquées par la crise économique, ainsi que de la non-exécution de certaines promesses à caractère socio-politique faites en 1972 par la coalition ».

Les commentateurs soviétiques insistent bien sûr sur les conséquences diplomatiques de la victoire de M. Schmidt. C'est ainsi que l'agence Tass affirme : « Les résultats positifs de la politique étrangère de la R.F.A. sont indiscutables. La poursuite et le développement de cette politique sont une nécessité vitale pour la coalition en place. » On a vu que la coalition ouest-allemande pour poursuivre l'« Opolnik », pour développer des relations multilatérales avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes, pour suivre une politique de paix, de coopération constructive et de bon voisinage avec tous les États. » Rappelons que M. Brejnev doit faire, sans doute avant la fin de l'année, un voyage officiel en Allemagne de l'Ouest. — J. A.

ROME : l'Europe peut pousser un soupir de soulagement, estime « l'Unità »

De notre correspondant

Rome. — Les communistes italiens sont satisfaits du résultat des élections allemandes et ne le

cachent pas. Dans un éditorial de l'Unità publié ce mardi 5 octobre, M. Sergio Segre, membre du comité central et responsable de la section étrangère du parti, écrit notamment : « Disons-le avec franchise (et avec une profonde conviction) : l'Europe aujourd'hui peut pousser un soupir de soulagement. Si les élections allemandes ont donné un résultat différent, une période obscure se serait ouverte. Avec Kohl comme chef d'orchestre sur une partition de Franz-Josef Strauss, le climat pesant, aurait été lourd en Allemagne occidentale et en Europe. La poussée conservatrice et antisocialiste d'une C.D.U.-C.S.U., qui semble raisonnable selon des catégories bismarckiennes, aurait fait peser sur l'Europe occidentale et sur les relations internationales une série d'hypothèques lourdes de conséquences négatives. Tout serait devenu encore plus difficile pour le processus de détente, pour la construction d'une Europe communautaire démocratique, pour notre propre pays. » M. Segre estime que « l'avenir de l'Allemagne fédérale continuera à être marqué pour longtemps par les incertitudes », mais que le cadre allemand et européen « est été bien plus incertain et obscur si avait prévalu l'euro-ultra-conservatisme de Kohl et Strauss ».

On rapprochera cette nouvelle formule de la déclaration de M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste italien, selon laquelle « l'alternance en Europe n'est pas entre l'euro-communisme et l'euro-socialisme, mais entre l'euro-socialisme et les forces conservatrices ». De son côté, le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Benigno Zaccagnini, a envoyé à M. Helmut Kohl un chaleureux télégramme de félicitations pour « ce grand succès », qu'il met en rapport avec le maintien de la D.C. italienne aux élections législatives du 20 juin dernier. — F.S.

A travers le monde

Belgique

● M. GROMYKO a fait du 3 au 5 octobre une visite à Bruxelles. Le ministre soviétique des affaires étrangères a invité M. Tindemans, chef de l'ambassade belge, à se rendre à Moscou. Après avoir été reçu par le roi Baudouin, M. Gromyko est parti à Copenhague. (Corresp.)

Maroc

● LE ROI DU MAROC a désigné le 2 octobre les personnalités politiques qui constitueront le Conseil national chargé de contrôler le déroulement des prochaines élections législatives, communales et provinciales, dont la date n'a pas encore été fixée. Ce Conseil sera composé des principaux leaders des formations politiques marocaines et siègera auprès du souverain pour suivre les élections et relever, s'il y a lieu, toute infraction ou infraction à la loi. — (A.F.P.)

Pays-Bas

● DANS UNE LETTRE adressée à chacun des trente-sept membres du comité Bilderberg, le prince Bernhard des Pays-Bas, dont le nom a été mêlé au scandale Lockheed, a annoncé sa démission de la présidence de la conférence Bilderberg qu'il avait fondée en 1964.

Les priorités économiques

La coalition libérale-socialiste a fait du retour au plein emploi un de ses objectifs prioritaires. Elle compte sur la croissance modérée mais continue de la production. Pourtant l'évolution « naturelle » de l'économie ne suffira pas à donner un emploi aux huit cent quatre-vingt-dix mille sept cents chômeurs enregistrés en septembre, ni aux quatre cent mille jeunes qui arriveront sur le marché du travail dans les quatre prochaines années. Le gouvernement va donc prendre des mesures favorisant par exemple le recyclage et la mobilité de la main-d'œuvre, mais il lui faut trouver les moyens de financement. Avec un budget fédéral dont le déficit atteint l'année prochaine 22 à 25 milliards de deuschemarks, la marge de manœuvre est limitée.

Le système de sécurité sociale (retraites et assurance-maladie) pose également un problème de financement. « Les retraites sont sûres », ont répété, à l'envi, les dirigeants de la coalition au cours de la campagne. Elles seront payées à temps et augmenteront comme prévu de 10 % au 1^{er} janvier 1977. Cela ne veut pas dire, toutefois, que la base financière des caisses de retraites soit très solide. Des décisions devront être prises à plus ou moins long terme sur le montant de retraites et celui des cotisations. Pour encourager à la fois les investissements des entreprises et la modernisation des équipements industriels, le gouvernement va favoriser la participation du personnel aux résultats des sociétés. C'est un vieux projet social-démocrate qui, dans la forme présentée par le S.P.D. et les syndicats, a, jusqu'à maintenant, été rebuffé par les libéraux. Il est probable que les partisans de la coalition arriveront à un compromis sur cette question, comme ils y sont parvenus sur la cession au cours de la législature qui s'achève. Dans un premier temps, la loi dite des 825 deuschemarks, qui encourage la « capitalisation ouvrière », pourrait être élargie (1).

Les perspectives de politique étrangère

Le gouvernement devra, d'autre part, porter une attention particulière aux problèmes de l'enseignement bien que, dans ce domaine, l'Etat fédéral n'ait que des pouvoirs d'incitation et de coordination. Les classes d'âge les plus nombreuses arrivent maintenant dans l'enseignement secondaire, alors que le nombre croissant a été une situation chaotique à l'entrée des universités et que le système de la formation professionnelle se révèle partiellement inadéquat aux besoins. La proposition du parti libéral, qui souhaiterait que la compétence de l'éducation soit retirée aux Länder pour être donnée à l'Etat fédéral, se heurte à l'opposition social-démocrate comme aux chrétiens-démocrates. En politique étrangère, le gouvernement ouest-allemand aura, à partir du 1^{er} janvier prochain, des responsabilités accrues puisqu'il s'agira pour deux ans parmi les membres non permanents du Conseil de sécurité. Le chancelier Schmidt attache,

VIENNE : le slogan « liberté au lieu de socialisme » a été très dangereux, déclare le chancelier Kreisky

De notre correspondante

Vienne. — « En démocratie, une petite majorité reste néanmoins une majorité », a notamment déclaré, lundi 4 octobre, le chancelier Kreisky en commentant les résultats électoraux de la R.F.A. Certes, a-t-il reconnu, l'Union des partis chrétiens a obtenu un certain succès électoral, mais, a-t-il souligné, « ce n'est pas si important, et il ne faut pas surestimer non plus les pertes des sociaux-démocrates ». Dans tous les pays industriels, estime M. Kreisky, les sociaux-démocrates « ont présenté ces derniers temps un capital sûr de vote d'environ 43 %. Les taux complémentaires qu'ils ont obtenus par ailleurs ont dépendu des facteurs les plus différents. En comparant, le pourcentage que vient d'obtenir le parti social-démocrate allemand reste encore un chiffre de rêve ».

Le chancelier a par ailleurs vivement critiqué le ton de la campagne électorale allemande qui, a-t-il affirmé, est dangereuse dans des pays où la démocratie existe depuis peu. Evoquant à ce propos l'un des slogans électoraux utilisés en R.F.A., « liberté au lieu de socialisme », M. Kreisky a estimé que le S.P.D. ne s'était peut-être pas opposé assez tôt à cette formule qui cache, en réalité, la vieille propagande contre l'arrivée du « Rote Katz » (1). En Autriche, a-t-il dit, « le parti socialiste prend ce genre de propagande très au sérieux et continuera, à l'avenir, à lutter fermement contre elle avec le même succès qu'il l'a fait depuis 1945 ». — A. Rd. (1) « Rote Katz » (le chat rouge) est une vieille expression utilisée en Autriche pour symboliser le communisme.

Pour comprendre l'enjeu des élections en Allemagne

Henri Ménudier
L'Allemagne selon Willy Brandt

entretiens avec W. Brandt et H. Kohl

dans la même collection

Olof Palme
Le rendez-vous suédois

Ania Francos et J.-P. Séréni
Un Algérien nommé Boumediène

collection "Les grands leaders" dirigée par Claude Glayman
STOCK

ASIE

Vietnam

Les autorités dénoncent l'indiscipline des cadres et soulignent le rôle positif de l'armée dans l'œuvre de développement économique

Hanoi (A.F.P.). — Les cadres vietnamiens, et plus particulièrement ceux qui sont membres du parti, viennent de se voir solennellement rappeler les deux vertus que l'on attend d'eux : une haute conscience professionnelle et une moralité à toute épreuve. Ces deux recommandations pressantes sont contenues dans un éditorial de la revue Hoc Tap (Etudes), organe théorique mensuel du parti des travailleurs. Ce nouveau rappel à la discipline est publié à quelques semaines du congrès du parti, qui, dit-on de bonnes sources, devrait se tenir avant la fin de l'année.

L'auteur de l'article justifie « l'indiscipline, l'arbitraire et l'abus de pouvoir ». Cet avertissement solennel aux « brebis égarées » semble avoir pour but d'éviter, à l'inverse de ce qui se passe dans certains pays socialistes, une « purge » brutale. Les dirigeants n'ont pas le choix : « s'ils ne parviennent pas à briser le pouvoir de cette nouvelle espèce de mazarins », le sont certains bureaucrates, le

Vietnam réunifié prendra trente nouvelles années de retard dans son développement. Cependant, l'armée, outre son rôle dans la défense du pays, a été chargée de participer massivement aux efforts de reconstruction économique. Ces deux missions sont qualifiées de « stratégies et d'égale importance » par le lieutenant-colonel Tran Quoc Tuong, membre de la direction générale des services politiques de l'armée, dans une déclaration au correspondant de l'A.F.P.

« Cette participation de l'armée au développement du Vietnam est un devoir envers le peuple », explique cet officier. Il fait remarquer que jusqu'à présent les tâches économiques de l'armée étaient essentiellement limitées à « C'était un travail accompli à petite échelle afin d'alléger les efforts du monde paysan. Aujourd'hui, il s'agit d'opérer sur une grande échelle en faisant appel à la mécanisation ».

Pour ce faire, l'armée vietnamienne dispose d'un matériel de travaux publics colossal : il s'agit de camions et d'engins fournis par les pays socialistes, et du bûcher de guerre pris à l'armée sudiste.

En assignant à l'armée deux tâches — augmenter le rendement et abaisser les prix de revient de la production — le colonel Tran Quoc Tuong semble faire une allusion directe aux carences de certaines coopératives, où les membres passent autant de temps à boire du thé et faire la « causerie » qu'à faire tourner la machine ou à tirer la charrue.

Les qualités spécifiques de l'armée peuvent avoir une influence bénéfique. Car le Vietnamien, lorsqu'il est en pantalon sombre et chemise blanche, devient un parangon d'exactitude dès lors qu'il a revêtu sa tenue kaki. Ensuite le corps du génie de l'armée a une longue expérience dans la reconstruction des pistes, des routes et ponts, et a toujours montré son souci d'éviter le gaspillage.

Thaïlande

Le nouveau gouvernement de M. Seni Pramot se heurte, dès son entrée en fonctions à de très graves difficultés

De notre correspondant

Bangkok. — Le nouveau gouvernement, présenté mardi 5 octobre au roi Bhumibol par le premier ministre sortant, M. Seni Pramot, après près de deux semaines de tractations, ressemble à s'y méprendre au cabinet sortant. La coalition des quatre partis conservateurs — les démocrates, les nationalistes du Chat Thai, le parti de la justice sociale et les sociaux-nationalistes — est reconduite. Les tentatives d'ouverture en direction du parti de l'action sociale de l'ancien premier ministre, M. Kukrit Pramot, et d'exclusion du pouvoir du Chat Thai ont fait long feu.

La réception de ce cabinet de défense, les principaux portefeuilles ne changent pas de titulaires. M. Seni Pramot abandonne la défense, dont il assumait l'inté-

royal — souligne l'ampleur de la crise. Les deux hommes comptent regrouper autour d'eux un certain nombre de démocrates et se rapprocher plus encore des dirigeants du parti nationaliste. Une scission au sein du parti démocrate semble probable. Tout affaiblissement de ce mouvement, déjà divisé en deux camps rivaux, et dont seul M. Seni Pramot parvient à maintenir l'unité, rendrait l'administration du royaume encore plus difficile.

L'affaire Thanom

Or, l'affaire qui avait entraîné directement la chute du gouvernement, fin septembre, le retour d'exil et l'ordination dans un monastère de Bangkok du maréchal Thanom — ne semble pas être en voie de règlement. L'ancien dictateur refuse de reprendre l'avion pour Singapour. Les étudiants sont en état de mobilisation permanente dans les principales universités du pays. Les examens ont été suspendus dans plusieurs établissements. Les étudiants des lycées techniques et les groupes d'extrême droite menacent de manifester dans le centre de Bangkok. D'autre part, le premier ministre et le chef de la police viennent de reconnaître que les deux papiers d'identité falsifiés pendus près de Bangkok (le Monde du 28 septembre) ont été batus à mort et égarés par une patrouille de police.

Le parti nationaliste et le parti de la justice sociale se sont toujours opposés aux intentions du premier ministre, poussé par la majorité des démocrates, de contraindre Thanom à quitter le pays. Ils avaient repoussé, il y a quelques semaines, le projet de création d'un comité de lutte contre la corruption. Ils avaient tout d'abord affirmé que le maréchal a le droit de résider dans le pays. Aujourd'hui, M. Samak demande qu'une enquête soit ouverte sur la responsabilité du maréchal dans les massacres d'étudiants d'octobre 1973. Il semble, en réalité, s'agir d'une manœuvre visant à blanchir l'ancien dictateur.

Le retour des deux maréchaux, l'un en août, l'autre en septembre, apparaît ainsi sous un jour nouveau. Leurs partisans tirant parti de la promesse que leur aurait faite le souverain de pouvoir revenir à Bangkok s'ils acceptaient, en exil, auraient préparé à rentrer le premier, revêtu de la robe de bonze ; une enquête aurait été ouverte à son sujet et au sujet de Frappas. Ce dernier serait en fait resté dans le cadre de cette enquête qui se serait terminée par un non-lieu. Des adversaires des anciens dictateurs auraient manœuvré pour pousser Frappas à faire un faux pas en débarquant à Bangkok avant et non après Thanom.

Les forces armées demeurent divisées, mais ne peuvent faire combien de temps le gouvernement civil demeurera en place. Le roi apparaît comme l'arbitre. Sa longue visite au temple où réside Thanom, qui a aussi rencontré le fils du souverain, — les audiences qu'il a eues d'accorder à des hommes politiques, montre qu'il suit des prés de l'évolution.

PATRICE DE BEER.

LE CABINET

Voici la liste des principales personnalités gouvernementales : Premier ministre et ministre de l'Intérieur : M. Seni Pramot (démocrate) ; Vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture : général P. Ramon Adirakarn (Chat Thai) ; Vice-premier ministre et ministre de la santé : maréchal Dawee (justice sociale) ; Vice-premier ministre et ministre des finances : M. Sawet Pichongkarn (démocrate) ; Vice-premier ministre : M. Prast Kanhamawatt (social-nationaliste) ; Défense : général Sangad Chawong (sans parti) ; Affaires étrangères : M. Pichai Batakul (démocrate) ; Industrie : M. Chatichai Chomchavan (Chat Thai) ; Communications : M. Thavit Kijprathum (justice sociale) ; Education : M. Siri Siriyothin (Chat Thai) ; Commerce : M. Damrong Lathapatt (démocrate) ; Justice : M. Onuan Leekpai (démocrate) ; Ministres attachés au bureau du premier ministre : M. Surin Masalit (démocrate) et Nitipat Chaisajan (sans parti) ; Universités d'Etat : M. Nibhong Seethorn (justice sociale) ; Le cabinet comprend aussi quinze secrétaires d'Etat.

rim, à l'amiral Sangad, qui vient de prendre sa retraite de commandant des forces armées. Le chef des services militaires, M. Prast Kanhamawatt, transmet la justice à un démocrate, et devient quatrième vice-premier ministre. Enfin et surtout, les deux vice-premiers ministres de l'Intérieur, M. Samak et Somborn — liés à l'extrême droite, au parti nationaliste et aux miliaires proches des anciens dictateurs Frappas et Thanom — quittent le gouvernement. Ces deux personnalités, qui ont multiplié les déclarations extrémistes, étaient en fait les véritables responsables de l'Intérieur, le premier ministre n'exerçant qu'un pouvoir nominal dans ce domaine.

Le départ de M. Somborn et Samak, ce dernier insiste sur ses étroites relations avec le palais

Inde

Le procès des membres de l'opposition. Le président du parti socialiste dénonce les « tortures morales et physiques » dont ont été victimes les inculpés

New-Delhi (U.P.I., A.F.P., Reuter, Times). — Le procès du président du parti socialiste indien, M. Georges Fernandes, et de vingt et une autres personnes, accusés de « conspiration » contre l'Etat, s'est ouvert, lundi 4 octobre, de façon spectaculaire devant la Haute Cour de New-Delhi. Lorsque les inculpés firent leur entrée, menottes aux mains, le public se leva. Le dirigeant socialiste demanda au président l'autorisation de faire une déclaration. Il se livra à une violente accusation contre le régime et les procédés brutaux de la police. Il a dénoncé « les tortures morales et physiques » dont ses amis et lui-même ont été victimes. Il a déclaré qu'il avait été incarcéré pendant trois jours dans un cachot de type médiéval, et maintenant évalué par de puissants projecteurs. Il a ajouté qu'il n'avait pu voir un avocat. En revanche, pendant les interrogatoires, la police lui a tenu « un langage obscène et vulgaire ». Qualifiant le procès de « farce » et l'Etat de « police », il a demandé à bénéficier d'un jugement loyal.

M. Fernandes ayant souligné que l'un des inculpés, M. Vikram Sah, industriel et membre du Parlement,

avait eu une crise cardiaque dans sa cellule et ne reçoit aucun soin, si qu'il portait des menottes en dépit de sa qualité de député, le président du tribunal ordonna que celles-ci soient immédiatement enlevées. Il a aussi autorisé le principal accusé à communiquer pendant une heure chaque jour avec son avocat. La Cour reprendra ses audiences le 12 octobre.

D'autre part, la police de New-Delhi a opposé lundi les accusés sur une imprimérie de l'Indian Express, sous prétexte que ce quotidien n'aurait pas acquiescé des taxes municipales. La direction du journal, le plus important de l'Inde (le Monde du 21 septembre), Jaidi, l'immeuble de l'Indian Express, à New-Delhi, avait été privé d'électricité. Le courant avait été rétabli après que la direction du journal eut fait appel devant la justice.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

« La situation des Noirs est celle d'un peuple colonisé » nous déclare. M. Oliver Tambo président du Congrès national africain

De notre envoyée spéciale

Gaborone. — Camarade de classe du président Seretse Khama, M. Oliver Tambo, président de l'African National Congress, mouvement nationaliste sud-africain, était invité, la semaine dernière, au dixième anniversaire de l'indépendance du Botswana. L'A.N.C. soutient notamment le Botswana, qui, après avoir été passé à la clandestinité lors de son interdiction en 1960, est rendu en grande partie responsable, par le gouvernement de l'Afrique du Sud, des émeutes qui ont éclaté dans le pays depuis le 16 juin 1976.

« Depuis le banissement de l'A.N.C., nous déclarait M. Tambo, il n'existe pas en Afrique du Sud de structure politique capable d'organiser une mobilisation de masse. L'A.N.C. agit par voie de tronc, par la radio ou grâce à son implantation clandestine, mais n'a pas les moyens de toucher la population comme le font les lycées et étudiants lors des meetings ».

Le 16 juin a été un accident, une étincelle. La journée ne s'est pas déroulée comme les lycées le pensaient. Ils n'imaginaient pas que la police tirerait. Ces coups de feu des forces de l'ordre ont suffi pour que les jeunes répondent à la répression et continuent à manifester. Ceux-ci agissaient sans aucun doute sous l'influence

des luttes extérieures, au Mozambique, en Angola, au Zimbabwe et sous celle de l'A.N.C., allié aux mouvements nationalistes de la région.

« Les jeunes réagissent à la situation de façon spontanée sans suivre une ligne bien définie. Ils manquent d'organisation politique. Leur mouvement est significatif et important, même s'il n'a pas été planifié par l'A.N.C. A long terme, il apparaît comme une étape dans la lutte générale en Afrique du Sud. — N'êtes-vous pas gêné par le slogan de « black power » (pouvoir noir) qui rappelle la pensée africaine ?

« A mon avis, le slogan et même l'« idéologie » du « black power » ne présentent aucun danger. Ce n'est ni autre qu'un moyen de mobilisation contre un système, contre un pouvoir concentré aux mains de Blancs. Rapidement, la stratégie des jeunes s'identifiera à celle de l'A.N.C. »

Déjà, dans les années 60, les jeunes Noirs étaient pour un nationalisme africain, mais ils ont vite dépassé ce stade, comme le montre l'adoption, quelques années plus tard, de la charte de la liberté qui prône une société démocratique et non raciale. Ce texte reste toujours valable au sein de l'A.N.C.

L'objectif du Congrès n'est pas la prise du pouvoir par les Noirs, mais généralement par les gens qui combattent le système actuel. Beaucoup de Blancs sud-africains se posent actuellement des questions encore plus que les événements d'Afrique australe, qui rendent le système intenable.

« Je ne peux imaginer une Afrique construite sur les différences de races et de couleur. — Vous comparez beaucoup l'Afrique du Sud à la Rhodésie, au Mozambique et à la Namibie.

« Il n'y a pas de différences. Notre situation est également celle d'un peuple colonisé. Bien avant la création de la République, nous luttons contre le colon britannique. Depuis, notre situation n'a pas changé, elle s'est même détériorée. Tout Noir est actuellement considéré comme un étranger dans son propre pays. »

« Comme au Mozambique, en Angola, au Zimbabwe ou en Namibie, les jeunes Noirs sud-africains font partie du mouvement révolutionnaire qui réclame le transfert du pouvoir au peuple entier. Le combat prend une forme violente, et, s'il est inspiré par la jeunesse, il reste l'état d'esprit de tous les Noirs dans la région. »

« Dans les faits, les moyens de lutte sont, bien sûr, différents. Les Mozambicains possèdent et procurent des armes. Pour le moment, les Noirs en Afrique du Sud n'en possèdent pas... mais ils s'arment et le combat prendra alors une plus grande dimension. — Votre organisation s'est toujours opposée à la politique des Bantoustans, à la partition de l'Afrique du Sud en mini-Etats. Pensez-vous que des pays africains reconnaîtront l'indépendance du Transkei le 28 octobre prochain ?

« Nous devons être optimistes, car l'O.D.A. (Organisation l'unité africaine) a été très ferme à ce sujet. Tous les pays qui reconnaîtront le Transkei seront considérés comme traités. De toute façon, le développement de la lutte en Afrique du Sud posera des problèmes sérieux pour le maintien d'un Etat solidement indépendant au Transkei. »

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU.

Rhodésie

LA CONFÉRENCE CONVOQUÉE PAR LONDRES SE RÉUNIRA DANS LA DEUXIÈME QUINZAINE D'OCTOBRE

(De notre envoyé spécial.) Salisbury. — La brève visite en Rhodésie de M. Ted Rowlands, secrétaire d'Etat au Foreign Office, et William Schaefele, secrétaire américain adjoint aux affaires africaines, semble s'être conclue sur un accord général pour réunir une conférence présidée par Londres dans la deuxième quinzaine d'octobre. Cette conférence, à laquelle M. Smith doit participer, sera chargée de doter la Rhodésie d'un régime de transition.

Arrivé à Salisbury lundi 4 octobre en milieu de journée, les deux émissaires ont regagné Pretoria en fin de soirée après avoir rendu visite au premier ministre rhodésien et rencontré tout d'abord deux leaders nationalistes africains, M. Joshua Nkomo et l'évêque Abel Muzorewa.

Dans un communiqué publié conjointement lundi soir avec le gouvernement rhodésien, M. Rowlands et Schaefele ont fait état de leur accord pour que « la conférence chargée de mettre en place un gouvernement intérimaire » se réunisse « aussitôt que des arrangements pratiques pourront le permettre ». Le lieu le plus probable de réunion demeure la ville zambienne de Livingstone, à proximité des chutes Victoria.

Avant de quitter Salisbury, M. Rowlands et Schaefele ont reçu les représentants du Rhodésia Party et du parti du centre, deux petits groupes libéraux européens auxquels ils ont, semble-t-il, laissé peu d'espoir d'être représentés à la future conférence. Ils ont également accordé des audiences à quatre chefs africains, membres du Sénat et du gouvernement Smith, ainsi qu'à des délégués des milieux d'affaires et des fermiers européens. — J.-C. P.

Pridi BANOMYONG

ANCIEN RÉGENT ET ANCIEN PREMIER MINISTRE DE SIAM (THAÏLANDE) raconte ses expériences dans son nouveau livre

« ma vie mouvementée et mes 21 ANS D'EXIL en CHINE populaire »



L'auteur avec Mao Tsé-toung.

A peine avait-il commencé à le feuilleter, que j'ai éprouvé le besoin de le lire de la première ligne à la dernière, tellement j'ai été captivé par la variété des témoignages et des observations inédites que vous apportez dans ce livre si riche et si concret. Votre expérience, ou plutôt vos expériences exceptionnelles de la Chine populaire, dès le moment de la naissance internationale de cette nation, ne peuvent laisser le lecteur indifférent.

Alain PEYREFITTE

Éditeurs : UNESCO et BANGKOK POST

Dépot légal en France : Bibliothèque de l'Etat, 101-103 rue de la Harpe, 75005 Paris. Dépôt et vente de l'édition française : LE PHENIX 72 boulevard de Sébastopol (Métro Réaumur Sébastopol) 75003 PARIS — Tél. 272.70.31. S'adresser aux librairies de France et des pays francophones et à l'ASIATIQUE 6 rue Christine 75006 PARIS — Tél. 325.34.57. PRIX de Vente (1er trimestre 1976) : 320 pages — 39 francs. (Sous presse et en préparation : éditions anglaise, allemande et italienne).

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Bottes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures, et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit.
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6°

EXPOSITION D'OBJETS D'ART DE CHINE

Du MARDI 5 au JEUDI 7 octobre de 10 heures à 21 heures à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V SALON LOUIS-XIII

ivoires SCULPTÉS DANS LA MASSE, ET **pierres dures**

SCULPTES : LAPIS-LAZULIS, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOÏSITE RUBIS (Boudha), MALACHITES, AGATES CORALLINES, etc...

Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures

PORCELAINE FINE

Un troisième Capel pour les grands et pour les forts : Capel-Madeleine

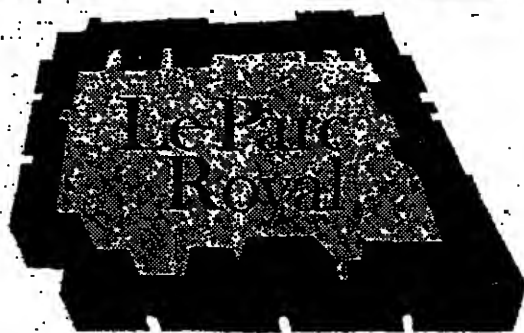
Capel ouvre un nouveau magasin
26 Bd Malesherbes 75008 Paris 266.34.21.
Et toujours, Capel 76 Bd de Sébastopol 75003 Paris 272.25.09 • Capel Montparnasse Centre commercial Maine-Montparnasse 75015 Paris 538.73.51

150

150

PIERRE BATON
présente

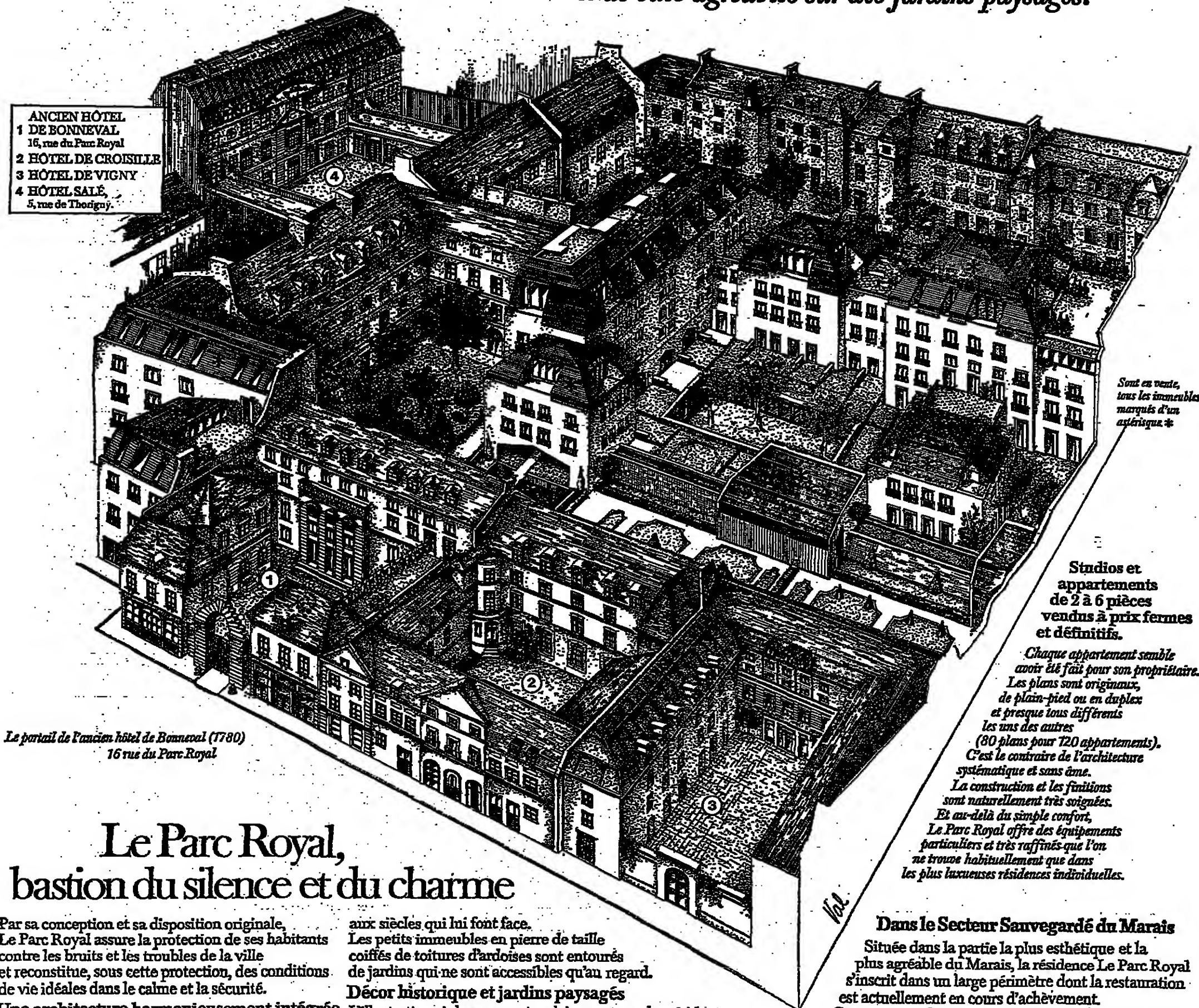
Dans le Marais



16, rue du Parc Royal, Paris 3^e

une résidence qui a pour elle: protection et environnement

*Protégés par une enceinte d'immeubles anciens et d'hôtels historiques en voie de restauration,
120 appartements hors du commun vont bénéficier d'un calme absolu
et de vues agréables sur des jardins paysagés.*



ANCIEN HOTEL
1 DE BONNEVAL
16, rue du Parc Royal
2 HOTEL DE CROISILLE
3 HOTEL DE VIGNY
4 HOTEL SALE
5, rue de Thorigny.

Sont en vente,
tous les immeubles
marqués d'un
astérisque *

Le portail de l'ancien hôtel de Bonneval (1780)
16 rue du Parc Royal

Le Parc Royal, bastion du silence et du charme

Par sa conception et sa disposition originale, Le Parc Royal assure la protection de ses habitants contre les bruits et les troubles de la ville et reconstitue, sous cette protection, des conditions de vie idéales dans le calme et la sécurité. Une architecture harmonieusement intégrée Ici, l'enceinte est formée par des hôtels historiques et des immeubles anciens. Elle abrite les constructions nouvelles dont l'architecture d'accompagnement s'intègre bien

aux siècles qui lui font face. Les petits immeubles en pierre de taille coiffés de toitures d'ardoises sont entourés de jardins qui ne sont accessibles qu'au regard. Décor historique et jardins paysagés L'illustration ci-dessus montre clairement que les résidents vont ainsi bénéficier d'un calme absolu et d'une protection totale. Ils jouiront aussi de vues agréables et dégagées sur les façades anciennes qui les entourent et représentent pour eux le plus beau décor qui se puisse rêver dans Paris.

Studios et appartements de 2 à 6 pièces vendus à prix fermes et définitifs. Chaque appartement semble avoir été fait pour son propriétaire. Les plans sont originaux, de plain-pied ou en duplex et presque tous différents les uns des autres (80 plans pour 120 appartements). C'est le contraire de l'architecture systématique et sans âme. La construction et les finitions sont naturellement très soignées. Et au-delà du simple confort, Le Parc Royal offre des équipements particuliers et très raffinés que l'on ne trouve habituellement que dans les plus luxueuses résidences individuelles.

Dans le Secteur Sauvegardé du Marais

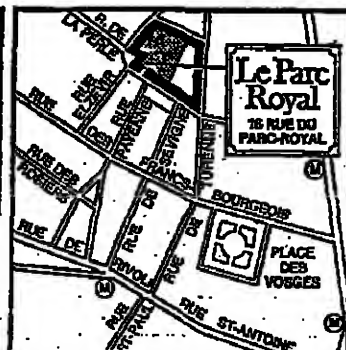
Située dans la partie la plus esthétique et la plus agréable du Marais, la résidence Le Parc Royal s'inscrit dans un large périmètre dont la restauration est actuellement en cours d'achèvement. Ceux qui viendront s'installer là vont donc profiter d'un environnement architectural particulièrement intéressant et que rien ne pourra altérer puisqu'il s'insère dans le Plan Permanent de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais.

Programme réalisé par la SOREMA

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE RESTAURATION DU MARAIS

Dans le cadre du Plan Permanent de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais, la réalisation d'un secteur pilote de trois hectares a été confiée à la Société d'Économie Mixte de Restauration du Marais (SOREMA), créée à cette fin. Ce premier secteur opérationnel est en voie d'achève-

ment et Pilot dans lequel est compris Le Parc Royal en constitue la dernière phase. C'est donc avec la maîtrise que confère l'expérience que la SOREMA réalise cette résidence, qui présente de réelles garanties de sérieux, de qualité - esthétique et technique - et de juste prix.



Pour ce programme, la SOREMA s'est assurée le concours du GROUPE PIERRE BATON SA 21, AVENUE PAUL DOUMER PARIS 16^e TELEPHONE 704.55.55 704.83.20

Envoyez ce bon ou votre carte de visite à Pierre Baton S.A. 21, Av. Paul Doumer, 75016 Paris.

Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, une documentation Le Parc Royal.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

LES ALLOCUTIONS



Etats-Unis

Le secrétaire à l'agriculture a donné sa démission

On compte 76 professeurs français détachés en Iran, et 27 volontaires du service national. En France, les boursiers iraniens en cours d'études ou de stage sont

هكذا بينه وبين

Journal 150

PROCHE-ORIENT

Iran : mythes et réalités

III. - DU BEURRE OU DES CANONS ?

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

La baisse des revenus pétroliers de l'Iran a aggravé les problèmes structurels aux- quels se heurtent son économie. Nombre d'économistes doutent que l'empire des Pahlévi ne réussisse à se hisser, avant la fin du siècle, au rang de grande puissance industrielle. Face à l'agitation universitaire et ouvrière ainsi qu'à la recrudescence de la « guérilla urbaine », la répression — déjà particulièrement sévère — s'est accentuée. (Le Monde - des 3-4 et 5 octobre.)

Téhéran. — « La révolution du chah n'est plus blanche, elle est rose ». Cette remarque désabusée d'un commerçant iranien donne la mesure de la médiocrité du régime pahlévien. La répression — déjà particulièrement sévère — s'est accentuée. (Le Monde - des 3-4 et 5 octobre.)

France trait s'accroît

leur sera réservé dans une conjoncture économique qui se dégrade, ont treint leurs investissements. Nombre de possesseurs préfèrent mettre leurs capitaux à l'étranger : plus de 2 milliards de dollars, estime-t-on, ont pris le chemin de l'étranger ou des États-Unis au cours de ces derniers mois.

L'attitude de la bourgeoisie iranienne est ambivalente, « schizo-phrénique », selon le terme d'un sociologue. Elle est favorable au système socio-économique instauré par la « révolution blanche » du chah, qui lui permet encore, malgré tout, de prospérer ; mais elle est en même temps fortement indisposée par un régime politique fondé sur le pouvoir personnel, qui l'exclut des centres de décision tout en favorisant l'arbitraire.

Les 290 chasseurs-bombardiers lourds Phantom, les 300 avions d'interception F-5, les 80 Tomcat F-14 munis de missiles Phoenix, les 300 appareils de combat F-16 et F-18, en voie d'acquisition, donneront à l'armée de l'air iranienne la supériorité — du moins sur le papier — sur celle d'Irak. Les 600 hélicoptères, dont 500 du dernier modèle Bell, équipés de fusées ou de canons, placés en voie de livraison, donneront à l'armée de l'air iranienne la supériorité — du moins sur le papier — sur celle d'Irak.

Une enquête éditée du Sénat américain

Les États-Unis ont livré à l'Iran des matériels trop compliqués, et les Américains eux-mêmes ne parviennent pas toujours à les maîtriser. Deux exemples sont cités : le Tomcat F-14 n'est pas, à ce jour, opérationnel ; les contre-torpilleurs du type Spruance, dont quatre exemplaires sont livrés à l'Iran, est plus sophistiqué que celui actuellement en usage aux États-Unis. Ce navire de guerre ne sera d'ailleurs livré qu'en 1978, et l'Iran n'a pas encore eu le temps de l'accepter.

La quarantaine de contre-torpilleurs, de frégates et de patrouilleurs munis de missiles commandés aux États-Unis.

Les États-Unis se sont comportés en commerçants peu scrupuleux. Le président Nixon et M. Kissinger, à la suite d'un accord secret conclu en mai 1972 avec le chah — et dont la commission ne révèle pas la teneur — avaient donné, en juillet de la même année, des directives à l'administration pour vendre, en quantité illimitée, tous les types d'armement à l'exception des armes nucléaires que l'Iran souhaiterait acquérir. Cette décision, « sans précédent » dans les annales américaines, selon la commission sénatoriale, a conduit les services de vente des trois armes (terre, mer et air) à rivaliser pour écouler le maximum de matériel en Iran, sans tenir compte des besoins ni des possibilités d'absorption de ce pays. Les démarcheurs américains, qui cherchaient souvent à rentabiliser la production de nouveaux types d'armement, s'efforçaient d'informer leurs interlocuteurs iraniens de la complexité du matériel proposé, et de leur faire croire que les dépenses possibles sur les intérêts politiques,

diplomatiques et stratégiques des États-Unis dans la région.

La commission sénatoriale répond indirectement aux arguments du chah en faisant valoir que Téhéran entraîne de lourds rapports avec tous ses voisins, y compris avec l'Irak (après la liquidation, l'armée iranienne, du contentieux opposant les deux pays) ; que l'armée du chah est d'ores et déjà la plus puissante de la région ; que la liberté de navigation dans le golfe Persique n'est pas menacée, compte tenu des dimensions du détroit d'Ormuz, qui rend son obstruction impossible ; qu'une improbable agression soviétique contre l'Iran susciterait une riposte immédiate des États-Unis.

La commission énumère quatre raisons qui inciteraient le chah à poursuivre une politique d'armement à outrance : flatter son amour-propre pour conserver sa légitimité ; relever le prestige de l'Iran sur la scène internationale ; empêcher (comme c'est le cas actuellement à Oman) des révolutions de s'emparer du pouvoir dans les pays voisins, en particulier en Arabie Saoudite ; résister à d'éventuels mouvements séparatistes encouragés par l'I.R.S.S. en Iran, où chez l'un de ses voisins, l'Arménie, en voie d'acquisition n'est cependant pas adaptée aux types d'opérations militaires que nécessiteraient de telles opérations.

Le nombre des Américains résidant en Iran, actuellement de vingt-quatre mille, s'élève à cinquante ou soixante mille, et peut-être davantage, d'ici à 1980. Il est douteux que le cri d'alarme lancé par les sénateurs américains conduise Washington à changer son attitude à l'égard de Téhéran.

L'Iran — de même que ses voisins, qui ont suivi son exemple — règle ses achats au comptant. Les États-Unis viennent de suppléer l'Allemagne fédérale comme premier fournisseur de l'empire des Pahlévi. Ils lui vendraient, d'ici à 1980, selon un protocole récemment conclu, des produits non militaires pour 24 milliards de dollars.

D'autre part, la politique étrangère de Téhéran, axée sur la résistance à l'influence soviétique dans les pays bordant le golfe Persique et l'Océan Indien, est en tous points « conforme aux intérêts nationaux américains », selon les termes de M. Kissinger. Le chah estimait des lors que Washington était condamné à le soutenir, faute de quoi l'Iran serait perdu pour l'Occident. La commission sénatoriale n'est pas tout à fait de cet avis. La dépendance de l'armée iranienne à l'égard des États-Unis est telle, soutient-elle, qu'il serait très difficile, sinon impossible, de modifier sensiblement les relations entre les deux pays, même si une « révolution en Iran devait aboutir au remplacement du chah par un régime anti-américain ».

FIN.

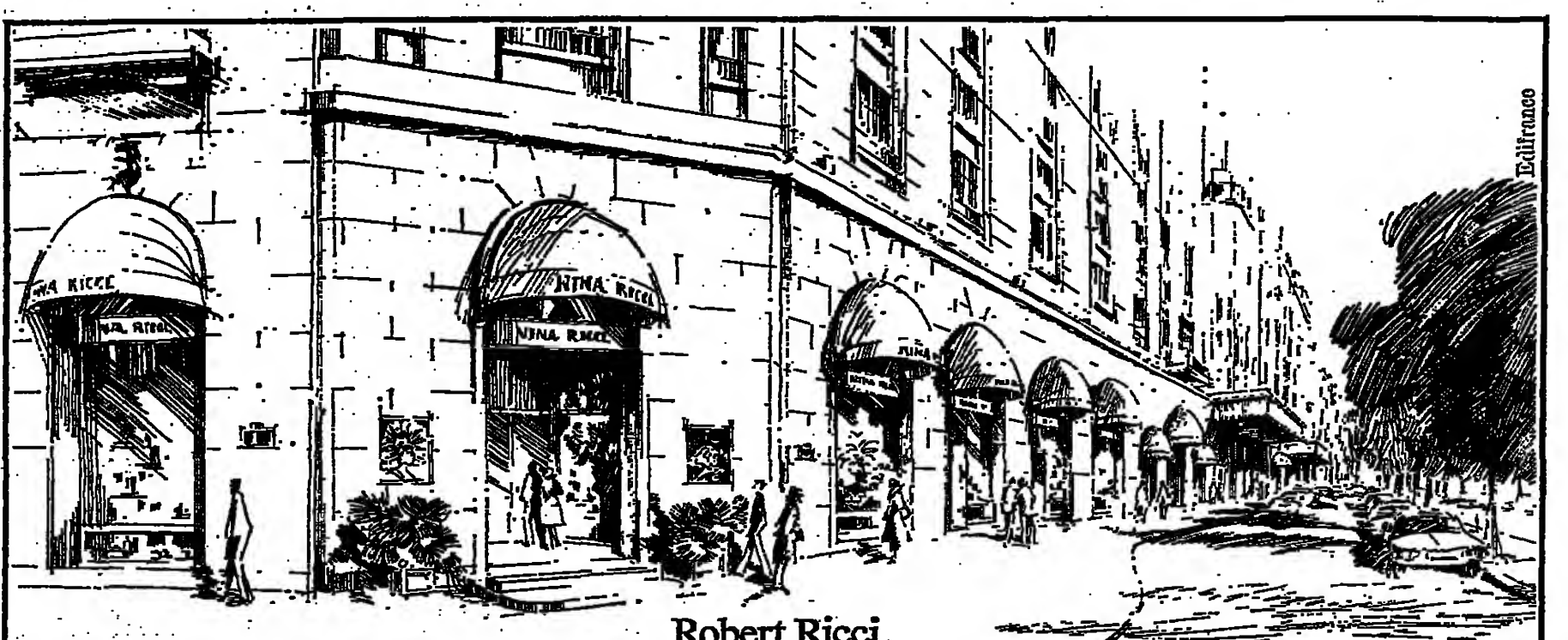
IRAN : UN PARI GAGNÉ

(TAUX DE CROISSANCE ANNUEL 25 %)

La relative complexité de ce marché a, durant ces trois dernières années, découragé de nombreuses sociétés françaises qui croyaient trouver en Iran une solution facile à leurs problèmes de débouchés. Pourtant, comme certaines expériences l'ont montré, une approche bien préparée peut conduire les entreprises françaises à des opérations rentables.

L'Association Contacts E.S.C. Rouen, suite à une année de recherches, publie un guide à l'exportation et à l'investissement en Iran.

Renseignements et commandes : Association CONTACTS E.S.C. ROUEN - 33 André-Siegfried - 76120, Mont-Saint-Aignan - Téléphone : (02-35) 74-35-25.



Robert Ricci
Président des Sociétés NINA RICCI

Vous invite à visiter la nouvelle Boutique

“NINA RICCI - GEORGE V”
(angle des avenues George V et Pierre-1^{er}-de-Serbie)

Sur 3 étages :

Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fourrures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires,
Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc.

... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h tous les jours sauf dimanche

**S'il n'y avait pas de salle
de conférences
pour faire du travail sérieux,**



**vous vous êtes trompé d'hôtel.
Dommage.**

Un service de conférence complet (à des conditions avantageuses) pour un nombre d'invités allant de 6 à 1 000, selon l'hôtel, voilà l'un des avantages que vous apprécierez chez Holiday Inn.

Holiday Inn, le chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Monte-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Reissy.



**Holiday Inn®
HOTEL**

Bureau de réservations :
Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 696 50 87 - Télex 204696.

PROCHE-ORIENT

DEUX POINTS DE VUE SUR LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Le pays qu'on assassine

..par PIERRE DE BOISDEFFRE (*)

P our avoir vécu à Beyrouth et pour n'avoir pas cessé d'aimer le Liban, je crois avoir quelque idée de ce qu'il représentait : un des derniers espoirs d'un monde qui répudie le racisme dans les mots, mais la pratique allègrement dans les faits. Certes, du temps où la bourgeoisie — musulmane ou chrétienne — n'imaginait pas que l'ennemi se cache sous l'habit de l'indigent, on n'arrivait de mettre en garde mes amis libanais contre cette illusion de croire qu'on peut éternellement vivre heureux dans un monde qui ne l'est pas. Ou bien alors, il fallait se résigner à l'accepter. Mais le Liban n'avait ni administration ni armée dignes de ce nom, pas de sécurité sociale, il abandonnait ses écoles à l'Eglise et ses universités aux protecteurs étrangers. Il n'avait ni armée ni directeur, le service militaire et l'enseignement obligatoire.

(car les deux sont liés), n'aurait-elle pas le même droit? Certes, il est affreux de voir l'image du Christ sur les machines de guerre qui ont enfumé les défenses de Jérusalem, mais on ne peut pas s'étourne-t-on de voir les Marocnites se battre pour défendre leur pays, alors que nul ne s'étourne de voir les Palestiniens user de toutes les troupes contre Israël? Que l'ennemi se cache sous l'habit de réfugiés qu'il a acceptés sur son sol campent avec armes et bagages, constituent une armée occupent sa capitale, contrôlent ses routes, rattachent les villes à la capitale, ne peuvent pas conscription? On comprend que, pour la majorité des Libanais, y compris les chrétiens, l'intervention syrienne — à défaut de celle de la France — ait été accueillie comme un moindre mal!

Pour le moment, tout ce qu'on

Le subtil équilibre des minorités et des confessions, la prééminence spirituelle de la culture, le rôle de l'Etat, voilà ce qui a placé l'Arabie du capitalisme occidental et arabe... tout cela supposait un climat de paix. Mais, enfin, le fait est là : musulmans, chrétiens ou juifs (il y en avait) vivaient en paix. L'inégalité était grande, c'est vrai, et la pseudo-majorité chrétienne n'était pas exempte de privilèges. Mais chacun mangé à sa faim. Usait le journal de son choix, élevait ses enfants comme il l'entendait, fréquentait la chapelle ou la mosquée. L'absence d'Etat ne gênait personne. Et puis, jour après jour, sont arrivés les réfugiés palestiniens, sur un territoire déjà surpeuplé (290 habitants au kilomètre carré) : 30, en Syrie; 22, en Jordanie; 3,2 en Arabie Saoudite; 150 000, dès 1948. Prés d'un demi-million, aujourd'hui.

O paradoxe ! Dans le viel empire ottoman, soumis à une religion d'Etat, et qui n'était pourtant pas tendre à l'égard des minorités, musulmans, chrétiens et juifs, Turcs, Grecs et Macédo-niens vivaient en paix. Il y avait à Constantinople une forte minorité chrétienne qui contribuait à l'essor de la cité ; à Smyrne, autant de Grecs qu'à Alexandrie, presque autant d'étrangers que d'Égyptiens. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de Grecs en Turquie... pas même sur la

« Il ne s'agit pas de jeter la
 pierre à ces malheureux. Ils de-
 viennent les fils des Arabes
 sont bien gardés d'intégrer ces
 misérables, préférant les parquer
 dans des réserves où, nourris tant
 bien que mal par l'ONU, ils ser-
 raient d'argument... et de
 masse de manœuvre — contre le
 régime détesté. Le pays qui les a

côte égyptienne — et plus de Turcs
 en Grèce — pas même à Saloni-
 que. Chypre, qui ne pourrait
 prospérer que dans la symbiose
 des deux communautés, est
 dans le pétrin. Il n'y a plus que
 huit mille réfugiés grecs, et
 où siège encore (pour combien de
 temps ?) le patriarchat orthodoxe.
 Je dis-neuvième siècle était
 moins raciste que le nôtre !

Cesuccils le pluslibéralement
tât le moins proche de leur
combat. Si l'Etat libanais s'étai-
comporté selon les principes de
l'Etat d'Israël, il aurait déjà com-
l'question serait réglée. Le Li-
a laissé faire. Il a laissé entrer
chez lui, non seulement des réfugi-
és, mais des terroristes inter-
nationaux : Irakiens, Somaliens,
Cubains, et même des Japonais
et des Allemands venus s'initier
aux techniques de la guérilla. Et, en
fin de compte, c'est, en fait, le
nouveau Septembre qui a été
l'ont voulu tuer d'imposer les
Phalanges, mais trop tard. La
guerre est internationalisée. Et
l'avenir repolit des otus fabri-
cés dans toutes les parties du
monde.

Certes, les Palestiniens — tout
comme les Israéliens — ont droit
à une patrie. Mais la commu-
nauté maronite, qui lutte depuis
des mille ans — comme l'Ir-
lande, comme la Pologne, comme
l'Arménie — dans le gâchis, dans
le harcèlement hostile, a une tra-
dition religieuse et ethnique

Une paix juste et durable de-
vrait voir s'établir au Proche-
Orient deux et peut-être trois
Etats multiconfessionnels et multi-
raciaux : l'Israël, la Palestine,
le Liban. Mais, en fait, tout se
passe comme si chaque ethnie,
poussée par de mauvais bergers,
s'ingéniait à rendre la coexistence
impossible. Finira-t-on par ins-
taller la loi du désert et la mer-
cenaire série. Jusqu'à quand les
gènes, armés jusqu'aux dents, in-
dubitablement opposés les uns aux
autres ? En ce cas, la paix restera
précatoire. En attendant, si l'on
veut décourager la guerre sainte,
il faut aussi décourager ceux
qui — des deux côtés — l'entre-
tiennent. Ce n'est pas seulement
la guerre que l'on fait
aujourd'hui la guerre, on a écrit
des mots et des slogans qui tuent.
Il est facile de baptiser « fas-
cistes » les chrétiens du Liban et
de mettre une auréole aux
« islam-progressistes » — fusen-
t-ils banquiers ou féodaux. Mais
n'est servir ni la vérité ni la
paix.

En attendant, des millions de

(*) Ecrivain et diplomate.

Des « martyrs » pour qui ?

par OLIVIER CARRÉ (*)

La gauche libanaise s'est battue pour un nouveau Liban « révolutionnaire », (réfute le décolonialisme), avec de nouvelles orientations sociales et économiques, et pro-palestiniennes. La communauté maronite y a vu une menace pour son existence même, et la gauche libanaise a été éliminée. La gauche libanaise n'a pas été éliminée dans son existence par le programme laïque et démocratique de l'O.L.P. L'immigration syrienne avait pour but de faire faire les canots des deux camps, et de faire passer le Liban à un autre cycle ininterrompu de représailles. L'arbitrage syrien, étant donné le passé (1920 et la suite), ne pouvait être efficace que s'il n'était pas systématiquement pro-syrien. Les libanais ont été obligés de se battre l'offensive des gens de K. Joumblatt pour éviter d'être submergés par une pays entier.

L'hulie sur le feu libanais, ce n'est pas tellement la resistance palestiniennne elle-meme, qui n'est pas les differents partisans libanais : israeliens, americains, sovietiques, etc. Si la guerre civile libanaise a rebondi atrocement depuis le 15 mars, c'est en grande partie parce que le camp progressiste libanais a cru bon (pour quelques raisons, il serait difficile de les dire toutes) de rallier a lui celles des forces palestiniennes qui n'etait pas dans la mouvance directe du parti du Sagre. Mais c'est la cause sa- rade qui a fait de la resistance libanaise a un complet egpto-americano-syrien ? Il s'agissait en tout cas sirement de pouvoir compter sur les forces armees palestiniennes du Liban.

Du côté palestinien, Arafat a parlé pour Joubailat contre Assad et contre les forces les mieux armées de la résistance palestinienne : l'A.L.P. et la Saïka. Il y avait là un choix « politique » fait en haut lieu dans les instances de l'O.L.P. Il paraissait possible qu'Arafat cède alors la place au chef de la Saïka, Zuhayr Mohsen, mais il n'en fut rien. Les deux camps ont subi de graves revers, notamment lors récents affrontements, à Beyrouth, entre les forces de Chamoun et des Phalanges d'une part, et les forces palestiniennes de Arafat d'autre part, sont une conséquence de l'option politique qui domine dans le camp palestinien, l'option de la droite.

L'idéologie politique et sociale du (Arafat) est nettement moins révolutionnaire que celle des Palestiniens basistes (Mohsen). De plus, un mouvement de résistance ne peut bénéficier de l'aide continue d'un Etat sans être contraint, tôt ou tard, de s'aligner sur la politique étrangère de cet Etat. Or, la politique étrangère de l'Arabie saoudite n'est bénéfique pour l'avenir de la Palestine arabe. L'atout palestinien est peut-être plutôt dans la main de Z. Mohsen. Le camp de (réfugiés fortement armés) de Tell-El-Zaatar a été assiégé par les forces de l'extrême droite maronite, et les Palestiniens ont été délogés par les forces israéliennes. La cause palestinienne est compromise.

Les Palestiniens, dans cette tragédie, ont été affrontement obligé et Mohsen. La crise libanaise et l'intervention syrienne entraînent (enfin) la résistance palestinienne à présenter un front unifié, ce qui exigera peut-être une lutte à mort entre les deux tendances.

Sorallah-que vous qu'on appelle la « paix arabe » — est mauvaise parce qu'elle est américaine ? Tant donné que la guerre d'octobre 1973 — ne l'oublions pas — s'est soldée par une victoire « israélienne » interrompue, ça sont les Américains et eux seuls qui ont gagné. Et ça n'est pas tout. C'est même la victoire de l'Occident. Même dans le cadre de la conférence de Genève, cette offre réstaterait dévaloir. C'est devant cette évidence que les chefs d'Etats arabes ont refusé de signer la déclaration de cessez-le-feu. C'est aussi la massacre des Palestiniens d'Amman, en septembre 1970, suite à la conséquence directe et inévitable de l'acceptation par Nasser et Hussein d'un plan de négociation américain (dit plan Rogers). Le plan Rogers est une erreur. Une erreur. Beaucoup le pensent. Il en est de même aujourd'hui.

Alors, soyons conséquents : ou bien nous soulevons un débat de paix... Proche-Orient, ou bien nous nous référons au «thème révolutionnaire» qui ne nous côtoie que d'être fiers des «martyrs palestiniens. Une grande partie se joue actuellement en Syrie-Liban-Jordanie-Egypte-Arabie-Israël sous la houlette américaine (avec l'accord soviétique, comme lors du plan Rogers en juillet 1970) et, pour la première fois depuis octobre 1973, un règlement prenant en compte les intérêts de tous les protagonistes. Le Proche-Orient, c'est une donnée politique que les chefs palestiniens savent depuis longtemps, que cela plaise ou non aux sensibilités de la «gauche» française.

La priorité n'est-elle pas l'évacuation par Israël des territoires arabes occupés depuis juin 1967 ? La présence syrienne au Liban en est sans doute, actuellement, la condition « sine qua non ». Pourquoi crier « a priori » à la trahison de la cause palestinienne ? Quant aux forces de révolution sociale au Proche-Orient arabo-israélien, c'est évident qu'elles ont été et restent le produit d'un moyen révolutionnaire. Le programme socialiste de la résistance palestinienne confère alors en vérité mie à l'épreuve. Or c'est ce programme-là qui conduit à la résistance le rôle d'avant-garde qu'elle revendique.

(*) Chargé de recherche, Fondation nationale des sciences politiques.

Alexandre Sanguinetti

une nouvelle résistance

“En proclamant dès la première phrase de son livre “Une nouvelle résistance” : “je suis gaulliste en 1976”, Alexandre Sanguinetti exprime sa foi sous la forme d’un défi.”

ANDRE PASSERON "LE MONDE"

"Un livre qui a un ton, j'allais dire une âme. Ce n'est pas si fréquent."

**"Gaulliste ardent, Alexandre Sanguinetti
ressemble à ces héros de l'An II :
il croit tout ce qu'il dit."**

PLON

LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !

« HAIR CHIRURGICAL »
SUPPRIME LA PERRUQUE
ABOLIT TOUTES LES TECHNIQUES
ET LE PROUVE

Nom
Adresse Tél.

**Consultation gratuite sur rendez-vous (sauf samedi après-midi).
Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h,
38, rue de Bassano - 75008 PARIS. — Téléphone : 723-55-18.**

INSTITUT D'ÉTUDES HÉBRAIQUES

20, rue SERVANDONI, PARIS (6^e) - 633-39-22

COURS d'HÉBREU CLASSIQUE et MODERNE

COURS de CULTURE JUIVE
(Bible, Loi orale, Pensée juive)

**ENSEIGNEMENT PAR PETITS GROUPES
INITIATION A LA RECHERCHE
BIBLIOTHEQUE - SALLES DE CONFERENCE
Secrétariat du lundi au jeudi de 14 h. à 18 h.**

١٥٠٠

PROCHE-ORIENT

Liban

La droite rejette le projet de «table ronde» avant le règlement du problème palestinien

Tandis que M. Kamal Joumblatt, le leader de la gauche libanaise, poursuit ses conversations à Paris — il a été reçu le lundi 4 octobre par MM. Georges Marchais, Couve de Murville et François Mitterrand — les chefs de file de la droite chrétienne se sont prononcés contre le projet d'une «table ronde» réunissant les seuls belligérants libanais, à Paris ou ailleurs. M. Pierre Gemayel, le chef des Phalanges,

a déclaré : « Le fond du problème libano-palestinien doit être traité avant toute autre chose. Il doit être réglé d'une manière radicale et réaliste. » Plus explicitement, M. Camille Chamoun a affirmé : « Nous refusons toute négociation avant un cessez-le-feu total, le retrait des Palestiniens des positions qu'ils occupent en territoire libanais et la mise en application de l'accord du Caire sur leur statut. »

Vers une négociation entre l'O.L.P. et Damas ?

De notre correspondant
Beyrouth. — La résistance palestinienne aurait décidé de négocier avec la Syrie, après une semaine de délibérations qui a suivi l'abandon de l'enclave qu'elle tenait avec ses alliés de gauche dans le secteur chrétien de la montagne. M. Hani Al-Sassan, conseiller politique du chef de l'O.L.P., M. Arafat, se trouve depuis samedi à Damas.

Des responsables palestiniens laissent entendre que l'O.L.P. a décidé d'assombrir son attitude à l'égard de la Syrie. Mais ils ajoutent qu'ils ne veulent pas en outre quelles concessions pourraient ouvrir la voie à un dialogue.

La décision de négocier aurait été prise pour répondre au désir d'un courant au sein de la résistance. Mais il est possible que la tendance opposée tente de démontrer qu'il n'y a rien à espérer de la Syrie, qui ne chercherait qu'à obtenir la capitulation de l'O.L.P., faite de quoi elle poursuivrait son offensive contre les Palestiniens.

Les milieux de la droite chrétienne sont persuadés, pour leur part, que les opérations de l'armée syrienne représentent à brève échéance. Deux délégations phalangistes se sont rendues, lundi et mardi en Syrie. Le chef de la section libanaise du Baas syrien, M. Assam El-Khatib, arrivé lundi de Damas dans le secteur conservateur chrétien de Beyrouth, a lui aussi soutenu qu'une nouvelle offensive syrienne est imminente.

Quoi qu'il en soit, il est prévu une rencontre, dans les deux prochains jours, entre le général Naji Jamil, vice-ministre syrien de la Défense, et le général Aoun, numéro deux du Path. Si ce premier contact devait se révéler positif, le président Assad recevrait M. Arafat.

Sur le plan libano-palestinien, des conversations se déroulent entre militaires sur l'application des accords du Caire conclus entre les deux parties en 1968. Il est toujours question, à ce propos, d'un entretien entre le président Sarkis et le président de l'O.L.P., Yasser Arafat.

Cependant, il va de soi que les pourparlers libano-palestiniens sont tributaires des négociations syro-palestiniennes. En attendant le résultat de ces tractations, la bataille continue au ralenti, notamment sur le nouveau front, celui d'Aley, où

de fermer les yeux devant de tels massacres, compte tenu de l'importante minorité druze établie en Syrie.

Lucien GEORGE.
M. Kamal Joumblatt, président du parti socialiste progressiste, a été reçu, lundi 4 octobre, au siège du P.C.P. par M. Georges Marchais et a également eu un entretien avec M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.F.

(PUBLIQUÉ)
Communiqué de Georges Bartoli Conseil

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : « J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour préserver, malgré les impératifs du chantier, dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier. »

Le charme du petit port de Saint-Mandrier.
Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous. Le Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un terrain d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

la Pinède Saint-Georges
Studios, 2, 3 et 4 pièces
Livraison printemps 1977
Possibilité de location.
Renseignements et vente sur place
(7 jours sur 7)
Tél. 06-84.54.57.12

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne. La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-terrasse attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyer ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____ M. 1

DES DIZAINES DE DRUZES AURAIENT ÉTÉ EXÉCUTÉS PAR LES MILICIENS DE DROITE

Beyrouth (A.F.P.). — Des informations concordantes provenant de diverses sources ont confirmé l'exécution sommaire de plusieurs dizaines de personnes, la semaine dernière, dans deux villages du district du Metn (25 km au nord-est de Beyrouth) conquis par les forces de droite (Le Monde du 5 octobre).

M. Hassan Sahri Al Kholi, représentant de la Ligue arabe au Liban, a indiqué, le lundi 4 octobre, dans une conférence de presse à Beyrouth-Ouest, que « des enlèvements et des assassinats ont eu lieu dans la montagne, à Arzon et Salima ». « Une grande tension règne dans ce secteur à la suite d'incidents inhérents et associés qui pourraient entraîner des réactions », a-t-il dit, avant de rejeter la responsabilité de ces actes sur la droite.

La population de ces deux villages était composée de druzes et de chrétiens. Ce sont des druzes — des femmes et des enfants — qui ont été les victimes de ces exécutions sommaires.

Aucun chiffre précis n'est connu, mais le bilan de ces atrocités dépasserait plusieurs dizaines de personnes. Selon certaines informations recueillies à Beyrouth de bonne source, les quelques habitants chrétiens de ces villages qui se trouvaient sur place ont vainement tenté de s'opposer aux nombreux miliciens de droite étrangers à ces localités.

D'autre part, la Voix des Phalanges a annoncé, lundi, que quatre soldats des « avant-gardes » de l'armée libanaise — favorables à l'intervention syrienne — ont été exécutés. Ils avaient été reconnus comme des « déshérents » et « druzes » par les forces de droite.

Après avoir été jugés par un tribunal composé d'officiers libanais des « avant-gardes » et de Syriens, ils ont été passés par les armes dans la caserne d'Ablah (Centre-Liban), a précisé la radio phalangiste.

M. Guy Ducloux, vice-président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré lundi 4 octobre : « Le gouvernement français doit prendre sans délai une initiative politique claire et résolue, il doit avant tout exiger de la Syrie qu'elle mette immédiatement fin à son intervention militaire sur le sol libanais. Il doit, en même temps, s'adresser à d'autres gouvernements pour leur demander de soutenir avec lui cette démarche. Ainsi serait favorisée une contribution efficace de la France à l'organisation de négociations permettant, dans le respect du droit du peuple libanais, de décider de son sort librement et sans ingérence étrangère, de ramener la paix au Liban. »

Après les incidents de Hébron (Cisjordanie)

Les journaux israéliens pressent le gouvernement d'imposer son autorité au Bloc de la foi

Après les violents incidents de Hébron, dimanche 3 octobre, la journée de lundi, qui était celle de la fête juive de Yom Kippour, a encore été marquée, en Cisjordanie, par des affrontements entre de jeunes manifestants musulmans et les forces de l'ordre à Naplouse, Ramallah, Tulkarem et Djénin. A Hébron, où le couvre-feu a été imposé, la journée de lundi a été calme. De nouveaux rouleaux de la Thora ont été placés dans la partie du sanctuaire réservée aux juifs pour remplacer ceux détruits dimanche, avec d'autres objets du culte, par des manifestants musulmans.

De notre correspondant

Jérusalem. — Les incidents qui se sont déroulés ces derniers jours dans la ville de Hébron, principale agglomération de la partie sud de la Cisjordanie, sont graves. Les répercussions qu'ils peuvent entraîner sont d'ordre essentiellement à leur caractère religieux. La foule musulmane avait envahi, dans la matinée du dimanche 3 octobre, le sanctuaire où sont enterrés les patriarches Abraham, Isaac et Jacob, et y avait détruit, dans une furie collective, tous les objets du culte que les voisins juifs de Kyrat-Arba y avaient installés : des rouleaux de la Thora, des livres de prières, des ornements religieux. Il a fallu plusieurs heures aux forces de l'ordre pour dégager la crypte, où plus de deux cents musulmans, dont plusieurs écoliers, venaient de se livrer à ce que des témoins ont appelé un pogrom. On compte soixante-cinq personnes légèrement blessées parmi les assaillants, dont une trentaine ont été maintenues en état d'arrestation.

Cette brusque montée de fureur n'a rien qui puisse surprendre. Un autre fanatisme avait précédé celui qui a explosé dimanche : celui du Bloc de la foi (Goush Emunah) du rabbin Levinger. Deux jours plus tôt, les musulmans avaient accusé les amis du rabbin d'avoir profané, dans le même sanctuaire, des livres du Coran. Cette accusation n'a pas été prouvée, mais paraît assez vraisemblable. D'autre part, le Bloc de la foi n'a jamais cessé de multiplier les initiatives qui ne pouvaient qu'alimenter la tension et l'irritation au sein de la population musulmane.

Etant parvenus à imposer au gouvernement la création de Kyrat-Arba, après s'être vu interdire leur installation dans la ville même de Hébron, les amis du rabbin Levinger ont obtenu que leur soit alloué, dans la crypte des patriarches, un espace pour en faire une synagogue. Les musulmans, qui avaient érigé une imposante mosquée sur le sanctuaire, ont accepté de mauvaise grâce cette présence qui leur était imposée, pendant neuf ans (depuis la guerre de 1967), on a vu ce spectacle, probablement unique au monde, de musulmans et de juifs se livrant, côte à côte, dans une grande salle, aux rites de leurs religions respectives.

Il y a quelques mois, encouragés par la manœuvre — et les sympathies — manifestées à leur gard par le gouvernement, les habitants de Kyrat-Arba ont élargi leur espace dans la crypte, puis ont amorcé leur pénétration dans la ville même de Hébron, dans le but avoué de « récupérer » le quartier juif situé au cœur de l'agglomération et dont les habitants juifs avaient été chassés par le massacre de 1927. Les autorités militaires, qui ont tenté de s'opposer à cette pénétration, ont été

tournées en dérision par les fanatiques du rabbin Levinger. La réaction des musulmans était prévisible, et il a suffi du prétexte de l'atteinte portée au Coran pour déclencher les excès de dimanche.

Le gouvernement Rabin se trouve devant une situation qui lui impose de faire ce à quoi apparemment il répugne : prendre une décision. Le Bloc de la foi doit se soumettre à la loi et se conformer aux décisions du pouvoir central, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, réclamant en substance les éditorialistes d'une grande partie de la presse de ce mardi.

En ce qui les concerne, les dirigeants musulmans ont immédiatement condamné en termes vigoureux l'incursion et les destructions commises dimanche dans la partie juive du sanctuaire. Que le conseil municipal de Hébron et le Conseil supérieur musulman de Jérusalem aient publiquement blâmé — fait probablement sans précédent — les violences anti-juives de dimanche, rejoignant ainsi les autorités juives, religieuses et laïques, appelant à la tolérance, est sans doute un signe encourageant. Mais le pire ne peut être évité que si le gouvernement parvient à imposer aux fanatiques du rabbin Levinger le respect de ses propres décisions. C'est sur quoi il aura à se prononcer à la réunion de la Knesset, convoquée en session extraordinaire mercredi 6 octobre.

ANDRÉ SCÉMAMA.

RECHIFFRÉ. — Kyrat-Arba est le quartier juif de la ville israélienne à majorité musulmane d'Hébron. Une faute typographique nous a fait écrire dans le Monde d'hier qu'il s'agissait de « quatre juifs d'Hébron ».

Apprenez l'anglais l'allemand le français etc... avec la méthode inlingua active, directe, personnalisée

ADAPTÉE AUX ADULTES
Cours spéciaux au service des entreprises dans le cadre de la formation continue.
130 Centres de langues INLINGUA en Europe.
Renseignez-vous : Inlingua
Rue de la République 72, 75001 Paris
75017 PARIS - Tél. 824.82.72
Rue de la République 75013 PARIS
Tél. 587.32.22. Tous les jours de 9h à 20h

Selon «Tribune juive»

LES RENCONTRES ISRAËLO-PALESTINIENNES A PARIS ONT ÉTÉ ORGANISÉES PAR M. MENDES FRANCE

Le journal israélien Yedioth Aharonoth a fait état, le 22 novembre (Le Monde du 24 septembre), d'une récente rencontre à Paris entre un représentant de l'O.L.P. et deux personnalités israéliennes, MM. Eliahu, ancien secrétaire général du parti travailliste et Feled, général de réserve, Tribune juive écrit à ce propos dans son dernier numéro : « Cette rencontre parisienne a été organisée par M. Pierre Mendès France et avait eu lieu, secrètement, le 11 septembre. Dans une interview au Nouvel Observateur, lors de contacts avec des hommes politiques et aussi dans une conversation à bâtons rompus avec Tribune juive, Mendès France avait fait savoir, dès son retour d'Israël au printemps dernier, qu'il proposait fermement en la nécessité d'un dialogue israélo-palestinien. Pour lui, c'est la l'une des méthodes les plus efficaces pour barrer la route à une nouvelle guerre. C'est d'ailleurs la troisième rencontre israélo-palestinienne, tenue à l'initiative de l'ancien premier ministre, qui s'est produite début septembre à Paris. »

« La publicité qui a été faite autour de ces rencontres, ajoute « Tribune juive », a sûrement dû déplaire à tous les participants de même qu'à leur organisateur, Pierre Mendès France. Mais leur vraie valeur ne réside pas dans le tour d'horizon des Israéliens et des Palestiniens, qui, de toute façon, n'engage personne, mais dans le fait que Palestiniens et Israéliens savent maintenant qu'il existe, dans l'autre camp, des hommes prêts à parler librement qu'ils fussent israéliens ou palestiniens. »

« M. Pierre Mendès France, sans démentir ces informations, se refuse à toute déclaration et décline les indications complémentaires. »

YASHICA, ZEISS et PORSCHE

vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de «Zoom» et le numéro 109 de «Photo».



INGÉNIEURS DE PROJETS

200.000 FF

Moyen-Orient — La société SYBETRA, « General Contractor » belge bien connue pour ses réalisations de complexes industriels d'envergure dans le monde entier, nous a confié la sélection d'ingénieurs civils capables de coordonner et de contrôler l'exécution des grands projets qu'elle a à entreprendre au Moyen-Orient. Ces ingénieurs devront être avant tout d'excellents gestionnaires, qui auront déjà acquis la compétence technique de ce genre de réalisation. Ouvrir une expérience de gestion de chantiers, les candidats devront être habitués à la négociation aux plus hauts niveaux. La connaissance de l'anglais et du français est indispensable. La rémunération, comprenant une indemnité d'éloignement, sera de l'ordre de 200.000 francs. La société offre de nombreux avantages ainsi que la possibilité de retours réguliers en Europe. Une infrastructure a notamment été conçue pour assurer une vie confortable et moderne aux candidats choisis et à leur famille. Réf. A/560/2M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

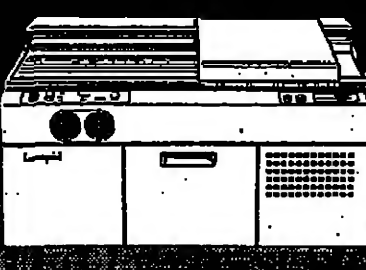
PA Management Consultants - 306, avenue Louise - 1050 Bruxelles - Tél. 648-45-55

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Paris - Stockholm - Zurich

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à : Lumoprint France S.A. 8/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 645.21.91

POLITIQUE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. JACQUES CHIRAC

M. BARRE : il ne faut pas de petites ni de grandes manœuvres.

Interrogé, mardi matin 5 octobre, par France-Inter, M. Raymond Barre, premier ministre, a notamment déclaré : « Il ne faut pas, à l'heure actuelle, par de petites ou par de grandes manœuvres, détourner l'attention des Français de ce qui est l'essentiel : la lutte indispensable contre l'inflation. (...) Quand une tâche d'intérêt national se présente au pays, il ne faut pas que la réalisation de cette tâche soit compromise par de petites ou par de grandes manœuvres. Mais l'action politique, elle, peut être orientée vers le but d'intérêt national. Et si on confondait l'action politique avec les grandes ou les petites manœuvres, ce qui est important, c'est que l'action politique menée ne puisse jamais être assimilée à de petites ou à de grandes manœuvres. »

M. BOULIN : j'approuve.

M. Robert Boulin (U.D.R.), ministre chargé des relations avec le Parlement, a déclaré, sur les antennes de l'É.F.I. : « J'approuve cette initiative. L'opinion d'autant plus qu'elle ne met pas du tout en cause la légitimité du président de la République et ne saurait pas de la majorité qui occupe actuellement la présidence de la République. Je comprends que, dans la mesure où il n'est plus premier ministre, M. Chirac puisse non seulement exprimer ses sentiments personnels, mais redynamiser le mouvement U.D.R. et essayer de rassembler le plus grand nombre de Français. »

M. Jean Charbonnel, ancien ministre, maître de l'Épave (gaulliste d'opposition), écrit dans *Midi Libre* du 4 octobre : « Après avoir, pendant deux ans, fait don du gaullisme à sa personne, M. Chirac s'emballe aujourd'hui vouloir faire don de sa personne au gaullisme. Mais comment poursuivre l'œuvre du gaullisme tout en renouant avec l'essentiel de l'œuvre de l'actuel président de la République et de sa majorité ? »

M. Charles Bignon, député U.D.R. de la Somme, a lancé un appel aux « Picards républicains et patriotes à se joindre à ce grand rassemblement des Français et des Françaises qui est celui de l'espoir et de la confiance retrouvée. » Estimant que le « plan Barre » n'est pas une formule et l'opinion, M. Bignon ajoute : « Mais l'espoir vient d'un petit village de Corrèze, les paroles d'adieu et de rassemblement ont été prononcées avec la voix de Jacques Chirac, qui veut gagner avec nous la bataille politique, celle qui engage l'avenir du pays. »

En présence de M. Claude-Gérard Marcus, député de Paris, les militants U.D.R. du dixième arrondissement ont décidé de porter leur soutien à l'action de rassemblement pour le renouveau de la France menée par Jacques Chirac.

MOUVEMENT ET RASSEMBLEMENT

M. Jacques Chirac, évoquant l'action et le rôle de l'U.D.R., a toujours utilisé le terme de « mouvement », ainsi que le font d'ailleurs habituellement les gaullistes pour mieux distinguer leur formation des autres « partis » politiques. Dans son discours d'Églisay, dimanche 3 octobre, l'ancien premier ministre a préféré renoncer à ce terme de « mouvement », qui figurait pourtant une fois dans son texte (le Je m'adresse à tous les Français sans exclusive aucune pour que se constitue le vaste « mouvement » populaire que...), pour lui préférer celui de « rassemblement » qu'il a utilisé à la tribune à cinq reprises. Cette notion de « rassemblement », allée d'ailleurs à celle de « mouvement », est évidemment utilisée par les gaullistes depuis le début de la 1^{re} République.

Le 7 avril 1947, sur la place de Roquette, à Strasbourg, le général de Gaulle avait annoncé en ces termes la création du R.F.P. : « Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du peuple français, qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État. »

M. CHIRAC : la droite bonapartiste.

M. Roger Chirac, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 4 octobre, à France-Inter, qu'il ne fallait pas confondre « la recherche d'un leader pour une formation politique importante de la majorité avec l'éclatement de la semaine ». « Je ne crois pas », a-t-il ajouté, qu'il faille se laisser prendre et tenter d'entraîner les Français à ce que j'appellerai le « psychodrame ». Sortant de la réserve qu'il tient à avoir vis-à-vis de ses « amis et alliés U.D.R. », M. Chirac a déclaré : « Je m'interroge toujours quand le rôle qu'un homme joue dans la vie politique est trop long pour des responsabilités essentielles et qui semble découler brutalement de ce qu'il faisait faire. Que ne l'a-t-il fait ? »

M. Chirac a estimé normal que les membres et les militants de l'U.D.R. s'interrogent : « Ils viennent de trouver un rédacteur qui leur permet de s'exprimer plus brutalement. Attendons la suite. » Pour M. Chirac, le mouvement gaulliste répond parfaitement à la définition d'un historien des partis politiques, le professeur Raymond, selon lequel il y a, en France, plusieurs droites, et notamment une droite bonapartiste, l'U.D.R., a noté M. Chirac, a besoin d'un leader qui appartienne à la droite bonapartiste. Il me semble que dans son discours d'Églisay, Jacques Chirac est l'archétype.

M. DEFFERRE : un esprit quasi dictatorial.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 4 octobre au micro d'Europe 1 : « M. Chirac est la contrepartie d'un socialisme par son autoritarisme, par son esprit quasi dictatorial, par sa façon de s'exprimer, par sa façon de faire des choix politiques. »

La France n'a jamais eu un premier ministre, depuis le début de la 1^{re} République, plus autoritaire, plus agressif à l'égard de l'opposition.

« Je ne vois pas comment un homme qui s'est conduit de cette façon peut prétendre être un rassembleur. Il est tout le contraire. En ce qui concerne le gaullisme, cela me rappelle l'époque où certains gaullistes avaient lancé la même idée d'avoir un travailleur sans travailleurs. En réalité, c'est une formule et d'autre. Quand les hommes de droite et d'extrême droite, en France, veulent prendre le pouvoir, ils veulent toujours annoncer, à la fois, rassemblement et soi-disant travailleur et socialisme. »

« Ce qui compte maintenant pour M. Chirac, c'est de reconquérir le pouvoir. »

M. JOBERT : manœuvres

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a déclaré : « Est-ce un événement important ? Je ne le crois pas. »

« Il faut autre chose que des mots pour se hisser au niveau de l'histoire et il y a quelque dévotion dans la situation politique actuelle. Cela est maintenant certain. Il est non moins certain qu'elle ne saurait se donner pour guide à ou les hommes qui l'ont conduite et qui se sont écartés des ambitions naissantes sur ces pentes glissantes. »

M. Pierre Mardel, sénateur de la Charente (non-inscrit) : « La France trouvera sa voie vers le socialisme ou le travailisme à la française auquel elle aspire. Cela est maintenant certain. Il est non moins certain qu'elle ne saurait se donner pour guide à ou les hommes qui l'ont conduite et qui se sont écartés des ambitions naissantes sur ces pentes glissantes. »

M. Léon Bouthien, ancien député S.F.I.O., animateur du mouvement et président du mouvement Présence socialiste, a déclaré, lundi 4 octobre, une déclaration dans laquelle il se félicite que M. Jacques Chirac n'ait pas utilisé, dans le discours prononcé à Églisay, les mots « majorité présidentielle » et qu'il se soit prononcé « pour une conception plus réaliste du combat politique qu'il convient de gagner. »

M. Pierre Bracqué, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche : « L'appel de M. Chirac relève de la politique politicienne, de l'agitation. Il y a des problèmes beaucoup plus importants à régler, tels que la chômage et la vie chère. Cela démontre qu'il y a beaucoup d'agitation du côté de la majorité, qu'il existe un clivage, une divergence, entre le président de la République et M. Chirac. »

POINT DE VUE

L'adversaire et l'ennemi

par JEAN-DENIS BREDIN (*)

L'affrontement de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, voici de quoi intéresser les Français. Dans un temps où la vie politique est dominée par la contemplation des vedettes, ce match, qui, vaguement arrangé, captive les médias, les champions sont à peu près de même poids, et de même école. La classe politique s'exerce : elle aime le jeu des Indiens, les destins qui montent et qui descendent ; elle est séduite par les tempéraments brutes, ces vrais hommes qui cessent le jeu et violent l'événement ; tel lui semble Jacques Chirac. Autour du président de la République, le vaste camp de ceux qui ne font jamais que prendre le vent se demande s'il n'est pas en train de tourner. Hier, on se précipitait devant le chef de l'État : on guettait ses faveurs. Aujourd'hui, on le critique ouvertement. Ne serait-il pas temps de le trahir ?

C'est vrai que dans son dernier discours, sonore, gonflé de vent, M. Giscard d'Estaing nous est apparu laceré : comme lacéré par les difficultés qu'il affrontait, sinon par lui-même. Sa fameuse pédagogie s'en est allée à reculons : autrefois, il nous parlait comme à des étudiants, et maintenant, pour réclamer quelques formules, il nous a installés sur les bancs de l'école maternelle. C'est vrai que très tôt pour conquérir le pouvoir, il semble l'être beaucoup moins pour l'exercer : qu'il n'a pas les moyens de ses projets, ni la volonté de sa bonne volonté. C'est vrai qu'il a d'abord voulu nous plaire : et qu'il n'y renonce aujourd'hui que faute d'y parvenir. Et c'est vrai, à l'inverse, que M. Chirac offre l'image d'un homme résolu, sûr de lui, travailleur infatigable, et qui fonce en avant. Chez l'un la nonchalance, chez l'autre la fermeté. Ici l'hésitation ralentit le mouvement ; là l'impulsion le projette. On voit chez M. Giscard d'Estaing la tentation d'être autre qu'il n'est, le décalage entre sa nature et sa réflexion, l'impulsion à soumettre l'une à l'autre : et une certaine

L'HUMANITÉ, accord tacite sur la stratégie.

« La politique de M. Giscard d'Estaing et l'État de M. Chirac ne sont pas contradictoires mais rigoureusement complémentaires. A terme, en cas d'échec de son chef de file, le second pourrait résister comme un roc. Dans l'immédiat, il s'efforce à maintenir les forces centrifuges dans la mouvance du pouvoir, en donnant l'impression que tout est sous contrôle, et qu'il nourrit des projets quelque peu différents. Sur le plan stratégique, il existe à l'évidence, entre l'État de l'Églisay et le candidat à l'élection présidentielle, un accord tacite dans la répartition des tâches qui répond parfaitement aux nécessités de la conjonction. » (RENE ANDRIEU.)

LE FIGARO : réguliers et supérieurs.

« Dragon, hussard, Bonaparte au pont d'Arcole, M. Jacques Chirac attire irrésistiblement les métaphores militaires et les images de la guerre. L'histoire présente plus d'un exemple d'une armée supplétive qui, venue à la rescousse de l'armée régulière, a fini par la débordier et par se la soumettre. » (JEAN D'ORMESSON.)

« Le Parti des forces nouvelles (extrême droite) » constate avec satisfaction qu'enfin un homme a osé proclamer publiquement ce que pense la majorité des électeurs de Valéry Giscard d'Estaing. Le P.F.N. ajoute qu'il a lui-même dénoncé la lâcheté et le laisser-aller de la politique présidentielle et qu'il continuera donc son action en ce sens et fustige M. Chirac sur ses actes. »

« Le Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen, a réuni son comité central à Paris samedi 3 octobre, afin de préparer son quatrième congrès national. Celui-ci aura lieu du 30 octobre au 1^{er} novembre à Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Le Front national, d'autre part, publie une déclaration précisant qu'il « prend acte de l'engagement pris par le nouveau premier ministre de se prêter au dialogue avec les oppositions, et, devant la gravité de la situation politique et économique, demande au président pour répondre à cette offre au nom de l'opposition nationale. »

mauvaise conscience. Chez M. Chirac, on s'aperçoit que la contradiction : rien que la bonne conscience dans l'action, la tranquillité des desseins à court terme. Il reste que l'un tient le pouvoir, si l'autre cherche les moyens d'y parvenir. Pour le troupeau des opportunistes, le choix est compliqué. De quel côté faut-il aller ? Et la prudence n'est-elle pas, dans le moment, de servir deux maîtres à la fois ?

Le conservatisme éclairé

Tout est si simple que l'affaire de la gauche. Et, tandis que la droite étale ses divergences, la gauche ne peut que travailler à renforcer son union, à organiser sa victoire. Elle pourrait sans doute se réjouir : la droite s'est tant moquée de ses propres rivalités ! Il est possible que les grandes manœuvres de M. Chirac, à court terme, servent la gauche, et qu'il le souhaite : ne se prépare-t-il pas pour l'après-demain, pour l'après-gauche ? Que la gauche tire profit des divisions de la droite, et même un certain plaisir, ce n'est pas interdit. Mais ne nous faisons pas d'illusion : c'est l'affrontement la gauche. Contrairement à ce que nous pourrions croire pour notre commodité, il n'y a pas d'équivalence entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac. Chefs de la droite, ils ne le sont pas de la même manière. Au-delà de leurs différences de caractère et de comportement, ils n'ont pas la même gauche, la même peur. Hurlés à l'un et à l'autre, nous ne pouvons l'être de la même façon.

M. Giscard d'Estaing exprime, à sa manière, moderne d'allure, la longue tradition du conservatisme éclairé. Il a sans doute rêvé d'être davantage : et sa société libérale « avancée » devait être une adaptation française de la social-démocratie allemande, décrite à l'américaine. Son programme,

pourtant simple, il n'a pas été en mesure de le réaliser : il a sous-estimé la résistance des forces politiques qui l'appuyaient, des puissances économiques qui le cellulaient, la résistance aussi de son propre tempérament. Il n'est devenu que le gestionnaire d'un conservatisme libéral : respectueux des libertés publiques, du fonctionnement régulier de la démocratie, et qui consent au progrès ce qui lui semble inévitable. Parfois même un peu plus : la réforme de l'avortement, celle du divorce, n'étaient ni évidentes ni faciles à voter le soutien d'une majorité honnête. Si un autre que M. Giscard d'Estaing avait été au pouvoir, son prédécesseur par exemple, il est très douteux que ces réformes eussent été consenties.

L'imposition des plus-values indiquait une velléité : que la majorité caricaturée. Bien sûr, M. Giscard d'Estaing ne peut, ni sans doute ne veut vraiment, secouer les intérêts qui l'enferment. Il ne réalisera pas l'impôt sur le capital. Il ne mettra pas en cause le pouvoir dans l'entreprise. Il est pour la gauche un adversaire : car il n'y a rien de commun entre un projet de gauche et cette action amorcée, capotée, qui conserve toutes les structures d'une société inégale et froide, et ne cherche à nettoyer des injustices que l'écume. Ce pourquoi M. Giscard d'Estaing est justement combattif.

La passion du chef

Mais ce qui se profile derrière M. Chirac, c'est la passion. Cette autre allure. Qu'espère donc cette large partie de l'U.D.R. qui a subi à contre-cœur la loi sur l'avortement, et qui a mis en place l'imposition des plus-values ? Un chef vigoureux, capable de balayer toutes les écuries, de réduire l'agitation syndicale et la contestation poli-

tique, de remettre de l'ordre dans les rangs, dans les idées, dans les comportements. La passion du chef, c'est la maladie héréditaire de l'U.D.R. Elle le veut pour elle. Elle le veut pour la France. Elle entend qu'il reprenne, dans la tradition gaulliste, les chansons qu'elle aime chanter : l'État, l'ordre, la sécurité, l'indépendance, le grandeur. Autour du chef qu'elle appelle, elle va pour à nouveau rassembler l'arsenal des plus vieilles convictions conservatrices : celles que M. Giscard d'Estaing a eu l'imprudence de contraindre timidement.

Et le grand rassemblement que nous promet M. Chirac, il va au-delà de l'U.D.R. Il s'étendra à tous ceux qui, en France, gardent la nostalgie d'un chef pur et dur, capable de renforcer la sécurité, de s'attacher fermement à la protection des vraies valeurs : en histoire décroissante, la famille, le travail, la patrie. Beaucoup, à droite, quelques-uns, à gauche, l'attendent, ce meneur providentiel, qui écrasera la politique politicienne et gouvernera la France, non bien sûr comme un dictateur, mais comme un vrai chef d'entreprise, dynamique, efficace, sans hésitation ni scrupules, et souriant !

Il est possible que les idées de M. Chirac ne soient pas celles qu'il va exploiter sans doute, dans le moment, ne pense-t-il qu'à prendre le pouvoir. M. Chirac, il le verra, ou seulement qu'il l'accepte, il sera prisonnier de son image et de son chemin. Il dira les mots, puis il aura les comportements que l'on attend de lui. Dans la croisade qu'il entreprend, nous allons voir se retrouver, et se reconnaître, la vraie droite ! Les grands intérêts financiers, depuis par M. Giscard d'Estaing, investiront ce nouveau sauveur. Et tous ceux qui abandonneront le président de la République ne le feront que parce qu'il fut impuissant à imposer des réformes, incapable de réduire les injustices sociales : ils l'abandonneront parce qu'il y aura pensé ! Mais par la droite pour la protéger, il n'a pas rempli toute sa tâche. Mais voilà que se lève, pour le remplacer, un vrai champion : qui pourrait ne pas aligner de l'œil à gauche et défendre, sans trop embarrasser des manières, les intérêts et les convictions de la France conservatrice !

Pour la gauche, rien n'est changé : il lui faut combattre un front uni on des fronts divisés : hier, d'où x aller, aujourd'hui, deux rivaux. Demain, peut-être à nouveau deux... rivaux. Mais nous devons savoir que ces deux hommes ne mènent pas, si l'opportuniste peut les rapprocher, le même combat, et que les courants qui conduisent M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ne comportent pas du tout les mêmes risques. Ce sont, à droite, depuis longtemps, deux conceptions du gouvernement des libertés, du rôle de l'opposition politique, des limites de l'action syndicale, de la vie de la France et de sa culture, qui tantôt se concilient et tantôt s'affrontent. Pour la gauche, M. Giscard d'Estaing est un adversaire politique ; M. Chirac risque de devenir un ennemi.

(*) Vice-président du mouvement des Radicaux de gauche.

Libres opinions

Le gaullisme avec la gauche

par le général BINOCHÉ, JACQUES DEBU-BRIDEL et DOMINIQUE GALLET (*)

Le gaullisme est avant tout une attitude des Français face aux problèmes de toutes sortes posés par notre époque. Cette attitude est caractérisée d'abord par le souci de ne jamais oublier le rôle de la France dans l'histoire humaine, rôle qu'elle ne continuera à tenir que si l'indépendance nationale est assurée, ce qui implique une ferme volonté et l'acceptation collective de certaines règles et paroles de sacrifice ; ensuite par la détermination de donner aux hommes et aux femmes de notre pays le sens de leurs responsabilités politiques et les moyens de les exercer pour créer enfin une société libre, mais solidaire et généreuse.

La division de la France en deux camps est un fait. Nous qui, soulevés, comme de Gaulle naguère, le rassemblement des Français sur la France, devons bien constater cette division dont les responsables sont ceux qui, prétendant accaparer l'héritage gaulliste, identifient, depuis 1959 et de plus en plus depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, le gaullisme à la droite la plus rétrograde.

Le gaullisme d'opposition est devenu une nécessité politique tout autant qu'un espoir pour les Français courageux de réaliser le message que l'homme a légué le général de Gaulle. Le Front progressiste est convaincu du danger que fait courir au pays et aux citoyens le pouvoir actuel :

Ses malheureuses initiatives lancées dans diverses directions avec le seul souci de plaire.

Son absence de volonté nationale face aux entreprises extérieures qui nous menacent.

Son ambition politique orientée exclusivement vers sa propre survie au prix de notre renoncement.

Tout nous amène donc à nous opposer à la plupart de ses conceptions philosophiques, que nous estimons inadéquates à notre peuple et surtout largement dépassées à la fin de ce vingtième siècle.

P.S. : nous ne reprochons guère que ses affinités, dangereuses pour la France, avec les puissances et très conservateurs partis socialistes-démocrates de la petite Europe, qui n'ont de socialistes que le nom. De même, avec quelques nuances, pour le M.R.G.

Devant les dangers de la politique giscardienne et les perspectives d'un large rassemblement populaire pour l'indépendance nationale et le progrès social, il nous est impossible de souscrire à cette politique attentiste présentée par certains de nos amis et qui relève du mirage plus que d'une traversée du désert.

Le général de Gaulle, quant à lui, n'a jamais attendu ni ne s'est allié : ailleurs — quand il s'est agi de la défense de la nation. Rappelons en passant que, dans la lutte contre la C.E.D., il n'a pas lancé d'anathèmes contre les communistes.

Rejetant les attitudes dignes des pratiques politiciennes de jadis, telles que le refus d'annoncer avant le deuxième tour des élections législatives quelles seront les alliances pour le gouvernement de la France, les gaullistes d'opposition doivent, dans la clarté, proposer à la gauche de sceller à nouveau l'alliance de la Résistance. Il n'y a pas d'autre choix pour les gaullistes aujourd'hui, comme d'ailleurs il n'y en avait pas d'autre pendant la guerre.

(*) Coprésidents du Front progressiste.

on en parle..

RENTREE PARLEMENTAIRE

Les parlements :

aujourd'hui 12 F

Les commissions parlementaires d'enquête ou de contrôle en droit français 14 F

Pour connaître le Sénat 35 F

maisons de presse, librairies et LA

DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

Jeune 150

POLITIQUE

La direction du parti radical prend ses distances avec la doctrine élaborée par M. Servan-Schreiber

La direction du parti radical diffuse actuellement dans les fédérations une plaquette intitulée *La République aujourd'hui*, qui consigne, selon ses auteurs — parmi lesquels M. Jean-Thomas Nordmann — « la synthèse des positions » de la formation valoisienne. M. Gabriel Péronnet, président du parti, écrit dans la préface de cet ouvrage : « En proposant un modèle de société fondé sur la primauté de l'individu, ce document donne sens et contenu à l'idée de gauche libérale que les radicaux incarnent. » L'ancien secrétaire d'Etat ne fait pas allusion au manifeste *Ciel et Terre*, dont l'auteur est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, et qui avait été adopté par les radicaux en 1970. Ce texte n'est d'ailleurs cité explicitement que deux fois dans le nouveau document : à l'occasion du rappel des différents programmes conçus depuis la création du parti radical, d'une part, et, d'autre part, dans le chapitre consacré à l'économie, où sont mentionnées les suggestions formulées en matière d'agriculture.

En publiant son propre texte de référence doctrinale, l'actuelle direction du parti radical affirme en fait sa volonté de se démarquer de la précédente (à laquelle elle s'était opposée lors du congrès de Lyon en novembre 1975). *La République aujourd'hui* est, certes, présentée comme étant en filiation directe avec les documents antérieurs, mais, sur certains points, les orientations qui la sous-tendent divergent sensiblement de la doctrine « servan-schreiberienne ».

En ce qui concerne l'éducation, le manifeste de 1970 insistait essentiellement sur les réformes nécessaires aux niveaux préscolaire et supérieur. On ne retrouve nullement dans *La République aujourd'hui* les propositions concernant le remplacement du système des grandes écoles et celui des concours nationaux. En

revanche, les thèmes relatifs à l'école primaire et à l'éducation permanente sont plus longuement développés. On lit notamment : « Le développement massif des écoles primaires (N.D.L.R. : réclamé dans *Ciel et Terre*) apparaît comme un moyen stratégique d'investissement capital (...), mais qui pourrait demeurer insuffisant. Ce n'est qu'en repensant la formation à partir des principes de l'éducation permanente que l'on pourra sortir des ornières dans lesquelles s'enlise la démocratisation du système scolaire. »

De même, les positions exposées sur la région dans l'ouvrage en cours de diffusion sont nettement plus prudentes — paros que plus générales — que celles développées par le député de Meurthe-et-Moselle, promoteur du « pouvoir régional ». Cette notion même de pouvoir régional n'apparaît pas et la réflexion sur la région est placée dans le cadre de la décentralisation et du peu compromettant « rapprochement entre les détenteurs d'une autorité et ceux sur laquelle elle s'exerce ».

La défense

On connaît les thèses de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber en matière de défense et le combat qu'il a mené, notamment en 1973, contre les expériences nucléaires françaises dans le Pacifique. Au chapitre « Sécurité collective » de *La République aujourd'hui*, on trouve cette justification de la force de dissuasion : « La volonté de se défendre par des forces militaires suffisantes explicitement manifestées, contribue à décourager l'agression et à établir un équilibre des forces. L'absence de moyens importants, la France se doit d'utiliser au mieux ses possibilités technologiques. Ses efforts nucléaires répondent à cette orientation. Ils correspondent également au souci de défendre une grande puissance capable de se défendre efficacement en disposant d'une force dont l'usage en cas d'agression entraînerait des destructions supérieures à l'enjeu que la France représente dans le monde. Les radicaux ont été à l'origine du programme d'équipement nucléaire de la France. Ils ont approuvé son caractère dissuasif et défensif. »

Les lignes ci-dessus constituent la synthèse de diverses motions et rapports présentés et adoptés au cours des congrès radicaux successifs, y compris d'ailleurs, à l'époque où M. Servan-Schreiber était président du parti (1), — mais la publicité faite autour des initiatives du fondateur de l'Express, le retentissement que

concurrent certaines de ses démarches antinucléaires, ont toujours masqué le fait que la doctrine officielle, statutairement élaborée, du parti valoisien est tout à fait favorable à l'arme atomique, et ce depuis longtemps. Jamais des assises radicales n'eurent à prendre position sur la lutte engagée par le président en place contre la politique de défense. Jamais un congrès n'entérina ses thèses. Il reste que les initiatives personnelles de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber furent le plus souvent perçues — si ce n'est présentées — comme celles du parti radical lui-même. Encore aujourd'hui, peu de gens et peut-être peu de radicaux, savent exactement à quoi s'en tenir.

Que le parti radical dise une bonne fois, après débat, et à haute et intelligible voix, quelle est sa doctrine en matière de défense pourrait être un résultat non négligeable du prochain congrès extraordinaire que les valoisians doivent réunir en décembre à Vichy. Il n'est toutefois par certain que ce sujet puisse venir à l'ordre du jour. D'abord parce qu'un autre débat est déjà prévu : M. Servan-Schreiber et ses amis ont en effet obtenu, lors de la réunion du comité directeur du 24 septembre dernier, que les congressistes de Vichy discutent, du contenu du dernier livre publié par l'ancien président sur la situation économique. La question nucléaire pourrait d'autre part être le thème le moins favorable à la manifestation de cette « unité radicale » que souhaite tant M. Péronnet.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(1) Ce fut notamment le cas lors du congrès qui se tint à Paris du 23 au 25 novembre 1973. Le rapport sur la défense présenté à cette occasion prenait position en faveur de l'option nucléaire. Le contenu de ce document provoqua sur le moment le mécontentement de M. Servan-Schreiber. N'ayant pas été rejeté par les congressistes, il constitua désormais, selon la jurisprudence, un élément de doctrine du parti.

M. MINGOTAUD DEVIENT PREMIER SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION DE PARIS DU P.S.

M. Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris du parti socialiste, ayant quitté la capitale pour s'installer à Créteil (Val-de-Marne), la commission exécutive de la fédération de Paris a élu, lundi 4 octobre, au poste de premier secrétaire M. Georges Mingotaud.

M. Mingotaud, qui est l'un des animateurs des postiers socialistes, est membre des instances dirigeantes de la fédération de Paris du parti socialiste depuis octobre 1963. Il a été élu au comité directeur du P.S. en juin 1975.

Une délégation du parti socialiste, conduite par son secrétaire général, M. Bettino Craxi, doit rencontrer une délégation du P.S. français au siège de ce dernier, ce mardi 5 octobre à Paris, pour un échange de vues sur la situation économique et politique des deux pays et la coopération entre les deux partis.

Le Comité provisoire de coordination des opérations royalistes, créé par d'anciens militants de la Nouvelle action française et d'autres monarchistes (*Le Monde* du 14 juin), a annoncé, lundi 4 octobre, que deux de ses dirigeants, MM. O'Driscoll et de Launoy, conduisant une liste royaliste aux élections municipales de mars 1977 à Paris, et que d'autres candidatures seront présentées en province. Le COPCOR précise : « Ces candidatures, qui traduisent l'un des aspects de l'évolution du mouvement royaliste français vers une participation plus directe à la vie politique nationale, auront pour objet de rappeler la situation d'urgence administrative, budgétaire et économique dans laquelle se trouvent placées les collectivités locales ainsi que les conditions préjudiciables nécessaires à une authentique décentralisation. »

* COPCOR, B.P. 234-16, 17185 Paris Cedex 16.



PRENEZ
LE TEMPS DE CHOISIR
TRANQUILLEMENT
VOTRE CHAÎNE
CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité
deux auditoriums-détente
le conseil de vendeurs mélomanes
des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & D, Bozak, Braun, Elipson, Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National, Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan

11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25
nous aimons la musique autant que la technique

Parce que la lecture de diagnostics est vitale, un hôpital a besoin d'un matériel de photocopie sans faille.

Plus un hôpital en sait sur les nouveaux malades, plus vite sont connus les derniers résultats d'examen, plus rapide est la communication entre les divers services, plus cet hôpital a de chances de soigner efficacement ses malades.

Avec l'augmentation des coûts de fonctionnement, organiser la vie d'un hôpital, c'est s'assurer que son système de communication fonctionne bien et que surtout, il est économique. Il faut donc pour cela un matériel

de photocopie sérieux. Dans la gamme des copieurs Océ, vous trouverez la réponse à vos besoins. C'est la gamme la plus complète de copieurs. Pour vous aider, Océ analyse vos besoins, et en fonction de votre problème de copies, vous propose... Ensuite, c'est à vous de décider. Avant de vous décider pour tel ou tel copieur, faisons ensemble un diagnostic. Celui de vos besoins.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



hernie

SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
SUIV. HERNIAIRE - BANDAGES SOUPLES
INSTITUT HERNIAIRE
PARIS-14 - 75014 rue du Louvre - Tél. 233.72.84
PARIS-10 - 180, rue Lafayette - Tél. 607.70.17
Sous la direction d'un spécialiste, consultation gratuite de 9h à 19h, 115, rue de la Harpe, LYON - Tél. 78.52.22

terres d'aventure

5, rue St-Victor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 326.50.98

- TREKKINGS
Népal/Mustang
Kilimandjaro
Villages Dogons
- EXPEDITIONS :
Niger en Pirogue
Descente de la Rivière
Kwai
- Les Sporades du Nord
en voilier
- Méharées dans l'Air
Expérience de solitude
au cœur du Sahara
- Ski de Fond et Raquette
France-Laponie-Canada

CATALOGUE détaillé sur simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun

MERCI MONSIEUR SEGALOT

ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
NOCTURNES : Mercredi - Vendredi jusqu'à 22 h

ÉDUCATION

APRÈS DEUX ANS DE MÉSÉNTENTE

Le 7 octobre marquera les retrouvailles de la FEN et des autres centrales

La préparation de la journée nationale d'action du 7 octobre marque, pour trois des quatre grandes centrales syndicales la fin — ou moins temporaire — de l'isolement relatif de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

La FEN retrouve, en effet, après presque deux ans d'absence, sa place dans l'action revendicative aux côtés de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Depuis l'automne 1974, MM. Séguin, Maître et Henry, secrétaire général de la FEN, ne se sont rencontrés qu'en de rares occasions, et toujours dans un climat tendu. Les actions communes se sont limitées à deux ans au rassemblement du 18 décembre 1975 pour la défense des salariés embauchés et aux défilés du 1^{er} mai.

C'est le 22 septembre, après des heures de discussion et une première proposition de la C.G.T. sur la base d'une proposition commune l'impôt-sécheresse que les trois organisations se mirent d'accord sur une date et des modalités d'action. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient auparavant accepté la condition préalable de l'engagement de la FEN à leurs côtés : la participation des secteurs nationaux et privés des entreprises à la journée du 7 octobre.

Dans la foulée, la C.G.T. propose même à la FEN de parti-

ciper à la journée d'action du 22 octobre, consacrée à la défense de l'emploi.

Faut-il déjà parler de retrouvailles ? M. André Henry reste prudent : « Nous nous méfions de l'unité syndicale sans lendemain. Il faut dire que la FEN et la C.G.T. le combatteux est important : accusée de trahir la cause de l'unité pour avoir signé les accords salariaux de la fonction publique le 10 juillet 1974, la FEN s'était vue rabaisée quelques mois plus tard au rang de « collaborateur de classe » par la C.G.T.

L'équilibre aujourd'hui retrouvé reste fragile. À la direction de la FEN, personne ne paraitrait à la veille de la journée nationale, sur les chances réelles d'unité d'action au-delà du mois d'octobre.

Mais — est-ce un signe ? — la présence de la FEN au secrétariat d'Etat à la fonction publique, le 28 septembre, pour l'étude de l'accord provisoire relatif à la rémunération des fonctionnaires, n'a entraîné aucune réaction hostile. Chacun respecte prudemment le statu quo. On ne demande plus à la FEN de renier ses engagements contractuels passés. La FEN, de son côté, n'exige pas le repentir de la C.G.T. À ceux qui s'étonneraient de voir les quarante-quatre syndicats du secteur éducatif accepter sans condition un rapprochement avec les autres

centrales, M. André Henry se contente de répéter que « la FEN a accepté de discuter, de négocier, mais ne se rait pas ».

Si l'accord pour le 7 octobre devenait « historique », certains ne manqueraient pas de chercher à déterminer qui, de la C.G.T. ou de la FEN, en a fait les premiers pas. Il a déjà été écrit, par exemple, que la FEN ne cherchait plus, ces derniers mois, qu'un prétexte à des retrouvailles avec la C.G.T. et aurait même pu accepter une section commune contre le « super-impôt » échappée sur la proposition cédésiste si la C.F.D.T. n'avait pas refusé net. D'autres, dont certains dirigeants de la C.G.T., dans la perspective d'une victoire de l'union de la gauche en 1978, et de régler auparavant le contentieux.

M. André Henry se refuse à toute extrapolation. « Ce serait de la politique-fiction », dit-il. Plus réaliste, la FEN établit la liste des conditions qui permettraient selon elle, de « relancer l'unité syndicale d'une façon durable ». À commencer par la « non-ingérence » de la C.G.T. dans les affaires de la FEN. « Je prends le même engagement en ce qui concerne les minorités de la C.G.T. », déclare M. Henry. Je n'aurais d'ailleurs aucune difficulté, puisque ces minorités ne sont pas en mesure de s'exprimer à la C.G.T. ».

Autre condition préalable : que la C.F.D.T. ne demande pas la reconnaissance du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) par la Fédération de l'éducation nationale. « Le S.G.E.N. est un instrument de division de la FEN », affirme M. Henry. C'est une anomalie dans le monde syndical d'aujourd'hui.

Vingt-huit ans d'espoir

Contrairement à la C.G.T. et à la C.F.D.T., la FEN trouve naturellement dans ce contexte les thèmes de la « réunification ». En 1948, la reconnaissance de l'autonomie (tandis que F.O. et la C.G.T. se séparaient. Ses dirigeants ne se sont jamais vraiment résignés à la division syndicale.

Dans un premier temps, M. André Henry estime nécessaire que la C.G.T. retrouve une « réelle démocratie interne », que la règle du non-cumulus de fonctions politiques et syndicales soit respectée et que la C.F.D.T. accepte de garder en son sein une minorité « gauchiste », organisée. « La FEN », a-t-il dit, « a bien vu que l'unité durent vingt-huit ans en permettant à des courants de s'exprimer librement. La C.F.D.T. devrait comprendre qu'elle a intérêt à laisser à la FEN, qui est la majorité, reconnaître du même coup l'existence d'une minorité ».

Après le 7 octobre, la FEN retrouvera ses propres prévisions et notamment l'organisation, à partir du 14 octobre, d'une campagne sur « la formation pour la sécurité de l'emploi ». Elle se fixe aussi l'objectif de passer de 550 000 à 600 000 adhérents. Mais, sans présager de l'avenir, même immédiat, la FEN verrait d'un bon œil la position de « tierce lance » pour l'unité que pourrait prochainement adopter le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) majoritaire à la FEN. « Ce serait la lampe qui s'allume », estime M. Henry, qui se déclare persuadé que le S.N.I., plus décentralisé, « véritable force de base », pourrait porter bientôt les revendications de la FEN d'un retour à l'unité syndicale. Avec quelle chance de succès ? « On ne manque pas la première étude », pense M. André Henry.

PHILIPPE BOGGIO.

AÉRONAUTIQUE

Un plaidoyer des marchands d'armes américains

Les sénateurs américains se font tirer l'oreille quand ils examinent les contrats d'armement qui leur sont soumis avant toute conclusion définitive entre les Etats-Unis et un client étranger. C'est sans doute la raison pour laquelle les industriels américains de l'aéronautique viennent de demander au gouvernement fédéral de les aider à maintenir leur supériorité technologique face à des constructeurs, d'autres nations, qui tentent de relever le défi atlantique. « Si les Etats-Unis ne fournissent pas les matériels demandés à l'exportation, a expliqué récemment à Houston (Texas) M. Spiegel, vice-président de Vought Corporation, un autre pays le fera à leur place, et c'est ce pays qui empêchera les bénéfices politiques et commerciaux d'une telle opération. »

En 1975, environ quatre cent mille travailleurs de l'industrie américaine de l'aéronautique, soit 42,5 % des effectifs totaux dans ce secteur, ont été occupés directement par les marchés à l'exportation. Selon les experts, il faut ajouter sept cent mille emplois indirectement créés par l'exportation, dans des usines en aval ou en amont de l'industrie spécifiquement aéronautique.

Depuis 1950-1961, les exportations aéronautiques ont représenté, chaque année, en moyenne 7 à 8 % du montant global des exportations américaines. Avec un chiffre d'affaires total de l'ordre de 25 400 milliards de dollars en 1975 (142 milliards de francs), la construction américaine, civile et militaire, a exporté pour environ 8 milliards de dollars (40 milliards de francs), alors que l'industrie aéronautique française a livré pour 7,2 milliards de francs à l'étranger.

M. Spiegel, dans son adresse au gouvernement fédéral, a donné une série d'arguments qui incitent à réclamer, en conclusion, un soutien important de l'Etat, tant pour la production des matériels que pour l'innovation technologique. « Il est

absolument impératif, a-t-il expliqué, que les nations en voie de développement ne soient pas contraintes, du fait de notre refus de coopérer, de négocier des contrats d'armes avec les pays communistes. En fournissant des matériels de guerre à l'exportation, les Etats-Unis contribuent à renforcer le système de défense de leurs alliés et peuvent exercer un contrôle sur l'emploi de ces armes par leurs autres clients, en surveillant étroitement les livraisons de pièces de rechange. Ainsi, ces exportations de matériels militaires et l'assistance technique fournie renforcent les liens entre les nations tout en aidant à préserver la paix. »

Ce plaidoyer, qui a pour effet d'entretenir la course aux armements dans le monde, tous les industriels de l'armement l'ont fait leur lorsqu'ils réclament l'aide de leur gouvernement. De part et d'autre de l'Atlantique, le discours est identique. Les industriels français de l'armement représentent à leur compte nombre des arguments avancés par M. Spiegel. Mais à la différence de leurs homologues, et néanmoins concurrents, français qui partagent souvent les conclusions du rapport de l'inspection des finances sur la nécessité de bien distinguer les responsabilités de l'Etat et celles des industriels (le Monde du 28 septembre), les constructeurs américains d'armements se satisfont de l'intervention constante du pouvoir fédéral, et l'on en croit M. Spiegel.

Contrairement à une opinion très répandue, a déclaré le vice-président de Vought Corporation, ce ne sont pas les industriels de l'aéronautique qui réalisent les contrats de vente à l'étranger, c'est le gouvernement américain. Et l'exercice de cette prérogative constitue une procédure profitable aux intérêts bien compris de la nation. « Dans un pays qui vit à la libre entreprise, l'Etat ne doit pas seulement se contenter de contrôler — comme ailleurs — les marchés d'armes, il doit aussi devenir, sans complexe, son propre marchand de canons. — J. I.

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6^e) - 548-88-83

Établissement d'enseignement supérieur. L'institut donne une formation spécialisée de haut niveau aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université. Le diplôme est admis en équivalence de la deuxième partie de l'examen de quatrièmes années de Licence en Droit et peut donner accès aux doctorats d'Université.

Recrutement sur titre - Statut étudiant.

Médecine

PHARMACIE
• Encadrement, accueil de soutien parallèle à la Fac. par C.E.U.
• Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B
• Maillot, Saint-Pérs, Nation, Critériol

CEPES

Groupe de 10 professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly
722-94-94 ou 745-02-19

Dans les universités parisiennes

LES PRÉSIDENTS D'ORSAY ET DE NANTERRE PROTESTENT CONTRE LES CONDITIONS DE LA RENTRÉE

Les universités sont peu à peu les points des restrictions budgétaires. M. Jean-Pierre Kahane, président de l'université Paris-Sud (Orsay), a exposé récemment ses préoccupations à propos de la suppression de postes d'enseignants dans les instituts universitaires de technologie (I.U.T.).

Trois postes sont ainsi supprimés à l'I.U.T. de Châtenay-Malabry. L'I.U.T. de grande industrie de Cachan perd aussi deux postes d'enseignement et 38 % de ses heures complémentaires. Quant à l'I.U.T. de gestion de Sceaux, créé en 1970 et alors dirigé par Mme Sauter-Séité, il n'a toujours pas reçu sa dotation budgétaire normale.

D'autre part, une centaine d'enseignants, chercheurs et techniciens ont investi, la semaine dernière, l'appel du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.G.T.), les locaux du conseil de l'Université pour protester contre la suppression d'un assistant de chimie.

A l'université Paris-X (Nanterre), M. Jean-Marie Verdier, président, a protesté contre le projet de transfert à l'U.E.R. de sciences juridiques de Malakoff de trente-quatre postes de professeurs et maîtres assistants, « alors que, à la suite de la déstructuration de l'U.E.R. de sciences juridiques, près d'un millier d'étudiants se sont inscrits spontanément en première année à Nanterre. (...) »

M. Verdier fait aussi remarquer que, après ce transfert de postes, l'U.E.R. de sciences juridiques de Paris-X ne disposerait plus que de deux postes de professeurs et de maîtres assistants pour un effectif de plus de cinq mille étudiants.

Pour suivre la radio les cours d'André de la BBC A L'ECOUTE DE LONDRES
Textes et explications en français des cours de F40
Spécimen gratuit sur demande
ÉDITIONS-DISQUES 980PM
8, rue de Berni - 75008 PARIS

le numéro d'octobre arrive!

Tourisme social : charger de politique. POURQUOI?

Entretien avec Casamajor : la police et nous. POURQUOI?

Sécheresse : qui va payer la note? POURQUOI?

Des manuels scolaires pour quoi faire? POURQUOI?

Mays d'hier et d'aujourd'hui. POURQUOI?

Echec aux pharmacies mutualistes. POURQUOI?

Et les chroniques consommation, cinéma, livres... POURQUOI?

POURQUOI?

Le revue de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente 5 rue Récamier 75007 Paris

Chez tous les marchands de journaux 6F

LA PRÉPARATION DES NOUVEAUX PROGRAMMES

M. Haby encourage l'utilisation de la presse à l'école

Dans une lettre adressée à l'Inspection générale de l'Instruction publique le 28 septembre 1976, M. René Haby, ministre de l'éducation, précise les déclarations qu'il avait faites à Clamont-Ferrand (le Monde du 6 mai) lors des journées d'études des rédacteurs en chef des quotidiens de province sur le journal dans l'enseignement. (Voir le Monde du 5 octobre.)

Le ministre explique que « les instructions qui seront rédigées en vue de l'application des nouveaux programmes devront attirer, de manière précise, l'attention des professeurs sur l'intérêt que présente l'usage pédagogique de la presse (...). Ces instructions devront être soulignées au cours des visites que le corps des inspecteurs effectuera dans les établissements ».

Soulignant que « beaucoup de maîtres ne sont pas encore suffisamment informés sur l'utilisation de cette méthode nouvelle qui rend nécessaire une formation complémentaire », M. Haby invite l'Inspection générale et les inspecteurs pédagogiques régionaux à prévoir une initiation à la pédagogie de la presse dans les stages qu'ils organisent. « Cette initiation devra s'adresser également aux chefs d'établissement », ajoute le ministre. Le Centre

national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) réalisera des fiches sur les diverses utilisations possibles de la presse en classe.

Rappelant que « le recours à la presse comme document de travail doit s'effectuer sans exclusion aucune », le ministre ajoute que les maîtres doivent se limiter à des buts pédagogiques : « L'utilisation de la presse ne peut servir de prétexte à des développements parasites. Pour éviter les « risques de déviation », qui pourraient « éveiller l'inquiétude des familles », les chefs d'établissement devront informer leurs conseils d'administration « sur les objectifs que nous nous sommes assignés, en soulignant clairement les avantages que présentent ces méthodes, mais aussi les limites dans lesquelles elles sont enfermées ».

Toutefois, le ministre n'envisage pas d'accorder aux établissements des moyens financiers supplémentaires. « La majeure partie des exercices pouvant être accomplis à partir de documents que les élèves fournissent eux-mêmes. Mais, si cela ne s'avérait possible, certains achats pourraient être effectués sur les crédits d'enseignement prévus au budget annuel des lycées et collèges ».

CORRESPONDANCE

La formation des psychologues scolaires

M. René Haby, ministre de l'éducation, a récemment exposé dans l'Est républicain (le Monde du 22 septembre) sa conception de la formation des maîtres. M. J. Edm., secrétaire général du Syndicat national des psychologues de l'éducation nationale, créé en 1976 (1), nous écrit à ce sujet : « Les psychologues scolaires s'interrogent sur le sens des déclarations de M. Haby quand il déclare : « Il faudrait qu'un maître qui s'est imposé l'effort de passer une licence de psychologie puisse rester dans le premier degré avec, par exemple, un titre de conseiller pédagogique. »

Les psychologues scolaires sont restés dans ce premier degré et dans leur très grande majorité ont fait l'école dont parle M. Haby, de passer non seulement la licence de psychologie (pour 75 % d'entre eux), mais aussi la maîtrise (40 %), voire un doctorat ou une formation complémentaire attestée ou non par un diplôme de spécialisation, car tous les psychologues scolaires ont le souci d'être à l'école et aux parents un service de qualité. Mais ils

restent paradoxalement le personnel de l'enseignement élémentaire qui subit une perte réelle de revenus en accédant à la fonction de psychologue.

D'autre part, ce serait gravement méconnaître la réalité de la psychologie scolaire d'assimiler la fonction du psychologue scolaire à celle d'un conseiller pédagogique. La compétence du conseiller pédagogique s'exerce, comme son titre le souligne, en direction de la pédagogie. Par contre, le psychologue scolaire (même si sa formation antérieure d'enseignant lui est utile) a délibérément choisi une véritable réorientation professionnelle par la voie d'une formation universitaire, encore insuffisante, au cours d'un stage de deux années ; sa compétence est attestée par un diplôme universitaire de psychologie scolaire. Le psychologue scolaire, quant à lui, s'intéresse aux réactions psychologiques chez l'enfant de toute action éducative et notamment celle des pédagogues et de l'école.

(1) Le Rocher, Hérouville, 61000 Alençon.

Centre Inffo

Le Centre pour le Développement de l'Information sur la Formation Permanente

Annuaire des stages	— Tome 1 - Disponible 500 exemplaires par l'Etat et 1.000 écoles
Annuaire des stages	— Tome 2 - Fin octobre 1.000 exemplaires par les 33 C.P.R.
Annuaire des stages	Prix des deux tomes : 250 F T.T.C. En souscription jusqu'au 20 octobre : 200 F T.T.C.
Annuaire des organismes	— 3.500 organismes de formation publics ou privés
Annuaire des organismes	— Paraîtra en novembre
Annuaire des organismes	Cet ouvrage est libre
Annuaire des organismes	Prix : 350 F T.T.C. En souscription jusqu'au 20 octobre : 300 F T.T.C.
Recueil des fiches	— Les réponses à 150 questions relatives à la formation
Recueil des fiches	— Disponible
Recueil des fiches	Prix : 84 F port 7 F T.T.C.

Commandes à adresser au CENTRE INFO - TOUR EUROPE CEDEX 67 - 92080 PARIS LA DEFENSE

ipag

Vous êtes bachelier, Vous souhaitez vous orienter vers la gestion d'entreprise,

vous propose, en trois ans, une formation active et polyvalente (gestion financière, Marketing, relations de travail).

Cinq périodes de travail en entreprise, dont une aux Etats-Unis, alternent avec quatre périodes d'enseignement.

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion. Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat.

184, boulevard Saint-Germain PARIS-6^e - 222-08-55

150

L'ÉVÉNEMENT

LA LÉGION ÉTRANGÈRE

La Légion étrangère est, une fois de plus, sur la sellette. Pour d'innombrables raisons, elle est devenue l'objet d'une attention particulière de la presse, de la littérature, du cinéma, de la télévision, de la radio, de la presse écrite, de la presse audiovisuelle, de la presse écrite, de la presse audiovisuelle, de la presse écrite, de la presse audiovisuelle...

Symbole pour les uns de l'obéissance militaire absolue, rançon d'un honneur militaire exclusif, pour d'autres de la force brute, sans autre objet qu'elle-même, pour d'autres encore de la violence et du crime, elle est née des conquêtes coloniales et en a été un des instruments majeurs, maniant le fusil et la piche.

« Legio, patria nostra... » La légion est notre patrie, dit sa devise. C'est elle, son drapeau et ses chefs qui servent les légionnaires, non la France elle-même.

D'où un corps fermé sur lui-même, habitué à subvenir, autant que faire se peut, à ses propres besoins, où la hiérarchie est tout, y

compris la famille. A Noël, dans telle unité de Corse, les légionnaires, après avoir organisé dans les chambrées un concours de crèches, recevaient, pour la veille, leurs officiers et leurs familles à l'exclusion de tout étranger.

La composition de la légion varie au gré des tempêtes qui secouent l'Europe. Les vaincus viennent y rechercher après les guerres perdues un refuge ou une occasion de satisfaire le goût des combats. Les paix trop prolongées en font l'abri pour les jeunes gens en mal d'aventure, les petits délinquants en quête d'un abri, ceux qui rejettent la société ou qui la rejettent. Quitte à regretter le prix qu'il leur faut payer : une discipline rude, intransigeante, parfois inhumaine.

La légion recrute, mais, contrairement à la légende, n'accepte pas n'importe qui. Une discrète enquête cherche à déceler et son l'anonymat ne se cache pas des mineurs en fugue, des hommes trop compromis ou trop compromettants. Mais les mailles du filet

s'élargissent ou s'étroissent, semble-t-il, selon les besoins du recrutement et aussi de ceux des services de renseignement. Ces derniers n'ignorent pas évidemment quels avantages ils peuvent tirer de ce vivier d'agents éventuels ni le large filet qu'étend sur le monde la vieille solidarité des anciens.

Pour une partie des cadres de l'armée française, décroissante, il convient de le noter, la légionnaire a longtemps représenté le soldat idéal : robot bien rodé, obéissant qu'à ses chefs, prêt à mourir en silence, mauvais être et bon cœur, symbole extrême et hautain de la virilité guerrière. Pour les grands chefs, la légion est rassurante : comme la garde impériale à Waterloo, elle peut être « espoir suprême et suprême pensée ». On peut exiger d'elle tout ou presque : « Vous, légionnaires, vous êtes là pour mourir. Je vous envoie où l'on meurt », déclarait au Tonkin, en 1884, le général de Négrier.

Les gouvernements savent qu'ils pourraient

difficilement se passer, en régime de conscription, d'unités très entraînées, toujours prêtes à l'action, totalement obéissantes (à de proches exemples près) et dont l'emploi à l'extérieur ne pose pas de problèmes intérieurs graves : le départ ou, pire, la mort de mercenaires étrangers heurte moins l'opinion que celle de Français du contingent.

En outre, la légion étrangère, par son recrutement est politiquement moins redoutable que ne le serait tout autre corps d'engagés de l'armée de terre. Toute action se sa part sur le plan intérieur soulèverait aussitôt une réaction qui toucherait l'ensemble de la nation. On l'a vu lorsque, à Alger en 1961, le 1^{er} REP s'est mis à la disposition des généraux rebelles. La légion n'a été sauvée de la disparition que parce que la plupart de ses chefs, au-delà d'un loyalisme plus ou moins clairement affirmé, ont compris que les Français n'accepteraient pas que des mercenaires étrangers soient utilisés contre d'autres Français.

De Louis-Philippe à la V^e République

La France, comme la plupart des pays européens, a pendant des siècles utilisé des mercenaires étrangers. Ce fut Louis-Philippe, qui, le 9 mars 1831, signa l'acte de naissance de la légion étrangère : une ordonnance dont l'article premier était ainsi rédigé : « Il pourra être formé dans l'intérieur du royaume une légion d'étrangers, mais elle ne pourra être employée que hors du territoire continental du royaume. » Il fallait donner un statut à une unité issue de régiments étrangers levés par Napoléon 1^{er}, le régiment de Holstein (1), et aux Suisses de Charles X que le chute de la Restauration avait laissés sans emploi. Les conséquences de la révolution de 1830 en Europe — notamment en Pologne et dans les Romagnes (Italie) — avaient en outre amené en France des réfugiés que la monarchie bourgeoise préférait encadrer. Enfin, la conquête de l'Algérie exigeait des effectifs, belle occasion d'expédier des éléments gênants — hors du territoire continental.

La première légion étrangère fut d'abord formée de sept bataillons nationaux commandés par un Suisse, le colonel Stoffel.

Se première tâche en Algérie fut de construire une chaussée sur les marécages entre Douera et Boufarik et de participer à la pacification.

Avec une désobéissance qui s'explique — relativement — par le fait que la légion avait juré une obéissance absolue, Louis-Philippe, quatre ans plus tard — le 29 juin 1835, — a « cédé » au gouvernement espagnol de la régence Marie-Christine pour lui confier la présidence du conseil, son oncle. On lui expédia donc colonel, officiers et cinq mille soldats avec armes et bagages, sans demander l'avis de quiconque. A l'école des Balmes, le successeur de Stoffel, Bernier, mélangea les nationalités. Cette première légion, mal payée, déléguée, se retrouva à la bataille de Barbesse, en Aragon, face à une légion étrangère carliste commandée par un Suisse et d'hommes du régiment de Holstein.

En décembre 1838, il ne restait que cinq cents hommes, que l'Espagne licencia (2), et dont cent cinquante-neuf s'empressèrent d'aller s'engager dans la deuxième légion étrangère française, créée moins de six mois après la « cession » de la première et qui se grossira rapidement de carlistes vaincus, d'un d'eux, Marthe, ancien amant de la reine Marie-Christine avant d'avoir

choisi le camp adverse, deviendra vingt ans plus tard colonel du premier régiment étranger.

L'histoire de la légion se confond alors avec celle de la conquête de l'Algérie : installation à Sidi-Bel-Abbès en 1843 du premier dépôt, qui deviendra en 1858 la « maison mère », combats, construction de routes. En 1854, pour la première fois, la légion est utilisée hors d'Algérie, en Crimée, où elle participe à la prise de Sébastopol. En 1859, elle participe à la campagne d'Italie et entame une nouvelle tradition : elle défile à Paris le 14 juillet.

30 avril 1859 : Cameroun. Au cours de la campagne du Mexique, les 80 légionnaires du capitaine Danjou résistent pendant onze heures à 3 000 Mexicains. Ce fait d'armes sera depuis lors commémoré tous les ans et évoqué chaque fois qu'un détachement se trouve dans la situation de valence ou de mourir.

La guerre de 1870-1871 oblige à faire feu de tout bois. Malgré l'ordonnance de 1831, une unité de la légion étrangère se bat « sur le territoire continental du royaume ». Dans ses rangs, le sous-lieutenant Georges Kara, futur roi Pierre-1^{er} (Karageorgievitch) de Serbie. Le régiment de marche — ou ce qui en reste — sera ensuite affecté à l'armée de Versailles qui écrase la Commune et s'empare notamment des Buttes-Chaumont.

Outre l'Algérie, c'est désormais à l'ensemble des conquêtes coloniales qu'est employée la légion : au Tonkin — Bao-Ninh, siège de Tuyen-Quang, travaux de chemin de fer Vietri-Lao-Kay, — au Dahomey, au Soudan, à Madagascar. Mais l'Afrique du Nord reste son sanctuaire : combats dans le Sud algérien, occupation du Maroc. En 1914-1918, Lyauty conserva notamment dans l'empire chrétien les légionnaires d'origine autrichienne et allemande, qui jouèrent un rôle essentiel dans le maintien du Maroc sous le protectorat français.

Dès le déclenchement de la première guerre mondiale, les engagements d'étrangers vivant en France ou venus soutenir sa cause sont très nombreux : 98 644 volontaires étrangers et 6 289 Français passeront, en cinquante-deux mois de guerre, dans quatre régiments de légion, que les pertes réduiront à la fin de la guerre à un régiment de marche. Les légionnaires Sausser (l'écrit) Blaise Comdore — y perdrait un bras, le jeune poète américain Alan Seeger y sera tué devant Belfort.

Du Larzac à Bir-Hakeim

Après le conflit, Allemands et Russes « blancs » fournirent d'importants contingents d'engagés, combattant au Maroc Abd-el-Krim et poursuivant la construction de routes et de tunnels.

En 1933, où ce sont cette fois les républicains espagnols qui confient leurs rangs, cinq régiments et un

LA DISCIPLINE

Des dispositions particulières, en date du 25 août 1935, régissent la discipline dans la légion étrangère. Elles constituent l'annexe 4 du règlement de discipline générale appliqué dans l'ensemble des armées et des services. Selon l'annexe 4, la liberté de circuler du sous-officier et du légionnaire, en dehors des heures de service, reste soumise à la décision du chef de corps et le port du vêtement civil, qui est libre en dehors des heures de service pour l'armée régulière, peut être interdit par le général commandant le groupement de légion étrangère. Enfin, lors d'une punition disciplinaire, la solde de légionnaire peut être soumise à retenue, et la somme ainsi conservée est restituée à la fin de l'engagement de l'intéressé.

[Ces textes officiels ont avec la pratique des rapports parfois lointains. La légion a ses règles non écrites. Les punitions infligées sont exécutées dans des conditions beaucoup plus dures que dans les autres unités. Le légionnaire préfère, en outre, soulever un châtiment corporel infligé à une punition officielle inscrite sur son livret, à une retenue sur sa solde ou à une réduction de ses permissions.]

groupement de reconnaissance divisionnaire étranger sont constitués : France. Au début de 1940, la 13^e demi-brigade est formée de volontaires, équipés au Larzac pour soutenir la Finlande. Le prince Aage de Danemark, un des plus anciens chefs de bataillon (3), doit quitter son commandement pour des raisons diplomatiques. Il mourra quelques jours plus tard. La demi-brigade se battra pour finir, à Narvik, en Norvège. Ramenée en Angleterre, elle se ralliera en grande partie à la France libre, elle combattit en Afrique orientale, soutiendra, avec des « coloniaux » et des troupes marines, l'acte tenu par Rommel du point d'appui de Bir-Hakeim, en Libye, sous les ordres de Koenig, devenu général, et du colonel Amilakvari, prince géorgien. Réunifiée, la légion participera aux campagnes de la libération.

Le 5^e étranger est resté en Indochine. Après le coup de force japo-

naï du 9 mars 1945, décliné, il parvint à gagner la Chine, de Tchang Kai-chek.

Après la fin de la guerre en Europe, nouvel afflux d'anciens soldats allemands, venus notamment de l'Afrika Korps de Rommel. En 1935, le gouvernement français, en réponse à une campagne menée en Allemagne fédérale, indique qu'il n'y a « que » 18 000 Allemands à la légion.

De 1945 à 1954, en Indochine, où ne combattent que des soldats de carrière, la légion joua un rôle de première importance, malgré les désertions en cours de route et au Vietnam même. Ses pertes seront lourdes : 309 officiers, 1 062 sous-officiers et 8 092 soldats. A Dien-Bien-Phu, en 1954, où elle a fourni près de la moitié des effectifs (dont 1 600 légionnaires allemands), elle aura 1 500 morts et 4 000 blessés.

Le retour d'Indochine, comme la fin de tous les combats, aura, plus encore que l'aller, marqué par des centaines de désertions, notamment au passage du canal de Suez.

L'Algérie, raison d'être originelle de la légion et siège de sa « maison mère », lutte maintenant pour son indépendance. Outre le 1^{er} étranger de Sidi-Bel-Abbès, centre de formation et dépôt, huit régiments de légion — dont deux régiments séparés, le 1^{er} régiment de cavalerie et le 1^{er} régiment de chars — ont été créés, créés en 1940 — formeront, avec les parachutistes, le fer de lance de la lutte contre le F.L.N.

En avril 1961, lors du putsch des généraux, le rôle-clé, la prise en main d'Alger, est joué par le 1^{er} régiment étranger de parachutistes. Le groupement de la légion étrangère son état-major et le 1^{er} régiment étranger sont stationnés à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Au total mille cinq cents hommes. Le groupement de la légion étrangère gère et forme tous les personnels de la légion étrangère et, à ce titre, l'autorité de son chef — un général — s'étend à toutes les unités pour tout ce qui concerne la gestion des personnels, la discipline et le respect des traditions. De son côté, le 1^{er} régiment étranger, dont les casernes forment le quartier Vieux d'Aubagne, assure le recrutement et la sélection des candidats à l'engagement, et la gestion de tous les personnels officiers. Il y a deux régiments de légion, le 1^{er} régiment étranger est le dépositaire de toutes les reliques et il a la responsabilité particulière d'entretenir le musée et la musique de la légion étrangère.

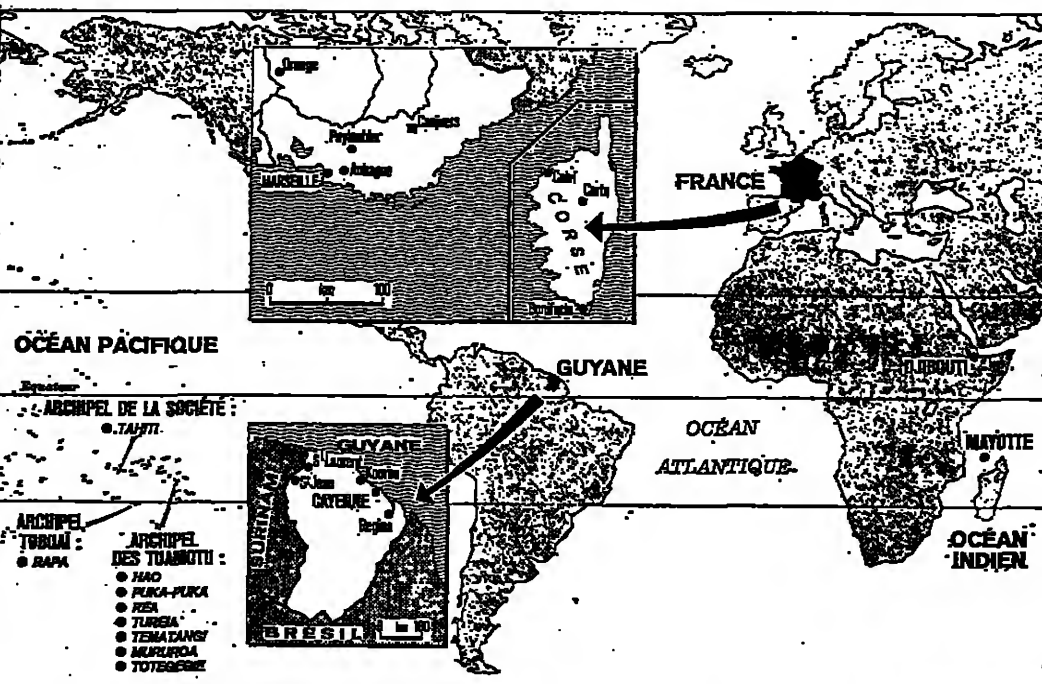
Le 1^{er} régiment étranger de cavalerie est cantonné à Orange (Vaucluse). Composés de huit cents hommes environ, il est principalement constitué de volontaires blindés d'auto-mitrailleuses légères Panhard. Ce régiment appartient aux forces du territoire, notamment de protéger la base de bombardiers Mirage-IV d'Orange et le groupement de missiles stratégiques nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence. De surcroît, ce régiment peut à tout moment renforcer la force terrestre d'intervention outre-mer et il est à la disposition des préfets lors du déclenchement du plan Orsec.

Le 1^{er} régiment étranger de chars est cantonné à Orange (Vaucluse). Composés de huit cents hommes environ, il est principalement constitué de volontaires blindés d'auto-mitrailleuses légères Panhard. Ce régiment appartient aux forces du territoire, notamment de protéger la base de bombardiers Mirage-IV d'Orange et le groupement de missiles stratégiques nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence. De surcroît, ce régiment peut à tout moment renforcer la force terrestre d'intervention outre-mer et il est à la disposition des préfets lors du déclenchement du plan Orsec.

La fin de la guerre d'Algérie, l'installation en Provence et surtout en Corse, provoquent une nouvelle rafale de désertions.

Un entraînement intensif, une spécialisation très poussée, n'ont pas mis fin au danger le plus grave qu'il y ait jamais connu la légion : l'ennui.

Huit mille hommes répartis dans le monde



AVEC ses états-majors, ses différents postes de recrutement et ses régiments de toutes armes, la légion étrangère totalise huit mille hommes en France et outre-mer. La répartition des forces est actuellement la suivante :

DANS LE SUD-EST

Le commandement du groupement de la légion étrangère son état-major et le 1^{er} régiment étranger sont stationnés à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Au total mille cinq cents hommes. Le groupement de la légion étrangère gère et forme tous les personnels de la légion étrangère et, à ce titre, l'autorité de son chef — un général — s'étend à toutes les unités pour tout ce qui concerne la gestion des personnels, la discipline et le respect des traditions. De son côté, le 1^{er} régiment étranger, dont les casernes forment le quartier Vieux d'Aubagne, assure le recrutement et la sélection des candidats à l'engagement, et la gestion de tous les personnels officiers. Il y a deux régiments de légion, le 1^{er} régiment étranger est le dépositaire de toutes les reliques et il a la responsabilité particulière d'entretenir le musée et la musique de la légion étrangère.

Le 1^{er} régiment étranger de cavalerie est cantonné à Orange (Vaucluse). Composés de huit cents hommes environ, il est principalement constitué de volontaires blindés d'auto-mitrailleuses légères Panhard. Ce régiment appartient aux forces du territoire, notamment de protéger la base de bombardiers Mirage-IV d'Orange et le groupement de missiles stratégiques nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence. De surcroît, ce régiment peut à tout moment renforcer la force terrestre d'intervention outre-mer et il est à la disposition des préfets lors du déclenchement du plan Orsec.

Le 1^{er} régiment étranger de chars est cantonné à Orange (Vaucluse). Composés de huit cents hommes environ, il est principalement constitué de volontaires blindés d'auto-mitrailleuses légères Panhard. Ce régiment appartient aux forces du territoire, notamment de protéger la base de bombardiers Mirage-IV d'Orange et le groupement de missiles stratégiques nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence. De surcroît, ce régiment peut à tout moment renforcer la force terrestre d'intervention outre-mer et il est à la disposition des préfets lors du déclenchement du plan Orsec.

La fin de la guerre d'Algérie, l'installation en Provence et surtout en Corse, provoquent une nouvelle rafale de désertions.

Un entraînement intensif, une spécialisation très poussée, n'ont pas mis fin au danger le plus grave qu'il y ait jamais connu la légion : l'ennui.

Le 5^e bataillon mixte de génie-légion est stationné à Cameroun (Var). Ses deux cents hommes exercent une unité spécialement conçue pour réaliser des chantiers importants.

EN CORSE

Le 2^e régiment étranger (avec mille huit cents hommes environ) est en garnison à Corte, pour l'état-major et son groupement d'instruction, et à Bonifacio, pour le groupement opérationnel. Le 1^{er} régiment étranger (GOLE), destiné à former tous les personnels non officiers, le groupement d'instruction reçoit les engagés volontaires pour en faire des légionnaires, et il instruit aussi les pelotons d'élèves sous-officiers. Destinés à l'intervention immédiate en tous lieux, les GOLE participent tout aussi bien à des missions d'intervention outre-mer qu'à la couverture générale du territoire métropolitain. Composés de trois compagnies de combat (environ cinq cents hommes), le GOLE est disponible en permanence pour des opérations ponctuelles. C'est lui, notamment, qui est intervenu aux côtés des tirailleurs d'élite de la gendarmerie pour récupérer les enfants de militaires français kidnappés à Djibouti en février dernier. C'est lui, encore, qui maintient actuellement à Mayotte, dans les Comores, une compagnie de combat.

Le 3^e régiment étranger de parachutistes est stationné à Calvi. Avec ses mille deux cents hommes, il est divisé en deux brigades parachutistes de la 1^{re} division pour une série de missions : commandos aéroportés, actions combinées avec les forces de manœuvre ou les forces du territoire, opérations amphibies, etc.

Le 13^e demi-brigade de la légion étrangère est cantonnée à Djibouti, depuis octobre 1962.

Le 1^{er} régiment étranger de cavalerie est cantonné à Orange (Vaucluse). Composés de huit cents hommes environ, il est principalement constitué de volontaires blindés d'auto-mitrailleuses légères Panhard. Ce régiment appartient aux forces du territoire, notamment de protéger la base de bombardiers Mirage-IV d'Orange et le groupement de missiles stratégiques nucléaires du plateau d'Albion, en Haute-Provence. De surcroît, ce régiment peut à tout moment renforcer la force terrestre d'intervention outre-mer et il est à la disposition des préfets lors du déclenchement du plan Orsec.

La fin de la guerre d'Algérie, l'installation en Provence et surtout en Corse, provoquent une nouvelle rafale de désertions.

Un entraînement intensif, une spécialisation très poussée, n'ont pas mis fin au danger le plus grave qu'il y ait jamais connu la légion : l'ennui.

Un réseau d'entraide sociale

En raison de son recrutement cosmopolite, la légion étrangère a développé une considérable organisation sociale chargée de la réadaptation des légionnaires à la vie civile. C'est un véritable service d'entraide qui fonctionne grâce aux anciens légionnaires déjà réadaptés. La « cheville ouvrière » de cette institution sociale est le Service du moral et du foyer d'entraide de la légion étrangère. Tardé, pour la fois du légionnaire en activité de service et du légionnaire qui a quitté l'uniforme.

Plusieurs annexes, notamment à Paris, Marseille, Puyolbier (Bouches-du-Rhône), et à Offenbourg (en République fédérale d'Allemagne), se préoccupent de l'hébergement provisoire et du reclassement des légionnaires à leur libération.

D'autre part, la légion étrangère a créé deux maisons de retraite gérées par la Fédération

des sociétés d'anciens légionnaires, l'une à Aurill (Bouches-du-Rhône) et la seconde à La Balme-les-Grottes, près de Lyon. Il existe aussi à Marseille un service des achats groupés, responsable de l'exécution des commandes passées par les foyers de tous les régiments de la légion étrangère. Enfin, le Service d'information et historique de la légion étrangère édite un mensuel *Képi blanc* (1) servi par abonnements.

Les 28 et 30 avril de chaque année, tous les légionnaires célèbrent l'anniversaire du combat de Cameroun, à l'occasion d'une veillée d'armes suivie d'une kermesse.

(1) Le *Képi blanc* trouve son origine dans le couvre-képi, complété parfois d'un couvre-nuque, que les légionnaires portaient pour se protéger du soleil. Cette particularité de l'uniforme a reçu une consécration officielle du grand public lors du premier défilé au légion blanc de la légion, le 14 juillet 1939, à Paris.

TROIS CANDIDATS POUR UNE PLACE

La légion étrangère reçoit plus de candidats que de places. Cette année, elle a recruté d'hommes chaque année. En moyenne, trois volontaires pour une place, et dans certains cas spécialisés on a été, cette année, jusqu'à cinq candidats pour trois postes. Le problème du recrutement est donc plus qualitatif que quantitatif. Actuellement, tous les officiers appartiennent à l'armée d'active régulière, aucun ne sert à titre étranger. Pour les sous-officiers ou simples légionnaires, l'engagement est au minimum de cinq ans.

C'est l'état-major à Aubagne qui est responsable de la sélection des engagés volontaires. Le candidat n'est pas obligé de déclarer sa véritable identité, mais, avant tout engagement définitif, une enquête de sécurité est conduite pour éviter le recrutement de condamnés de droit commun, à l'exception des petits délinquants qui sont autorisés à s'engager. Si bien que l'état-major de la légion étrangère connaît, en réalité, l'identité exacte de l'engagé, mais ne la communique à personne.

Toutefois, un sous-officier de la légion, qui souhaite devenir sous-officier de carrière de l'armée d'active régulière en changeant d'armes ou qui souhaite obtenir de l'administration civile certains documents comme le permis de conduire, est contraint de révéler sa véritable identité à cette occasion. C'est ce que les légionnaires appellent entre eux la « réintégration d'état civil ».

On connaît actuellement au sein de la légion étrangère 58 % d'étrangers : en majorité des Yougoslaves, des Allemands, des Espagnols, des Belges, des Suisses, des Italiens, des Portugais ou des Canadiens. Il y a très rarement des légionnaires originaires des pays de l'Est. Logé, nourri et habillé, un légionnaire reçoit moins de 750 F par mois. Le réaménagement d'un légionnaire, à l'issue de son premier contrat de cinq ans, reste de la seule autorité du commandement.

Pacer

American Motors

Jean-Charles

28 Boulevard de la République 92100 Nanterre Paris 92 Tél. 283-22-45

PAGE RÉALISÉE PAR JEAN PLANCHAIS ET JACQUES ISNARD

La Pompadour
présente ses beaux
MANTEAUX
les plus beaux tweeds,
chevrons, cashmeres,
laine, poil de chamois etc...
Importés d'Angleterre
modèles habillés
garnis fourrures précieuses
MANTEAUX DE FOURRURES
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin

(PUBLI-CITÉ)
SOCIÉTÉ DE THANATOLOGIE
ETUDES SUR LA MORT
34, rue Marbeuf, Paris (8^e)
Maurice MAROIS, Professeur à la
Faculté de Médecine de Paris, Pré-
sident de la Société de Thanatologie,
prie de lui faire l'honneur de
participer au
8^e CONGRÈS ANNUEL
organisé les jeudi 7, vendredi 8 et
samedi 9 octobre 1976,
à l'Hôtel Lutetia (Salon Serres),
45, boulevard Raspail, Paris (6^e).
« LA FAMILLE ET LA MORT »
à 9 h 30 et 15 h.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • Métro Parmentier
Tél. 357.46.55

DÉFENSE

EN DIX ANS

Le domaine militaire s'est accru de 1,43 %

Durant les dix dernières années, le domaine militaire ne s'est pas accru démesurément, comme on pourrait le croire, puisque la superficie des terrains ou immeubles affectés à la défense nationale a augmenté de 1,43 % entre 1966 et 1976. C'est du moins ce qu'indique le ministère de la défense dans une note d'information qu'il vient d'adresser aux chefs de corps en réponse aux polémiques portant sur le projet d'extension du camp du Larzac, dans l'Aveyron.

En janvier 1966, le domaine militaire — y compris le camp de Carpiquet dans le Haut-Var — s'étendait sur 244 500 hectares en France et pour les trois armées, la gendarmerie et leurs différents services. Entre janvier 1966 et janvier 1976, les armées ont acquis un total de 18 800 hectares et remis aux domaines — le bien est ensuite vendu ou cédé à un « client » civil — l'équivalent de 13 300 hectares. Dans sa note d'information, le ministère

de la défense indique que les restitutions ou les cessions ont porté sur des immeubles situés en zone urbaine et ayant donc une grande valeur foncière, tandis que les acquisitions ont concerné des terrains de faible valeur agricole.

Au total, les armées ont, durant ces dix dernières années, accru de 3 500 hectares leur domaine foncier, ce qui porte à 248 000 hectares la superficie des terrains ou immeubles de la défense nationale, soit 0,46 % de l'ensemble du territoire en France. A titre de comparaison, le ministère de la défense indique que la superficie des seuls camps nationaux en Hongrie représente 1,9 % de la superficie totale de ce pays, 1,25 % de la République démocratique allemande, 1,3 % de la République fédérale d'Allemagne, 0,58 % en Grande-Bretagne, et 0,98 % en Pologne.

En France, les seuls camps nationaux — ils sont douze, principalement dans l'est, le sud-est et le sud-ouest du pays — ont une superficie globale de 110 466 hectares, soit 44 % de l'ensemble du domaine militaire et 0,2 % de la superficie nationale. Les quatre plus grands sont celui de Carpiquet (dans le Haut-Var), avec 34 636 hectares ; celui de Suresnes (Marne), avec 14 800 hectares ; celui de Mailly (Aube), avec 11 908 hectares, et celui de Mourmelon (Marne), avec 11 704 hectares. Cette nomenclature attribue au camp du Larzac une superficie de 3 831 hectares, étant entendu que le projet d'agrandissement porte sur 13 700 hectares à acquérir.

C'est l'armée de terre qui totalise la plus grande superficie immobilière avec 171 400 hectares, suivie de l'armée de l'air (39 000 hectares) en cas de catastrophe, « 90 % des pertes humaines et des dommages matériels sont dus à l'action de l'eau », non pas aux effets du vent, il faudrait éviter de construire sur les plaines basses balayées par la première inondation et, si besoin en est, prévenir à temps la population d'évacuer les régions directement menacées. Cela suppose une étude des zones à haut risque et une planification de l'occupation des sols qui tienne compte de ces études et qui soit rigoureusement appliquée.

De telles mesures sont à la fois efficaces et peu coûteuses. Elles seraient donc facilement applicables dans les pays en voie de développement, où chaque violent phénomène naturel a des effets matériels et humains tellement catastrophiques qu'il contribue à maintenir ou même à aggraver l'état de sous-développement (le Monde du 25 février 1976). Si les zones à haut risque sont déjà habitées ou équipées d'installations industrielles, le démantèlement de tous ces établissements est, bien évidemment, beaucoup plus onéreux. Mais il faut mettre en balance ces dépenses par rapport au coût humain et matériel des catastrophes suivantes.

CATASTROPHES

Les conséquences du cyclone Liza au Mexique

- Le nombre des morts atteindrait deux mille cinq cents
- Les secours seraient très insuffisants

Le Pas (Mexique) (A.F.P., A.P., Reuters). — Après trois jours de recherches dans les décombres et dans la boue, les sauveteurs qui fouillaient les ruines de La Pas, la capitale de l'Etat mexicain de Basse-Catamarca du Sud, rapatrié, le 1^{er} octobre dernier, par le cyclone tropical Liza, ont retrouvé six cent soixante-quinze corps. Mais, d'après les disparitions signalées par des parents ou des voisins, on craint, maintenant, que le cyclone n'ait tué deux mille cinq cents personnes. Parallèlement, on porte de soixante-cinq mille sans-abri, bien que le chiffre avancé par les autorités ne soit que de vingt mille.

Un tel mécontentement se manifesterait chez les rescapés, dont certains accusent les autorités de minimiser l'ampleur de la catastrophe « pour

se libérer de leurs responsabilités morales et administratives ». Les secours seraient très insuffisants : seuls deux mille cinq cents sans-abri auraient pu être hébergés et recouverts de la nourriture chaude. Les autres « se débrouillent comme ils peuvent ». Les auxiliaires médicaux essaient de vacciner les rescapés contre la typhoïde et le tétanos, mais les seringues manquent.

En outre, les survivants reprochent aux autorités de n'avoir pas mis la population suffisamment en garde contre le cyclone. Et ils mettent en cause la digue construite les eaux de la rivière qui traverse La Pas : cette digue, faite de matériaux hétéroclites, aurait cédé dès que les eaux ont monté, et un quartier habité par dix mille personnes aurait été envahi par des torrents boueux.

LE COUT DE L'IMPRÉVISION

Les catastrophes naturelles — cyclones tropicaux, séismes, éruptions volcaniques, inondations, avalanches, tornades — sont inévitables. Néanmoins, les forces humaines n'est pas capable de s'opposer à ces phénomènes, qui libèrent tous des énergies fantastiques. Tout au plus, peut-on parfois prévoir, quelques heures à l'avance, l'arrivée d'un cyclone ou d'une tornade, et, dans des cas extrêmement rares, les Chinois ont pu faire sortir les populations menacées peu de temps avant qu'un séisme détruise les habitations.

En revanche, il est possible de minimiser les effets désastreux d'une catastrophe naturelle si on observe un certain nombre de précautions. Dans le cas des cyclones tropicaux, où, selon le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe, « 90 % des pertes humaines et des dommages matériels sont dus à l'action de l'eau », il faut éviter de construire sur les plaines basses balayées par la première inondation et, si besoin en est, prévenir à temps la population d'évacuer les régions directement menacées. Cela suppose une étude des zones à haut risque et une planification de l'occupation des sols qui tienne compte de ces études et qui soit rigoureusement appliquée.

De telles mesures sont à la fois efficaces et peu coûteuses. Elles seraient donc facilement applicables dans les pays en voie de développement, où chaque violent phénomène naturel a des effets matériels et humains tellement catastrophiques qu'il contribue à maintenir ou même à aggraver l'état de sous-développement (le Monde du 25 février 1976). Si les zones à haut risque sont déjà habitées ou équipées d'installations industrielles, le démantèlement de tous ces établissements est, bien évidemment, beaucoup plus onéreux. Mais il faut mettre en balance ces dépenses par rapport au coût humain et matériel des catastrophes suivantes.

Une publication du bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes appuie ce diagnostic par des chiffres : « Exprimé en pourcentage du produit national brut, le montant des dommages causés par les catastrophes dans nombre de pays (en voie de développement) est supérieur au taux de croissance réel dans certains secteurs. Pour citer un exemple, les services de la commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) à Mexico ont estimé que dans les cinq pays du Marché commun de l'Amérique centrale les dommages causés par les catastrophes ont représenté en moyenne 2,3 % du produit national brut pendant la période de quinze ans allant de 1960 à 1974. Encore n'est-il pas tenu compte d'un certain nombre d'effets indirects ni de désastres de moindre importance — inondations locales, etc. — qui, considérées dans leur ensemble, peuvent avoir des effets catastrophiques. Etant donné que, par ailleurs, les pays intéressés ont un taux de croissance démo-

graphique d'environ 3 % par an, ils doivent atteindre un taux de croissance économique d'environ 5,3 % par an pour éviter que leur taux de développement ne décline ou ne demeure statique. Très peu de ces pays atteignent effectivement ce taux de croissance, et certains d'entre eux, partiellement du fait des catastrophes naturelles, sont en fait en recul en termes relatifs. »

Les dommages faits aux pays en voie de développement par les catastrophes naturelles majeures, sont rassemblés pendant des années. Ainsi, le coût du cyclone « Fifi » (Honduras, 19 septembre 1974) a-t-il été estimé à 55 % du produit national brut du pays pour l'année fiscale 1974-1975. Dans le domaine des tremblements de terre, les conséquences dues au sous-développement (qualités des constructions) sont encore plus catastrophiques que la catastrophe sismique proprement dite. C'est ce qu'avait montré une étude publiée dans l'hebdomadaire américain Science du 7 décembre 1973. Cette étude mettait en parallèle le séisme de Managua (Nicaragua, 23 décembre 1972, magnitude 6,2) et celui de San-Fernando (banlieue de Los Angeles, 9 février 1971, magnitude 6,6) (le Monde du 25 décembre 1973).

YVONNE REBEYROL

• Le Secours populaire français, 9, rue Froissart, Paris 3^e, ouvre une souscription en faveur des sinistrés du Mexique. C.O.P. 654-57 Paris. Indiquer « pour les sinistrés du Mexique ».

UNE NECESSITE POUR L'AVENIR: UN URBANISME DU TRANSPORT.



Berliet travaille à l'amélioration d'un des éléments essentiels du mieux-vivre urbain : les transports collectifs. D'une conception technique d'avant-garde, l'autobus PR 100 est aussi une réussite esthétique et fonctionnelle. Cet autobus, 42 grandes villes françaises l'ont déjà adopté. Et bientôt, en circulation, le trolleybus ER 100, silencieux et non polluant. Aujourd'hui, dans le Groupe Renault, un atout supplémentaire au service des transports urbains.

berliet
GROUPE RENAULT

PLUS QUE JAMAIS LES MOYENS DU PROGRES.

150 000 000

SPORTS

CYCLISME

LE GRAND PRIX DES NATIONS

Maertens élargit son registre

De notre envoyé spécial

Angers. — Freddy Maertens, le meilleur routier-sprinter actuel, a gagné le Grand-Prix des Nations, la plus célèbre des épreuves contre la montre, qui s'est déroulée, dimanche 3 octobre, dans la région d'Angers. Cette victoire significative révèle un coureur plus complet qu'on ne le supposait, et donne une nouvelle dimension à son registre. Sur une distance de 90 kilomètres qui comportait pour lui un certain nombre d'impératifs, il n'a jamais dévié, dans cette discipline, le cap des 50 kilomètres, le champion du monde a, en effet, battu les meilleurs spécialistes après les avoir dominés de bout en bout.

Il a creusé l'écart sur Zoetemelk dès les premiers coups de pédales, il a été le seul à atteindre le quarante-cinquième kilomètre en moins d'une heure — ce qui représente une forte belle moyenne — et il a résisté au retour, sans doute trop tardif, de Roy Schuiten, vainqueur de l'épreuve les deux années précédentes sur le même parcours.

En la circonstance, nous avons découvert un Maertens quelque peu différent de celui que nous connaissions. A la puissance, il a ajouté l'harmonie et, s'il ne possède pas la

pureté de Jacques Anquetil, dont le style demeure sans équivalent, il a su résoudre les problèmes techniques que propose un itinéraire sinueux, balayé en permanence par le vent.

Le Belge a probablement bénéficié d'une faiblesse relative de l'opposition. Schuiten, notamment, est apparu moins efficace que par le passé. Loin de se mettre en action, ne trouvant son rythme qu'au-delà du quarante-cinquième kilomètre, il a perdu, plus de quatre minutes sur son temps de l'an dernier. Les comparaisons d'un champion à l'autre ont certes une valeur discutable, mais il est intéressant de noter que Zoetemelk, coureur régulier par excellence, a amélioré d'une seconde sa performance de l'automne 1975 (2 h. 4 min. 30 sec. contre 2 h. 4 min. 31 sec.).

Poulidor ne s'est classé que septième, en devançant toutefois le lauréat de l'Étoile des Espoirs, Jean-Luc Van den Broeck. Rejoint par Schuiten, parti trois minutes après lui, collé par Bernard Hinault, qui a terminé, aussi vite que Maertens, malgré le handicap d'une chute récente, le vétéran du cyclisme a failli au fil des kilomètres et il a éventuellement payé les conséquences d'un départ très rapide, qui lui valut d'être pointé en deuxième position au cinquante kilomètre.

Poulidor avait remporté cette épreuve en 1963. Il doit admettre que l'épreuve, aujourd'hui, n'est plus guère de son âge. Ce qui ne lui interdit nullement, au reste, de bien se comporter samedi prochain dans le Tour de Lombardie.

Le Grand Prix des Nations, enfin, nous a restitué un Ferdinand Bracke conforme à son image et un Bernard Thévenet dynamique, amélioré par rapport à l'an dernier, si l'on en croit les chiffres. Ce n'est pas le moins surprenant.

JACQUES AUGENDRE.

ATHLÉTISME

LA NOMINATION DE M. DUDAL ACCEPTÉE PAR M. SOISSON

Le président de la Fédération française d'athlétisme, M. Michel Marin, a présenté, le 4 octobre, à M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, la candidature de M. Jacques Dudal à la direction technique de l'athlétisme. L'accord a été donné par M. Soisson à cette nomination. M. Dudal, actuellement en Afrique, rejoindra son poste prochainement.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE GUY DRUT

Le parti socialiste dénonce le gâchis du sport français

A la suite des déclarations de Guy Drut (le Monde du 5 octobre), le parti socialiste a publié le communiqué suivant :

« Le dernier exploit de Guy Drut ne constitue malheureusement pas un fait isolé. Mais il est cette fois-ci tout particulièrement choquant de voir celui qui était il y a quelques semaines encore le conseiller sportif du premier ministre Jacques Chirac, présenté ensemble à grand renfort de publicité, un statut des athlètes de haut niveau, auquel il n'a ni l'un ni l'autre, on vient de le voir, ne croyant manifestement pas ? Par ailleurs, M. Soisson, responsable du sport au sein du

gouvernement, n'a pas cru bon de réagir, sinon pour regretter, « en tant que simple Français », la décision de Guy Drut.

Il ne faut pas se payer de mots : certaines récentes déclarations de M. Soisson, favorable au principe du sport de masse, constituent déjà en cette période marquée par une nette régression du budget de la jeunesse et des sports une offense de taille au sérieux.

L'attitude irresponsable du pouvoir

« Aujourd'hui, ce silence officiel, mais nullement gêné, après ce nouveau coup porté au sport français et à notre jeunesse, permet une nouvelle fois de prendre la mesure de toute l'hypocrisie sur laquelle repose la société libérale avancée.

« Comment faire passer dans la nation l'idée de sport quand on ne cesse de lui offrir un spectacle sportif dominé par le profit, soudé d'obtenir une vaste clientèle en touchant beaucoup plus les plus mauvais instincts de l'homme au lieu de s'efforcer de faire comprendre la beauté de l'acte sportif ?

TENNIS

GOVEN EN DIFFICULTÉ DANS LE NATIONAL

Quatre heures et quinze minutes de jeu ont été nécessaires à Georges Goven, tenant du titre, pour battre Jacques Yvanovitch en cinq sets (6-4, 4-6, 7-5, 6-4, 19-18) lors du premier tour du National 1976, disputé sur les courts de Tennis-Club phocéen de Luny. Le champion de France dut même sauver cinq balles de match dans le dernier set avant de l'emporter. Tous les autres favoris se sont qualifiés assez aisément. C'est le cas d'Éric Debiller face à Christophe Casa (6-2, 7-6, 6-3), de Patrick Peckley face à Gérard Toulon (6-1, 6-3), de François Jauffret face à Christophe Roger-Vasselin (6-1, 6-2, 6-5) et de Daniel Conté face à Bernard Paul (2-6, 6-4, 7-5, 6-2).

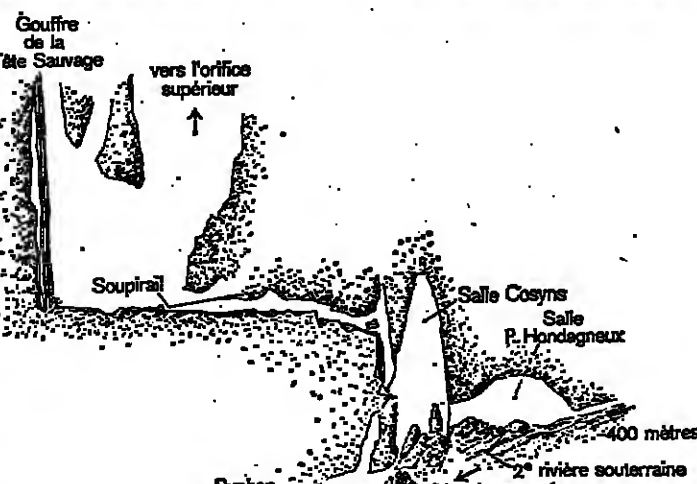
SPÉLÉOLOGIE

LA TRAVERSÉE DE LA PIERRE-SAINT-MARTIN

Un labyrinthe aux pièges multiples

Un groupe de spéléologues de la gendarmerie, qu'accompagnait une équipe de tournage de T.F. 1, s'est trouvé bloqué quarante-huit heures dans le gouffre de la Pierre-Saint-Martin. Cette mésaventure, heureusement terminée (« le Monde » du 28 septembre), met en relief les difficultés des grandes entreprises spéléologiques. Certes, les douze membres de l'expédition sont sortis sains et saufs, mais les spécialistes font remarquer que la spéléologie est plus qu'un moyen d'aventure, qu'elle est un sport qui exige des connaissances spéciales.

Rappelons les faits : onze hommes réunissant des professionnels du secours souterrain et des débutants en spéléologie avaient pénétré dans le gouffre de la Tête Sauvage, le mercredi 22, et comptaient ressortir, le samedi 25 septembre, par le tunnel percé jadis par l'E.D.F. pour relier la vallée basque de Sainte-Étienne à la salle souterraine de la Verna.



L'itinéraire choisi empruntait d'abord les 420 mètres de conduits verticaux que constitue le gouffre de la Tête Sauvage, dont 130 mètres sont équipés avec des mâts de perçage, facilitant la descente. Après quoi, le cheminement de l'équipe devait suivre la rivière souterraine de la Pierre-Saint-Martin par un trajet à horizon, jusqu'à la salle de la Verna, puis ressortir par le tunnel de l'E.D.F.

La course avait été minutieusement préparée. Montée par la gendarmerie nationale française depuis plusieurs mois, cette expédition, qui devait circuler partiellement sous le territoire espagnol, avait impliqué un accord international. Six cents kilogrammes de matériel, une équipe de soutien attendant au tunnel du Vent, tout indique une logistique soignée.

Pourtant, la jonction qui devait s'effectuer, jeudi soir, au tunnel du Vent entre les onze membres de l'expédition et l'équipe de soutien n'eut pas lieu. Des cordes de secours lancées à la recherche

éboulis schisteux, on descendit vers un porche dominant sur deux galeries parallèles qui se rejoignent au-dessus de la rivière, dans laquelle il faut redescendre. On suit cette rivière sur une distance de quelques mètres, car plus loin elle forme un cul-de-sac siphonnant.

Il faut alors apercevoir un minuscule filet d'eau filtrant à travers les blocs du chaos, et s'insinuer entre les rochers pour remonter ce petit affluent. On la surprise de rencontrer une seconde rivière souterraine coulant dans une salle de 40 m x 15 m. Ce nouveau cours d'eau est bien celui qu'il faut suivre désormais. Mais avant d'y parvenir il aura fallu déjouer la tentation des innombrables fausses pistes qui s'offrent dans ce labyrinthe à trois dimensions.

On comprend dès lors que la découverte du bon, de l'unique passage, puisse être très longue. C'est une question de flair. En 1968, les spéléologues qui effectuèrent la première traversée Tête Sauvage-la Verna cherchèrent ce passage durant plusieurs heures, et il s'agissait pourtant de spécialistes chevronnés, ceux-là même, qui avaient découvert ce cheminement quelques semaines plus tôt. Pour l'équipe conjointe de la gendarmerie et de T.F. 1, le piège souterrain s'est refermé et il a fallu près de quarante-huit heures à cette équipe pour s'en extraire.

PIERRE MINVIELLE.

CEGOS

SAIE-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

ÉLECTION DE POSTE

Secrétaire Général Haut Niveau

Techniques de pointe dans le domaine des instruments et des commandes hydrauliques associés à des performances sont requises dans le monde dans nos 4 établissements d'un important, de moyens de recherche et de contrôle effectifs environ 1.500 personnes, dont nous recherchons notre Secrétaire Général.

ABIDJAN

Une très importante entreprise nationale offre les deux postes suivants, rattachés chacun au Président :

1° Directeur des Etudes de Développement

Il dirige une équipe d'études et de recherches - 30 personnes environ, dont 10 universitaires - dans les domaines de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et des possibilités d'industrialisation. Ce poste important convient à un cadre de 35 ans au moins, diplômé en économie ou agriculture tropicale, ou en génie civil. Une expérience équivalente est demandée, ainsi qu'une personnalité apte à établir des contacts extérieurs à un niveau élevé.

2° Directeur Administratif et Comptable

diplômé administratif, de la comptabilité, à créer.

Un réseau

Nous sommes une organisation sociale à développement social, chargée de la réadaptation des légionnaires à la vie civile. C'est un véritable service d'entraide qui fonctionne grâce aux anciens légionnaires de cette institution sociale est le Service de l'entraide des légionnaires (S.E.L.) qui a quitté l'uniforme.

Plusieurs annexes, notamment à Paris, Marseille, Puy-loupier (Bouches-du-Rhône), et à Offenbourg (en République fédérale d'Allemagne), se préoccupent de l'hébergement provisoire et du reclassement des légionnaires à leur libération.

D'autre part, la légion étrangère a créé deux maisons de retraite gérées par la Fédération

YVES

RELIGION

LADES AGE

C'est ce que les légionnaires appellent entre eux la « recréation d'état civil ».

On compte actuellement au sein de la légion étrangère 9 % d'étrangers : en majorité des Yougoslaves, des Allemands, des Espagnols, des Belges, des Suisses, des Italiens, des Portugais, des Canadiens. Il y a très rarement des légionnaires originaires des pays de l'Est. Logé, nourri et habillé, un légionnaire reçoit moins de 750 F par mois. Le réengagement d'un légionnaire, à l'issue de son premier contrat de cinq ans, reste de la seule autorité du commandement.

Pacer



American Motors
Jean-Charles
21 Boulevard de la République 92100 Nanterre

PAR JEAN PLANCHAIS ET JACQUES ISNARD

Les régions

UN LIVRE QUI ACCUSE

Pas de Rotterdam aérien pour les Nantais

Le livre accuse, en montrant, preuves à l'appui, « la légèreté avec laquelle on programme notre avenir et la grossièreté avec laquelle l'appareil tout à coup descend sur la tête ». On s'adresse à : Jean de Legge et Roger Le Guen, un psychologue et un ingénieur en agriculture, ont « démonté » la mécanique d'une décision d'aménagement pour la création, au nord de Nantes, d'un vaste aéroport international de fret, un « Rotterdam aérien ».

Mécanisme exemplaire. Des études pseudo-scientifiques justifient le choix après coup. Une fausse concertation (« elle n'est bonne que si elle ne change rien ») est organisée par les pouvoirs publics et met en évidence la « résignation complaisante » des élus et de la chambre d'agriculture. Enfin, la presse régionale joue un rôle essentiel : utilisée au moment opportun par l'administration et le préfet, qui prennent l'initiative de l'information, elle se tait ensuite pendant de longs mois. Quand les « aménagements » s'annoncent (ils ont la parole dans le livre), parce qu'ils ont découvert un « carré noir » sur la carte, et commencent à organiser leur défense, les journaux publient alors côte à côte deux « vérités » contradictoires.

La presse régionale « donne la parole à ce qui parle » et n'a jamais une démarche active pour rechercher l'information. Les messages du pouvoir en place, économique ou politique, passent donc mieux que les autres.

Aujourd'hui, le projet d'aéroport international est devenu une sorte de « rêve archaïque », mais les terrains sont toujours « zadés » : la puissance publique les contrôle et peut les acheter. Enfin, la même mécanique fonctionne pour d'autres projets, les centrales nucléaires par exemple. Ce livre aide à mieux comprendre comment.

MICHELLE CHAMPENOIS.

* *Dégage ! On aménage*, de Jean de Legge et Roger Le Guen. Editions La Cécilia, 47, 83194 Les Salles-d'Audoubert, 166 pages, 30 F.

CANNES:

LOCAL COMMERCIAL EXCEPTIONNEL à vendre ou à louer

Boulevard Carnot, artère principale du centre-ville, dans un immeuble neuf de grand standing "CENTRAL PARK": 800 m² en rez-de-chaussée (3,80 m sous plafond) + 750 m² de surface extérieure utilisable en bordure du bd Carnot soit au total 1550 m² de surface privative (éventuellement divisible). Convient pour toute activité commerciale, bureaux, succursale, restauration, etc... Plus appartements sur place.

A vendre ou louer. Livraison Pâques 77

Se renseigner auprès de: **A. DEVISCH S.A.** 114, bd Carnot LE CANNET Tél. (93) 45.59.00

RENCONTRE AU SOMMET À ÉMOSSON

Les eaux des glaciers français et suisses se retrouvent dans le même barrage

Le dernier grand barrage alpin a été officiellement inauguré à la fin de la semaine dernière à Emossion, à la frontière franco-suisse, à une vingtaine de kilomètres au nord de Chamoni. Sa construction a débuté en juillet 1967 et a duré dix ans. La retenue de 227 millions de mètres cubes a été remplie pour la première fois le 10 septembre 1975. Elle correspond à un stockage d'énergie de 663 millions de kilowatt-heures, particulièrement utiles pendant les périodes de pointe. La retenue d'Emossion s'apparente par son importance aux barrages de Rosend (213 millions de mètres cubes), de Tignes (225 millions de mètres cubes), du Monteynard (185 millions de mètres cubes).

Pour la France comme pour la Confédération helvétique, le barrage d'Emossion marque la fin de l'ère de la construction des grands barrages, les deux pays étant arrivés au bout de leur programme dans ce domaine. E.D.F. n'envisage de construire au cours des dix prochaines années que quelques aménagements hydro-électriques utilisant l'énergie naturelle ou le pompage, dont celui de Grandmaison, dans l'Aisne.

L'ensemble d'Emossion a nécessité de la part d'Electricité de France et des deux sociétés suisses (Noter-Colombus, AAR et Tessin) l'aménagement de tout un système de collecte des eaux extrêmement original. Si le barrage, « voûte » qui s'élève à 180 mètres au-dessus de ses fondations et se développe en crête sur une longueur de 554 mètres, est situé tout entier en territoire

suisse, son bassin naturel versant ne pouvait permettre seul le remplissage de la retenue. L'utilisation des eaux d'origine glacière permettait de réaliser ce projet. La Suisse possédait le site d'accumulation, la France les réserves hydrauliques issues de la fusion des glaciers d'Argentières et du Tour, qui surplombent la vallée de Chamoni.

Cinquante kilomètres de galeries souterraines furent creusés dans la montagne en direction des glaciers français et suisses. La galerie sud, d'une longueur de 8,5 kilomètres, débouche à la cote 2.170 mètres sous le glacier d'Argentières et juste à la cote 2.030 sous le glacier du Tour. Il rassemble les eaux des torrents sous-glaciaires qui sont conduites à la centrale du Châtelard-Vallorcine où elles peuvent être turbinées directement ou siphonnées dans la retenue d'Emossion. Les eaux suisses, captées à une altitude inférieure (1.550 mètres) et au niveau de la langue des glaciers, sont conduites dans la retenue d'Emossion par de puissantes pompes. L'eau qui est aux deux tiers d'origine glacière — est accumulée essentiellement pendant le printemps et l'été. En effet, le régime glaciaire se caractérise par des gros débits en été : 230 litres par seconde et par kilomètre carré à Argentières, au lieu de 4 à 5 litres par seconde et par kilomètre carré au cours des mois de janvier et de février.

Durant les travaux de captage, E.D.F. a connu de grosses difficultés. Les torrents sous-glaciaires ont

souvent échappé aux calculs des ingénieurs. L'eau des crues glaciaires, la glace s'appuyant sur des versants rocheux ne peut couler et passer au contact du rocher où se trouvent les « prises », et chemine alors dans la glace même. « Chaque année, lors des crues glaciaires, l'eau peut nous échapper », déclare l'un des responsables du barrage.

Les eaux du barrage sont turbinées une première fois à l'usine du Châtelard-Vallorcine sur territoire français (altitude 1.127 mètres), puis retournées à la centrale de la Badiaz (altitude 460 mètres). Cette centrale est petite mais c'est le carreau de l'ensemble qui « commande » les vannes du barrage, le débit, la mise en marche des turbines et des alternateurs et qui envoie dans les réseaux suisses et français les kilowatts produits. L'utilisation d'une chute de 1.500 mètres entre le barrage et la plaine suisse du Rhône, permet de produire annuellement 634 millions de kilowatt-heures. Pour des raisons techniques les deux centrales marchent toujours en tandem. Le courant produit à Emossion, interconnecté sur les réseaux français et helvétique, est livré à parts égales dans les deux pays.

Le coût du barrage d'Emossion, des deux centrales et du réseau de collecteurs est évalué à 700 millions de francs suisses, financé à parts égales par la France et la Suisse, grâce à des emprunts lancés sur le marché financier helvétique où les taux d'intérêt sont plus bas.

CLAUDE FRANÇILLON.

D'une province à l'autre

Franche-Comté

PISTES TROP CHÈRES À BESANCON

Présente jadis comme un des équipements prioritaires qui devaient « désenclaver » la capitale régionale et « favoriser le développement de son économie », l'aérodrome de Besançon ne sera pas réalisé. Cette décision unanime a été prise par le bureau de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs, après une étude préliminaire d'un comité spécialisé. Des données techniques connues reprises dans cette étude montrent que l'environnement et la nature marécageuse du sol de La Vèze, sont une retenue à proximité de Besançon, ne sont pas favorables à ce projet. Mais cela n'avait jusqu'à présent jamais atteint la détermination de la chambre de commerce et d'industrie.

En revanche, le coût des opérations de rachat et d'aménagement du terrain d'aviation privé de La Vèze paraît avoir retenu l'enthousiasme des plus chauds partisans de ce projet : quelque 8 millions de francs sont en effet nécessaires pour les travaux permettant simplement l'atterrissage et le décollage de jour, et par

bonne visibilité, d'appareils de faible capacité et le double pour autoriser une utilisation nocturne du terrain. L'investissement aurait paru raisonnable si on n'avait fini par admettre que Besançon ne recevrait jamais de lignes régulières et devrait se contenter d'un rôle complémentaire pour préserver la rentabilité des aéroports de Tavaux (Jura) et de Fontaine (Territoire de Belfort) cédés naguère par l'armée.

CLAUDE FABERT.

Alsace

LES 100 000 LIVRES DE STRASBOURG

La bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg vient de s'agrandir de nouveaux locaux : deux bâtiments accolés par l'Etat à proximité immédiate de la bibliothèque, place de la République, portent sa surface totale à 30 000 mètres carrés. Les nouveaux locaux (6 000 mètres carrés) accueillent les services administratifs de cette bibliothèque, qui est la deuxième de France avec ses trois millions de volumes, ainsi que les sections droit et la section régionale.

La bibliothèque de Strasbourg avait été entièrement détruite par un incendie lors du siège de 1870. La section régionale, dite aussi section des Alsaciens, comprend avec ses cent mille ouvrages toutes les publications se rapportant d'une manière ou d'une autre à l'Alsace. C'est dans son cadre, dans ces nouvelles salles de lecture et de consultations que s'est ouverte, à l'occasion de cette inauguration, une remarquable exposition consacrée à la presse alsacienne des origines à 1950 : trois siècles et demi de journalisme alsacien, de la première gazette régulièrement imprimée à Strasbourg, celle de Jean Carlin, antérieure à 1608, jusqu'à nos jours. Une très large part de l'exposition est consacrée à la presse de 1900 à 1939, particulièrement riche et variée dans ses tendances, puisque à Strasbourg seul, on éditait encore à la veille de la deuxième guerre mondiale treize quotidiens différents contre deux actuellement.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Provence - Côte d'Azur

UN CROISSANT DE LUNE SOUS L'HORLOGE À AVIGNON

La place de l'Horloge d'Avignon, rendue célèbre par ses forums nocturnes et diurnes en période de festival, va changer d'aspect. Son « remodelage », inscrit dans le contrat de ville moyenne, devrait être subventionné à 30 % par l'Etat.

En mars dernier, le municipaliste, l'ancien député socialiste, lançait un concours invitant architectes, urbanistes et paysagistes à donner leurs idées pour la place de l'Horloge. Sur les cent trente professionnels intéressés par la consultation, cinquante-huit ont soumis leurs projets. Un jury composé de techniciens locaux et présidé par M. Félix Nosedà, maire adjoint communiste, a désigné les lauréats : il s'agit d'un jeune architecte japonais de vingt-sept ans résidant à Paris, M. Takahashi, et de M. Serikoff, architecte avignonnais. Mais le jury a également décerné quatre accessits

aux équipes Slavik-Léger, d'Aix-en-Provence; Wauthier-Wurmser-Besalout, de Paris; Esserud-Sheld, de Dieppe; et d'Aix-en-Provence.

Les organisateurs souhaitent retenu dans chacun de ces six projets ce qui paraît le mieux adapté à la configuration des lieux et au caractère local de cette place, dont la fonction de forum remonte à l'époque romaine. Les deux lauréats et les quatre équipes gratifiées d'un accessit sont donc invitées à mettre leurs idées en commun afin d'établir le projet définitif qui soulignera les pôles attractifs existants et qui donnera à la place l'aspect d'un croissant de lune, la pointe nord étant orientée vers le Palais des Papes et la pointe opposée reliant la place à une zone piétonne déjà établie.

JEAN FAURE.

MARSEILLE - PIÉTON.

La première rue piétonne va être ouverte aux Marseillais. La rue du Jeune Anacharsis, dans sa portion comprise entre les rues Saint-Ferréol et Haxo, au cœur de cet « hypercentre », situé dans le secteur sud-Canal, sera désormais le domaine exclusif du piéton, qui pourra enfin « s'y entendre marcher ». La tronçon de la rue de Rome à la rue Rouvière connaîtra le même calme.

Il ne s'agit pas d'une simple interdiction aux automobiles, mais d'un aménagement définitif dont a été chargé le service de la voirie de la ville, au vu des études réalisées par un service municipal créé il y a trois ans et dénommé « Confort urbain ». Ces opérations ponctuelles, de dimensions modestes au regard de ce qui s'est fait ailleurs, les deux voies piétonnes n'excèdent pas 1 000 m², — sont un démarrage symbolique. Des résultats de l'expérience dépendra le sort d'autres projets en cours d'étude.

La première raison d'être des deux premières voies piétonnes tient de redonner aux Marseillais le goût de « descendre en ville » et de les y retenir, car n'a pas hésité à jouer la carte de la « séduction » : un sol coloré, fait de dalles de ciment « vieux rose » et anti-dérapant et des plaques de signalisation en céramique aux armes de la ville. Les Marseillais marcheront-ils ?

JEAN CONTRUCCI.

pour vaincre en mars 1977 sachez convaincre vos électeurs

ELECTIONS MUNICIPALES

LISEZ VIE PUBLIQUE

Le Journal des élus et des administrateurs locaux

Vous y trouverez chaque mois :

- Des idées nouvelles pour votre programme;
- Des informations directement utilisables;
- Des dossiers qui font le point sur les grandes questions à l'ordre du jour et qui enrichissent les thèmes de vos discours;
- Des enquêtes sur les expériences originales de gestion locale;
- L'essentiel de l'actualité municipale et régionale;
- Un dialogue ouvert entre les responsables locaux.

Entièrement vouée aux problèmes communaux, départementaux et régionaux, VIE PUBLIQUE est une revue professionnelle indépendante de tout parti politique et dénuée de tout esprit partisan.

pour être plus convaincant soyez mieux informé abonnez-vous à VIE PUBLIQUE

Le guide du conseiller municipal par Pierre Cabanes



Ce cadeau de bienvenue vous est réservé : "le guide du conseiller municipal" par Pierre Cabanes.

Pour le recevoir avec votre premier numéro de VIE PUBLIQUE remplissez et renvoyez aussitôt votre BON D'ABONNEMENT PRIVILEGE.

(11 numéros : 150 F)

Don à retourner à : VIE PUBLIQUE, 5, rue du Colisée, 75008 Paris

NOM

ADRESSE

FONCTION

CODE POSTAL

VILLE

Je vous régle et joint le montant de mon abonnement par :
☐ chèque bancaire à l'ordre de
☐ virement postal 3 volets VIE PUBLIQUE
☐ mandat administratif (C.C.P. 3283900X LA SOURCE)
 (des réceptions de votre facture établie en 3 exemplaires)

150 F

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE A L'UNESCO

L'automobile sur la sellette

L'automobile est sur la sellette : quelque deux cent cinquante spécialistes — fonctionnaires chargés des questions d'environnement et fabricants d'automobiles — sont réunis à Paris, au palais de l'UNESCO, pendant trois jours, pour étudier les questions de bruit, de pollution atmosphérique, de sécurité, etc. Une trentaine de pays sont représentés à ce séminaire organisé par le programme des Nations unies pour l'environnement (PNU), cela au moment où va s'ouvrir à la porte de Versailles le Salon de l'Automobile.

Trois cents millions de véhicules à moteur circulent dans le monde. Il y en aura un demi-milliard en l'an 2000. La construction des automobiles consomme 20 % de l'acier, 50 % du plomb, 70 % du caoutchouc produits dans le monde et absorbe environ 20 % du pétrole, comme le rappelle, à l'ouverture du séminaire, M. Vincent Ansquer, ministre de la qualité de la vie. Le bruit, la pollution de l'air et l'encombrement des villes sont aussi l'envers du développement de l'automobile, dont personne ne nie les services rendus.

Si les constructeurs d'automobiles acceptent aujourd'hui de discuter des améliorations techniques, c'est que les gouvernements ont préparé des réglementations très sévères, surtout aux États-Unis, au Japon et au Canada, strictes en Suède et en Australie, et beaucoup moins dans les pays de la Communauté européenne.

Mais la bonne volonté des constructeurs — aux côtés des pouvoirs publics ont forcé la main — est très limitée. Si le Japon et les États-Unis sont cités en exemple pour la sévérité de leurs réglementations, il ne faut pas oublier que les pressions des industriels pour repousser l'application de ces normes sont très fortes : le Congrès américain vient de réexaminer un nouveau report du fameux Clean Air Act, d'abord prévu pour 1975 puis pour 1978 et que les constructeurs veulent retarder encore : au Japon, des délais supplémentaires ont aussi été décidés, en raison de la conjoncture économique. Enfin, certains constructeurs se font tirer l'oreille : ainsi, Chrysler, dont les représentants siègent au séminaire de Paris, vient d'être accusé par le département de la Justice américain d'avoir violé les règlements existants en équipant pas certains de ses modèles de dispositifs de contrôle des gaz d'échappement. Une amende de 97 millions de dollars est réclamée, bien que la firme assure

avoir transformé les véhicules en cause.

Pourtant, le respect des normes ne coûte, selon un expert américain, qu'environ 300 dollars (soit 1 500 F) par véhicule, c'est-à-dire une augmentation du prix d'environ 5 %. Mais c'est encore trop en période de crise économique, et les experts admettent généralement que l'application des règlements stricts impose aux constructeurs une « conversion traumatique », selon M. Gustav Ekberg, expert suédois de l'Agence pour l'environnement, qui rappelle que le seul souci des constructeurs jusqu'ici était de sortir des modèles plus sûrs et plus rapides.

Dans le rapport introduit qu'il a rédigé, M. Ekberg rappelle les recherches technologiques qui sont menées pour concevoir des véhicules non polluants. Mais « il est impossible qu'un véhicule nouveau (électrique, par exemple) soit d'usage courant avant l'an 2000, nous a-t-il précisé. Et les automobiles actuelles dureront au moins pendant encore une bonne dizaine d'années ». C'est pourquoi il est nécessaire d'améliorer les automobiles traditionnelles, de réduire le poids des véhicules pour diminuer leur consommation de carburant, d'améliorer la sécurité des utilisateurs et d'organiser une récupération efficace des véhicules qui partent à la casse, soit huit cent cinquante millions de véhicules jusqu'à la fin du siècle, selon certaines estimations.

Mais l'établissement de normes et surtout leur application prendront du temps, beaucoup de temps. Ne serait-il pas plus efficace, sans attendre d'hypothétiques et coûteuses améliorations techniques, de prendre le problème par l'autre bout et de limiter l'utilisation de l'automobile là où elle gêne le plus : en ville ? « N'est-ce pas absurde, fait en effet remarquer M. Ekberg, d'imposer à tous les véhicules les règlements très stricts, nécessaires dans les rues étroites des grandes villes, mais superflus en rase campagne ? »

M. Ch.

MALAISE AU SEIN DE LA MAJORITÉ

L'adoption du plan d'occupation des sols de la capitale est ajournée

Le Conseil de Paris a décidé par 51 voix (celles de Paris-Avenir, qui regroupe à l'Hôtel de Ville les républicains indépendants et les centristes, et celles des groupes de gauche), contre 38 (celles de Paris-Majorité, où domine l'U.D.R.) et l'abstention (M. René Galy-Dejean, l'obéissance) de reporter à la session budgétaire du mois de novembre sa décision concernant l'adoption du POS de Paris. Le plan d'occupation des sols est un document d'urbanisme précis qui fixe les conditions d'occupation et d'utilisation du sol de la capitale ; il doit respecter les grandes orientations du schéma directeur d'aménagement de la Ville (S.D.A.U.). Avant de revenir une nouvelle fois devant les édiles de la capitale pour son adoption définitive, le POS avait été soumis, du 5 mai au 18 juin derniers, à l'enquête publique. Trente et un mille personnes s'étaient rendues soit à l'Hôtel de Ville, soit dans les mairies pour faire leurs observations.

L'administration a mal engagé la discussion sur le POS. De nombreux conseillers de Paris se plaignent dans les couloirs de l'Hôtel de Ville, avant l'ouverture de la séance, que ce document d'urbanisme important pour l'avenir de la ville soit inscrit à l'ordre du jour avant même d'avoir le dossier du S.D.A.U. de la capitale. Au cours du débat, M. Bernard Rocher (Paris-Majorité) donnait un avis favorable aux propositions préconisées par le S.D.A.U. Mais, dit-il, il ne faut pas présenter son rapport, il indique

que certaines critiques de la population parisiennaise, qui demande systématiquement de « protéger et développer les espaces verts, de réduire la densité, d'accorder moins de place aux voitures et plus aux piétons », ne sont pas toujours fondées : « L'urbanisme d'une ville, c'est cela, mais c'est aussi autre chose. »

Et le président de la commission d'urbanisme de la Ville précise : « Il existe une grande quantité de logements insalubres à Paris qui ne peuvent être rénovés que par de grandes opérations urbaines. Le déséquilibre sociologique, la dépopulation de Paris et les problèmes de l'emploi sont aussi importants que ce qui a trait à l'écologie. »

M. Bertrand de Malgret, au nom du groupe Paris-Avenir, demande alors que la décision concernant le POS soit reportée à la session budgétaire. « Un trop court délai a été laissé aux élus, déclare-t-il, pour examiner d'une façon approfondie les observations formulées par les Parisiens. » Cette proposition qui sera adoptée avec l'appui de la gauche contre Paris-Majorité.

Il apparaît donc, et les deux questions sont désormais liées, que l'avenir de l'urbanisme parisien dépendra du choix de la capitale. Mais Paris-Majorité a affirmé récemment qu'il « avait conduit depuis des années la transformation et la modernisation de la capitale » dans un style qui vient encore d'être condamné par le président de la République. Ce-lui-ci n'a-t-il pas rappelé le 30 septembre, à Sevran, qu'il fallait « humaniser nos cités en freinant le gigantisme des agglomérations et dans les agglomérations ? » On comprend le malaise de la majorité, dont une partie n'adhère que du bout des lèvres aux nouvelles orientations données par l'Élysée. C'est ce malaise qui a été au grand jour au cours de la discussion du POS et qui ne s'effacera pas de sitôt. Il faut souligner aussi que l'action bien orchestrée des associations de défense qui toutes ont condamné le POS tel qu'il était présenté n'a pas été étrangère à la tournure qu'a prise ce débat.

MM. Louis Moulinet (P.S.) et Henri Méillet (P.C.) ont, de leur côté, au nom des groupes de gauche, demandé que le POS soit refait complètement. Pour eux, ce document est « illisible et ne correspond pas dans l'état actuel aux besoins de la ville et des habitants ». Cette proposition a été repoussée.

Enfin, le Conseil de Paris a adopté par 59 voix (majorité présidentielle) contre 30 (groupes de gauche) les propositions préfectorales concernant l'aménagement du secteur des Halles. Différents équipements sociaux prendront place à

cet endroit : crèche, patinoire, foyer-logement pour personnes âgées et médiathèque (livres, films, disques et photos). Une nouvelle fois, MM. Jean Gajer et Michel Salles (P.S.) ont regretté le secret qui pesait sur ce projet, notamment pour ce qui concerne les tractations avec les entreprises privées. M. Christian de la Malène, rapporteur du budget de la Ville, et président de la SEMAH (Société d'économie mixte d'aménagement des Halles), étant absent, ils ne leur furent pas répondu.

Enfin, bien que l'Etat soit le seul responsable de sa gestion, l'avenir du Centre Beaubourg fut également évoqué au cours de cette séance. M. Pierre Guidon (P.S.) déclara notamment : « Je crains que l'Etat n'exerce sur la Ville de Paris un transfert de charge financière afin d'équilibrer un budget que les moyens du secrétariat d'Etat à la culture ne permettent pas. »

JEAN PERRIN.

Nord-Pas-de-Calais

Les détenus au service de la planification régionale

De notre correspondant

Lille. — Le samedi 9 octobre prochain se dérouleront à Lille les états généraux de la région Nord-Pas-de-Calais. En quelques mois, treize réunions ont été organisées dans les arrondissements pour étudier avec les responsables élus et les organisations les principaux objectifs du Plan. Aujourd'hui, des affiches apposées dans les villes expliquent cette démarche par le slogan : « Vingt-six mille avis valent mieux qu'un ». Le Nord-Pas-de-Calais compte, en effet, vingt-six mille élus locaux et responsables économiques et sociaux.

Faut-il sensibiliser la population à la préparation du Plan ? Oui, a répondu le conseil régional, que préside M. Pierre Mauroy, qui entend développer « un débat démocratique » sur ce thème : « Nous n'acceptons pas de faire semblant. Pour nous, il s'agit d'une étape importante, qui marquera le point de départ d'une action décisive. »

Pour alerter les « Nordistes » sur ces états généraux auxquels le comité économique et social est associé, un dépliant a été édité. Les difficultés ont surgi, révèle M. Mauroy, dès qu'il fallut l'adresser aux familles. Le secrétaire d'Etat aux P.T.T., M. Norbert Ségard, dont on sait qu'il sera le concurrent de M. Mauroy aux municipales, a estimé que ce document était politique et qu'il ne pouvait bénéficier de tarifs préférentiels. Ce dépliant, lance une invitation aux habitants : « Cha-

cur a son mot à dire. Si vous avez une idée sur notre région, sur son aménagement, ses besoins, ses objectifs ou tout autre point de vue, qu'il vous tienne à cœur, écrivez-nous... » Aucun nom n'est cité, pas même celui du président du conseil régional.

Pour l'expédition — il s'agit de 1200 000 exemplaires — il fallut donc le mettre sous enveloppe. Mais, autre problème : enveloppe cachetée ou pas ? Une « négociation » s'engagea avec le cabinet de M. Ségard pour savoir s'il fallait coller complètement les enveloppes, utiliser du ruban adhésif ou un point collant. Finalement, l'autorisation fut donnée, à condition que l'enveloppe soit fermée avec un minimum de 2 centimètres de scotch. Le cabinet régional fut donc obligé d'opérer une véritable razzia sur les rouleaux de rubans disponibles (il en fallait 24 kilomètres). Mais restait à accomplir le travail, puisque cette autorisation est venue tardivement, vendredi 1^{er} octobre. Finalement, un contrat fut signé, avec le directeur de la prison de Loos-la-Lille. Les détenus ont donc passé leur week-end à coller des enveloppes pour les états généraux de la région, ce qui a dû leur inspirer de singulières réflexions.

M. Mauroy a dénoncé ce procédé. « En fin de compte, a-t-il dit, c'est l'esprit d'Élysée qui a triomphé des obstacles dérisoires dressés par le tyranneau... »

GEORGES SUEUR.

Crédit gratuit 12 mois

jusqu'au 16 octobre, sur l'ensemble du magasin

à l'exception des téléviseurs, des gros appareils électroménagers,
et des articles marqués d'un point rouge,
dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.

Galerias Lafayette

Hausmann, Montparnasse, Belle-Epine

la Celle St Cloud

Place du docteur Berthel

Le Lamartine

Deux petits immeubles de 3 étages revêtus de pierre de taille. Du studio au 5 pièces, grands appartements avec balcons-terrasses orientés plein-sud pour profiter du soleil et des arbres dans un site privilégié : Vaucresson, La Celle-St-Cloud.

Bureaux de vente sur place, ouverts tous les jours, sauf jeudi, de 13h30 à 19h. tél. 969.20.37

CICA
227.04.30

Livrables - Prix fermes et définitifs. Cahiers de plans sur demande.

CLV 45 rue de Courcelles Paris 8 - 75004
Non Adresse
tél. 969.20.37
969.20.37

un réversible pour la ville

Le RAGLAN
pure laine
pied-de-poule,
marron ou bronze
REVERSIBLE
gabardine,
polyester et coton,
beige
495 F



AUTO-COAT croisé
doublage chaud
pied-de-coq,
beige
595 F

non représentés
GANT
de CONDUITE
agneau souple,
Marron
59 F

CHEMISE
polyester
et viscose, fil à fil
Bleu ou marron.
49 F

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS OUVERT DE 9 H 45 A 18 H 30
PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

LETTRES

La confession d'un ouvrier du siècle

(Suite de la première page.)

C'est Gaston Lucas, serrurier, autant que la « chronique de l'anti-héros » est le récit de la poursuite du quotidien, où l'avenir est sans cesse remis à demain, où le « pépère » revient toujours pour dévorer les économies et pour détruire toute tentative de s'en sortir.

Comme nombre de Parisiens, Gaston Lucas est originaire de province, il est né à Poitiers en 1907 dans une famille ouvrière. Il voulait être électricien, il sera serrurier. Dans les années 20, l'apprentissage est une dure leçon dispensée par les artisans tout-puissants. Mais cette rude condition ne rebute pas le jeune ouvrier, et les pages où il parle de son métier sont parmi les plus belles du livre. L'amour du métier n'est pas un vain mot. Une poésie insolite se dégage des beaux noms d'outils : bouterolle, soute-ralle, foret à argon avec archet de patience, foret à longue d'aspic, bédane, etc.

Gaston Lucas est doué d'une mémoire précise. Ses souvenirs des années 30, le choc des manifestations, les grandes grèves, la per-

industrie n'a que faire des goûts de l'artisanat.

En 1930, Gaston Lucas travaille à Paris, dans un atelier de serrurerie. Il y restera trente-quatre ans. Entre-temps, il a fait, comme on dit, un mariage d'air. Ce sont alors les heures de travail qu'on ajoute pour acheter les meubles, pour accueillir le premier enfant. Ces choses et ces actes très ordinaires, qui font la lutte quotidienne d'une famille ouvrière, prennent un relief certain à un moment où l'on parle tant de révolter la condition du travailleur manuel.

Gaston Lucas est doué d'une mémoire précise. Ses souvenirs des années 30, le choc des manifestations, les grandes grèves, la per-

ception de la crise qu'en avait la classe ouvrière, l'avènement du Front populaire, c'était hier, mais pour un peu, tant de choses ont peu changé quant au fond, on se croirait en pleine actualité.

Voilà la guerre. Cette drôle de guerre où le caporal Gaston Lucas ne comprend pas pourquoi tournent en rond des unités combattantes, pourquoi l'on se débâte à l'ennemi. Et les Allemands, qui font miroiter à ces milliers de prisonniers pour qu'ils restent dociles l'espoir de bientôt rentrer en France. Les convois font un détour par l'Allemagne parce que les ponts sont détruits, affirment-ils. Le détour dure quatre ans et s'achève à Koenigsberg, quand la fonte des neiges laisse apparaître

des cadavres de soldats soviétiques. Univers gelé, de vent, de mort. Morts de faim des camps de concentration, convois entiers de corps de soldats allemands tués sur le front de l'Est, camarades morts sous les derniers abus de la libération.

« J'avais rêvé le retour autre-ment », dit Gaston Lucas. C'est une France de rationnement et de marché noir qu'il retrouve, où les B.O.F. sont rois et les ouvriers rarement des trafiquants. Jeanne est malade. Elle a attendu patiemment — deux années sans nouvelles — tandis qu'il lui écrivait chaque jour sur un carnet noir les lettres que les geôliers interdisent d'expédier.

Avoir une histoire...

Jeanne est morte discrètement, comme le font ceux qui n'ont que le choix d'être simple.

Gaston Lucas s'est remarié, plus tard. Ses enfants aujourd'hui sont des adultes. Il attend la fin de sa vie. Sa tentative de suicide a été le grand cri, la grande interrogation. Pourquoi ? Un militant saurait y répondre, sans doute. Ce livre est un élément de réponse, la reconstitution par un vieil homme en « arrêt » de travail d'une vie dérobée. La confession d'un ouvrier du siècle qui pose une autre question, au-delà des schémas et des allégations : une vie d'ouvrier qui n'est pas une vie, à quel ça sert ? Les gens malheureux aussi veulent avoir une histoire...

BERNARD ALLIOT.

* GASTON LUCAS, OUVRIER SERRURIER. CHRONIQUE DE L'ANTI-HEROS, par Adolphe Blaquère, Ed. Plon, collection « Terre humaine », 288 pages, 40 F.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.

Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

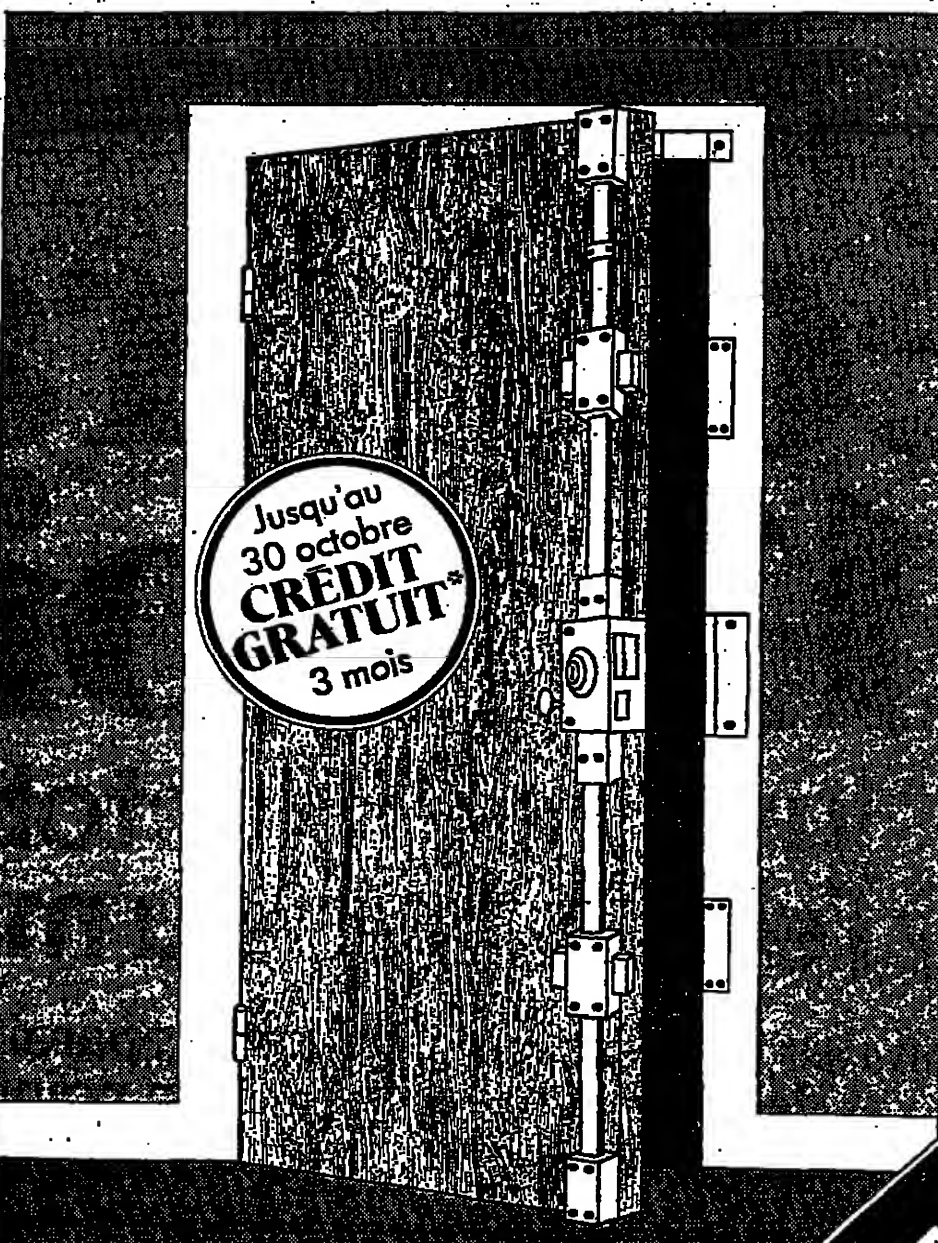
Documentation et liste des correspondants
francs et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Dans les 8 BHV.

Rien que dans ce journal, vous lirez aux moins dix histoires de maisons pillées et saccagées.

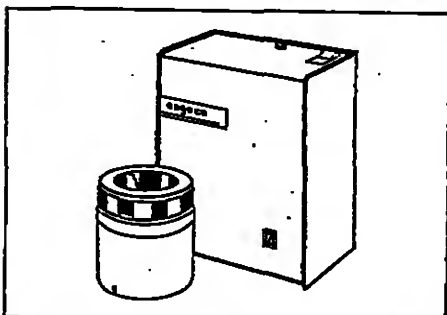
Dix bonnes raisons pour vous de venir découvrir dans les 8 BHV comment protéger la vôtre des agressions. Et dormir tranquille.



1. Ensemble de fermeture KESO, 5 points de condensation, cylindre double, haute sécurité, technique suisse, avec renforts de pernettes
540 F

Blindage de la porte (tôle d'acier électro-zinguée 16/10), pose de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte plane huisserie bois jusqu'à 25 km de Paris)
760 F

Total 1300 F



2. Centrale électronique INTERCEPTOR N° 1 à réarmement automatique avec 1 sirène 103 décibels, 2 capteurs magnétiques d'ouverture, alimentation par piles (autonomie 1 an)
700 F

Pose de l'ensemble (prix de base pour 1 pose simple jusqu'à 25 km de Paris)
500 F

Total 1200 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

Le BHV vous offre également un choix important de coffres-forts.

* sur la fourniture des serrures 3 et 5 points, des systèmes d'alarme et des coffres-forts. A partir de 500 F d'achats. Après acceptation du dossier.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous serrures et systèmes d'alarme par des professionnels sélectionnés.

Pour être sûr de bien choisir.

BHV

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

150

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Monsieur, madame, mademoiselle

C'est-elle la femme de François, la femme de Michel, la femme de Roger ou la femme de Thomas ? C'est le refrain, façon Brasseur, du nouveau jeu d'Antenne 2 « *Chacun chez soi*

Il s'agit d'associer quatre hommes, quatre femmes et quatre enfants invités à se soumettre séparément au cours de la semaine à plusieurs séries de questions sur leurs goûts et leurs opinions. Pas sur le plan Barre, certes ! Sur l'éducation (sexuelle uniquement la pratique du sport), à l'école et à l'âge optimum de la majorité légale. A nous de trouver, par recoupements, les deux moitiés de ces couples modèles (tenues de la robe appropriée). Révisée samedi en fin d'après-midi, au cours d'une confrontation en direct, la solution de ces devinettes intéresse moins que leur énoncé. A travers ces interrogatoires entrecoupés, on voit se profiler, en effet, le portrait-robot du Français moyen tel que

l'ont voulu, choisi et carné les responsables d'une émission d'un conformisme constant.

Ingénieur, mécanicien, chef de service ou colporteur, Thomas, Roger, Michel et François se définissent d'abord par leur métier. Puis par leur plus préféré. Du bureau, du magasin ou de l'atelier, ces mesaleurs passent directement à table. Leurs épouses, en revanche, doivent témoigner d'abord de leur goût ou de leur absence de goût (c'est rare), pour la cuisine, à quel se réduit apparemment le plus clair d'une activité toute ménagère. Prière d'établir un corrélat entre le bon ou le mauvais, le choucroute ou le cassoulet proné par monsieur et l'attitude qu'exerce sur madame la poésie à l'ère ou l'artoculteur. Et monsieur et madame marquent une nette préférence pour le bord de mer en période de vacances, mais le privilège des loisirs, bricolage, lecture ou jardinage, reste l'apanage des hommes. On ne demande guère aux femmes de nous dire à quel elles consacrent leur temps libre. Le plus souvent d'ailleurs, c'est la broderie et au tricot. De même, s'il se retrouvent devant la télévision,

elle ne va jamais ou très peu au cinéma, alors qu'il cite, lui, sans hésiter, le titre de son film préféré, récent le plus souvent. Ce qui semblerait indiquer des soirées, ou supérieures ou séparées. Au box de la chanson, Michel Sardou arrive en tête. A noter que l'interviewer restreint le culte des beaux-arts à la seule musique.

Aux qualités qu'il apprécie chez un enfant, obéissance et franchise, on serait tenté de croire le leur, récalcitrant et sournois. Il n'en est rien, rassurez-vous. Bons élèves, chers à leurs camarades, attachés à leurs parents, ces gosses — ils ont entre huit et quatorze ans — s'inscrivent tous au tableau d'honneur de l'écran. Des enfants uniques pour la plupart. Ils le regrettent. Et, ce qui est plus curieux, leur père et mère le regrettent aussi pour eux et se prononcent, dans leur immense majorité, en faveur des familles nombreuses, dont ils tiennent visiblement à contrôler néanmoins très strictement les limites. Quand il y en a pour trois, il n'y en a pas pour quatre apparemment.

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 5 OCTOBRE

— Le Comité pour la défense de la République s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— M.M. Jakob Monetta, rédacteur en chef de la publication de la Fédération de la métallurgie allemande, et Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T., dialoguent sur les différentes formes de syndicalisme sur

TRIBUNES ET DEBATS

France-Culture, à 20 h. 05.
— Mme Golda Meir, ancien premier ministre israélien, répond aux questions des téléspectateurs sur Antenne 2, vers 22 heures.
— TFI Actualités est transmis en direct de Moscou toute la semaine à 13 heures.

— M.M. René Duhamel, secrétaire confédéral de la C.G.T., et Ulrich Briess, responsable de l'Institut de recherches économiques et sociales de la Confédération des syndicats allemands, sont les invités de Radio-Montecarlo à 13 heures.
— Les Scouts de France s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

MARDI 5 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

Ignorose
en vente aux
Galeries Lafayette

20 h. 30. Série : Des autos et des hommes (première partie) : Aristos et mécanos, 1896-1906, réal. Cl. Savarit.

Le premier de six épisodes traitant, à l'aide de documents filmés et d'interviews, de l'histoire de l'automobile.
21 h. 30. Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1968) : 22 h. 25. Magazine littéraire : Pleine page.
Après Nathalie Sarraute, Henri Bonnier, Marc Cholodenko, Hortense Dufour, Raymond Jean, Guy de Maupassant, et notre collaborateur François Bot.

23 h. 25. Journal.
CHAÎNE 2 : A 2

16 h. 30. Débat de politique générale en direct de l'Assemblée nationale.

pour une bonne lecture
choisissez
celui
et dormez tranquille

Aux Editions
Robert Laffont
le livre de
GOLDA MEIR
ma vie

20 h. 35. Les dossiers de l'écran... Film :

MERCREDI 6 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 13 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu... à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi.
20 h. 30. Jeu : L'inspecteur mène l'enquête, de M. Pavau et Luc Godevalis : 22 h. Théâtre musical : « Le Pavillon au bord de la rivière », de Kuan Han-chin et B. Jolas, par la troupe du Théâtre de Gennevilliers, mise en scène et réal. B. Sobel.
La dramaturgie chinoise venue par une élite de Boulez et un metteur en scène brechtien, dans un spectacle présenté en juillet 1975 au Festival d'Avignon.

23 h. 25. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu... à 16 h. Débat de politique générale à l'Assemblée nationale.

20 h. 30. Série : Kojak : 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada : 22 h. 50. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 16 : « Les Divorcés », de J. Jacquin, réal. D. Moosmann avec A. Karina, P. Vaneck, A. Deschamps.
Une séparation, dont les parents sont séparés, vit chez son père et s'en porte bien. Arrive sa mère, revenue la chercher.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poesie : 20 h. 5. Carnets de voyage aux Antilles, par René Jetté, en coproduction avec FR 3 : 21 h. 30. Musique de chambre (Schubert, Max Rega) : 22 h. 25. Entretien avec Jacques Feschard, par J. Guglielmi : 23 h. Réver pour l'hiver : 23 h. 50. Poesie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, Orchestre national, direction M. Rosenthal, avec J. Bertini, J.-C. Penneret : « Fêtes nobles et sentimentales » : « Concerto pour la main gauche » : « Histoires naturelles » (Ravel) : « Le Temple de Salomon » (Rostropovitch) : 22 h. 55. Histoire d'une fête, par D. Waché : 24 h. La nouvelle musique américaine : Phil Glass, Steve Reich, R. Ashely : 1 h. Les Interprètes américains à Paris.

Le Club Français du Livre vous confie les 20 volumes de
L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
C'est un essai sans risque.
Pour en savoir plus, demandez le Dossier GRATUIT au 734.02.31
(répondeur automatique à votre service 24 heures sur 24)

LA RENTRÉE SUR LES ONDES

FR 3 : LES NOUVEAUX VISITEURS DU DIMANCHE

Peu de changements dans les programmes de FR 3 pour ce dernier trimestre. Présentant les projets de sa société, M. Claude Contamine a rappelé que la grille demeurait celle qui avait été établie le 22 mars 1976. Cependant une nouvelle émission remplacera à 20 h. 30 « Les visiteurs du dimanche soir » : « L'homme en question ». Soumis à une sorte de commission d'enquête, l'invité, après avoir eu dix minutes pour faire son autoportrait, répondra aux questions pendant une heure (l'écrin à succès, Gérard de Villiers, inaugurerait cette série le 10 octobre : il sera suivi par Régine, Edmonde Charles-Lux et René-Victor Pilhes).

Le journal de 22 heures sera légèrement modifié, et une nouvelle journalisée y a fait son apparition : Francine Buchi Les « tribunes libres » de 19 h. 40 et le magazine du samedi, « Un botteux », un événement, seront organisés différemment. La première semaine du mois, un thème regroupera les tribunes et tous

les lundis, un intellectuel apportera son point de vue. La case horaire 20 heures-20 h. 30 du samedi verra l'alternance de quatre magazines, dont deux sont nouveaux : le monde du cheval et la vie dans les DOM-TOM. Enfin, les 15 millions de francs supplémentaires alloués à la création financière des domaines de la « dramatique historique » présenteront l'histoire par des « histoires », tel sera le but d'un rendez-vous mensuel, le samedi, à partir de mars 1977. Pour l'année prochaine est également prévu un « décrochage » régional supplémentaire, le samedi soir.

EUROPE 1 : M. GISCARD D'ESTAING AU « CLUB DE LA PRESSE »

C'est M. Valéry Giscard d'Estaing qui sera le 17 octobre, le premier invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Ainsi chaque dimanche, de 19 à 20 heures, un homme politique s'exprimera sur quinze questions de la presse écrite, représentant des opinions diverses. Cette nouvelle

émission sera animée par Gérard Careyou et Alain Duhamel. Pour le reste, comme l'ont dit les responsables d'Europe 1, les grands changements ont déjà eu lieu l'année dernière. Quelques nouveautés pour la rentrée, mais dans l'ensemble « on continue », ainsi que l'a souligné M. Jean-Luc Lagarère, vice-président directeur général de la station. On continue donc, mais « en collant à l'événement », en n'hésitant pas à bouleverser les grilles pour des journées spéciales d'information, comme on l'a fait pour la mort du président Mitterrand, pour le remaniement ministériel. Ainsi M. René Haby, ministre de l'Éducation nationale, sera l'invité d'Europe 1 toute la journée du 6 octobre : il fera un bilan de la rentrée, parlera de sa réforme, évoquera tous les problèmes de l'enseignement. De même, le 3 novembre sera consacré aux élections départementales. Les trois rendez-vous quotidiens de l'information restent les mêmes : le journal d'André Arnaud ne change pas, puisque les sondages le placent à la tête des bulletins de 13 heures. Pour le soir, le nouvel horaire du journal en deux parties de Pierre Lescure, inauguré le 21 juin, est maintenu.

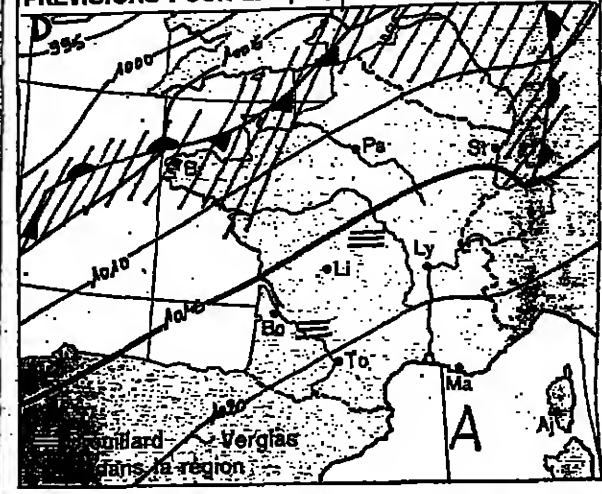
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05.10.76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 6/10/76 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 octobre à 0 h et le mercredi 6 octobre à 24 heures.
Les perturbations, qui circulent autour de la forte zone dépressionnaire de l'Atlantique, affectent les îles Britanniques et la moitié nord-ouest de la France.
Mardi 5 octobre, il pleuvra sur les régions situées au nord d'une ligne Bordeaux-Mulhouse. Les pluies seront assez fortes de la Bretagne à la Vendée et à l'ouest de la France.
Mardi 5 octobre, il pleuvra sur les régions situées au sud d'une ligne Bordeaux-Mulhouse. Les pluies seront assez fortes de la Bretagne à la Vendée et à l'ouest de la France.
Mardi 5 octobre, il pleuvra sur les régions situées au sud d'une ligne Bordeaux-Mulhouse. Les pluies seront assez fortes de la Bretagne à la Vendée et à l'ouest de la France.

Au sud de la ligne Bordeaux-Mulhouse, on observera des brumes et de la brume, surtout dans la Massif Central et en Aquitaine, mais le ciel ne sera que passagèrement nuageux. Les vents, de sud-ouest en général, seront faibles ou modérés. Les températures resteront du même ordre que celles de la veille.
Mardi 5 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1016,3 millibars, soit 762,3 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Alfortville, 22 et 15 degrés ; Biarritz, 17 et 8 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Brest, 15 et 8 ; Caen, 16 et 8 ; Cher-

bourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 8 ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 16 et 8 ; Lille, 16 et 7 ; Lyon, 16 et 8 ; Marseille, 22 et 12 ; Nancy, 16 et 10 ; Nantes, 16 et 8 ; Nice, 20 et 12 ; Paris-Le Bourget, 17 et 8 ; Rennes, 16 et 8 ; Strasbourg, 21 et 11 ; Tours, 15 et 7 ; Toulouse, 15 et 8 ; Poitiers, 15 et 8.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 14 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 26 et 15 ; Berlin, 17 et 8 ; Bonn, 19 et 10 ; Bruxelles, 15 et 7 ; Les Canaries, 20 et 20 ; Copenhague, 14 et 12 ; Genève, 16 et 9 ; Lisbonne, 22 et 14 ; Londres, 16 et 8 ; Madrid, 20 et 14 ; Moscou, 16 et 6 ; New-York, 21 et 15 ; Palma, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 17 et 8 ; Rome, 26 et 19 ; Stockholm, 13 et 8 ; Téhéran, 28 et 13.

P. T. T.

TELEPHONE AUTOMATIQUE
AVEC L'AUSTRALIE
HONG-KONG ET L'IRAK

Les abonnés au téléphone de Paris et de la région parisienne peuvent obtenir par voie automatique les abonnés de l'Australie, de Hong-Kong et de l'Irak, aux mêmes tarifs et à l'automatique.
● Pour l'Australie : le 19, puis, après un intervalle de 15 secondes, le 61, l'indicatif de la zone automatique à laquelle l'abonné australien est rattaché et le numéro national de l'abonné demandé.
● Pour Hong-Kong : le 19, le 824, l'indicatif de la zone automatique à laquelle l'abonné irakien est rattaché et le numéro national de l'abonné demandé.
● Pour l'Irak : le 19, le 964, l'indicatif de la zone automatique à laquelle l'abonné irakien est rattaché et le numéro national de l'abonné demandé.
Les communications téléphoniques obtenues par voie automatique sont taxées par « impulsions ». L'indication de temps séparant deux impulsions consécutives est fixée à 1,5 seconde pour les communications à destination de l'Australie et de l'Irak, et à 1,2 seconde pour les communications à destination de Hong-Kong. Chaque impulsion correspond à une taxe de base du régime intérieur français, soit 0,39 franc.

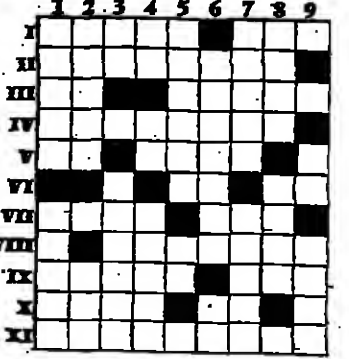
Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 octobre 1976 :
DES ARRÊTES
● Autorisant l'ouverture d'examen professionnels pour l'accès

au grade de technicien chef de travaux principal au titre de l'année 1974 ;
● Relatifs au classement des films photographiques ou d'incinération à la violence.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1579



devant toute le monde. — 5. Sur l'Adour : Fin de participe. — 6. Un qui sait au moins pourquoi on l'a mis dehors : Permet d'enchâsser. — 7. Affaire de poids : Ne laisse pas de glace. — 8. Bien peu séduisant : État prophétique en son pays. — 9. Divise arbitrairement le temps : Son ombre plane sur le passé.

Solution du problème n° 1578

Horizontalement
I. Océans : Sa. — II. Eudes ; Bon. — III. Ir. — IV. Lapis : Pa. — V. L.R. — VI. Ae. — VII. Snobs. — VIII. Scène. — IX. Scène. — X. Vét. — XI. Blessures.

Verticalement
1. Cellules. — 2. Curare : CC. — 3. Ed. — 4. Achet. — 5. NS. — 6. Név. — 7. EM. — 8. Es. — 9. Anses : Usus. — 10. — 11. — 12. — 13. — 14. — 15. — 16. — 17. — 18. — 19. — 20. — 21. — 22. — 23. — 24. — 25. — 26. — 27. — 28. — 29. — 30. — 31. — 32. — 33. — 34. — 35. — 36. — 37. — 38. — 39. — 40. — 41. — 42. — 43. — 44. — 45. — 46. — 47. — 48. — 49. — 50. — 51. — 52. — 53. — 54. — 55. — 56. — 57. — 58. — 59. — 60. — 61. — 62. — 63. — 64. — 65. — 66. — 67. — 68. — 69. — 70. — 71. — 72. — 73. — 74. — 75. — 76. — 77. — 78. — 79. — 80. — 81. — 82. — 83. — 84. — 85. — 86. — 87. — 88. — 89. — 90. — 91. — 92. — 93. — 94. — 95. — 96. — 97. — 98. — 99. — 100. — 101. — 102. — 103. — 104. — 105. — 106. — 107. — 108. — 109. — 110. — 111. — 112. — 113. — 114. — 115. — 116. — 117. — 118. — 119. — 120. — 121. — 122. — 123. — 124. — 125. — 126. — 127. — 128. — 129. — 130. — 131. — 132. — 133. — 134. — 135. — 136. — 137. — 138. — 139. — 140. — 141. — 142. — 143. — 144. — 145. — 146. — 147. — 148. — 149. — 150. — 151. — 152. — 153. — 154. — 155. — 156. — 157. — 158. — 159. — 160. — 161. — 162. — 163. — 164. — 165. — 166. — 167. — 168. — 169. — 170. — 171. — 172. — 173. — 174. — 175. — 176. — 177. — 178. — 179. — 180. — 181. — 182. — 183. — 184. — 185. — 186. — 187. — 188. — 189. — 190. — 191. — 192. — 193. — 194. — 195. — 196. — 197. — 198. — 199. — 200. — 201. — 202. — 203. — 204. — 205. — 206. — 207. — 208. — 209. — 210. — 211. — 212. — 213. — 214. — 215. — 216. — 217. — 218. — 219. — 220. — 221. — 222. — 223. — 224. — 225. — 226. — 227. — 228. — 229. — 230. — 231. — 232. — 233. — 234. — 235. — 236. — 237. — 238. — 239. — 240. — 241. — 242. — 243. — 244. — 245. — 246. — 247. — 248. — 249. — 250. — 251. — 252. — 253. — 254. — 255. — 256. — 257. — 258. — 259. — 260. — 261. — 262. — 263. — 264. — 265. — 266. — 267. — 268. — 269. — 270. — 271. — 272. — 273. — 274. — 275. — 276. — 277. — 278. — 279. — 280. — 281. — 282. — 283. — 284. — 285. — 286. — 287. — 288. — 289. — 290. — 291. — 292. — 293. — 294. — 295. — 296. — 297. — 298. — 299. — 300. — 301. — 302. — 303. — 304. — 305. — 306. — 307. — 308. — 309. — 310. — 311. — 312. — 313. — 314. — 315. — 316. — 317. — 318. — 319. — 320. — 321. — 322. — 323. — 324. — 325. — 326. — 327. — 328. — 329. — 330. — 331. — 332. — 333. — 334. — 335. — 336. — 337. — 338. — 339. — 340. — 341. — 342. — 343. — 344. — 345. — 346. — 347. — 348. — 349. — 350. — 351. — 352. — 353. — 354. — 355. — 356. — 357. — 358. — 359. — 360. — 361. — 362. — 363. — 364. — 365. — 366. — 367. — 368. — 369. — 370. — 371. — 372. — 373. — 374. — 375. — 376. — 377. — 378. — 379. — 380. — 381. — 382. — 383. — 384. — 385. — 386. — 387. — 388. — 389. — 390. — 391. — 392. — 393. — 394. — 395. — 396. — 397. — 398. — 399. — 400. — 401. — 402. — 403. — 404. — 405. — 406. — 407. — 408. — 409. — 410. — 411. — 412. — 413. — 414. — 415. — 416. — 417. — 418. — 419. — 420. — 421. — 422. — 423. — 424. — 425. — 426. — 427. — 428. — 429. — 430. — 431. — 432. — 433. — 434. — 435. — 436. — 437. — 438. — 439. — 440. — 441. — 442. — 443. — 444. — 445. — 446. — 447. — 448. — 449. — 450. — 451. — 452. — 453. — 454. — 455. — 456. — 457. — 458. — 459. — 460. — 461. — 462. — 463. — 464. — 465. — 466. — 467. — 468. — 469. — 470. — 471. — 472. — 473. — 474. — 475. — 476. — 477. — 478. — 479. — 480. — 481. — 482. — 483. — 484. — 485. — 486. — 487. — 488. — 489. — 490. — 491. — 492. — 493. — 494. — 495. — 496. — 497. — 498. — 499. — 500. — 501. — 502. — 503. — 504. — 505. — 506. — 507. — 508. — 509. — 510. — 511. — 512. — 513. — 514. — 515. — 516. — 517. — 518. — 519. — 520. — 521. — 522. — 523. — 524. — 525. — 526. — 527. — 528. — 529. — 530. — 531. — 532. — 533. — 534. — 535. — 536. — 537. — 538. — 539. — 540. — 541. — 542. — 543. — 544. — 545. — 546. — 547. — 548. — 549. — 550. — 551. — 552. — 553. — 554. — 555. — 556. — 557. — 558. — 559. — 560. — 561. — 562. — 563. — 564. — 565. — 566. — 567. — 568. — 569. — 570. — 571. — 572. — 573. — 574. — 575. — 576. — 577. — 578. — 579. — 580. — 581. — 582. — 583. — 584. — 585. — 586. — 587. — 588. — 589. — 590. — 591. — 592. — 593. — 594. — 595. — 596. — 597. — 598. — 599. — 600. — 601. — 602. — 603. — 604. — 605. — 606. — 607. — 608. — 609. — 610. — 611. — 612. — 613. — 614. — 615. — 616. — 617. — 618. — 619. — 620. — 621. — 622. — 623. — 624. — 625. — 626. — 627. — 628. — 629. — 630. — 631. — 632. — 633. — 634. — 635. — 636. — 637. — 638. — 639. — 640. — 641. — 642. — 643. — 644. — 645. — 646. — 647. — 648. — 649. — 650. — 651. — 652. — 653. — 654. — 655. — 656. — 657. — 658. — 659. — 660. — 661. — 662. — 663. — 664. — 665. — 666. — 667. — 668. — 669. — 670. — 671. — 672. — 673. — 674. — 675. — 676. — 677. — 678. — 679. — 680. — 681. — 682. — 683. — 684. — 685. — 686. — 687. — 688. — 689. — 690. — 691. — 692. — 693. — 694. — 695. — 696. — 697. — 698. — 699. — 700. — 701. — 702. — 703. — 704. — 705. — 706. — 707. — 708. — 709. — 710. — 711. — 712. — 713. — 714. — 715. — 716. — 717. — 718. — 719. — 720. — 721. — 722. — 723. — 724. — 725. — 726. — 727. — 728. — 729. — 730. — 731. — 732. — 733. — 734. — 735. — 736. — 737. — 738. — 739. — 740. — 741. — 742. — 743. — 744. — 745. — 746. — 747. — 748. — 749. — 750. — 751. — 752. — 753. — 754. — 755. — 756. — 757. — 758. — 759. — 760. — 761. — 762. — 763. — 764. — 765. — 766. — 767. — 768. — 769. — 770. — 771. — 772. — 773. — 774. — 775. — 776. — 777. — 778. — 779. — 780. — 781. — 782. — 783. — 784. — 785. — 786. — 787. — 788. — 789. — 790. — 791. — 792. — 793. — 794. — 795. — 796. — 797. — 798. — 799. — 800. — 801. — 802. — 803. — 804. — 805. — 806. — 807. — 808. — 809. — 810. — 811. — 812. — 813. — 814. — 815. — 816. — 817. — 818. — 819. — 820. — 821. — 822. — 823. — 824. — 825. — 826. — 827. — 828. — 829. — 830. — 831. — 832. — 833. — 834. — 835. — 836. — 837. — 838. — 839. — 840. — 841. — 842. — 843. — 844. — 845. — 846. — 847. — 848. — 849. — 850. — 851. — 852. — 853. — 854. — 855. — 856. — 857. — 858. — 859. — 860. — 861. — 862. — 863. — 864. — 865. — 866. — 867. — 868. — 869. — 870. — 871. — 872. — 873. — 874. — 875. — 876. — 8

Journal 150

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Biologie du cerveau et maladies mentales

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Le cerveau : lieu géométrique de la pensée, de l'intelligence, de la mémoire mais aussi... de la folie. C'est sur lui que s'interrogent directement ou indirectement psychiatres et neurobiologistes, psychopathologues et neurologues. Mais parlent-ils pour autant le même langage ?

Le débat passionné ouvert aujourd'hui au sujet de la psychiatrie tient en partie à l'hétérogénéité du sujet lui-même. De la démence — où les facteurs organiques sont prépondérants — à la délinquance — où le rôle des facteurs sociaux ne

saurait être négligé, — de la psychose — et ses interrogations biologiques — aux névroses — où s'imbriquent environnement et terrain, — la maladie mentale présente des aspects multiples, et personne ne nie la multiplicité de ses causes. Les psychiatres ne contestent pas plus le rôle des facteurs héréditaires et des troubles métaboliques que l'importance des conflits familiaux et l'intolérance du milieu social dans le déclenchement ou l'aggravation de la maladie. En conséquence, leurs interventions thérapeutiques utilisent les moyens les plus divers :

psychologiques, biologiques, institutionnels. Tout le problème est d'apprécier l'importance relative des facteurs en cause, qu'ils soient endogènes ou exogènes, et de concevoir leur articulation.

Tel est l'objet de la confrontation pluridisciplinaire qui a eu lieu les 4 et 5 octobre à Paris à l'initiative de la Fondation pour la recherche médicale française et qui a réuni, en présence de Mme Veil, ministre de la santé, certains des plus grands spécialistes mondiaux du cerveau et des maladies mentales.

Un million de patients : une recherche inexistante

Plus de quarante millions d'hommes sont atteints, dans le monde, de graves troubles mentaux et les rapports des organisations internationales dénoncent unanimement l'insuffisance des moyens de recherche ou de traitement consacrés à ces affections.

L'exemple de la France est à ce titre particulièrement frappant. Trois cent mille malades sont hospitalisés chaque année pour des motifs psychiatriques, et les lits qu'ils occupent représentent le tiers du patrimoine hospitalier français.

Les schizophrénies, hommes et femmes à part égale, constituent le plus grand nombre de ces hospitalisés, suivie de près par les alcooliques. Viennent ensuite les psychoses maniaques-dépressives, les dépressions mentales et les troubles de la personnalité dont l'augmentation continue de l'espérance de vie ne cesse d'augmenter la fréquence.

Si les efforts de prise en charge extra-hospitalière (la scolarisation, les progrès de la chimiothérapie et le développement des techniques psychothérapeutiques ont amélioré le sort de ces malades, leur temps moyen d'hospitalisation n'en reste pas moins de deux cent vingt-cinq jours, alors qu'il n'est, dans les hôpitaux généraux, que de vingt jours environ. Et le tiers des malades mentaux hospitalisés le sont depuis plus de dix ans.

La priorité méconnue

En vingt ans (1950-1970), le nombre des déclarations annuelles de mise en invalidité pour troubles mentaux a quadruplé en France, et ces affections motivent à l'heure actuelle, et à elles seules, près du tiers de toutes les invalidités prises en charge par la communauté.

Au coût considérable de ces prises en charge, à celui, non moins considérable, des hospitalisations s'ajoutent chaque année près d'un million de consultations externes, conduites par les psychiatres.

En outre, une très large part de l'activité des généralistes est consacrée à des malades relevant de la psychiatrie.

Pour faire face à un tel problème, et à une montée de la demande psychiatrique, dont les causes sont multiples, la France ne dispose que d'environ trois mille psychiatres, dont mille cinq cents dans les services publics, soit 2,5 pour cent mille habitants, à comparer avec les 7,9 des États-Unis, 4,1 de l'Allemagne fédérale et 6,7 de l'U.R.S.S. (1970).

Sur les deux mille huit cents enseignants en médecine, soixante-quatre seulement enseignent la psychiatrie

et sont censés former chaque année dix mille jeunes médecins... et les futurs spécialistes !

L'équipement thérapeutique est d'autant plus insuffisant que la formation psychiatrique ou même psychologique des futurs généralistes est presque inexistante.

La situation est plus préoccupante encore sur le plan de la recherche tant épidémiologique que clinique ou fondamentale.

A peine 2 % du budget de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale sont attribués à ce secteur de la pathologie dont nul ne peut douter qu'il devrait, tant par le poids des souffrances qu'il entraîne que par son coût économique et social, occuper le premier rang des priorités sanitaires.

L'action personnelle de Mme Veil, ministre de la santé, et les recommandations du VII^e Plan laissent fort heureusement espérer qu'une prise de conscience plus réaliste de ces priorités pourra intervenir. Le retard acquis en ce domaine, retard d'autant plus frappant qu'il est considéré l'essor des autres disciplines médicales, montre l'urgence de cette action.

Ce retard est dû à des facteurs multiples, où s'imbriquent étroitement l'extrême difficulté des études fondamentales concernant le cerveau, l'interaction dans l'apparition des troubles mentaux des phénomènes biologiques, culturels et sociaux, les aléas des études épidémiologiques reposant sur des diagnostics essentiellement subjectifs, et le poids des conceptions doctrinales, voire religieuses ou politiques, qui ont conduit au long de l'histoire tantôt au rejet social pur et simple de ceux que l'on tient pour aliénés, tantôt à l'analyse simpliste et dogmatique de leurs troubles, voire à leur négation.

Des progrès importants ont néanmoins été accomplis durant ces dernières années dans des domaines très divers, allant de la biochimie à la génétique, de la pharmacologie de l'esprit aux enquêtes socio-culturelles sur les comportements, de l'anatomie du cerveau à l'épidémiologie.

La coordination de ces travaux est malheureusement insuffisante, et il existe, dans la pays latins, essentiellement, une coupure regrettable entre les sciences fondamentales et les sciences cliniques.

Or, si les psychiatres disposent aujourd'hui de moyens thérapeutiques appréciables, bien que très insuffisants, c'est à de telles symétries qu'ils le doivent.

En effet, les travaux de ceux qui conçoivent la souffrance mentale en termes de chromosomes, de médiateurs chimiques, de récepteurs mem-

branaires ou de fonctionnement synaptique, n'ont guère de sens s'ils ne peuvent être reliés au vécu quotidien, à l'expérience du clinicien, au contexte social ou familial.

C'est pour favoriser l'intégration des apports biologiques à ceux de la sociologie et de la psychologie, que la Fondation pour la recherche médicale (F.R.M.) a organisé, à Paris, les 4 et 5 octobre, un colloque auquel certains des meilleurs spécialistes mondiaux pourront confronter les résultats de leurs recherches, et conduire, avec leurs collègues français, un utile dialogue.

Il faut souhaiter que ce dialogue soit l'amorce d'un renouveau des recherches conduites en France, que soit, enfin, entendue la souffrance d'un million d'êtres, et que l'opinion publique passe de tout son poids pour que soit reconnu l'intérêt majeur de la psychiatrie et la nécessité urgente de l'aider à sortir du marasme financier qui est le sien ainsi que de l'isolement regrettable qui la sépare de l'ensemble des travaux, de diverses disciplines, concernant l'intelligence, la sensibilité et le comportement des hommes.

(1) F.R.M., 60, boulevard Le Tour-Maubourg, 75007 Paris.

LA PREMIÈRE CAUSE D'INVALIDITÉ

Les malades mentaux occupent, aux États-Unis et en Angleterre, la moitié des lits d'hôpitaux.

La pathologie mentale coûte 3 milliards de dollars par an aux États-Unis, et elle a justifié, en Angleterre, en 1975, la perte de 49 millions de journées de travail.

Elle représente en France la première cause, et de loin, d'absentéisme et de mise en invalidité.

La consommation pharmaceutique de ceux qui souffrent de troubles psychiques est considérable, et le coût des prestations médicales pour ce type de troubles s'élève également.

L'OUBLI

De 1970 à 1974, la Caisse nationale d'assurance maladie a soutenu, en collaboration avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), un certain nombre de projets de recherche médicale, assumant ainsi une fonction d'interface entre la recherche fondamentale et la recherche clinique.

Or, si les psychiatres disposent aujourd'hui de moyens thérapeutiques appréciables, bien que très insuffisants, c'est à de telles symétries qu'ils le doivent. En effet, les travaux de ceux qui conçoivent la souffrance mentale en termes de chromosomes, de médiateurs chimiques, de récepteurs mem-

De la génétique à l'environnement

L'ALTERATION de l'humeur dans un sens soit dépressif, soit d'excitation euphorique (manie) constitue, en termes purement statistiques, le plus grand groupe clinique d'affections psychiatriques. En elle-même, la dépression motive la moitié des consultations publiques et privées et une grande partie de celles des généralistes. Dans les pays industrialisés, elle frappe un individu sur dix à un moment ou un autre de son existence. C'est en ce qui concerne les troubles de l'humeur que les plus grands progrès, tant neurobiologiques que chimiothérapeutiques, ont été réalisés ces dernières années. Elles constituent un groupe comportemental très différent, allant de la psychose périodique, où l'état maniaque et état dépressif se succèdent, à la tristesse existentielle et à l'alcoolisme.

Trois types de dépression

An niveau de la cellule cérébrale (neurone) et de ses connexions avec les cellules voisines (synapses), certaines questions commencent à être élucidées. On sait que l'influx nerveux se propage d'un neurone à l'autre par l'intermédiaire de médiateurs chimiques : l'acétylcholine, les monoamines (noradrénaline, dopamine, sérotonine), l'acide gamma-aminobutyrique (GABA), l'histamine. Des systèmes groupés de neurones ont pu être définis qui répondent à tel ou tel type de médiateur chimique. Or des travaux récents montrent que le métabolisme de la sérotonine est anormal chez les patients déprimés. Son taux, abaissé pendant les phases dépressives, s'élève lors des phases de récupération clinique et revient à la normale lors de la guérison.

Les conséquences thérapeutiques apparaissent à l'évidence : donner au patient l'amine biogène qui lui manque. Chez les déprimés, des tentatives sont faites actuellement avec un précurseur de la sérotonine, le 5-HTP (5-hydroxytryptophane). D'autres médicaments déjà plus anciens comme les IMAO (inhibiteurs de la monoamineoxydase) agissent également sur la chaîne métabolique de la sérotonine en s'opposant cette fois à sa dégradation, c'est-à-dire, la encore, en augmentant son activité.

D'une manière plus générale, le mode d'action des médicaments neuroleptiques, au niveau du neurone, commence à être mieux connu. La majorité d'entre eux agissent en diminuant la perméabilité des récepteurs membranaires, sensibles à l'action du médiateur chimique au niveau de la synapse (docteur L. Iversen, Cambridge). La nouvelle utilisation du lithium dans la psychose maniaque-dépressive et les résultats intéressants à long terme sur la périodicité des crises est un autre exemple des progrès récents en neuro-pharmacologie (professeur M. Schon, Danemark).

Une autre manière d'aborder la maladie mentale consiste à l'envisager sur le plan génétique. Des

études familiales chez des déprimés menées par le professeur Winokur (États-Unis), et portant sur cinq générations, suggèrent fortement un facteur génétique dans la psychose maniaque-dépressive. Ce facteur serait porté par le chromosome X au voisinage de ceux qui déterminent le daltonisme et le groupe sanguin Xg. Ainsi pourrait s'expliquer la réurgence particulière de cette affection dans certaines familles : 9 à 18 % chez des familles ayant déjà un membre atteint, contre 1 à 2 % dans la population générale.

Cette concordance génétique est particulièrement frappante chez les « vrais » jumeaux (monozygotes). Si l'un des deux est atteint de manie ou de dépression, l'autre jumeau a 50 à 96 % de « chances » d'en être atteint également contre 0 à 39 % s'il s'agit de « faux » jumeaux (dizygotes).

La confirmation d'études cliniques et génétiques, a permis, par ailleurs, d'identifier différents types de dépression autrefois confondus. En dehors de la psychose maniaque-dépressive qui apparaît comme une entité clinique distincte, deux types de dépression doivent être distingués : l'un qui se répartit autant chez les hommes que chez les femmes, n'apparaît qu'après quarante ans et présente une réurgence familiale de 12 à 13 % parmi les autres membres de la famille. L'autre type de dépression atteint davantage les femmes et débute à un âge plus précoce. On retrouve d'autre part, chez les hommes de leur famille, une fréquence élevée d'alcoolisme et de personnalités anti-sociales. La distinction entre ces « vrs » types d'affections globalement classées dans la catégorie des dépressions, apparaît importante pour une connaissance plus objective de ces affections et pour d'éventuelles thérapeutiques qui pourraient s'orienter dans des voies différentes.

Schizophrénie : famille et biologie

Une telle découverte ne doit pas conduire à un fatalisme dépassé. Les progrès récents en biologie montrent, au contraire, que des erreurs métaboliques innées se déplacent aujourd'hui très tôt et se soignent avant que des problèmes graves ne soient apparus. Ainsi en est-il de la phénylalanine, l'idiote phénylpyruvique de naissance, aujourd'hui dépistée et traitée dès la naissance sans aucune séquelle.

La part de l'inné et de l'acquis dans la maladie mentale est un autre fascinant sujet d'étude pour les neurobiologistes. Jusqu'à quel point un nombre très restreint de gènes, peut-il contrôler le développement embryonnaire et le fonctionnement de quelque 10 milliards de neurones et de 100 000 milliards de synapses ? D'autant plus que le contenu en acide désoxyribonucléique (ADN) du noyau de l'œuf fécondé est pratiquement le même chez

souris, la vache, le chimpanzé et l'homme... pour un cerveau autrement développé. (Pr J.-P. Changeux, Paris.)

Les interrogations portant sur l'origine des maladies mentales ne négligent pas non plus le rôle des facteurs environnementaux, et notamment des virus. Certaines analogies entre la schizophrénie et des affections neurologiques comme la sclérose en plaques et l'encéphalite de Creutzfeldt-Jacob, où le rôle d'un virus apparaît hautement probable, donnent à penser, par extrapolation, qu'un désordre immunologique lié à la présence d'un virus, proliférant chez des sujets prédisposés, pourrait être également en cause dans la schizophrénie.

La société et ses aliénés

La question du rôle de la société dans la survenue des maladies mentales est un point particulièrement important et difficile, sur lequel bien des passions s'affrontent. Il est bien évident que la culture donne à l'expression de la folie une tonalité particulière. Pour beaucoup, cependant, cela n'indique pas pour autant que la société en soit la cause. Mais il est bien évident aussi que les multiples contraintes que fait peser sur l'homme le harcèlement quotidien et le tracassin bureaucratique conduisent à la décompensation de bien des fragilités.

Il revient à l'ethno-psychiatrie de définir précisément les interactions entre la psychiatrie et la culture, et d'étudier l'expression des maladies mentales dans des cultures différentes. L'ethnopsychiatrie est la psychiatrie produite par une culture et pratiquée dans cette culture. C'est en somme « la façon dont la société produit et consomme ses fous » (Pr H. Collomb, Dakar). En Afrique, par exemple, c'est la psychiatrie des guérisseurs.

La toxicomanie fait partie de ces phénomènes de société. On sait quelle prend, dans certains pays occidentaux, un développement important et polymorphe. Là encore, un certain nombre de phénomènes biologiques expliquent certains aspects de la toxicomanie, comme l'accoutumance liée à une baisse de la sensibilité des récepteurs au niveau de la synapse.

On commence, par exemple à entrevoir les mécanismes neurobiologiques en cause dans le phénomène bien connu d'accoutumance aux drogues. Celle-ci correspond à une diminution de la sensibilité au niveau des neuro-médiateurs. De la même façon, on commence à situer les récepteurs de ces drogues au niveau des neurones et de leur proximité avec ceux de l'alcoolisme.

Mais il importe de faire le point sur la multiplicité des facteurs (biologiques, sociologiques, psychologiques) qui sont manifestement intriqués dans l'apparition toxicomanie pour certains drogues.

Tous ces thèmes impliquent des recherches multidisciplinaires que la France a, jusqu'à présent, et en dépit de traditions illustres, gravement négligées.

AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

« Conférences d'initiation aux sciences modernes »

physique contemporaine, mécanique relativiste, astronomie, sciences de la terre, diététique et nutrition, chimie.

A partir du 1^{er} octobre 1976, à 18 h. 15

Programme détaillé sur demande. Entrée libre

Av. Franklin-D. Roosevelt, 75008 PARIS

LA RECHERCHE

À la base de l'édifice de la vie

La genèse de la Méditerranée

par R. A. J. Durrant, J. L. Durrant et R. L. Durrant

La séparation isotopique

par G. L. Durrant, J. L. Durrant

Le comportement de l'embryon

par G. L. Durrant, J. L. Durrant

Des icebergs

pour l'Arabie saoudite

SOCIÉTÉ SIDÉRURGIQUE

recherche pour le Service Médical d'une de ses Usines

(7.800 personnes, 3 Médecins)

REGION EST DE LA FRANCE

médecin du travail

HOMME ou FEMME A TEMPS PLEIN

Logement de fonction en appartement ou en villa individuelle (avec chauffage).

Envoyer candidature avec C.V. sous référence PC 29072 -

CONTEXTE PUBLIQUE - 20, Avenue de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le Monde

dossiers et documents

NUMERO D'OCTOBRE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

LA PUISSANCE

ÉCONOMIQUE

LA VIE POLITIQUE

ITALIENNE

Le numéro : 2,20 F

Abonnement : 1 an (10 numéros) : 25 F

MÉDECINE PHARMACIE

octobre à juin

Encadrement annuel

parallèle à la Fac.

P.C.E.M. et Pharmacie

Année "O"

Cours par Prof. de Fac.

groupes de 15 étudiants par

CHU

au cœur du Quartier Latin

IPEC 45 Bd St Mi hel

933.81.23 933.45.87

La recherche et les affections dentaires

par le professeur MICHEL YARDIN

Le premier colloque international francophone de recherche odontologique aura lieu du 6 au 8 octobre à l'université de Rennes.

A Tours se sont déroulées, la semaine passée, les « Journées odontostomatologiques » qui avaient pour thème « la dent de six ans », première molaire qui fixe l'emplacement de toute la denture.

L'intérêt des études sur les affections dentaires est souligné ici par le professeur Michel Yardin, directeur du Centre de recherches parodontales de Rennes.

Le grand public est probablement plus informé sur l'astrophysique ou les civilisations disparues que sur l'odontologie. La recherche dans ce domaine présente pourtant un intérêt certain vis-à-vis de l'évolution des soins et des coûts qu'ils représentent (les affections dentaires arrivant en troisième position, après les affections cardiaques et le cancer, dans le classement des maladies qui touchent l'humanité).

Historiquement, dans le cadre médical, la dent a été longtemps considérée comme une chose accessoire placée sur le même plan que le cheveu. C'était ignorer que la dent avec ses tissus de soutien (cément, ligament alvéolo-dentaire, os alvéolaire, et gencive, qui constitue le parodont) et l'appareil masticateur dans son ensemble, font partie de l'organisme et sont régis par les mêmes lois biologiques.

Cette évidence apparaît, par exemple, lorsqu'il s'agit de recherches des foyers d'infections pouvant être la cause de maladies graves, cardiaques, oculaires, rhumatismales, etc. Encore que l'attention soit parfois trop exclusivement portée sur l'os qui la soutient et la gencive qui les protège, ces structures constituant des foyers potentiels considérables.

Ce sont souvent des chercheurs et praticiens européens, émigrés aux États-Unis, qui ont montré que la denture et l'appareil masticateur devaient être étudiés avec l'œil du biologiste plus qu'avec celui du mécanicien. Il en est résulté que, aux États-Unis et chez les satellites culturels, la recherche dentaire a bénéficié depuis quelques décennies d'une impulsion vigoureuse comparée à un champ d'activité aussi important que les autres. Il en découle, à la limite, d'autres domaines, une prédominance générale justifiée de l'école américaine qui donne le ton et que fréquentent volontiers des praticiens européens pour compléter leur bagage.

L'orbite américaine

Ainsi c'est constitué une « orbite dentaire » américaine dont l'intérêt culturel, linguistique et économique est évident. A moins de se ressaisir, les pays francophones n'échappent pas au moule anglo-saxon avec toutes les implications qui en résultent. Il serait temps en effet que les pays de langue française se dotent de structures de recherche valables qu'ils ne possèdent pas à l'heure actuelle, à quelques exceptions près.

Il faut rappeler qu'en France la « dentisterie » n'a eu sa place officielle dans les universités qu'après 1968, époque à laquelle furent créées les U.E.R. d'odontologie (facultés de chirurgie dentaire). Des crédits étiés, un personnel enseignant trop peu nombreux, l'obligation d'assurer au mieux l'enseignement ne favorisent pas le développement de la recherche. Malgré tout, un certain nombre d'enseignants créent quel-

● Vos dents et celles de vos enfants, par le professeur Robert Laffont, collection « Comprendre pour guérir », 322 pages, 45 francs.

Quatre-vingt-cinq pour cent des Français sont atteints de caries dentaires, et nombre de personnes touchées souffrent aussi d'autres lésions dentaires.

Dans un langage accessible à tous, le professeur Batareux explique la vie des dents : il rassure ceux qui craignent les soins dentaires ; il explique aussi comment éviter les diverses lésions, pour quoi et comment les traiter. Une place importante est faite au lien entre les dents et l'état général, aux prothèses, implants et griffes, et le dernier chapitre traite plus particulièrement des dents des enfants.

Un livre clair et pratique, dont l'utilité est certaine.

● Le diabète en pratique quotidienne, pourquoi et comment traiter les diabétiques, sera le thème de la journée d'enseignement post-universitaire organisée le samedi 23 octobre à l'Hôtel-Dieu de Paris par le professeur Tchobrovsky. Cette journée sera ouverte aux médecins, aux infirmières, aux diététiciennes et aux assistantes sociales.

Inscriptions : secrétariat du service de diabétologie (Hôtel-Dieu, Hôtel-Dieu, 75181 Paris, Cedex 04. Tél. : 329-12-79, poste 2378 (9 h. 30 à 15 h. 30). Gratuit.

ques laboratoires, à force de ténacité. Ces laboratoires de recherche sont devenus solides, mais doivent se développer encore et former un nombre croissant de jeunes chercheurs.

La compréhension des pouvoirs publics et la concertation entre chercheurs pour orienter leurs efforts seront indispensables.

Caries et affections des gencives

Au colloque de Rennes, deux thèmes seront évoqués : la carologie et la parodontologie. Dans le monde, la recherche sur la carie dentaire est très active, et les résultats obtenus laissent présager une maîtrise relative de cette affection dans un futur assez proche. Pour ce qui concerne les structures parodontales : tissus de soutien déjà évoqués et milieu buccal, qui constituent la parodontologie (comme disent les Canadiens francophones), les choses sont moins avancées. Il y a là un extraordinaire domaine de recherche où de nombreuses disciplines peuvent s'exprimer : épidémiologie, histochimie, biochimie, immunologie, neuro-physiologie, etc.

La très grande fréquence des dégâts causés par les maladies gingivo-dentaires (pyorrhée alvéolo-dentaire) qui touchent aussi bien l'enfant que l'adulte doit inciter les responsables et les chercheurs à augmenter la lutte contre ce fléau. Si le public commence à être informé des problèmes touchant la carie dentaire il n'en est pas de même en ce qui concerne les affections des gencives, de l'os alvéolaire et les troubles fonctionnels inter-dentaires.

L'ignorance, la négligence, la fatalisme, entraînent d'innombrables pertes dentaires alors qu'il existe des traitements qui permettraient le plus souvent de les éviter. Ces traitements, comme ceux d'autres branches médicales, s'améliorent grâce à une meilleure connaissance des maladies, c'est-à-dire par la recherche fondamentale et clinique.

En France même, la diminution des crédits et l'orientation trop administrative des thèmes de recherche ne constituent pas des circonstances favorables au développement d'une discipline qui porte les défauts de la jeunesse mais qui n'est pas sans détermination.

Il est à souhaiter, d'autre part, que le problème de la recherche dentaire ne soit pas oublié dans la réforme des études dentaires qui est en cours dans notre pays.

10 à 15 % des invalidités des personnes actives ont des origines ostéo-articulaires

CHACUN année en France, quelque trente mille travailleurs dans la force de l'âge sont arrêtés dans l'exercice de leur métier par une lumbalgie. D'une manière générale, 10 à 15 % des incapacités constatées chez les personnes actives ont pour origine des affections ostéo-articulaires, autrement dit des rhumatismes. C'est dire l'importance de cette maladie pour la société. Pourtant, l'opinion publique perçoit mal le danger réel qu'elle représente, et « ça pour plusieurs raisons : beaucoup confondent « douleur » et rhumatisme, comme si l'affection était à mettre au compte de la fatigue, d'un faux mouvement... ou de l'humidité de l'air. D'autre part, on connaît mal l'origine des maladies ostéo-articulaires. La responsabilité d'un docteur n'est pas de dire qu'il y a une « maladie de vieillesse », le plus souvent, le rhumatisme est « une maladie de vieillesse », un de ces tautomatisme de l'âge contre lesquels on ne peut rien. Le débat d'actualité sur le « rhumatisme » organisé la semaine passée sous la présidence du docteur Rubens-Ducul, aux Entretiens de Bichat, qui se sont terminés le 3 octobre, aura eu l'avantage de dissiper bon nombre de ces préjugés.

La grande misère des rhumatisants

La polyarthrite est l'exemple même des préjugés que l'on peut avoir sur les rhumatismes. Cette affection n'est ni plus ni moins que la lumbalgie, mais surtout les femmes de deux tranches d'âge : entre vingt et trente ans, d'une part, et après soixante ans d'autre part. Les rhumatologues connaissent trop souvent le cas de ces jeunes femmes aux articulations douloureuses dont le mal, s'il n'est pas soigné à temps, débouche sur des déformations incurables des doigts, du poignet ou des genoux. Certes, a reconnu le docteur Larley-Piet (hôpital Bichat, Paris), beaucoup de ces polyarthrites sont chroniques ou évolutives, c'est-à-dire qu'elles deviennent un état irréversible auquel on ne peut apporter qu'un soulagement.

Le docteur Stanislas de Sèze (Paris), dans sa communication sur les lumbalgies du travailleur de force, a lui aussi appelé que le fameux « tour de rein » frappe surtout des hommes dans la force de l'âge, entre trente-cinq et quarante-cinq ans. Mais le rhumatisme est-il éternellement dans la conscience à l'idée de vieillissement que l'homme atteint de lumbalgie croit avoir « pris un coup de vieux ». Cette constatation développe chez lui un complexe d'infériorité qui, trop souvent, selon le docteur de Sèze, est aggravé par la méfiance du médecin ou du psychiatre. Ceux-ci ont en effet tendance à voir dans la douleur lumbalgique une simulation, ou ce qu'ils appellent une « similitude » (aggravation délibérée du mal par névrose revendicative).

Le docteur de Sèze est catégorique : la similitude, lorsqu'elle existe, n'est pas la cause de la lumbalgie, mais sa conséquence. Lorsque le travailleur étranger émigre pour obtenir un accès de travail prolongé mais surtout pour bien se faire comprendre. Le geste vient alors au secours de la parole, toujours difficile à exprimer pour l'étranger. « Le lumbalgique n'est pas un sujet à démasquer, mais un malade à soigner ».

Le docteur Yves Chaconat (Fondation Rothschild) estime, lui aussi, que le rhumatisme — et le rhumatologue — ne peut pas se préoccuper au sérieux par les pouvoirs publics et l'opinion, beaucoup plus sensibles aux exploits de la neurologie, de la cardiologie ou de la cancérologie. Le drame du lumbalgique, c'est son reclassement. Selon le docteur Chaconat, il faut absolument permettre au jeune rhumatisant de trouver un emploi à sa mesure au lieu d'en faire un assisté à vie. — L.-R.C.

Un médecin scolaire pour quinze mille enfants

La situation des médecins scolaires est des plus critiques. Au cours de leur sixième congrès national, qui vient de se réunir à Paris, à la Pitié-Salpêtrière, les médecins de centres de santé se sont penchés sur le sort de deux catégories particulièrement mal nanties : l'heure actuelle, leurs confrères de la médecine scolaire, et ceux des centres de protection maternelle et infantile (P.M.I.). Le porte-parole des médecins P.M.I. a souligné que les vacations n'avaient pas été augmentées depuis le mois d'avril 1975, alors même qu'elles demeurent très basses : le vacataire spécialiste en région parisienne touche 35 francs de l'heure, et le moins bien payé seulement 19 francs.

Quant aux médecins scolaires, leur situation n'est guère plus enviable. Comme l'a souligné Mme Savelli, du Syndicat national autonome des médecins de santé publique, on ne compte actuellement que huit cents médecins scolaires à temps plein, pour une « population » scolaire d'environ quinze millions d'enfants. Si l'on ajoute quelque mille six cents médecins vacataires, la « couverture médicale » des établissements scolaires atteint un médecin pour quinze mille enfants — alors que les textes officiels de 1969 prévoient un médecin pour cinq mille enfants.

LIVRES

POUR TOUS

■ MÉDECINE AU FEMININ, par le docteur Bessard Béry, éditeur, 366 pages, illustrations, 45 F.

Les connaissances médicales des femmes sur leur propre corps sont un étrange amalgame de quelques affirmations incontestées par leur mère, de quelques on-dit échangés entre amies et de quelques mots barbares et incompréhensibles de la bouche de leur médecin. Pour remédier à cette éducation médicale incohérente, le docteur Béry a cherché — et réussi — à apporter aux femmes une information rigoureuse, précise et claire sur leur physiologie et les maladies gynécologiques les plus courantes. Il insiste, d'autre part, sur la nécessité de la prévention, et dénonce certains abus ou scandales de la gynécologie, notamment les interventions chirurgicales inutiles et l'usage incoordonné des antibiotiques.

■ LE PARADOXE DU MÉDECIN, par le Dr J.-L. Funck-Brentano, Gallimard éditeur, 228 pages, 32 F.

Le Paradoxe du médecin, qu'on démontre le professeur Funck-Brentano, c'est celui de la médecine tout entière, qui connaît depuis vingt ans de stupéfiants succès, mais qui cherche à se voir sur le plan humain, et qui cherche sa place au sein de la société.

Les acquis d'aujourd'hui doivent être disponibles pour tous, et la médecine, dans bien des cas, collabore lui-même à des succès sans lesquels sa vie serait compromise.

■ PASSERPORT POUR LA VIE, — Pour une médecine globale sans peurs et sans tabous : par le docteur Claude Bergaret, éditions Pierre Hery, 248 pages, 30 F.

Un ouvrage non polémique qui montre qu'il y a beaucoup de confusion dans l'esprit du public en ce qui concerne la médecine et la santé : qu'il faut démythifier les grandes peurs anciennes ou nouvelles de la mort aux pollutions alimentaires, atmosphériques ou médicamenteuses.

■ LA PIÛLE ET LE STERILET EN DIX LEÇONS, par le docteur David Kila, Hachette, 256 pages, 32 F.

Écrit par un jeune médecin, membre du Planning familial, un guide de contraception qui tente de répondre aux multiples questions que se posent les femmes à ce sujet, dans le but de leur éviter une interruption de grossesse.

■ DANS LA COLLECTION « 101 CONSEILS », publiée par Hachette, quatre nouveaux titres :

— 101 conseils pour mieux vivre après 60 ans, par Martine Frenault, 160 pages, 25 F.

— 101 conseils pour retrouver et développer la mémoire, par le docteur Philippe Baumgartner, 176 pages, 25 F.

— 101 réponses aux femmes sur leur vie sexuelle, par le docteur Hubert Saeckel et Joëlle Lyon, 240 pages, 30 F.

— 101 conseils pour la santé de vos enfants, par les docteurs Guy de Monts, Jean-Pierre Chabrolle et Patrick Magd, 176 pages, 32 F.

■ CE CŒUR QUI BAT, par le professeur André Jouve, Stock, 316 pages, 42 F.

« On nous apprend à vivre quand notre vie est finie. » Cette phrase de Montaigne pourrait être celle de l'un de ces innombrables cardiaques qui apprennent, trop tard, de la bouche de leur médecin, les règles simples d'hygiène de vie qui eussent évité le drame.

Le livre que l'un des plus célèbres cardiologues français consacre à ce cœur qui bat a une large part à l'étude de cette nécessaire prévention. Mais la pédagogie déployée dans l'examen systématique de toutes les grandes affections cardio-vasculaires est, elle aussi, remarquable. L'infarctus, l'athérosclérose, qui est un Français sur trois, l'hypertension, l'angine de poitrine, les facteurs de risque, la transplan-

tation cardiaque, font l'objet d'analyses lucides, claires, détaillées que tous, cardiaques ou non, devraient lire.

C'est dès la naissance que se forge la constitution de l'adulte, et notamment la qualité de son système vasculaire.

Pour la suite, et en dépit de progrès considérables, admirablement expliqués, il reste encore un champ considérable de recherches, de mystères inexpliqués, de réflexions suggérées.

Le meilleur ouvrage de grande diffusion paru à ce jour sur un groupe d'affections qui menace toutes les sociétés industrielles, lui.

■ LE PARADOXE DU MÉDECIN, par le Dr J.-L. Funck-Brentano, Gallimard éditeur, 228 pages, 32 F.

Le Paradoxe du médecin, qu'on démontre le professeur Funck-Brentano, c'est celui de la médecine tout entière, qui connaît depuis vingt ans de stupéfiants succès, mais qui cherche à se voir sur le plan humain, et qui cherche sa place au sein de la société.

Les acquis d'aujourd'hui doivent être disponibles pour tous, et la médecine, dans bien des cas, collabore lui-même à des succès sans lesquels sa vie serait compromise.

■ PASSERPORT POUR LA VIE, — Pour une médecine globale sans peurs et sans tabous : par le docteur Claude Bergaret, éditions Pierre Hery, 248 pages, 30 F.

Un ouvrage non polémique qui montre qu'il y a beaucoup de confusion dans l'esprit du public en ce qui concerne la médecine et la santé : qu'il faut démythifier les grandes peurs anciennes ou nouvelles de la mort aux pollutions alimentaires, atmosphériques ou médicamenteuses.

■ LA PIÛLE ET LE STERILET EN DIX LEÇONS, par le docteur David Kila, Hachette, 256 pages, 32 F.

Écrit par un jeune médecin, membre du Planning familial, un guide de contraception qui tente de répondre aux multiples questions que se posent les femmes à ce sujet, dans le but de leur éviter une interruption de grossesse.

■ DANS LA COLLECTION « 101 CONSEILS », publiée par Hachette, quatre nouveaux titres :

— 101 conseils pour mieux vivre après 60 ans, par Martine Frenault, 160 pages, 25 F.

— 101 conseils pour retrouver et développer la mémoire, par le docteur Philippe Baumgartner, 176 pages, 25 F.

— 101 réponses aux femmes sur leur vie sexuelle, par le docteur Hubert Saeckel et Joëlle Lyon, 240 pages, 30 F.

— 101 conseils pour la santé de vos enfants, par les docteurs Guy de Monts, Jean-Pierre Chabrolle et Patrick Magd, 176 pages, 32 F.

■ CE CŒUR QUI BAT, par le professeur André Jouve, Stock, 316 pages, 42 F.

« On nous apprend à vivre quand notre vie est finie. » Cette phrase de Montaigne pourrait être celle de l'un de ces innombrables cardiaques qui apprennent, trop tard, de la bouche de leur médecin, les règles simples d'hygiène de vie qui eussent évité le drame.

Le livre que l'un des plus célèbres cardiologues français consacre à ce cœur qui bat a une large part à l'étude de cette nécessaire prévention. Mais la pédagogie déployée dans l'examen systématique de toutes les grandes affections cardio-vasculaires est, elle aussi, remarquable. L'infarctus, l'athérosclérose, qui est un Français sur trois, l'hypertension, l'angine de poitrine, les facteurs de risque, la transplan-

tation cardiaque, font l'objet d'analyses lucides, claires, détaillées que tous, cardiaques ou non, devraient lire.

C'est dès la naissance que se forge la constitution de l'adulte, et notamment la qualité de son système vasculaire.

Pour la suite, et en dépit de progrès considérables, admirablement expliqués, il reste encore un champ considérable de recherches, de mystères inexpliqués, de réflexions suggérées.

Le meilleur ouvrage de grande diffusion paru à ce jour sur un groupe d'affections qui menace toutes les sociétés industrielles, lui.

■ LE PARADOXE DU MÉDECIN, par le Dr J.-L. Funck-Brentano, Gallimard éditeur, 228 pages, 32 F.

Le Paradoxe du médecin, qu'on démontre le professeur Funck-Brentano, c'est celui de la médecine tout entière, qui connaît depuis vingt ans de stupéfiants succès, mais qui cherche à se voir sur le plan humain, et qui cherche sa place au sein de la société.

Les acquis d'aujourd'hui doivent être disponibles pour tous, et la médecine, dans bien des cas, collabore lui-même à des succès sans lesquels sa vie serait compromise.

■ PASSERPORT POUR LA VIE, — Pour une médecine globale sans peurs et sans tabous : par le docteur Claude Bergaret, éditions Pierre Hery, 248 pages, 30 F.

Un ouvrage non polémique qui montre qu'il y a beaucoup de confusion dans l'esprit du public en ce qui concerne la médecine et la santé : qu'il faut démythifier les grandes peurs anciennes ou nouvelles de la mort aux pollutions alimentaires, atmosphériques ou médicamenteuses.

■ LA PIÛLE ET LE STERILET EN DIX LEÇONS, par le docteur David Kila, Hachette, 256 pages, 32 F.

Écrit par un jeune médecin, membre du Planning familial, un guide de contraception qui tente de répondre aux multiples questions que se posent les femmes à ce sujet, dans le but de leur éviter une interruption de grossesse.

■ DANS LA COLLECTION « 101 CONSEILS », publiée par Hachette, quatre nouveaux titres :

— 101 conseils pour mieux vivre après 60 ans, par Martine Frenault, 160 pages, 25 F.

— 101 conseils pour retrouver et développer la mémoire, par le docteur Philippe Baumgartner, 176 pages, 25 F.

— 101 réponses aux femmes sur leur vie sexuelle, par le docteur Hubert Saeckel et Joëlle Lyon, 240 pages, 30 F.

— 101 conseils pour la santé de vos enfants, par les docteurs Guy de Monts, Jean-Pierre Chabrolle et Patrick Magd, 176 pages, 32 F.

■ CE CŒUR QUI BAT, par le professeur André Jouve, Stock, 316 pages, 42 F.

« On nous apprend à vivre quand notre vie est finie. » Cette phrase de Montaigne pourrait être celle de l'un de ces innombrables cardiaques qui apprennent, trop tard, de la bouche de leur médecin, les règles simples d'hygiène de vie qui eussent évité le drame.

Le livre que l'un des plus célèbres cardiologues français consacre à ce cœur qui bat a une large part à l'étude de cette nécessaire prévention. Mais la pédagogie déployée dans l'examen systématique de toutes les grandes affections cardio-vasculaires est, elle aussi, remarquable. L'infarctus, l'athérosclérose, qui est un Français sur trois, l'hypertension, l'angine de poitrine, les facteurs de risque, la transplan-

Pour mieux corriger votre vue et protéger vos yeux



le nouveau verre STUDIO T une exclusivité LEROY

Réalisé dans une matière filtrante et traité spécialement, il exerce une double protection contre la lumière directe solaire ou artificielle et contre les reflets parasites provoquant l'éblouissement.

Se fait dans toutes les corrections, simple et double foyer.

LEROY Opticien 104 Champs-Élysées

27, bd St-Michel - 11, bd du Palais 18, bd Haussmann - 147, r. de Rennes 127, fg St-Antoine - 158, r. de Lyon 5, pl. des Terres - 30, bd Barbès

Rayons spécialisés : appareils auditifs, verres de contact.

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au secrétariat d'État aux universités, et André Casadevall, recteur de l'université de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expriment. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'État une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoints mon camp... »

— Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.

— Propositions pour l'éducation sexuelle.

Egalement au sommaire :

Former les maîtres à l'audiovisuel. Rentrée tendue en Belgique. La nationalisation de l'enseignement privé en Algérie. Les formations universitaires de deuxième cycle à caractère professionnel. La formation continue à La Rochette-Campa. Les métiers de la police.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'Éducation » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs forme, dans son Institut

PROGRAMMEURS

en 18 semaines

ANALYSTES

FONCTIONNELS

en 5 semaines

TECHNICIENS

DE MAINTIENANCE

en 28 semaines

Pour conditions et dates d'interviews

Appelez dès maintenant M. Magnan

au 583.46.72 (en P.C.V. de province)

Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

CONTROL DATA

INSTITUT PRIVE CONTROL DATA

46, rue Albert 75013 PARIS

150

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

POINT DE VUE

La Soufrière et la prévision volcanologique

par HAROUN TAZIEFF (*)

PREDIRE avec certitude le déroulement d'une éruption est impossible, la prédire avec un taux de probabilité pratiquement acceptable est difficile : comme tous les phénomènes naturels, celui-ci est complexe et oppose à ceux qui l'étudient la multiplicité des facteurs qui le conditionnent et dont l'homme ne peut guère appréhender que quelques-uns.

L'exemple de la météo est significatif à cet égard : pourquoi, malgré les énormes moyens — budgets, chercheurs, instrumentation — mis en œuvre la prévision du temps demeure-t-elle aussi incertaine, alors que les investigations se font dans la transparence et l'omni-accessibilité de l'atmosphère ? Simplement parce que les météorologues ne peuvent mesurer qu'un petit nombre de paramètres qui conditionnent le temps et sont obligés d'en négliger d'autres qui, néanmoins, influent sur les processus météorologiques.

Imaginez, alors, les difficultés opposées aux volcanologues : ils ont affaire à un phénomène engendré et mûri au sein de profondeurs opaques et inaccessibles de la planète ; ils ne disposent pas, pour résoudre ce formidable problème, du millionième des moyens mis au service de la météo.

Il n'en demeure pas moins qu'une prévision volcanologique à probabilité acceptable, du moins à échéance relativement brève, est assez souvent possible, pour peu que l'on dispose des connaissances nécessaires et que les circonstances s'y prêtent. Ainsi, depuis près de trente ans que je me consacre à l'étude des éruptions, si je suis, par exemple, à répondre à l'interrogation d'autorités gouvernementales, inquiètes du devenir d'une éruption en cours : par exemple, j'ai eu la possibilité de ne pas me tromper : en 1963 à Falai des Açores, en 1961 pour le Catbuc du Chili, en 1964 pour l'Anza au Costa Rica, en 1971 dans les Champs Phlégréens de Pouzzoles, près de Naples, en 1972 pour le Karthala aux Comores, puis pour la Fournise de la Réunion, en 1973 à Helgasy en Islande et enfin, cette année à quatre reprises en cinq mois, à la Soufrière de la Guadeloupe.

L'explosion de poches de vapeur

Une seule fois sur les onze, au Costa Rica, j'ai eu à émettre un pronostic plus pessimiste que celui que les autorités attendaient. Partout ailleurs, les craintes que ces autorités et leurs administrés éprouvaient étaient injustifiées et je le leur ai dit. Ainsi à la Soufrière où, fin mars, début juillet, fin juillet et début septembre, j'ai déclaré, après examen soigneux des informations disponibles — données de laboratoire et données de terrain — qu'un délai pouvant se chiffrer en semaines nous séparait, chaque fois, d'une aggravation éventuelle, aggravation elle-même antérieure de plusieurs jours au moins, voire de plusieurs semaines, à une phase ultérieure, elle aussi éventuelle, pouvant se montrer finalement redoutable — tout aussi éventuelle.

Ces diagnostics successifs, chaque fois confirmés par le cours ultérieur de l'éruption, résultent de la discussion critique, avec mes coéquipiers, des informations disponibles. Ces dernières comprennent aussi bien la géologie du volcan que l'historique de son activité ; les données sismographiques que celles de l'analyse des gaz effectuée par mes collaborateurs du Commissariat à l'énergie atomique et du Conservatoire national des arts et métiers ; la connaissance du volcanisme antillais que la nature exacte des produits vomis par le cratère ; le type des manifestations éruptives observables sur la Soufrière que les caractéristiques des phénomènes se déroulant en profondeur décelées par la géophysique et la géochimie.

Voici, résumées, quelques-unes des raisons qui ont motivé mon optimisme (je pourrais aussi, mais ne le ferai que dans une publication scientifique, exposer celles qui ont conduit certains scientifiques non compétents en volcanologie à émettre des pronostics erronés dont, au cours de ces six dernières semaines, le volcan a démontré l'absence de valeur). Avant tout, l'histoire des Antilles nous apprend que des crises volcaniques se produisent dans cette région, crises suffisamment longues et violentes parfois pour provoquer la panique, mais qui s'achèvent sans tremblement de terre destructeur ni éruption. L'impressionnante crise de séismes qui a culminé au mois d'août de cette année à la Guadeloupe, effrayante si on l'interprète comme étant due à l'ascension d'un magma qui se fraie un chemin vers la surface, ne l'est plus dès lors qu'on adopte l'hypothèse, beaucoup plus vraisemblable en l'occurrence, que chacune de ces secousses correspond à l'explosion, en profondeur, d'une poche de vapeur surchauffée engendrée par le contact de roches à haute température avec la base de

l'épaisse nappe d'eaux souterraines qui imbibent cette montagne.

La géologie de la Soufrière, d'autre part, étudiée sur ma requête par un excellent spécialiste de ce genre de terrain, D. Westercamp, géologue au B.R.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières), est également rassurante : elle montre que les nœuds ardents, ouragans terrifiants de pontes incandescentes transportées, à des kilomètres parfois, sous forme de suspension dans des gaz torrides, ont été beaucoup moins fréquentes ici qu'à la montagne Pelée. Or, et il ne faut pas sous-estimer ce facteur dans ce qui s'est produit cet été à la Guadeloupe, c'est le souvenir de la catastrophe de 1902, où la ville de Saint-Pierre de la Martinique, avec ses 28 000 habitants, fut anéantie par une de ces nœuds, qui pèse — et de quel poids — sur l'esprit des autorités responsables autant que sur celui de certains des experts que ces autorités ont consultés : ce fut l'imminence d'un tel cataclysme, évoquée dramatiquement par le professeur Brousse, qui justifia, le 15 août, l'ordre d'évacuer la Basse-Terre.

Les éruptions de ce qu'on appelle des « cendres », terme impropre parce qu'il ne s'agit en rien des résidus d'une combustion mais tout simplement de fins débris rocheux, ces éruptions que les non-spécialistes avaient baptisées « explosions », n'avaient, elles non plus, rien d'inquiétant pour qui est familier des manifestations éruptives : il s'agit simplement du vidage d'une poche de vapeur sous pression située moins loin de la surface que celles qui, en explosant, provoquent les nombreux microséismes de la crise actuelle ; ici, la vapeur parvient à s'échapper dans l'atmosphère lorsque sa pression atteint un certain seuil, supérieur à la résistance opposée par les rocs encombrant les fissures. Au passage, grâce à sa grande vitesse, cette vapeur ramène les cendres qu'elle traverse, arrachant aux parois des fragments de toutes tailles. C'est sans impressionner à voir, le dirai-je, à « subir » du dehors, — cela nous a été offert le 30 août dernier, — c'est très spectaculaire à regarder, de l'extérieur, mais cela ne présente pas la moindre risque pour qui se trouve à plus d'un kilomètre de distance. A fortiori, pour les populations vivant au pied de la montagne.

Ces éruptions, dites « phréatiques », plus ou moins prolongées, se poursuivront à intervalles conditionnés, entre autres, par la profondeur à laquelle se trouvent les roches à haute température, l'épaisseur des nappes aquifères superposées, les mouvements de convection des fluides souterrains. Elles ne présentent pas le moindre caractère alarmant, malgré ce que certains, tel l'un des journaux télévisés par exemple, s'efforcent de faire croire.

L'analyse chimique de ces fumées et celle des eaux bouillantes émises par les fissures de la Soufrière, elles aussi, nous rassurent pleinement, avec, par exemple, le rapport SO₂/H₂S constamment voisin de 1, qui prouve que les températures magmatiques se trouvent très loin encore en profondeur. Diagnostic confirmé par l'absence d'oxydation de carbone comme par la nature des « cendres » et des blocs

expulsés, tous constitués de roches vieilles aux minéraux altérés, et non pas de lave nouvelle. A ce propos, les conclusions alarmantes du rapport de l'institut de physique du globe daté du 5 septembre sont basées, entre autres, sur une prétendue augmentation de la proportion de « verre volcanique frais directement issu du magma », qui aurait, selon ce rapport, atteint 50 à 60 % des poussières recueillies. Ce n'est pas qu'une école qui se réveille la vérité des faits : il n'y a pas eu, à ce jour, trace de verre frais dans les « cendres » de la Soufrière, et les 60 % sont imaginaires.

Une crise inoffensive

La crise volcanique me paraît inoffensive pour les raisons exposées ci-dessus ; l'activité sporadique ne présentant aucun caractère alarmant, les analyses de la phase gazeuse montrant une stabilité rassurante, les roches rejetées étant anciennes, je me sentais en droit de donner, au profit de la région les apaisements que, je le suppose, il espérait. Ce fut ainsi que, le 14 juillet, je lui avais conseillé de faire rentrer les populations évacuées vers la Grande-Terre. Fin juillet, à la suite d'une nouvelle émission de cendres, après en avoir discuté avec les trois chimistes de mon équipe en poste depuis plus de deux semaines à la Soufrière, je pus à nouveau rassurer les autorités, leur affirmant que deux ou trois semaines sans doute se passeraient avant qu'un changement éventuel et éventuellement alarmant se produisît. Sur quoi, deux de mes collaborateurs demeurant sur place, je partis avec d'autres membres de notre équipe pour une mission volcanologique dans les Andes équatoriennes : il n'y avait, en effet, aucune raison — et le comportement du volcan l'a depuis amplement démontré — à demeurer de faction devant une éruption des plus modérées (et qui l'est encore à ce jour).

Ce fut durant cette absence qu'une nouvelle émission de cendres conduisit le préfet, qui ne faisait pas confiance à mes coéquipiers chimistes présents sur place (peut-être parce que ces chimistes, comme je l'ai entendu dire, « n'étaient que des fermiers », à faire appel à une autre autorité en matière de volcanisme. Cette autorité était un professeur de pétrographie, lequel parla aussitôt de quelques 30 mégatonnes stockées dans le volcan, volcan qui allait exploser dans les vingt-quatre heures, libérant des nuées ardentes dévastatrices du type de celles de la montagne Pelée en 1902. C'était plus qu'il n'en fallait pour justifier l'ordre d'évacuer.

Lorsque je revins à la Guadeloupe, le 29 août, le mal était fait. Malgré l'analyse de la situation éruptive, aussi rassurante que les précédentes, que je pus faire avec mes collaborateurs (ils étaient alors huit sur les lieux), on s'est refusé à en tenir compte et, sur le conseil d'une nouvelle autorité, un géochimiste cette fois, on a prolongé de quatre semaines déjà l'exode des 72 000 habitants de Basse-Terre et de ses environs. Avec tout ce que cela comporte de drames humains, de ruines et de colossal gaspillage des deniers publics.

(*) Directeur de recherche au C.N.R.S., directeur du service volcanologique.

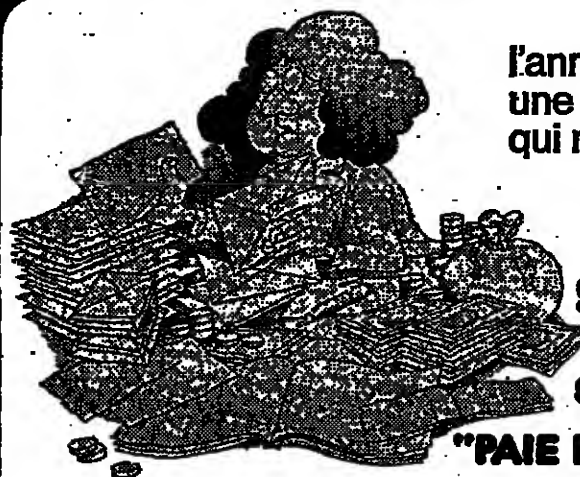


à Chateauroux, nous avons la 1.041^{ème} zone industrielle... mais elle est "raccordée air."

Équiper une nouvelle zone industrielle quand on en a déjà rempli deux, ce n'est pas particulièrement original. Ce qui l'est plus par contre c'est que cette zone jouxte un aéroport accessible aux plus gros porteurs et opérationnel par tous temps de jour comme de nuit (une installation I.L.S. y pourvoit). Alors, si vous souhaitez installer votre entreprise à quelques heures de vos fournisseurs et clients du monde entier, c'est à Chateauroux qu'il faut venir.



Groupement Régional du Futur



l'année prochaine une paie et une comptabilité qui marchent...

SLIGOS vous propose ses services

"PAIE ET COMPTABILITÉ PME"

en Service Bureau ou en Télégestion

Pour la paie et la comptabilité des PME, SLIGOS propose le choix entre deux modes de traitement : le Service Bureau, un service de traitement à façon standard mais personnalisé, ou la Télégestion, un service complet de gestion, qui vous donne la maîtrise totale de vos traitements grâce à un terminal installé chez vous et relié à nos ordinateurs.

avec des délais assurés

Pour assurer ses délais SLIGOS a conçu une organisation qui, en facilitant le contact entre les services utilisateurs et les techniciens, supprime les erreurs d'incompréhension, source de nombreux retards dans les traitements. De plus SLIGOS a réparti ses Centres de traitement sur Paris et la Province afin de rapprocher les ordinateurs des clients.

et un service personnalisé... et compétitif

SLIGOS vous offre un service personnalisé grâce à l'adaptabilité de ses programmes qui permettent de bien répondre aux besoins propres de chaque entreprise, et un service compétitif grâce à son expérience des problèmes de paie et de comptabilité qui lui vaut d'être aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de services informatiques auprès des PME.



91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX - Tél. 776-42-42
Conseil, assistance et réalisations,
produits informatiques, services de gestion

A retourner à A. OLIVIER - 91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX

Monsieur : Fonction :
Société : Tél :
Adresse :
Activité de la Société :
Souhaite ☐ recevoir une documentation sur les services "Paie et Comptabilité PME"
☐ avoir la visite d'un spécialiste SLIGOS.

81.17



VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 9 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAV - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 - 553.28.51 -
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

mps - alpha international mobilier
organise ses

soldes annuels

mobilier de bureaux de collectivité
et d'habitation

du mardi 5 au vendredi 8 octobre 76
Salle C de 10 heures à 19 heures

maison de la mutualité

11, rue Saint-Victor - 75005 PARIS
métro : Maubert - Mutualité - tél : 797 29 79

« A la campagne »

COLETTE GODARD.
★ Petit TEP, 20 h. 30.

Bilan positif pour l'Opéra de Paris aux États-Unis

çais et américain (on aurait pu y penser plus tôt) j'aurais été les éclaircir, empêchant certaines de ces erreurs de se répéter. Je suis St George, Soit, subitement malade, lui remplacé au pied levé par Lorin Messel, arrivé à la dernière minute de Cleveland. Sa connaissance profonde de l'œuvre compense l'absence de répétition avec la troupe qui ne connaît pas, par là, l'œuvre. L'adaptation est difficile, et l'assistance, informée, lui fit une longue ovation.

Finalement, la tournée de l'œuvre a été une réussite. L'adaptation pour des milliers d'Américains qui ne connaissent que la Scala, ont apprécié une nouvelle œuvre, et ont découvert un théâtre européen d'un niveau identique et en tout cas supérieur à celui qu'ils connaissent. Le succès de New-York peut offrir actuellement.

HENRI PIERRE.

Jardin des Supplices

ROGER VAN HOOL
JACQUELINE KERRY
TONI TAFFIN

Le Jardin des Supplices

UN FILM DE CHRISTIAN GION

D'APRÈS LE SCÉNARIO D'OCTAVE MIRBEAU THÉATRALE STANISLAS PASQUELLE

ADAPTATION ET DIALOGUES DE PASCAL LAINE PRIX GONCOURT '75

AVEC YSABELLE LACAMBE

MUSIQUE DE JEAN PIERRE DOBRING

LA PRODUCTION CÉLIBIA PÉREZ - GÉLÉKONG

INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

A PROPOS D'«EINSTEIN ON THE BEACH»

Un symposium d'Allemands et de Français

ment vient troubler ses glorieuses et ses épiques, ne donne-t-il pas raison à ce qui se dit de lui, à savoir qu'il a le fleur d'espérance qui s'épanouit dans cette dernière scène où le héros, Lucinda Childs et Samson, se retrouvent, se réconcilient, mais sur un ton, paisibles, sans avoir besoin d'exprimer leur amour « tant il est profond dans leur cœur ».

Il a bien fallu finalement interpréter, c'est-à-dire réduire à un sentiment personnel, ce qui ne peut-on avancer, est du moins ce qui est le spectacle de Bob Wilson et Philip Glass, au-delà de toute interprétation, est une décente de l'esprit, un acte de soumission à la volonté d'une narration pour peu qu'on s'abandonne à ces vagues d'images et de gestes innocents et sublimes, comme ces images et ces gestes, ces notions n'ont pu atténuer ou diriger la beauté et la terreur.

■ Le Théâtre Eclaté d'Annecy crée le 8 octobre « le Nid », de Kroetz, au Centre d'animation culturelle, à 20 h. 45.

Grosz et l'arme de la caricature

Lorsque Grosz est invité, en 1933, par l'Art Student League de New York pour une conférence, il reste aux États-Unis. Il a quarante ans, mais ses vingt-cinq années qu'il restera à vivre. Monde qu'il passe, là, la rage qu'il avait au cœur ne trouve plus à s'alimenter d'une réalité dévolante. L'homme est sans doute plus heureux, mais l'art du combattant n'est plus ressort. Hors de son rôle, Grosz n'est plus un combattant, comme un caricaturiste toujours critique lorsqu'il se voit la voir les effets d'un société de la standardisation de l'individu. Mais, en 1936, il apprend que ce n'est pas vrai. En 1938, il apprend que, bat le rappel de ses arts et lettres. C'est la guerre, le gulféro - avec les honneurs. C'est dans son pays qu'il meurt peu après d'un accident.

* Galerie Octave Negru, 21, rue de Seine. L'exposition Wunderlich succédera à l'exposition Gross à partir du 9 octobre.

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 22
"Piacards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 22
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Piacards encadrés"	34,00	39,70
Deuxième insertion	38,00	44,37
"Piacards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

L'ACTION INTERDITE



emploi international

emploi international

emploi international

NOUVELLE-CALÉDONIE

Nous sommes la filiale Ingénierie d'un groupe français réalisant l'étude et l'exécution d'ensembles miniers et métallurgiques. Nous cherchons

un ingénieur projeteur

AM ou équivalent, 33 ans minimum, son expérience de plus de 8 ans de BE d'exploitation de mines ou de carrières, de topographie et de génie civil lui permet de concevoir et de faire réaliser des ensembles de broyage, criblage, de manutention continue et de transport.

Ce poste en résidence outre-mer est sous contrat à durée déterminée (3 ans renouvelable).

La rémunération attractive, nette d'impôts, est assortie d'un logement meublé. Vacances en métropole.

Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 3038 LM.

ALEXANDRE JIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NANTES - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS

RECHERCHE POUR CHANTIER DE CONSTRUCTION DE ROUTES "CLES EN MAIN", Y COMPRIS LE PROJET D'EXECUTION

en AFRIQUE ANGLOPHONE

INGENIEURS

- DIRECTEUR DE TRAVAUX
- ADJOINT AU DIRECTEUR DE TRAVAUX
- METHODES DE GESTION
- MECANICIEN
- ROUTIER
- TOPOGRAPHE

Expérience chantiers en Afrique souhaitable. Connaissance de l'anglais indispensable.

TECHNICIENS

- PERSONNEL D'ATELIER ET DE CHANTIER
- CONDUITE CHANTIER GROS TERRASSEMENT
- CONDUITE ET ENTRETIEN CENTRALE D'ENROBAGE
- CONDUITE ET ENTRETIEN CENTRALE DE CONCASSAGE ET DE CRIBLAGE
- ENTRETIEN ET REPARATION GROS ENGIN DE TERRASSEMENT
- CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART ET D'OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Formation EYROLLES - EGLETONS ou autodidacte - 5 ans d'expérience minimum - Anglais parlé ou notions.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous No 78169, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

comptabilité

KINSHASA

L'Office National des Transports du Zaïre emploie actuellement plus de 27 000 personnes, et ses secteurs d'activités sont très divers : installations portuaires, chantiers navals, routes fluviales et ferroviaires... L'importance de ses projets d'organisation lui fait faire appel à l'expertise internationale qui finissent aujourd'hui trois nouveaux postes de Comptables : niveau BTS, BE, DECS... et une dizaine d'années d'expérience dans un cabinet d'expertise ou dans une société importante à dominante informatique.

Selon leurs compétences, ils seront chargés du contrôle des opérations de la comptabilité générale et de l'amélioration du Plan Comptable, ou de la supervision des opérations comptables, ou de la mise en place de la comptabilité des clients. La mission qui leur sera confiée devra permettre, grâce à une comptabilité générale plus rigoureuse, de préparer la mise en place d'une comptabilité analytique. C'est pourquoi la connaissance de cette technique serait très appréciée.

Les conditions offertes sont exceptionnelles : outre les avantages matériels sur place (logement, assurances...) elles comportent une grande part de salaire en devises versée par un Organisme Financier International.

Adressez votre candidature sous référence 20-22-34 aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP qui examineront avec vous les conditions de votre expatriation.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Yverness

SIÈGE ADMINISTRATIF EUROPÉEN

recherche

CONSEIL FISCAL

expert en fiscalité française des sociétés et des particuliers d'élargir ses connaissances et son activité à d'autres pays dont la Belgique. Connaissance de l'anglais indispensable. Expérience dans l'administration des impôts souhaitable.

Écrire à : G.-M. BONNET, European Group Controller, Taxation Atlantic Belgium S.A., Avenue Louise 479, 1050 Bruxelles, Belgique.

DIRECTEUR

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION

GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

recherche

OCCUPER POSTE DIRECTEUR D'UNE FILIALE à créer en Afrique. CANDIDAT AVOIR EXPÉRIENCE DE 10 ANS EN POSTE COMPARABLE OU CADRE SUPÉRIEUR, AVOIR BONNE CONNAISSANCE DES PROBLÈMES FINANCIERS ET UNE PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS.

Transmettre curriculum vitae avec photo à : SRTIMEG

157, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine 92231 CEDEX à l'attention de M. MATHIESSON. Convocation suivra.

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS

recherche

pour DOUALA - Cameroun

CADRE INFORMATICIEN

ANALYSTE PROGRAMMEUR HAUT NIVEAU Formation matériel IBM, expérience systèmes 3 et mini-disque, capable d'assumer travail à façon, diriger atelier d'exploitation personnel africain.

Situation très intéressante garantie sur contrat avec nombreux avantages et logement fourni. Adresser C.V. et prétentions à la référence 410 à Serge RAILLY Conseil, 40, avenue Hoche - 75008 PARIS.

MAROC

SOCIÉTÉ IMPORTANTE

DE TRAVAUX PUBLICS

engage

INGENIEUR TRAVAUX

C'est un diplômé TP, débutant ou ayant un à deux ans d'expérience de chantier. Sous l'autorité du directeur général, il a la responsabilité de l'ensemble des travaux (20 Millions de Francs) essentiellement des ouvrages d'art.

De larges perspectives de carrière sont offertes en Afrique, ou en métropole. Logement à Casablanca et voiture sont fournis.

Ecrire sous référence 78211, CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

DIRECTEURS DE CHANTIER

MOYEN-ORIENT

Notre groupe, C.A. : 1,5 Milliard de Francs, 20 % de progression annuelle a orienté depuis quelques années son activité second œuvre (climatisation, plomberie, électricité), sur l'étranger et principalement les pays du Moyen-Orient.

Notre réussite et l'acquisition de nouveaux contrats, nécessite l'intégration d'hommes nouveaux, ingénieurs diplômés désirant se mettre au diapason de nos ambitions.

Leur fonction nécessiterait une pratique de la relation avec les clients, la gestion des chantiers de second œuvre et la coordination des travaux.

Ces techniciens gestionnaires entreraient dans un groupe dont l'essor financier, la croissance constante et ordonnée n'est plus à prouver.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Écrire avec C.V. prétentions sous réf. 532 à : SWEETS B.E. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

ENTREPRISE DE LOGEMENTS

INDUSTRIALISEES

recherche

pour un de ses établissements à l'étranger

LE DIRECTEUR

INGENIEUR confirmé

ECP, ETP ou équivalent.

Ayant une solide expérience du bâtiment en général et de la préfabrication lourde en particulier, des qualités d'organisateur et un très bon contact humain. Il aura, entre autres, à superviser la formation et l'assistance technique du personnel des usines et à être le négociateur et l'interlocuteur auprès des autorités du pays. Excellente pratique de l'Anglais nécessaire.

Adresser son curriculum vitae sous référence 881

GEDEV SELECTION

65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

IMPORTANT FABRICANT

MATÉRIEL MINIER

associé à Groupe International C.A. 80 MF, dont 80 % export, croissance moyenne annuelle 1975-1976 + 40 % recherche

pour missions prolongées en pays lointains anglophones (mise en place de services après-vente, liaisons technico-commerciales)

JEUNE INGENIEUR

Centrale, Mines, ETP, Arts et Métiers ou équival. Mobilité totale et pratique de l'anglais indispensable. première expérience professionnelle dans maintenance matériel T.P. ou minier appréciée.

A moyen terme, une position fixe en France ou à l'étranger (chef d'agence) peut être envisagée.

Envoyer C.V. détaillé s/réf. SYS 90 à : COMPETENCES, 23, rue Vaneau, 75007 PARIS ou 84, rue de la République, 69007 LYON



IMPORTANTE SOCIÉTÉ T.P.

recherche pour un chantier de longue durée

EN AFRIQUE FRANCOPHONE

ADJOINT ADMINISTRATIF

avant également de bonnes connaissances de la comptabilité et de la gestion du personnel. Anglais indispensable mais très apprécié. Ce poste ne peut convenir à un débutant.

Adresser C.V. et prétentions à : HAS Contract, 156 bd Haussmann 75008 PARIS n° 4261

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche

RESPONSABLE pour l'Afrique du Nord.

Ce poste exige connaissance des pays d'Afrique du Nord, gestion et administration. Relations publiques et gouvernementales.

Adresser C.V. photo et prétentions à : GEORGE G. GEBRE POSTFACH 73202 D-4000 FRANKFURT/MAIN 73.

SOCIOLOGUE, pr 2 a. étranger, pratique anglaise, 35 ans min., urgent. C.V. B.P. 1907, 73327 Paris Cedex 07.

emploi régionaux



BSN-Gervais Danone, premier groupe alimentaire français, recherche pour

STENVAL

sa société de produits frais fortement implantée dans le Nord, un

CHEF DE PRODUITS

Rattaché au directeur des produits, il devra proposer la politique marketing, puis mettre en œuvre les moyens permettant d'optimiser les résultats de la gamme qui lui sera confiée.

Ce poste, à pourvoir dans le département du Nord, intéresse un diplômé d'une école supérieure de commerce, disposant d'une expérience de 2 à 5 ans de la gestion des produits de grande consommation.

Adresser votre candidature avec cv. détaillé sous réf. D15M à Daniel Hardouin BSN-Gervais Danone 126-130 rue Jules Guesde 82302 LEVALLOIS.

TREFIMETAUX

recherche

Pour son Usine du Havre

INGENIEUR

RESPONSABLE DU SERVICE

ENTRETIEN ÉLECTRIQUE

FORMATION : - Ecole d'électricité avec si possible formation de base Arts et Métiers - Connaissances d'électronique et de thermique - 4-5 ans d'expérience professionnelle souhaitable dans domaine similaire, si possible industrie lourde.

MISSION : - Conception, mise en service, mise au point et entretien d'ensembles d'installations électriques moyennes et hautes tensions. Courants alternatif et continu.

- Dépendra de l'ingénieur Responsable des services d'entretien.

Perspectives d'avancé Adresser curriculaire + photo + prétentions à : TREFIMETAUX, Service gestion des Cadres, 23, rue de Madrid, - 75008 PARIS.

MARSEILLE

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé, formation électricité et mécanique Spécialisation industries thermiques Acquis ou données par l'expérience

Grandes capacités indispensables pour organiser, animer et contrôler la gestion de plusieurs affaires en France (avec bureau d'études et de recherches) et assurer l'expansion de la Société.

Cand. max. C.V. et prêt. à SUD MARKETING n° 12.100, 248, av. E.-Salengro - 13015 Marseille.

SOCIÉTÉ INSTALLATIONS ÉLECTRIQUE ET TÉLÉPHONIQUE

d'importance nationale recherche

UN INGENIEUR

minimum 15 ans d'expérience professionnelle pour DIRECTION AGENCE A MARSEILLE

Nécessité avoir occupé un emploi similaire. Poste d'avenir. Ecrire avec C.V. et prétentions n° 16.178, A.I.C., 22, r. des Martyrs, 75009 Paris.

Société multinationale

recherche

CHEF DE SERVICE-ACHATS

pour usine Sud-Ouest (400 personnes). Profil : ingénieur ECP, ENSI, AM, SEST, ION.

Expér. de 2 ans dans industrie mécanique de préférence. 27 ans minimum. Grandes possibilités si réussite du groupe de réputation mondiale. Envoyer C.V., prétentions à HAVAS ANGOULEME, n° 771, qui transmettra.

emploi international

emploi international

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Jeune 150

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

L'adjoint au directeur de son département informatique est recherché par une importante Société nationale - siège Paris 16^e utilisant un grand ensemble IBM avec Data base et réseau de télétransmission.

INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

Grande Ecole

Il devra offrir une compétence technique indiscutable, une expérience confirmée d'encadrement d'une équipe importante.

Il contribuera à l'organisation, l'animation, le développement, le contrôle de ce département.

Adressez C.V. + photo à Havas Contact : 156, Bd Haussmann, 75008 Paris sous réf. 31432

L'un des plus importants Groupes d'Assurances, siège Paris 9^e recherche pour son Service

ORGANISATION

jeune diplômé

ESSEC, SUP. de CO., SCIENCES ECO., DAUPHINE, ... ou équivalent.

- Participera à des opérations d'organisation et de formation liées à la mise en œuvre de nouveaux systèmes informatiques.
- Goût pour l'organisation administrative, sens aigu du contact humain, connaissances solides en informatique.

Disponible début novembre.

Adressez C.V. photo et présentations sous référence 11.232, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 Paris.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER de dimension internationale recherche pour son siège à Paris un

conseiller de direction

Chargé de concevoir et de mettre en place un plan informatique à moyen terme, en collaboration avec les services informatiques et les différents départements du Groupe.

L'homme recherché est diplômé d'une Grande Ecole, il a plus de 35 ans et une expérience d'au moins six ans de l'informatique de gestion de grandes sociétés, acquise, soit dans un cabinet d'ingénieur-conseil, soit au sein du service informatique d'un établissement du secteur bancaire de préférence, soit comme ingénieur-commercial « Grands Comptes » d'un des premiers constructeurs d'ordinateurs. Une connaissance des méthodologies de planification sera un atout.

Adressez C.V. détaillé + photo + salaire actuel en rappelant la référence 16978 à SEKTANT/DPA 182, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche un

Ingénieur de Sécurité

Sous l'autorité directe de la Direction Générale, le candidat devra :

- définir et conduire la politique de sécurité de l'entreprise,
- assurer un rôle d'animation et de coordination dans les actions de sécurité nécessaires à ses chantiers, tant en France qu'à l'étranger,
- exercer son activité auprès des Responsables d'Exploitation et de Chantiers,
- présenter des solides références dans les domaines Technique et Sécurité acquises dans des sociétés aux types d'activités similaires.

Ce poste est à pourvoir à RUEIL-MALMAISON

Envoyer C.V., lettre manuscrite, présentations et photo, sous réf. 15 à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel B.P. 308, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du RER).

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS, CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement

INGÉNIEUR COMMERCIAL

- ayant au minimum 5 ans d'expérience professionnelle
- capable de mener des négociations à tout niveau
- ayant le goût du travail en équipe
- soucieux d'être jugé sur ses résultats

Une expérience dans les domaines de l'ingénierie ou du conseil pourrait être utile ; formation supérieure souhaitable.

Envoyer C.V. et présentations à SFICA 14, rue des Portes Eclairées 75010 PARIS

fiscaliste

Société de Conseil Juridique Paris 16^e recherche un FISCALISTE Licencié en Droit et de préférence diplômé de l'ENI, il aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle et sera intéressé par le Conseil Fiscal et Juridique.

Travail d'équipe - Remunération évolutive avec perspective d'Association à terme.

Envoyer C.V., photo et présentations sous réf. 2001/M à O.I.O., 7, rue de Chailly - 75116 Paris

O.I.O. RECRUTEMENT

Dans le cadre du développement de nos activités travaux publics nous recherchons pour nos Services MÉTHODES

JEUNES DIPLOMÉS

- INGÉNIEURS, mécaniciens : Arts et Métiers, CHEBRAP souhaité.
- TECHNICIENS Génie Civil, D.U.T.

Nous vous proposons de débiter dans un des premiers Groupes français de Travaux Publics, en réalisant les études de prix et de méthodes au sein d'une équipe performante. Notre développement et notre diversification géographique et sectorielle permettent une évolution de carrière adaptée à la personnalité de chacun.

Lieu de travail : Paris, Banlieue Sud-Ouest

Adressez votre candidature sous référence 78.215 à COMTESSE Publiété, 20, av. de l'Opéra, 75008 Paris - Codez 01, qui transmettra.

adjoint au directeur des achats

100 000 + PARIS

Le Directeur des Achats d'une Société de négoce de produits sidérurgiques (acières et tubes) cherche à s'adjointre un cadre pour le secourir dans ses fonctions et superviser un service de 10 personnes (négociation avec les fournisseurs français et étrangers, contrôle des approvisionnements et des stocks ; budget d'Achats = 200 Millions). Ce poste est amené à évoluer rapidement vers une fonction de Direction. Il nécessite des qualités de négociation à haut niveau et sur le plan international ainsi qu'une expérience de la fonction Achats dans le milieu industriel. Connaissance de l'allemand vivement souhaitée, ou à défaut anglais parfaitement possédé.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2547/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LES PARFUMS GIVENCHY

proposent le poste de

CHEF DE LABORATOIRE

Ce poste nouvellement créé, s'adresse à un pharmacien ou un ingénieur chimiste, jeune, dynamique et autonome, justifiant d'une expérience approfondie des techniques de fabrication et de contrôle des produits de parfumerie alcoolique et cosmétique, produits qu'il suivra depuis l'élaboration des formules jusqu'à leurs contrôles auprès des agents distributeurs.

Une connaissance assez précise en matière de législation internationale est souhaitable, et la pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Ce poste basé à 60 km au nord de Paris prévoit de bonnes perspectives pour un candidat motivé par le développement d'une fonction importante dans la société.

Adressez C.V. et présentations sous référence 5081 à Pierre Lichan S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Banque d'Affaires Paris

recherche un

cadre juriste

pour regrouper sous sa responsabilité la gestion de l'ensemble des dossiers CONTENTIEUX.

Le poste : En raison de l'activité de la Banque et de la sélection de sa clientèle, la plupart des problèmes sont de nature variée et peuvent impliquer des études complexes.

Le candidat (environ 5 ans d'expérience) devra donc posséder :

- obligatoirement : une parfaite maîtrise des procédures judiciaires acquise dans un cabinet d'avocat ou similaire
- une formation juridique générale du niveau Licence.
- si possible : une expérience dans une banque ou une société de crédit.

Le candidat s'intégrera dans le Département Juridique (âge moyen : 30 ans), au Responsable duquel il sera directement rattaché. Il trouvera des conditions de travail qui développent l'esprit de consultation et d'information, au-delà des différentes spécialisations.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations sous réf. 31518 à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann 75008 PARIS



Division

« SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS »

renforce son réseau de vente

et recherche pour

PARIS

ATTACHÉS OU INGÉNIEURS COMMERCIAUX

(JEUNES)

- Expérimentés dans la vente de biens d'équipement, ils prendront en charge un secteur pour y assurer notre présence et y élargir notre pénétration.
- Débutants titulaires d'une formation S.T.S., D.U.T. ou supérieure, ils mettront en œuvre, après une formation, leurs qualités de dynamisme et de négociateur pour vendre notre gamme de produits.

Formation assurée. Salaire en partie lié aux résultats (fixe élevé).

Envoyer C.V., photo et présentations sous réf. GCT à CGCT, Direction du Personnel, 28, rue de la Redoute, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

PEUGEOT

OUTILLAGE

C.A. : 220 MF en FRANCE recherche, suite promotion, et basé à PARIS, un

INSPECTEUR COMMERCIAL

Département

OUTILLAGE ÉLECTRIQUE POUR PROFESSIONNELS

RESPONSABLE DES VENTES : ANIMATION 12 représentants et démonstrateurs. Contacts personnels avec gros clients. ACTIONS PROMOTIONNELLES.

EXPERIENCE INDISPENSABLE

- de l'ANIMATION sur le terrain d'un réseau de REPRESENTANTS et de revendeurs.
- dans les réseaux de distribution GROSSISTES en quincaillerie, fournitures industrielles, Auto.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo (ret.) ss réf. 3601

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75007 PARIS

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue Nord Paris recherche pour tenir le rôle de

Correspondant informatique dans une équipe de calcul de structure sur ordinateur

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs faisant des développements et des applications en calcul des structures par l'intermédiaire d'un système CDC 7600 en télétransmission, il sera chargé de :

- définir l'organisation et la structure des nouveaux programmes ;
- définir les procédures d'utilisation et le matériel informatique nécessaire ;
- assurer la maintenance des programmes existants ;
- assister les membres de l'équipe pour tous les problèmes informatiques.

Pour ce poste, le candidat doit avoir acquis une expérience pratique en mécanique du solide, en calcul scientifique (méthode des éléments finis, élasto automatique) et en informatique (programmation fortan et assembleur, bonne connaissance de l'utilisation des fichiers, des systèmes d'exploitation).

Env. lettre man., C.V., photo, prêt sous n° 78.559, COMTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES

Banlieue SUD-EST

recherche

Pour gestion technique de grands projets

INGÉNIEUR Grande Ecole

10 ans d'expérience, dont plusieurs comme RESPONSABLE de service technique important. Connaissances en LOGIQUE et MÉCANIQUE.

Adr. C.V. et photo sous le n° 78.784, COMTESSE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

offres d'emploi

jeunes comptables

BSN-Gervais Danone recherche 2 jeunes comptables pour participer aux travaux de consolidation du Groupe (+ de 150 sociétés françaises et étrangères). Chargés d'un secteur, ils en collectent les informations comptables, s'assurent de leur fiabilité, collaborent à l'établissement des situations consolidées et réalisent les études nécessaires. Ces postes intéressent de jeunes comptables, titulaires du DECS ou au moins des certificats comptable et juridique, ayant acquis 2 ans d'expérience de comptabilité générale en cabinet ou en entreprise. Ils recevront une solide formation aux techniques de consolidation anglo-saxonnes. Anglais ou Allemand souhaités. Lieu du poste: Paris.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 14 M à Jean Burckel BSN-Gervais Danone 125-130 rue Jules Guesde 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

La Cie de Construction Mécanique SULZER

recherche pour son Département
Variation de Vitesse

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Diplômé d'une école d'ingénieur électrotechnique.
- Ayant au moins 5 ans d'expérience dans la vente de matériel de régulation électronique.
- Bilingue allemand (de préférence) ou anglais, et connaissances dans une autre langue.

Il aura dans un premier temps la responsabilité des ventes à l'exportation de variateurs électromécaniques et de leur régulation.

Ces matériels permettent en particulier la régulation de tout procédé faisant intervenir des pompes, ventilateurs et compresseurs.

Poste rapidement évolutif pour un candidat de valeur.

Poste à Paris avec quelques déplacements en Europe.

Ecrire avec curriculum vitae à C.C.M. SULZER, 51, bd Brune, Paris (14), Cedex 35, 75380 Paris Brune.

prospector promouvoir prescrire

Société industrielle de grande notoriété sur le marché national et international, nous diffusons des produits intéressants l'isolation thermique et acoustique qui ont des applications variées notamment dans le bâtiment.

Vous aurez à informer, conseiller, prescrire nos produits auprès d'architectes, de promoteurs, de bureaux d'études, d'entreprises générales.

Nous recherchons d'habiles négociateurs, de formation technique de préférence, ou apportant une première expérience commerciale.

Un poste est à pourvoir sur PARIS, l'autre à LYON.

Salaire envisagé 60.000 à 80.000 F.

Ecrire avec CV sous référence 240 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE STÉ IMMOBILIÈRE

LEADER DANS SON CHAMP D'ACTIVITÉ

recherche

2 JEUNES

REC, ESSE, SC. PD., DES SC. ECO., OU EQUIVALENT

Les 2 postes à pourvoir sont à dominante commerciale. Il est souhaité que les candidats aient une expérience immobilière d'un an ou plus. Autres possibilités d'emploi. Bonne rémunération.

Ecrire avec C.V., photo sous le n° 37217, P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75006 PARIS.

SIÈGE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

LIMITE PARIS-NORD

recherche

CADRE COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent

pour établissement des états financiers consolidés de deux sociétés françaises.

Expérience des méthodes comptables américaines. Anglais courant.

Ecrire C.V. et prétentions sous n° 80.221 B à : ECUO Publiété, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

offres d'emploi

etap

GRUPE INDUSTRIEL (5.000 PERSONNES)
SECTEUR TERTIAIRE - METTANT EN ŒUVRE IMPORTANTS MOYENS EN MATÉRIELS ET PERSONNELS, OFFRE DANS LE CADRE D'UN FORT DÉVELOPPEMENT POSTES DE

DIRECTEURS DE FILIALE

Chaque directeur dirigera une unité de 50 à 550 personnes en assumant des responsabilités : de direction de personnel, gestion, organisation, contacts extérieurs. Ces postes peuvent convenir à des candidats, formation supérieure, ayant une expérience commerciale impliquant

ANIMATION ET GESTION

Forces vives de province. Une certaine mobilité géographique est possible.

Ecrire sous référence GO 116 AM.

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2.200 PERSONNES) - LEADER DANS SA PROFESSION ET PRATIQUANT UNE GESTION MODERNE DU PERSONNEL - RECHERCHE POUR SA PRINCIPALE USINE (1.000 PERSONNES)

CHEF DU PERSONNEL

RATTACHÉ AU DIRECTEUR DE L'USINE, IL ANIMERA

- La gestion du personnel (recrutement, formation, évolution) ;
- Les relations sociales ;
- Les actions d'amélioration des conditions de travail ;
- L'administration du personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat formation supérieure, ayant 5 à 10 ans d'expérience similaire à un niveau de responsabilité important, acquise dans une grande usine (une expérience complémentaire dans un poste opérationnel sera sur la conduite des hommes serait appréciée). Capable d'apporter une contribution active au développement et à la mise en œuvre d'une politique du personnel moderne.

Poste ville 100 km EST PARIS.

Ecrire sous référence FP 130 AM.

SOCIÉTÉ FABRICATION ET VENTE PRODUITS POUR LE BATIMENT - LEADER EN FRANCE DANS SA BRANCHE

recherche pour

CRÉER SON SERVICE EXPORT

RESPONSABLE SERVICE EXPORT

DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, LE TITULAIRE DU POSTE DEVRA DISPOSER :

- D'une formation supérieure H.E.C., E.S.E.C. ou équivalent ;
- D'une bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue ;
- D'une expérience de 5 ans environ de la vente à l'exportation de produits destinés au bâtiment ou de biens d'équipement.

POSTE INTERESSANT ET LARGES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION POUR CANDIDAT DYNAMIQUE ET RÉALISATEUR

RÉSIDENCE VILLE BASSE NORMANDIE, POSSIBILITÉ ULTÉRIEURE PARIS.

Ecrire sous référence RB 194 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE VENTE DE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS FRANÇAIS OU ÉTRANGERS DE HAUTE RENOMMÉE PARIS

RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT INDUSTRIE PAPETIÈRE

DEUX INGÉNIEURS DE VENTES

FORMATION PAPETIÈRE

23 ans minimum. Ces postes impliquent outre la formation de base, 2 ou 3 ans d'expérience pratique acquise dans

LA PRÉPARATION DES PATES POUR L'UN des postes envisagés.

LES MACHINES TERMINALES POUR L'AUTRE une formation complémentaire aux matériels est envisagée par un stage chez le constructeur.

LANGUE ALLEMANDE, À DÉFAUT ANGLAISE

Ecrire sous référence TD 136 CM.

offres d'emploi

ONO - Près Rambouillet

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES TRÈS DYNAMIQUE - FORTE EXPANSION DEPUIS SA CRÉATION - 240 PERSONNES, C.A. CONSOLIDÉ 100 MILLIONS ÉTOFFE SES STRUCTURES ET RECHERCHE

COLLABORATEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

H.E.C., E.S.E.C. ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience ventes produits industriels. Connaissances approfondies de l'anglais et qualités d'animateur et d'esprit d'équipe. Rattaché au Directeur Commercial, il aura dans un premier temps la responsabilité de la commercialisation des produits sur la France (participation à l'élaboration des objectifs, animation des ventes, administration des commandes, lancement des produits nouveaux). La réussite dans cette fonction lui permettra de prendre dans un délai assez court la responsabilité de l'ensemble des services commerciaux.

Ecrire sous référence VF 144 CM.

PUISSANTE FIRME INDUSTRIELLE BRANCHE MÉCANIQUE RECHERCHE POUR UN IMPORTANT DÉPARTEMENT PRODUITS INDUSTRIELS DE LARGE DIFFUSION (MARQUE INTERNATIONALEMENT CONNUE)

RESPONSABLE MARKETING

IL S'AGIT D'UNE CRÉATION DE POSTE ET LE CANDIDAT SERA RESPONSABLE :

- De la définition des stratégies MK et de l'optimisation du profit de chaque ligne de produits ;
- D'initier les études nécessaires à la connaissance des marchés, des produits, de la concurrence ;
- Des prévisions de vente et de la planification à moyen terme et long terme.

IL DEVRA DISPOSER :

- D'une formation supérieure commerciale ou technique ;
- D'une expérience de 5 ans environ au niveau international dans la vente dont environ 3 ans comme chef de produit de préférence dans les biens de consommation durables ou les produits de consommation industrielle (lubrifiants, abrasifs, etc.).

POSTE INTERESSANT ET ÉVOLUTIF. RÉSIDENCE GRANDE VILLE RHONE-ALPES.

Ecrire sous référence SC 135 AM.

ONO - Près Rambouillet

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES, DYNAMIQUE - EXPANSION 30 % PAR AN - 240 PERSONNES - C.A. CONSOLIDÉ 100 MILLIONS DE FRANCS.

offre intéressantes possibilités de carrière à

JEUNE INGÉNIEUR DE FABRICATION

A.M. R.N.S.I. ou équivalent, même débutant. Il sera formé aux techniques de l'entreprise en étant rattaché au chef des fabrications et devra couvrir des missions concrètes dans les secteurs de production :

- Mise au point de fabrications ;
- Amélioration de productivité, organisation, gestion d'atelier (informatique). Cette formation doit déboucher à court terme sur la responsabilité globale de l'un des secteurs.

POSTE ACTIF, VARIÉ, AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DE CADRES JEUNES ET DYNAMIQUES POUR CANDIDAT INTERESSÉ PAR LA TECHNIQUE ET L'ANIMATION DE PERSONNEL.

Ecrire sous référence OY 192 CM.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS

discretion absolue

Société d'électricité et de climatisation recherche

UN DESSINATEUR-PROJETEUR EXPÉRIMENTÉ 2^e ÉCHELON

pour réalisation d'études et de devis.

S'adresser à SOCIÉTÉ GUEBINEAU, 71-73, avenue du Président-Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis. Tél. : 200-20-44.

Dans le cadre de son expansion, un important Groupe de Construction (6.000 pers.) recherche

CADRE SUPÉRIEUR

(X - Ponts - Centrale)

afin de lui confier diverses missions techniques et financières et de l'aider d'une équipe de Direction dans laquelle il devra progressivement s'intégrer.

Il sera chargé de diverses missions ponctuelles qui lui permettront de découvrir l'entreprise, avant d'être affecté à la Direction de l'un de ses départements.

Le candidat recherché devra être âgé de 35 ans minimum et posséder une expérience de la construction de plusieurs années acquise si possible en Entreprise.

Env. C.V. photo et p. 244226M

Cabinet Jean Claude MAURICE, 42, rue Legendre 75017 PARIS

offres d'emploi

ONG

Numéro 1 du classement en France recherche

1 SUPERVENDEUR

Professionnel de la vente pour diffuser une gamme de matériels exceptionnels et de haut standing sur la

RÉGION PARISIENNE.

Votre ambition et votre forte personnalité nous amènent à vous offrir

UNE RÉMUNÉRATION SUBSTANTIELLE ET SANS PLAFOND.

Salaire garanti pendant 6 mois : fixe 3.000 F + commission importante en partie sur clientèle existante.

Voiture indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

ONG S.A., M. Marc SEROR, 11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Importante Société de Constructions
Mécaniques banlieue Nord de Paris
recherche

**un ingénieur
d'affaires**

- Pour lui confier la gestion complète de contrats relatifs à l'installation de centrales électriques de 4 M.W. à 100 M.W.
- Responsable du résultat final du projet, il aura à veiller en permanence à la conformité des réalisations par rapport aux spécifications contractuelles de qualité, de délais, et de prix.
- Pour mener à bien sa mission il sera assisté par le Bureau d'Etudes, les Services Achat, montage et transports dont il devra coordonner les activités.
- Ce poste s'adresse en priorité à une personnalité de premier plan, diplômée d'une Grande Ecole d'ingénieurs ayant acquis une expérience diversifiée de l'industrie et justifiant d'une première expérience de la fonction proposée.
- L'accent sera mis sur les qualités de contact, de persuasion et d'animation du candidat.
- La connaissance parfaite de l'Anglais est indispensable, des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous n° 356 à
SPERAN 12, rue Jean-Jaures
92807 PUTEAUX qui transmettra.

UNIROYAL
RECHERCHE POUR REGION PARISIENNE

**JEUNE ASSISTANT
DE MARKETING**
(Sup. de Co. ou équivalent)

- Il dépendra directement du Responsable de Marketing
- Chargé de l'étude d'un de nos produits, il devra :
 - connaître le produit (fabrication et utilisation) ;
 - connaître le Marché ;
 - suivre leurs évolutions pour aider à déterminer une politique du produit.
- Le candidat devra :
 - posséder les techniques de Marketing ;
 - faire preuve d'initiative ;
 - connaître parfaitement l'anglais.

Ecr. avec C.V. manuscrit et photo récente (ret.) en indiquant préc. : Département Personnel, UNIROYAL - B.P. 163 - 60205 COMPIEGNE

Filiale Française d'un groupe
industriel international puissant
recherche

**ingénieur
d'assistance technique
fonderie**

Diplômé de l'E.S.F.A.M. ou équivalent il devra justifier de quelques années d'expérience de la profession. Très mobile et autonome, il sera chargé d'assister techniquement la clientèle de fonderie pour la mise en œuvre de nos produits approuvés, et de dialoguer avec nos techniciens pour adapter ces produits aux problèmes posés.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Cet entretien aura lieu au siège de la filiale, 823, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière SVP 11.11

**GUXU INGENIERIE
INFORMATIQUE S.A.**

recherche pour réaliser des systèmes sur mini ou gros ordinateurs :

Ingenieurs : grande école, 1 à 4 ans exp. - expérience travaux quelques années ; applications de gestion, évaluation des systèmes.

Analystes-programmeurs : DUT, 1 à 3 a. d'expérience. Déplacements de courte et longue durée, tant en province qu'à l'étranger.

Merci de nous adresser votre curriculum vitae détaillé : 20, rue Sauréon, 94525 RUNGIS SEIN CEDEX 228.

**ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
A VOCATION INTERNATIONALE**

recherche pour son siège social
Banlieue Sud de Paris :

**INGENIEURS
ETUDES DE PRIX**

- Souhaités :
 - formation grande école ;
 - expérience travaux quelques années ;
 - pratique langue anglaise.

Ecrire avec curr. vitae et photo sous n° 78.175, CONTESSSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Un groupe industriel français cherche pour
ses entreprises de mécanique générale, Rhône-
Alpes (réf. 379 LM) et Est-Parisien (réf. 378 LM)

**deux directeurs
général (200 000 F +)**

formation : ingénieur grande école (mécanique).
Ecrire ss réf. correspondante à

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

offres d'emploi



FACTOFrance HELLER

Établissement Financier Franco-Américain poursuivant son
expansion, recherche en vue de pourvoir trois nouveaux postes :

Pour son Département Comptabilité :
cadre comptable

- chargé de la Comptabilité Centrale de la Société, de la Trésorerie, du contrôle de Gestion, de la préparation des situations financières et américaines ainsi que du Bilan.
- 30 ans minimum.
- Bonne formation générale, École Supérieure de Commerce ou Licence.
- Titulaire du D.E.C.S.
- Bonne expérience internationale appréciée.
- Solide connaissance de l'Anglais écrit et parlé.
- 3 ou 4 ans de pratique effective de la Comptabilité.

Pour des candidats ayant de la personnalité, une forte capacité de travail personnel et des vœux de s'intégrer dans une équipe dynamique, ces postes offrent des possibilités certaines d'évolution de carrière.
Ecrire avec curriculum vitae à FACTOFrance HELLER, Service du Personnel
Tour Maine-Montparnasse, 33, av. du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15.

Pour son Département Exploitation :
2 collaborateurs

- chargés du suivi des contrats d'affacturage (factoring) conclus avec une clientèle de grosses PME, tous secteurs d'activités.
- 30 ans minimum.
- Hommes de contacts, mais aussi d'analyses et de contrôles.
- Bonne formation générale, École Supérieure de Commerce ou Licence.
- Titulaire D.E.C.S. ou équivalent.
- Solide connaissance de l'Anglais écrit et parlé.
- Plusieurs années d'expérience en entreprise, en cabinet, ou en Banque d'affaires.

**DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
DE L'UNE DES GRANDES ENTREPRISES
FRANCAISES DE BATIMENT-TP, je cherche,
pour PARIS un**

**chef de service
administration
du personnel** 90.000 F +

C'est un homme, ou une femme, de 30 ans minimum, connaissant bien le droit du travail, capable d'imaginer les solutions les mieux adaptées pour résoudre les questions du personnel (contrats d'engagement France et étranger, assurances, fiscalité, statistiques, etc.). Son équipe de travail compte quatre collaborateurs et il dispose, pour l'exécution, des services administratifs du groupe. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Ecrire à J. TIXIER ss réf. 3110 LM.

ALEXANDRE TIXIER S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NANTES - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MILLIPORE S.A.
recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
confirmé
30 ans minimum

Diplômes : Ingénieur Chimiste ou équivalent.

Expérience : Recherche appliquée (industrie chimique ou semi-conducteurs).

Connaissances parfaites de la vente de produits industriels.

Langue : Anglaise indispensable.

Les réponses sont à adresser à :

M. Bertrand CARBONNEL
MILLIPORE S.A.
Zone Industrielle
67129 MOLSHEIM

avec curriculum vitae complet et photo

Une importante Société Vivant des Usines
et installations « clés en mains » dans le
monde entier et appartenant à l'un des
plus grands Groupes industriels français
recherche pour son siège

PARIS, le

**CONTROLLER
RESPONSABLE
DE LA COMPTABILITÉ
DES CHANTIERS**

Niveau D.E.C.S. - Certificat de révision comptable.
Expérience fiscale et d'audit souhaitable.

Adr. C.V. photo, prêt. ss le n° 7824, CONTESSSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}.

**MÉDECIN
DU TRAVAIL**

Voir annonces P.G. 28.072 CONTESSSE Publité
en page 4 LE MONDE DE LA MÉDECINE

**SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
Banlieue Sud-Est**

**INGENIEUR
Grande Ecole**

CONFIRME dans les Techniques du vide, pour
diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens
orienté vers le développement et la fabrication en
petites séries de tubes électroniques.

Adresser C.V. présentations et photo à n° 7821
CONTESSSE pub. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi



Quartier général européen d'une compagnie à
croissance rapide dans le domaine de la musique
recherche pour son siège à Paris :

UN (e) ANALYSTE FINANCIER (e)

La personne sera membre d'une petite équipe
dépendant du Directeur Financier et :

- participera au contrôle financier des 14 filiales ;
- établira les rapports mensuels de gestion ;
- aidera à élaborer les budgets ;
- sera responsable pour des études particulières de caractère financier.

Son profil :

- deux ans d'expérience significative ;
- un diplôme reconnu d'école de commerce, M.B.A. ou d'expertise comptable ;
- bilingue anglais-français - d'autres langues européennes seraient avantageuses ;
- sans des responsabilités et de l'initiative, capable de persuasion ;
- libre rapidement.

Salaires : aux alentours de 80.000-90.000 F, suivant expérience.

Envoyer curriculum vitae à :

Monsieur J. Carter,
CBS International S.A.
35, avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 PARIS.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ
ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
PARIS SUD, recherche**

**INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
FORMATION ÉLECTRONIQUE**

3 ans minimum d'expérience, anglais indispensable pour :

- 1) intégration dans une importante équipe commerciale où il serait responsable de la définition et des applications des produits en liaison avec les départements d'études (radioélectroniques, P.R. et

- 2) commercialisation de matériels de :
 - transmission numérique,
 - transmission de données,
 - multiplex téléphonique ;

- 3) déplacements France et étranger auprès de la clientèle militaire.

Adresser C.V. prêt. et photo en indiquant le poste demandé à n° 78.006, CONTESSSE Publité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

**UNE DES PREMIERES ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS SPECIALISEE
DANS LE DOMAINE DES LIGNES
A TRES HAUTE TENSION**

recherche

**UN CHEF
COMPTABLE**

Expérience secteur T.P. souhaitée.
D.E.C.S. ou équivalent.

Le candidat retenu devra posséder l'expérience de l'informatique et des questions juridiques, fiscales et sociales.

Lieu de travail : Rueil Malmaison.

Ecrire avec C.V. et photo s/réf 4106 à :

PL. Pierre Lichau 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

Jeune Entreprise Installations
ÉLECTRIQUES et INSTRUMENTATION
industrielles, filiale groupe très importants
à vocation internationale,
recherche

**INGENIEURS
d'affaires confirmés**

**ENTREPRENEURS
convaincus et motivés**

pour son siège proche banlieue Ouest.

Activités : Pétrôle, Centrales, Grands Travaux
Anglais indispensables

Ecr. avec C.V. photo et prêt. n° 48.678 HAVAS
CONTACT, 158, bd Haussmann, 75008 Paris, q. tr.

offres d'emploi

Entreprise taille moyenne
recherche

RESPONSABLE
production Jus de Fruits
et Strops, chargé de la fabrication
et du contrôle qualité. Ce poste
nécessite une bonne formation
technique et une connaissance
des produits. Lieu de travail :
21, Versailles.
Adresser C.V. et présentations à :
H. BACQUET, 24, rue Augustin-
Chabrières, 75772 Paris Cedex 15.

**CHAÎNE HOTELIÈRE
FRANCAISE**
recherche pour faire face
à son développement

**CONTRÔLEUR
COMPTABLE**

Homme, niveau B.P. ou
D.E.C.S., chargé du contrôle
comptable et financier des
hôtels de la chaîne.
Expérience de 3 ans minimum
de préférence dans un cabinet
d'expertise comptable.
Frequents déplacements de
courte durée.
Adresser C.V. et présentations au
Service du Personnel,
7, rue Olivier-de-
Serres, 75015 PARIS.



Société des Supermarchés
recherche pour son siège
assistante sociale une

**ASSISTANTE
SOCIALE**

même débutante, possédant
véhicule personnel pour
déplacements Paris-Banlieue.

Le poste proposé pourrait
éventuellement s'accommoder
d'un mi-temps.

Envoyer C.V. manuscrit, photo
récente Service du Personnel,
17, avenue de la République,
92180 ANTONY

**SOCIÉTÉ INTERNET Engineering
LA DÉFENSE**

INGENIEURS

MECANIQUE - STRUCTURE
DEBUTANTS ou CONFIRMES
calcul dynamique des struc-
tures et étude bayarienne.

Ecr. n° T 92.573 M, Régie Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

SIPLAST
important fabricant matériaux
béton
recherche son

JURISTE

- Formation supérieure.
- Dynamisme.
- Expérience indispensable.
- Droit de la construction et des assurances bâtiment, pro-
priété industrielle.
- Accessible à la technique.

Ecr. av. C.V. photo et prêt.
12, r. Cabanis, 75014 Paris.

**ORGANISME DE FORMATION
pour collabor. à la vaca-
tion**

- Formation générale courante.
- Formation maîtrise de fabri-
cation.
- Formation comptabilité.

Ecr. n° T 92.671 M Régie Presse
85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e.

VENDEURS QUALIF.
Expérience mobile temporaire
pour la vente de produits
de haute qualité
recherche

P. LICHAU S.A., 10, rue de
Louvain, 75003 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

**CADRE
COMPTABLE**

Anglais courant
Adresser C.V. et présentations
à :

représentation offres
Bauknecht
FRANCE

**FABRICANT D'APPAREILS
ELECTRO-MENAGER et de CUISINES**

recherche pour REGION PARISIENNE

REPRESENTANTS

Fixe + % + prime + frais de déplacements.
Adresser CV 12, quai de Bercy 94 Charenton.

occasions

Achat / cher bijou, bijou
argenterie - PERROD S.A.
37, avenue V.-Hugo, ÉTOILE
Vente en occasion, échange.

MAISON GORVITZ-FAVRE
recherche beaux objets qualité,
mob. de salon, lustres, bronzes,
vitrines, sièges, porcelaine, argen-
terie, etc. de haute qualité.
Neuilly-sur-Seine

autos-vente

EXCEPTIONN. Cx Prestige N.
8.000 km, cuir, places teintées,
gris métall. red. 1000 km.
Tél. (15-54) 82-06-01
RARE Cx break 76 confort,
bleu métall. 14.000 km.
Tél. (15-54) 82-06-01
Archon.

boîtes autos.

17 14 PARKINGS, 45.000 F
+ rente viagère 800/mois 65 F
de vente au comptant 120.000 F.
Revenu acquies - 28-28-96

GESTION 2000
rech. pour Moyens-Orient :

INGENIEUR UNITE
pour contrôle et production
électrique, eaux, électricité.
Langues anglaise, espagnole.

CONTRÔLEUR
Mécanique classique.
Langues anglaise, espagnole.
POUR PARIS :

INGENIEUR E.T.P.
pour calculs S.A. et charpente
Grande expérience souhaitée.
Tél. : 87-7204

La Société Française
d'un groupe international
réalisant des installations
de Manutention dans le
Monde entier
recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES
Responsable du service de
Paris AM - ENSI ou si-
milaires, 10 ans d'expérience,
connaissant bien l'Allemagne,
Missie :

Homme de contact et d'ac-
tion commerciale, il devra
obtenir des consultations, le-
véner les services techni-
ques de la société qui dé-
veloppent des projets
normés, etc.

Les clients : Engineering,
Sociétés minières, ports, etc.
Son expérience l'aura fami-
liarisé avec l'étude, la réa-
lisation ou l'exploitation de
ce type d'installations.
Poste d'avenir stable.
Rémunération motivante.
SELECTION : conseil et recrute-
ment, 6709, STRASBOURG,
Cedex sous référence 68.

**INGENIEURS
SYSTÈME**

conseils et réalisation
la mise en œuvre de
TDS - IDS sans GCOS

**SOCIÉTÉ FRANCAISE
D'EQUIPEMENTS
POUR LA NAVIGATION
AERIENNE A VELOCITY**

**JEUNES INGENIEURS-
ELECTRICIENS**
(E.S.E., I.S.E.R.C., I.S.E.P.,
E.N.S.A.)

Pour études et développement
automatismes embarqués
(techniques numériques
et analogiques)

Adr. C.V. + photo avec réf. à
SPENA, B.P. 29,
78140 VELIZY-VILLACOULAY.

**TRAVAIL TEMPORAIRE
PARIS recherche**

COLLABORATEUR (H.)
35 ans minimum

De formation technico., il devra
être à même, de par son ex-
périence antérieure, de recruter
le personnel ouvrier, d'organi-
ser le suivi administratif et de
développer l'implantation com-
merciale de notre société sur
le marché.

Ce poste nécessite des qualités
psychologiques
et un dynamisme certain :

- Poste stable ;
- Position cadre assimilé.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et présentations sous
référence 194/0 à AMP, 40, rue
Olivier-de-Serres, 75015 PARIS,
qui transmettra.

INGENIEUR

Niveau Grande Ecole
Age : 30 ans minimum
Expérience d'au moins 5 ans.
Le poste conviendrait à l'ingé-
nieur ayant des connaissances
en : automatique, électronique,
micro-informatique.

Responsabilités :
- Études de projets ;
- Réalisation de produits

Anglais parlé et écrit souhaité.
Ecr. C.V. et photo, présentations
à n° 78.672 CONTESSSE Publité,
20, avenue Opéra, PARIS-1^{er},
qui transmettra.

**2 ANALYSTES-
PROGRAMMEURS**

COBOL
plusieurs années d'expérience
D'APPLICATION DE GESTION
DE BASES DE DONNEES

Envoyer C.V. photo, présentations
à n° 78.672 CONTESSSE Publité,
20, avenue Opéra, PARIS-1^{er},
qui transmettra.

Jeune 150

Je m'inscris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et 1/2 (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Nouveaux insertions	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

demandes d'emploi

ORGANISATEUR INFORMATIQUE
 45 ANS, 12 ANS PRATIQUE
 "Placards encadrés" 2 col. et 1/2 (la ligne colonne)
 42,00 49,04
 9,00 10,33
 70,00 81,73

demandes d'emploi

SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT
 d'un très important Groupe Industriel
 depuis plusieurs années
 JE SOUHAITE CHANGER DE SITUATION
 mon expérience m'orientant d'abord vers une
 activité de médiation.
 Je possède des connaissances diverses que j'ai
 acquises dans ce secteur et mon sens des
 relations humaines et publiques me donnent
 aussi l'envie d'essayer de nouvelles compé-
 tences avec mes possibilités, mon désir de res-
 ponsabilité et mon besoin de me passionner.
 Ecrire à N° 78.718 CONTEXTE Publiée, 20 av. Opéra
 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

demandes d'emploi

DIRECTEUR GÉNÉRAL
 DE SOCIÉTÉ ET D'USINE
 Diplôme Supérieur des Sciences Uni-
 versitaires (Sciences) très bonnes
 connaissances PROBLÈMES EXPORT-
 IMPORT, ingénierie, 45 ans, rech.
 situation internationale préférence
 INDUS. et départements voisins.
 Ecr. HAVAS Châteaufort 1106.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCE
 Français, 40 ans, formation Arts et Métiers.
 Italien parlé et écrit.
 ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL
 pour vente matériels industriels de biens d'équi-
 pement cherche poste identique pour MILAN (Italie).
 Ecrire à N° 029.330 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2°).

demandes d'emploi

JEUNE FEMME CÉLIBATAIRE 23 ANS
 JUSTIFIANT :
 d'une expérience professionnelle de 5 ans, dont
 4 ans en qualité de juriste d'entreprise, Droit des
 Sociétés, Droit des Contrats, Contentieux, Assur.
 cherche poste équivalent en Région parisienne
 ou grande ville de province.
 Ecrire sous le N° 063.582 M. & REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

demandes d'emploi

COLLABORATRICE DIRECTRICE
 Grande exp. v. de direction
 administr. LIBRE SUITE, rech.
 poste à l'étranger. Ecr. :
 Mlle BOSCHÉ, 80, rue du Fé-
 licite-Martin - PARIS (17°).

demandes d'emploi

J. H. 28 ans
 déposé obligations militaires
 Baccalauréat commercial, D.U.T. gestion personnel.
 Expérience contacts humains, cherche place dans
 service du personnel.
 LIBRE DE SUITE
 Ecrire à N° 8360 « le Monde » Publiée,
 5, rue des Italiens - 75247 Paris-9°, qui transmettra.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR INFORMATIQUE
 EXPERT EN IMS - BASE DE DONNÉES
 cherche position à responsabilité comme
 Administrateur de Base de Données
 ou Chef de Projet IMS
 10 ans d'expérience en informatique comprenant
 2 ans d'exp. approfondie d'IMS aux Etats-Unis.
 Ecrire à N° 3.356 « le Monde » Publiée,
 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9°).

secrétaires

Secrétaire de direction

La Défense
 le
SECRÉTAIRE
 de son
DIRECTEUR GÉNÉRAL
 Il s'agit d'un poste important, impliquant une
 bonne expérience de l'ensemble de la fonction.
 La connaissance de l'anglais est souhaitable.
 Rémunération intéressante. Samedi libre.
 Journée continue.
 Adresser C.V., présentations et photo sous le N° 78.665
 CONTEXTE Publiée, 20 av. Opéra, Paris (17°), qui se-
 ra en relation.

secrétaires

Secrétaire de direction

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
 EXERCANT SUR LE PLAN INTERNATIONAL
 recherche pour son siège à
 Paris :
 1. Secrétaire de direction
 2. Secrétaire de direction
 3. Secrétaire de direction
 4. Secrétaire de direction
 5. Secrétaire de direction
 6. Secrétaire de direction
 7. Secrétaire de direction
 8. Secrétaire de direction
 9. Secrétaire de direction
 10. Secrétaire de direction
 11. Secrétaire de direction
 12. Secrétaire de direction
 13. Secrétaire de direction
 14. Secrétaire de direction
 15. Secrétaire de direction
 16. Secrétaire de direction
 17. Secrétaire de direction
 18. Secrétaire de direction
 19. Secrétaire de direction
 20. Secrétaire de direction
 21. Secrétaire de direction
 22. Secrétaire de direction
 23. Secrétaire de direction
 24. Secrétaire de direction
 25. Secrétaire de direction
 26. Secrétaire de direction
 27. Secrétaire de direction
 28. Secrétaire de direction
 29. Secrétaire de direction
 30. Secrétaire de direction
 31. Secrétaire de direction
 32. Secrétaire de direction
 33. Secrétaire de direction
 34. Secrétaire de direction
 35. Secrétaire de direction
 36. Secrétaire de direction
 37. Secrétaire de direction
 38. Secrétaire de direction
 39. Secrétaire de direction
 40. Secrétaire de direction
 41. Secrétaire de direction
 42. Secrétaire de direction
 43. Secrétaire de direction
 44. Secrétaire de direction
 45. Secrétaire de direction
 46. Secrétaire de direction
 47. Secrétaire de direction
 48. Secrétaire de direction
 49. Secrétaire de direction
 50. Secrétaire de direction
 51. Secrétaire de direction
 52. Secrétaire de direction
 53. Secrétaire de direction
 54. Secrétaire de direction
 55. Secrétaire de direction
 56. Secrétaire de direction
 57. Secrétaire de direction
 58. Secrétaire de direction
 59. Secrétaire de direction
 60. Secrétaire de direction
 61. Secrétaire de direction
 62. Secrétaire de direction
 63. Secrétaire de direction
 64. Secrétaire de direction
 65. Secrétaire de direction
 66. Secrétaire de direction
 67. Secrétaire de direction
 68. Secrétaire de direction
 69. Secrétaire de direction
 70. Secrétaire de direction
 71. Secrétaire de direction
 72. Secrétaire de direction
 73. Secrétaire de direction
 74. Secrétaire de direction
 75. Secrétaire de direction
 76. Secrétaire de direction
 77. Secrétaire de direction
 78. Secrétaire de direction
 79. Secrétaire de direction
 80. Secrétaire de direction
 81. Secrétaire de direction
 82. Secrétaire de direction
 83. Secrétaire de direction
 84. Secrétaire de direction
 85. Secrétaire de direction
 86. Secrétaire de direction
 87. Secrétaire de direction
 88. Secrétaire de direction
 89. Secrétaire de direction
 90. Secrétaire de direction
 91. Secrétaire de direction
 92. Secrétaire de direction
 93. Secrétaire de direction
 94. Secrétaire de direction
 95. Secrétaire de direction
 96. Secrétaire de direction
 97. Secrétaire de direction
 98. Secrétaire de direction
 99. Secrétaire de direction
 100. Secrétaire de direction

secrétaires

Secrétaire de direction

INGÉNIEUR INFORMATIQUE
 EXPERT EN IMS - BASE DE DONNÉES
 cherche position à responsabilité comme
 Administrateur de Base de Données
 ou Chef de Projet IMS
 10 ans d'expérience en informatique comprenant
 2 ans d'exp. approfondie d'IMS aux Etats-Unis.
 Ecrire à N° 3.356 « le Monde » Publiée,
 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9°).

secrétaires

Secrétaire de direction

CHARGÉ DES RELATIONS HUMAINES
 Références dans groupe alimen-
 taire, textile et métal-
 lurie. Avoir eu à maîtriser
 en cours de carrière tous les
 aspects de la fonction. Avoir
 en place récente classifica-
 tions, conditions de travail et
 en-tente avec les syndicats.
 social. Rech. responsabilité
 correspondances Région pa-
 risienne. C.V. en main.
 Ecrire à N° 78.718 CONTEXTE Publiée,
 20 av. Opéra, Paris (17°), qui se-
 ra en relation.

secrétaires

Secrétaire de direction

45 000 F/m +
SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
 Position cadre.
 Il faut :
 - une maîtrise totale de l'anglais ;
 - au moins 5 ans d'expérience dans une fonction
 similaire ;
 - une parfaite pratique de la dactylo et des
 connaissances de l'anglais ;
 - un sens inné de l'initiative, de l'organisation
 et des relations sociales.
 La société fait partie d'un puissant groupe inter-
 national, implantée à 15 km de LILLE, et offre
 à ses collaborateurs de nombreuses perspectives
 de carrière.
 Ecrire avec curriculum vitae et photo à :
 AGENCE STAVAS, 6002 LILLE
 sous références AT 4313/9, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaire de direction

INGÉNIEUR TÉLÉCOM
 Bilingue Anglais-Français - 40 ans
 Expérience : Recherche et Développement Instru-
 mentation Géophysique et Méthodologie.
 Expérience aussi dans études géophysiques.
 RECHERCHE : Responsabilités de Développement
 Province ou Paris.
 Ecrire à N° 3.356 « le Monde » Publiée,
 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9°).

secrétaires

Secrétaire de direction

CONSEILLER EN FORMATION
 35 ANS, FORMATION SUPÉRIEURE
 12 ANS EXP. CONTACT TOUTS NIVEAUX ;
 PORTÉMENT MOTIVÉ par la promotion de la
 formation professionnelle ;
 large expérience de l'animation inter et intra
 entreprises ;
 ANALYSE DES besoins formation, programmation,
 méthodologie, mise en ordre et suivi de stage.
 Recherche
 fonction similaire dans :
 organismes de formation professionnelle,
 organisme de formation nationale.
 Ecrire à N° 63.520 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

secrétaires

Secrétaire de direction

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CADRES INDÉPENDANTS
 30-40 ans, adaptation rapide, efficaces, expé-
 rimentés, immédiatement formés, polyvalents, se-
 rieux, industrie secondaire et prestations de ser-
 vice, principales zones d'action : Méditerranée, océan
 Atlantique.
 Recherche :
 - Missions
 Exceptionnelles, ponctuelles, urgentes ou délicates.
 Branches : commerciales, administratives, logis-
 tiques, agricoles, industrielles, organisationnelles, con-
 trôle, inventaire et divers.
 Durée maximum d'intervention 2 mois consécutifs.
 Honoraires minimum d'intervention 1 000 F.
 JOKER MÉTROPOLITAIN, 12, av. de Corinthe,
 13006 MARSEILLE. Permanence : M. JOKER.
 Tél. (01) 74-28-35.

propositions diverses

propositions diverses

proposés com. capitaux
 516 de Construction et T.P. du
 1) Routes et Ponts.
 2) Traitement et adduction eau.
 3) Travaux de génie civil.
 4) Travaux de génie civil.
 5) Travaux de génie civil.
 6) Travaux de génie civil.
 7) Travaux de génie civil.
 8) Travaux de génie civil.
 9) Travaux de génie civil.
 10) Travaux de génie civil.
 11) Travaux de génie civil.
 12) Travaux de génie civil.
 13) Travaux de génie civil.
 14) Travaux de génie civil.
 15) Travaux de génie civil.
 16) Travaux de génie civil.
 17) Travaux de génie civil.
 18) Travaux de génie civil.
 19) Travaux de génie civil.
 20) Travaux de génie civil.
 21) Travaux de génie civil.
 22) Travaux de génie civil.
 23) Travaux de génie civil.
 24) Travaux de génie civil.
 25) Travaux de génie civil.
 26) Travaux de génie civil.
 27) Travaux de génie civil.
 28) Travaux de génie civil.
 29) Travaux de génie civil.
 30) Travaux de génie civil.
 31) Travaux de génie civil.
 32) Travaux de génie civil.
 33) Travaux de génie civil.
 34) Travaux de génie civil.
 35) Travaux de génie civil.
 36) Travaux de génie civil.
 37) Travaux de génie civil.
 38) Travaux de génie civil.
 39) Travaux de génie civil.
 40) Travaux de génie civil.
 41) Travaux de génie civil.
 42) Travaux de génie civil.
 43) Travaux de génie civil.
 44) Travaux de génie civil.
 45) Travaux de génie civil.
 46) Travaux de génie civil.
 47) Travaux de génie civil.
 48) Travaux de génie civil.
 49) Travaux de génie civil.
 50) Travaux de génie civil.
 51) Travaux de génie civil.
 52) Travaux de génie civil.
 53) Travaux de génie civil.
 54) Travaux de génie civil.
 55) Travaux de génie civil.
 56) Travaux de génie civil.
 57) Travaux de génie civil.
 58) Travaux de génie civil.
 59) Travaux de génie civil.
 60) Travaux de génie civil.
 61) Travaux de génie civil.
 62) Travaux de génie civil.
 63) Travaux de génie civil.
 64) Travaux de génie civil.
 65) Travaux de génie civil.
 66) Travaux de génie civil.
 67) Travaux de génie civil.
 68) Travaux de génie civil.
 69) Travaux de génie civil.
 70) Travaux de génie civil.
 71) Travaux de génie civil.
 72) Travaux de génie civil.
 73) Travaux de génie civil.
 74) Travaux de génie civil.
 75) Travaux de génie civil.
 76) Travaux de génie civil.
 77) Travaux de génie civil.
 78) Travaux de génie civil.
 79) Travaux de génie civil.
 80) Travaux de génie civil.
 81) Travaux de génie civil.
 82) Travaux de génie civil.
 83) Travaux de génie civil.
 84) Travaux de génie civil.
 85) Travaux de génie civil.
 86) Travaux de génie civil.
 87) Travaux de génie civil.
 88) Travaux de génie civil.
 89) Travaux de génie civil.
 90) Travaux de génie civil.
 91) Travaux de génie civil.
 92) Travaux de génie civil.
 93) Travaux de génie civil.
 94) Travaux de génie civil.
 95) Travaux de génie civil.
 96) Travaux de génie civil.
 97) Travaux de génie civil.
 98) Travaux de génie civil.
 99) Travaux de génie civil.
 100) Travaux de génie civil.

propositions diverses

propositions diverses

CONSEILLER EN FORMATION
 35 ANS, FORMATION SUPÉRIEURE
 12 ANS EXP. CONTACT TOUTS NIVEAUX ;
 PORTÉMENT MOTIVÉ par la promotion de la
 formation professionnelle ;
 large expérience de l'animation inter et intra
 entreprises ;
 ANALYSE DES besoins formation, programmation,
 méthodologie, mise en ordre et suivi de stage.
 Recherche
 fonction similaire dans :
 organismes de formation professionnelle,
 organisme de formation nationale.
 Ecrire à N° 63.520 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CADRES INDÉPENDANTS
 30-40 ans, adaptation rapide, efficaces, expé-
 rimentés, immédiatement formés, polyvalents, se-
 rieux, industrie secondaire et prestations de ser-
 vice, principales zones d'action : Méditerranée, océan
 Atlantique.
 Recherche :
 - Missions
 Exceptionnelles, ponctuelles, urgentes ou délicates.
 Branches : commerciales, administratives, logis-
 tiques, agricoles, industrielles, organisationnelles, con-
 trôle, inventaire et divers.
 Durée maximum d'intervention 2 mois consécutifs.
 Honoraires minimum d'intervention 1 000 F.
 JOKER MÉTROPOLITAIN, 12, av. de Corinthe,
 13006 MARSEILLE. Permanence : M. JOKER.
 Tél. (01) 74-28-35.

propositions diverses

propositions diverses

CONSEILLER EN FORMATION
 35 ANS, FORMATION SUPÉRIEURE
 12 ANS EXP. CONTACT TOUTS NIVEAUX ;
 PORTÉMENT MOTIVÉ par la promotion de la
 formation professionnelle ;
 large expérience de l'animation inter et intra
 entreprises ;
 ANALYSE DES besoins formation, programmation,
 méthodologie, mise en ordre et suivi de stage.
 Recherche
 fonction similaire dans :
 organismes de formation professionnelle,
 organisme de formation nationale.
 Ecrire à N° 63.520 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

COURS et leçons
 Américaine donne cours privés
 en anglais - Tél. : 25-23-47.
 Lec. piano pour début et avancé
 par pian. concertiste, 30 F.
 à domicile 60 F. - 84-29-57.
 Franc. orthog. allem. par spé-
 cialiste de l'enseignement. 55-17-71.
 MATH. PHYS. RATTRAPAGE
 terminale, PCEN, Fac. 25-45-47.
 APPRENDRE L'AMÉRICAIN
 à l'AMERICAN CENTER
 261, boulevard Raspail, Paris-14°
 Tél. 63-54-72.
 COURS SOIR, CONVERSATION
 INSCRIPTION IMMÉDIATES
 DEPT. NOUV. SESSION : 11 oct.

propositions diverses

propositions diverses

CONSEILLER EN FORMATION
 35 ANS, FORMATION SUPÉRIEURE
 12 ANS EXP. CONTACT TOUTS NIVEAUX ;
 PORTÉMENT MOTIVÉ par la promotion de la
 formation professionnelle ;
 large expérience de l'animation inter et intra
 entreprises ;
 ANALYSE DES besoins formation, programmation,
 méthodologie, mise en ordre et suivi de stage.
 Recherche
 fonction similaire dans :
 organismes de formation professionnelle,
 organisme de formation nationale.
 Ecrire à N° 63.520 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

propositions diverses

propositions diverses

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

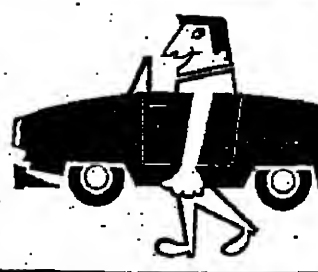
propositions diverses

propositions diverses

CONDUCTEUR TRAVAUX T.P.
 Spécialiste Terrassement V.R.D.
 Expérience professionnelle
 Libré immédiate. Ecrire à N° 83.600 M. REGIE-PRESSE,
 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui se-
 ra en relation.

automobiles automobiles

EXPOSITION NATIONALE DES VEHICULES AUTOMOBILES D'OCCASION
 PORTE DE VERSAILLES
 7.17 OCTOBRE 1976



L'immobilier

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

Immobilier (information)

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

L'édifice se lézarde

Sur le terrain social, le plan de lutte contre l'inflation suscite une hostilité croissante. Constatant l'ampleur du « front du refus », aux mesures annoncées par M. Raymond Barre, la plupart des commentateurs pronostiquent de bons succès pour les organisations de la grève nationale prévue pour le 7 octobre. Sur la scène politique, il semble que la dernière prestation télévisée du président de la République n'ait guère convaincu. Les initiatives prises par M. Chirac redonnent l'attention et provoquent bien des critiques.

Affirmant que, « à l'initiative du parti communiste, la gauche s'est enflammée contre le plan Barre », LA VIE FRANÇAISE-L'OPINION assure : « Qu'on le veuille ou non, cette grève est d'abord politique ; le parti communiste partage donc cette opinion que l'échec du plan Barre ouvrirait la voie au renversement de la majorité. »

Dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, Arlette Laguerre note que « il ne s'agit pas d'une journée de grève pour faire reculer le patronat et son gouvernement ». « Et nous savons aussi, poursuit-elle, que les états-majors syndicaux ont plus envie de faire la démonstration de leur influence sur les travailleurs que de préparer une véritable riposte ouvrière à la politique du patronat et de son État. Mais justement, ces directions syndicales, nous devons démontrer aussi que nous sommes résolus à ne pas nous laisser faire, que nous sommes résolus à faire que le plan Barre et Giscard ne soit rien d'autre qu'un chiffon de papier. »

À la une du NOUVEAU OBSERVATEUR, une page de calendrier : celle du 7 octobre, avec comme inscription : « Le jeudi noir de Giscard ». Cette formule constitue le titre de l'éditorial de Jean Daniel qui écrit : « Jeudi prochain, jour qu'on appelle déjà le jeudi noir de Giscard, le président de la République pourra retirer ses auteurs préférés en entendant gronder ce peuple « frondeur et impatience ». Il pourra aussi réagir à son pari — déjà ! — perdu : créer une situation où la majorité et l'opposition seraient conjuguées ou séparées selon les projets proposés à la nation. À voir, faut-il voter sur l'avenir de la gauche, ce fut son titre de gloire. Mais qu'est-ce qui peut bien retarder aujourd'hui ce réformateur distillé sur le ciel d'été, porte qu'il ne franchit jamais en projet ? Sa classe ? Il l'a déjà trahie et souvent. »

L'hebdomadaire communiste révolutionnaire REVOLUTION s'interroge : « Comment se fait-il que Giscard lance aujourd'hui une telle offensive anti-populaire ? Le régime est-il si fort ? Sûrement pas ! Les appels désespérés de « consensus » c'est-à-dire à la collaboration entre les classes pour servir le patronat, et le départ de Chirac illustrent la crise dans laquelle une bourgeoisie, de plus en plus minoritaire, se débat. En réalité, la seule force du pouvoir, ce sont les faiblesses et les capitulations de l'union de la gauche. »

Claude Cabanes considère dans L'HUMANITÉ - DIMANCHE : « Notre pays est riche, de sa terre, de ses usines, de sa technique, du savoir-faire et de l'intelligence de son peuple : ceux qui prétendent le sauter, l'évincer dans la pauvreté nous trompent. Notre pays est malade des privilèges fabuleux d'une poignée d'hommes qui l'écrasent ; ceux qui prétendent le guérir en mutilant la vie de ses travailleurs nous trompent. Le pire, ce serait d'accepter. Le pire, ce serait de se soumettre. Le remède, c'est la lutte pour parer aujourd'hui le mauvais coup. Pour changer demain la politique de la France. »

Ce changement, Georges Montaron le souhaite dans HEBDO-T.C.-PROVOGAGE CHRETIEN. Il écrit : « La situation de la France exige que soit menée sans tarder une audacieuse politique qui inclut la lutte contre l'inflation. Alors, puisque nous ne pouvons faire confiance au plan Barre et que nous n'avons pas le droit de souhaiter son échec, nous serions tous les citoyens, nous souhaitons qu'un plus vite une nouvelle équipe prenne en main les destinées de la France. Et, pour cela, il n'y a qu'une voie : des élections générales le plus rapidement possible. »

Dans LE POINT, André Chambray considère de telles élections comme possibles. Soulignant que le principal parti de la majorité, l'U.D.R., ne se donne à un homme (Jacques Chirac), qui conteste officiellement la stratégie du président (de la République), il explique : « Méfiance, la gauche (notamment les communistes) se demande si, objectivement, cette manœuvre n'est pas une façon habile pour le pouvoir de redonner à la majorité éduquée, vie et vigueur. Et il est possible en effet que, si aucun des acteurs ne se trompe de rôle, ce but soit atteint. Mais le fossé entre Giscard et Chirac est désormais si grand, l'hostilité entre les deux hommes si profonde, que tout devient possible, et même des élections anticipées, provoquées dans une brusque spasme — sur l'Europe ou tout autre sujet — par la défection d'une partie de la majorité. »

Sous le titre « Dile », Patrick Rotman relève dans POLITIQUE HEBDO, qui se présente cette semaine sous une nouvelle formule : « L'arbitrage de Jacques Chirac, à servir la ceinture. Valéry Giscard d'Estaing appelle à servir les coudes. Jacques Chirac exhorte à servir les reins. Chacun joue son rôle, mais la répartition ne relève pas d'une dramaturgie harmonieuse. »

Après avoir évoqué la récente déclaration du président de la République, « l'émotion auto-félicitation, défensive même, qui s'apparente à la dévotion », il écrit : « L'appareil d'Etat et de sous-secrétaires d'Etat au budget », il poursuit : « L'ancien premier ministre s'est peu soucié de présence. Au cas où, quelques heures avant Giscard, il a annoncé ses intentions et obligé le président de la République à lui répondre. Chirac, adepte du Bilz-



(Dessin de FLANTU.)

krig, n'a qu'une stratégie : l'offensive ; un seul objectif : le pouvoir ; une seule tactique : le rassemblement de toutes les droites contre l'union de la gauche. Sa démarche ne s'embarrasse pas de subtilités, mais elle a le mérite de la clarté. Le langage de Chirac, ferme et direct, conforte les indécis et rassure les inquiets. L'U.D.R., subjuguée, déjà soumise, s'apprête à changer de peau pour suivre son brillant capitaine. »

Pour Gilles Gachet et André Lesueur, dans VALEURS ACTUELLES, M. Chirac s'est placé en position de conseiller les dévouements que la recherche obstinée de la voie sociale-démocratique a provoqués dans l'électorat giscardien. Désormais hors du jeu gouvernemental et de la responsabilité, M. Chirac rassemble les troupes égarées. Il peut être un jour présent au rendez-vous du souveraineté.

Cavanna affirme dans CHAR-

De toute façon, c'était prévu

Pour Michèle Cotta et Christian Favret dans L'EXPRESSION, « c'est clair à Rocamadour [où se tenaient les journées parlementaires], l'U.D.R. dans sa quasi-totalité a voté le président de la République entre parenthèses, tandis que, dans le même temps, le mouvement se regroupe derrière celui qui, dans ses rangs, incarne désormais, selon l'expression lyrique de l'un d'eux, « l'espérance suprême » : M. Chirac, l'arbitre de ces journées parlementaires ». Ils n'acceptent pas que l'Assemblée nationale puisse voter le plan d'austérité. Ils en rejettent les conséquences. Ils veulent en finir avec le gouvernement Giscard. Ils veulent un gouvernement qui donne satisfaction aux revendications, le gouvernement du P.S. et du P.C.F., sans ministre bourgeois. »

Georges Bonopère note dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire du parti communiste : « Tentant de récupérer le mécontentement, le pouvoir et les grands moyens d'information visent à répondre à une accumulation conjuguée de réactions catégorielles teintées de néo-poujadisme. Or, à voir les choses de près, la caractéristique essentielle de ce mécontentement est précisément sa qualité politique nouvelle, comme en témoignent notamment l'ampleur et la rapidité de la riposte syndicale (...). Il faut voir dans la multitude de réactions et de réactions au plan Barre, ajoutées à la fois, le fruit de deux années de l'activité politique des communistes au sein des entreprises. »

À l'affirmation qu'il y a consensus contre le plan Barre, Alain Dubanet estime dans LE NOUVEAU ECONOMISTE qu'il est rétrograde que cette coalition de mécontents n'a d'unité que contre le gouvernement, que M. Barre lui-même a fait bonne impression, que mieux vaut une bonne flambée de protestation immédiate qu'une lente dégradation, et que, de toute façon, c'était prévu. Il n'empêche, il a manqué au plan Barre le supplément d'âme qu'aurait apporté des réformes plus spectaculaires dans le sens de l'équité. »

Pour Pierre Pujol, dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, la réussite de ce plan Barre dépendra de la volonté de Giscard. Il estime que « à ce point, quand M. Barre se collime avec les indices économiques, M. Giscard a le devoir de s'écarter avec la gauche, et se lance dans de pseudo « réformes » aberrantes, irritant inutilement les Français pour faire plaisir à ses amis de l'intelligentsia, l'action du premier ministre n'en sera guère facilitée ! Est-il opportun, par ailleurs, que le Flaubert de l'Esprit publie un ouvrage pour exposer son « projet de société », dominant ainsi matière à controverse, sinon à polémiques, entre ceux qui devraient unir le souci d'échapper de la France à la fois le péril de l'inflation et de la récession et le péril politique de l'arrivée au pouvoir de la gauche social-communiste ? »

Opportun ou non, cet ouvrage répondra-t-il à l'attente d'un public de constituer un ciment destiné à réparer les lézards qui se creusent dans la façade du pouvoir ? — A. Ch.

M. Ségué : le blocage des prix n'est pas respecté

Après avoir indiqué que, selon l'indice calculé par la C.G.T., les prix ont augmenté de 3,10 % au cours des mois d'août et de septembre (soit 0,7 % depuis le début de l'année), et critiqué l'indice officiel, « gadget anti-social », MM. Georges Ségué et Jean-Louis Moyon ont présenté les résultats d'une enquête selon laquelle « le prétendu blocage des prix à dater du 15 septembre est un bluff destiné à soutenir une vaste diatribe ». »

Des militants de la Fédération C.G.T. du commerce ont procédé à une série de relevés de hausses de prix intervenus dans la région parisienne du 23 au 28 septembre. Des augmentations de 10, 20, 30 et même 50 % ont été constatées sur des produits alimentaires courants, ainsi que sur l'habillement. A Uniprix, La Fourche : café, marque Malson du café, paquet de 500 grammes, 12,90 F au lieu de 10,60 F, par exemple, soit + 21,69 % ; Riz, 11,35 F au lieu de 9,30 F (+ 23,04 %) ; A Prisunic-Boulogne, un paquet de purée Força grand modèle, 7,70 F au lieu de 6,05 F (+ 27,27 %) ; Huile Astra, 6,30 F au lieu de 5,65 F (+ 11,50 %) ; A Euromarché, Aïda-Mon, flagolet vert mince, marque Vernet, 250 grammes, 3,25 F au lieu de 2,35 F (+ 38,29 %) ; aux Galeries Lafayette, un robot cuisine Sunbeam, 875 F au lieu de 840 F (+ 4,28 %).

« Nous récusons formellement », a déclaré M. Georges Ségué, « la qualification anti-inflationniste accordée au plan Giscard-Barre. Il est beaucoup plus conforme à la réalité de le qualifier d'anti-inflationniste pour le profit, rien pour le progrès. C'est l'aus-

térité au carré qui ne peut qu'enrichir davantage la France dans la crise. »

Interrogé sur la journée du 7 octobre, le leader de la C.G.T. a indiqué, au sujet du caractère politique que certains reprochent à cette grève : « A notre corps défendant, cette action a une certaine signification politique. » Quant à la suite, M. Georges Ségué a indiqué : « Les jours et les semaines qui suivront seront fertiles en luttes sociales tout en s'articulant, pendant la journée d'action du 23 octobre, sur le droit au métier des jeunes. »

LE PRIX DU « BARRE » + 25 %

Tous les éditeurs et auteurs ne se sont pas laissés prendre de court par le blocage des prix. Ainsi, les Presses universitaires de France, s'appuyant sur les passages en librairie pris par la direction des prix de la fin juillet de libérer les tarifs des réimpressions d'ouvrages, ont procédé au début de septembre à une révision de leurs barèmes. Des ouvrages dont le prix a été le plus fortement majoré est celui de M. Raymond Barre dont chacun des deux tomes du manuel « Economie politique » est passé à 65 francs au lieu de 51,95 F pour le tome I et 56,55 F pour le tome II soit respectivement + 24,7 % et 21,9 %.

À croire que le professeur Barre avait subodoré les intentions du premier ministre de bloquer les prix à compter du 15 septembre...

LES CHAMBRES DE COMMERCE SOUHAITENT UNE MODIFICATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL

Le taux de croissance annuel de la production intérieure brute française se situe au début du dernier trimestre de cette année à 4,5 %, tandis que la poussée de l'indice des prix devrait être de l'ordre de 9,5 % pour l'ensemble de l'année : tel est le diagnostic de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.), communiqué, lundi 4 octobre, à la presse par M. Arrighi de Canova, son secrétaire général. Selon les conjoncturistes de l'organisme consultatif, il y a, depuis le second trimestre, un réchauffement de la courbe de la production industrielle qui, après une nette progression au premier trimestre (+ 5,3 %) s'est ralentie au second trimestre (+ 0,8 %). Des trois moteurs de la croissance économique que constituent la consommation, l'investissement et le commerce extérieur, seul ce dernier devrait, grâce à son redressement, soutenir la croissance.

À propos de l'inflation, le secrétaire général a souligné que « si des mesures énergiques et cohérentes n'étaient pas mises en route, le dérapage continuerait en cheminant vers des situations à l'anglaise ou à l'italienne ». C'est cependant sur le front des prix et de la stabilité monétaire que le plan Barre devrait le mieux réussir selon M. Laubard, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Au cours de son exposé, M. Laubard a estimé que le plan était particulièrement dur pour les entreprises, qui devront verser 2,2 milliards de francs supplémentaires en 1976. Les entreprises mises en difficulté devraient être aidées, ajoute M. Laubard. D'après les calculs de la chambre consultative, c'est seulement en 1978 que la majoration de l'amortissement dégressif aura des effets bénéfiques sur les entreprises.

Les entreprises jugent la mise en œuvre de la stabilité monétaire trop forte et l'enjeu trop important pour ne pas soulever aux objectifs et aux exigences du plan ; mais elles voudraient en voir modifier les dispositions les plus contestables, notamment l'aggravation du prélèvement conjoncturel et le relèvement des cotisations de sécurité sociale. En conclusion, la Chambre de commerce de Paris estime que les conditions de succès du plan Barre sont l'augmentation des moyens consacrés à l'aide aux investissements, et le retour rapide à la liberté des prix.

La Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux, qui regroupe principalement des élus de gauche, a publié, lundi 4 octobre, une déclaration sur le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation. La Fédération estime : « La politique d'austérité, agressive, frappe de plein fouet les communes où les feuilles d'impôts locaux qui arrivent se traduisent par des hausses parfois massives résultant d'une fausse réforme de la fiscalité locale que les élus républicains n'ont cessé de dénoncer et de la récession et le péril politique de l'arrivée au pouvoir de la gauche social-communiste ? »

Opportun ou non, cet ouvrage répondra-t-il à l'attente d'un public de constituer un ciment destiné à réparer les lézards qui se creusent dans la façade du pouvoir ? — A. Ch.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES DESCENDRONT DANS LA RUE LE 7 OCTOBRE

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a publié, lundi 4 octobre, une déclaration qui souligne notamment que les députés du P.C.F. participeront, le 7 octobre, aux manifestations organisées par la C.G.T. et la C.F.D.T. et la FEN. Le groupe ajoute :

« En disant non à ce plan, nous ne manifestons pas de l'opposition ; nous ne faisons que dire la vérité. L'autorité n'est pas fatale. La répression, c'est agir selon l'intérêt du plus grand nombre, selon l'intérêt national. Nous proposons depuis longtemps des mesures efficaces contre le chômage et la hausse des prix. »

C'est pourquoi nous disons : votre colère est légitime, vos exigences sont normales, la France compte assez de ressources pour les satisfaire. Dans chaque débat de la session parlementaire qui s'ouvrira, nous nous efforcerons de faire passer la parole sans défaillance de tous ceux que la crise frappe. »

Rouge, quotidien publié par la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), commente l'initiative des députés communistes en ces termes, dans son numéro daté du 5 octobre : « Que des députés sortent de l'Assemblée nationale pour manifester dans la rue avec les travailleurs, ce n'est pas en soi une mauvaise chose. Mais cette initiative (...) vise, à peu de frais, à faire apparaître le P.C.F. comme le seul parti des « élus du peuple ». Plus profondément, elle vise à montrer aux travailleurs que leurs luttes dans la rue et les discours des députés au Parlement sont complémentaires. Seulement, cette démonstration... la est loin d'être évidente. (...) Les députés du P.C.F. se veulent les « élus du peuple » ? Qu'ils commencent donc par exiger la dissolution immédiate de ce Parlement minoritaire, qu'ils arrêtent de cautionner par leur présence cette mise en scène grotesque. »

Le parti communiste marxiste-léniniste de France (clandestin) a publié, mardi 5 octobre, son titre « NI plan Barre ni programme commun », une déclaration dans laquelle il invite les militants maoïstes à participer à différentes actions contre le plan gouvernemental de lutte contre l'inflation, le 7 octobre prochain, en précisant toutefois : « En aucun cas, les marxistes-léninistes ne se placeront à la remorque des révisionnistes et des réformistes. »

Le Comité intersyndical du livre parisien C.G.T. appelle ses adhérents à « participer en masse à la grève de vingt-quatre heures le jeudi 7 octobre et à la grande manifestation qui aura lieu le même jour à 10 heures de la Nation à la République ». Il demande aux travailleurs de « développer leur action pour le retour en France des travailleurs confédérés et étrangers pour faire cesser ce scandale et garantir, ce qui permettrait d'assurer l'emploi, à quinze mille travailleurs, et dans le même temps, à dénoncer « le plan Leont » qui prévoit la suppression de vingt mille emplois d'ici 1980. »

CABINES TELEPHONIQUES insonorisées

12 MODÈLES

DISTRIBUTEUR

CIMI

28, rue Saint-Honoré
75000 Paris
951.64.02 et 951.64.03

BON A DECOUPER

Nom : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Désire recevoir gratuitement le catalogue

=====CIMI=====

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 09
Tél. 01-42-38-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

36 F 115 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

198 F 335 F 523 F 630 F

ÉTRANGERS

(par mandats)

L - BELGIQUE - LUXEMBOURG

125 F 220 F 335 F 440 F

II - TUNISIE

163 F 285 F 445 F 580 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) verseront bien indiquer ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse

déclarés au préalable

deux semaines au plus

nos abonnés sont invités à adresser leur demande au moins un mois avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à votre correspondance.

Veuillez adresser l'obligation

de régler tous les montants

en espèces d'impôts.

150 000 000

Je m'excuse

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONTRE L'INFLATION

Combien le plan Barre va-t-il coûter aux salariés ?

Combien l'effort demandé aux cadres par le plan Barre va-t-il leur coûter ? Le tableau ci-dessous fournit des éléments de réponse et permet la comparaison avec le sort des autres salariés. Il détaille l'effort financier exigé par le plan en 1976, de trois salariés ayant chacun

deux enfants (trois parts fiscales) et disposant respectivement d'un revenu mensuel de 5 500 F, 8 500 F et 13 200 F en 1976. Leur situation est rapprochée de celle d'ouvrier qualifié disposant d'un revenu mensuel de 2 970 F.

L'effort total concerne le quatrième trimestre et comprend quatre éléments :

- 1) Une majoration d'impôt (+ 4 % ou + 8 %, selon que la contribution fiscale pour 1976 dépasse 4 500 ou 30 000 F) ;
- 2) Une majoration des cotisations sociales due à l'augmentation des taux à partir du 1^{er} octobre 1976 (de 2,5 % à 3 % sous le plafond, pour la cotisation maladie, de 3,5 % à 4,5 % pour la cotisation vieillesse) ;
- 3) Une dépense supplémentaire d'essence, qui est fonction du kilométrage et de la consommation du véhicule ;
- 4) Une augmentation du coût de la vignette auto.

Les kilométrages retenus ici sont conformes aux statistiques officielles sur les distances moyennes parcourues par les

Un effort allant de 5 à 15 % du revenu mensuel en 1976

	OUVRIER QUALIFIÉ (avec 2 enfants)	CADRES (avec 2 enfants)			
Salaires mensuels net en 1976	2 970 (1)	5 500 (1)	8 500	13 200	
Salaires mensuels net en 1975	2 300	5 080	8 080	12 980	
Impôt dû en 1976	278	3 768	19 228	20 970	
MAJORATION D'IMPÔT INSCRITE AU PLAN BARRE	0	0	+ 489,50	+ 1 677,50	
MAJORATION DES COTISATIONS SOCIALES pour le 4 ^e trimestre 1976	+ 32,50	+ 69,30 (2)	+ 64,30	+ 66,30	
Kilométrage automobile au 4 ^e trimestre 1976	2 480	1 580	2 250	2 680	
Véhicule (consommation) 10 CV (11 l/100)	7 CV (11 l/100)	9 CV (11 l/100)	9 CV (11 l/100)	9 et 5 CV (10 l/100)	
COUT SUPPLÉMENTAIRE D'ESSENCE AU 4 ^e TRIM. 1976 (3)	+ 63,50 (4)	+ 63,15	+ 71,75	+ 71,70 (4)	
COUT SUPPLÉMENTAIRE DE LA VIGNETTE	+ 50	+ 140	+ 140	+ 190	
MAJORATION TOTALE due au plan Barre au 4 ^e trimestre 1976	+ 182	+ 269,45	+ 687,55	+ 2 811,50	
Effort financier : Total majorations	- 5,1 %	4,9 %	7,8 %	15,2 % (4)	
Revenu mensuel 1976					

(1) La progression du salaire mensuel en 1976 a été estimée à + 12 % pour l'ouvrier qualifié et à + 10 % pour les cadres.

(2) Les majorations de cotisations sociales sont identiques pour tous les cadres, car seuls les taux sous le plafond de salaire (3 180 F) ont changé, ce qui avantage les gros revenus.

(3) Le coût supplémentaire de l'essence (triple) a été calculé, comme l'ensemble des majorations entraînées par le plan Barre pour 1976, comme si l'application de cette augmentation de prix était intervenue dès le 1^{er} octobre.

(4) Si l'ouvrier qualifié, habitant par exemple la banlieue parisienne, devait utiliser son véhicule pour se rendre à son travail et parcourir ainsi une distance de 2 680 kilomètres par trimestre (kilométrage du cadre le mieux payé), son effort financier passerait alors de 5,1 % à 5,4 %. Réciproquement, si le cadre le mieux payé dispose d'un véhicule 10 CV et habite les transports en commun, ne parcourant ainsi que 2 000 kilomètres par trimestre, son effort financier serait réduit de 15,2 % à 14,7 %.

automobilistes en fonction des revenus des ménages (1). On a supposé d'autre part que la puissance du véhicule augmentait avec le revenu des ménages et que le cadre le mieux payé possédait deux véhicules.

Quelles conclusions peuvent être tirées de ce tableau ? L'effort des cadres pour le deuxième trimestre va de 269,45 F à 2 811,5 F, selon les cas ; il est de 182 F pour l'ouvrier qualifié. Soit un taux de 4,9 % à 15,2 % du salaire mensuel pour les cadres, et de 5,1 % pour l'ouvrier qualifié. L'effort exigé par le plan Barre apparaît donc progressif parmi les cadres. Mais il est, à peu près le même pour l'ouvrier qualifié (5,1 %) que pour le petit cadre gagnant 5 500 F (4,9 %).

Cette égalité du taux d'effort

Des bruits courent sur S.M.O.:

« Ils engagent des vendeurs. »



Les meilleurs, pour nous, ne sont pas ceux qui se contentent de courir après les plus grosses commissions. (Rassurez-vous, chez S.M.O., elles sont confortables). Mais ceux qui ont à cœur de se tenir à jour en permanence avec un métier où les découvertes scientifiques vont plus vite que les technologies d'application. (Nous pensons par exemple aux microprocesseurs).

Les meilleurs, pour nous, sont toujours ceux qui, au sein de leur équipe - il y a une cinquantaine d'équipes de vente chez S.M.O. - dépassent un peu chaque jour le strict travail qui leur est demandé pour augmenter leur rayonnement personnel et progresser dans la hiérarchie de l'entreprise.

Les meilleurs, vous le savez bien, sont

ceux qui prennent leur destin en main. Alors, si vous avez une bonne expérience en matière d'équipement de bureau, de mécanographie ou d'ordonnancement et de lancement, et si vous êtes intéressé par un emploi stable au sein d'une équipe solide dans une affaire en pleine progression, il serait bon que vous écriviez sans tarder à une S.M.O. pour ouvrir le dialogue.

Il y a 15 S.M.O. en France : à Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Paris-Vélizy, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes.

Vous vous sentez concerné ? Pourquoi alors ne pas écrire au Directeur de l'une d'elles ?

SMO

Pour nous connaître S.M.O. envoyez ce bon à nos registres

Nom : _____

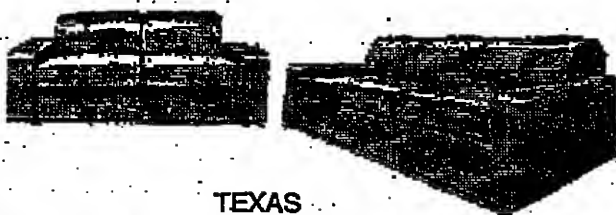
Prénom : _____

Société : _____

Adresse : _____

S.M.O. Bt 93 75040 Villet

100 salons cuir en exposition



TEXAS
le salon cuir 5 places : 3950 f.
le canapé 3 places 230 x 70 x 80
+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80

CUIR CENTER

Pour la première fois en France un grand magasin se spécialise dans le siège cuir. Il peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble

le cuir défie le temps
le cuir center défie les prix



SULLY
le salon cuir 5 places : 5800 f.
le canapé 3 places 240 x 82 x 80
le canapé 2 places 175 x 82 x 80



LA CAISSE NATIONALE DES MARCHÉS DE L'ÉTAT

UN ORGANISME FINANCIER AU SERVICE DE L'ENTREPRISE

Contrairement à sa dénomination, la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat ne limite pas ses interventions au financement des entreprises titulaires d'importantes commandes de l'Etat. Etablissement public de crédit, la C.N.M.E. a pour vocation de faciliter l'accès des entreprises aux financements bancaires.

Cette institution financière est ainsi placée au service de toutes les entreprises, QUELLES QUE SOIENT LEUR ACTIVITÉ, LEUR DIMENSION OU LEUR FORME JURIDIQUE et peut les aider à résoudre leurs problèmes de financement qu'il s'agisse de crédits à court terme spécialisés (financement des marchés et commandes publiques-lancement, fabrication ou commercialisation de produits nouveaux) ou de crédits d'équipement à moyen ou long terme, les interventions de la C.N.M.E. ont pour trait commun de permettre, en collaboration avec les banques, le financement des opérations d'exploitation et des opérations d'investissement des entreprises.

ECHEANCES - REGLEMENTS - TRESORERIE

sont la préoccupation constante des titulaires de commandes et marchés publics, qu'il s'agisse de travaux, fournitures, location, entretien, études... La C.N.M.E. leur permet d'y faire face :

- CRÉDITS DE PRÉFINANCEMENT destinés à couvrir la phase initiale des marchés ou commandes avant l'ouverture des droits à paiement.
- CRÉDITS DE MOBILISATION pour permettre à l'entreprise de disposer sans délai des sommes qu'elle attend de l'Administration au fur et à mesure de l'exécution des marchés ou commandes.
- CRÉDITS DE CAUTION garantissant à l'entreprise les engagements qu'elle contracte vis-à-vis de l'Etat ou des collectivités publiques au titre de ses marchés.

LANCEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

de produits nouveaux ou de nouveaux procédés de fabrication posent aux entreprises des problèmes de ressources qui trouvent leur solution dans la procédure de la lettre d'agrément innovation.

EQUIPEMENT - MODERNISATION

nécessitent des financements à moyen et à long terme. La C.N.M.E. dispose à cet égard de plusieurs formules :

- CRÉDIT PROFESSIONNEL MUTUEL (Les financements d'investissements destinés à favoriser les économies d'énergie ou la capacité d'exportation des entreprises sont soustraits de l'encadrement du crédit.)
- CRÉDIT BAIL MOBILIER
- CRÉDIT BAIL IMMOBILIER

C.N.M.E. - 14, rue de Gramont, 75084 PARIS CEDEX 02 - Tél. : 742.21.50
Délégations Régionales : LILLE • LYON • MARSEILLE • NANTES • BORDEAUX



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ASSURANCES

Le groupe Drouot prend le contrôle de la Banque de Madagascar

Les compagnies d'assurances du groupe Drouot, qui s'inscrivent au huitième rang de l'assurance française, et au quatrième rang du secteur privé de cette branche, ont pris le contrôle de la Banque de Madagascar et des Comores, avec l'autorisation du Conseil national du crédit. Elles ont acquis 60 % environ du capital de cette banque auprès de la Société générale, du Crédit lyonnais, de la B.N.P. et de Paribas International, au prix de 280 F par action, qui sera maintenu en Bourse pendant quinze séances à partir du 5 octobre.

La Banque de Madagascar et des Comores est une banque de dépôt au bilan de 450 millions de francs qui, malgré la nationalisation de ses activités à Madagascar, dispose d'actifs appréciables en France, dont trois agences

Diversifier les investissements

L'acquisition de la Banque de Madagascar va donc permettre à ce groupe de diversifier ses investissements dans le domaine financier et de posséder sa propre banque, rêve de toutes les compagnies d'assurances, comme l'ont fait l'U.A.P. avec la Séquanais, les A.G.F. avec la Banque générale des Phénix, le GAN avec la Banque pour l'Industrie française et les A.G.F. avec le Crédit parisien.

C'est la démarche inverse de celle qui consiste, pour les banques, à prendre le contrôle de compagnies d'assurances (Suez contrôlant l'Abel-Paix, Worms, la Foncière-Prévoyance, Lazard la France, et Paribas Le Secours-Providence).

FLANBO

mobiliier d'organisation

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	Deutchemarks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 7/8	3 7/8
1 mois	5 1/8	5 5/8	4 1/8
3 mois	5 1/2	5 1/4	4 1/4
6 mois	5 3/4	6 1/4	4 3/4

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

A L'USINE D'HAGONDANGE (Moselle)

La direction de Sacilor décide le lock-out de 2 600 salariés

De notre correspondant

Metz. — La direction du groupe sidérurgique Sacilor a décidé de mettre en lock-out deux mille six cents personnes de l'usine d'Hagondange (Moselle), qui comprend cinq mille salariés. Cette mesure a été prise à la suite d'une grève-bouillon, déclenchée le 14 septembre par le personnel chargé du classement et du déchargement des produits laminés.

L'annonce de cette décision a provoqué un incident, lundi 4 octobre, devant les bureaux de l'usine, où s'étaient rassemblés une centaine de grévistes. Les participants, après avoir bloqué l'accès de l'établissement, ont pénétré dans les locaux de la direction, et les huit cents employés ont été retenus pendant plusieurs heures. Ces bureaux étaient toujours occupés, ce mardi, mais le personnel n'était pas empêché de travailler.

Cette mesure de lock-out n'est pas une surprise. La direction avait déjà averti les représentants syndicaux, samedi 3 octobre, qu'une telle décision serait prise si le travail ne reprenait pas lundi. Les grévistes sont au

Menaces de chômage conjoncturel

Cette grève pourrait servir de détonateur, dans la mesure où les organisations syndicales entendent bien étendre le mouvement revendicatif à l'ensemble du groupe Sacilor-Sollac, qui sera touché au cours du quatrième trimestre 1976 par des mesures de chômage conjoncturel (le Monde du 30 septembre). Dores et déjà, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont lancé un mot d'ordre de grève pour mercredi 6 octobre dans l'après-midi à l'ensemble du personnel de l'établissement de Gandrange-Rombas (treize mille salariés).

Une grève bien singulière...

« Je ne suis pas un cadre

rouge, mais tel tous les salariés en ont ras le bol de la politique incohérente de la direction générale. » C'est M. G. qui parle, trente-huit ans, cinq enfants, directeur adjoint de la Samaritaine, à Vélizy-2, en grève depuis le mercredi 22 septembre. Cadres, délégués syndicaux, vendeurs et vendeuses, sont rassemblés ce lundi après-midi devant les portes fermées du centre commercial avant de partir manifester devant la Samaritaine à Paris. Ce que demandent les quatre cents grévistes sur les quatre cent quarante et un salariés que compte l'établissement ? Le maintien du directeur de Vélizy-2, M. Franck, que la direction générale de Samaritaine (Samaritaine, Docks de France) veut muter.

Grève peu ordinaire, soutenue par l'ensemble des organisations syndicales présentes dans l'entreprise : C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., autonome. « Ce n'est pas un problème sentimental, précise le délégué C.F.D.T., mais c'est le quatrième directeur qu'on veut nous changer en quatre ans. »

M. Franck, ajoute-t-il, est le garant d'une politique de dialogue et de concertation. Tous les problèmes n'étaient pas résolus : conditions de travail, manque de personnel, salaires, mais on pouvait au moins en discuter, avec lui. « Nous ne défendons pas une direction, mais une équipe qui a conduit une bonne politique à la fois

humaine et commerciale », s'enthousiasme le délégué C.G.T.

Langage un peu singulier dans la bouche de syndicalistes. Au siège des fédérations syndicales C.G.T. et C.F.D.T., on explique avec quelque embarras que ce conflit est ambigu et qu'il serait temps de poser les vrais problèmes des conditions de travail et des salaires. Mais pourquoi la direction générale veut-elle muter M. Franck, un homme estimé par ses salariés et sous l'impulsion duquel la situation financière du magasin s'améliorait (après la perte de 1975) au prix, il est vrai, d'une augmentation des marges commerciales et d'une diminution du personnel.

Incohérence, répondent les cadres, volontiers de mise au pas des salariés, ajoutant les délégués du personnel, qui reprennent une phrase du P.-D. G. de Samaritaine : « Pas de politique humaine sans rentabilité du magasin. » La direction générale, quant à elle, reste discrète et insiste sur le fait que la mutation de M. Franck n'est pas négative pour lui.

Sur les portes fermées du centre commercial est affichée une courte note à l'adresse des grévistes « entrainés dans une aventure et abusés par certains ». La note précise que la direction générale parvient à être prête au dialogue sur la reprise du travail... avec un nouveau directeur à Vélizy-2. — P. Du.

Grèves en chaîne sur le port d'Usinor-Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — Des grèves se succèdent depuis plusieurs jours à Usinor-Dunkerque, qui entraînent une immobilisation de plusieurs gros minéraliers devant le port.

Le conflit est né parmi le personnel de maintenance et de stockage de l'usine qui, travaillant en collaboration avec les dockers professionnels du port, a adhéré au Syndicat des dockers. Ces portuaires et grutiers du port privé d'Usinor demandent l'alignement de leurs salaires sur ceux des conducteurs d'engins du port traditionnel. Avec l'appui des dockers, ils ont déclenché, la semaine dernière, plusieurs grèves. Lundi 4 octobre, le fonctionnement des portiques à minéral était à nouveau assuré, mais le second rouage de cette chaîne d'activité industrielle, le circuit des bandes transportières renvoyant le minéral et assurant sa mise à stock, s'est trouvé bloqué par une grève de huit heures des

ouvriers qui réclament notamment une prime semblable à celle que touchent les portuaires.

Amorcé ainsi en amont, c'est-à-dire au point de départ de la chaîne de production industrielle, ce mouvement qui s'appuie sur la maintenance traditionnelle, tend ainsi à s'étendre en aval. Si la société peut sans problème diriger sur l'aval ses produits finis à exporter, toute la chaîne est tributaire de l'approvisionnement en minéral par le port.

L'usine dispose certes de stocks assez importants pour satisfaire la consommation des hauts fourneaux durant plusieurs semaines, mais les gros minéraliers immobilisés devant le port et ceux qui sont retardés dans un bassin industriel embouteillé coûtent des sommes énormes aux affréteurs que sont les sidérurgistes. La grève nationale du 7 octobre risque d'accentuer encore l'encombrement, qui affecte un trafic de l'ordre de 900 000 tonnes de minéral et de charbon en cale.

TIERS-MONDE

Le Fonds international de développement agricole devrait commencer ses activités

De notre correspondant

Rome. — Le Fonds international de développement agricole des Nations unies (FIDA) commencera prochainement ses activités. Créé officiellement en juin 1976 pour favoriser la production alimentaire des pays en voie de développement, cet organisme était bloqué jusqu'à présent par... l'absence de fonds.

Les deux catégories de donateurs (pays pétroliers de l'O.P.E.P. et pays développés occidentaux, engagés pour la première fois dans un effort conjoint) n'étaient pas parvenues à atteindre le milliard de dollars nécessaire pour la mise en route des investissements. Chacun des deux groupes estimait suffisante sa participation, qui était de 400 millions et de 538 millions de dollars respectivement.

L'Iran vient de débiter le dossier au cours de la première session de la commission préparatoire du Fonds, réunie à Rome du 27 au 30 septembre. Il a annoncé un don supplémentaire de 20 millions de dollars, portant ainsi à 124,7 millions de dollars, le montant total de sa contribution. D'autres promesses de contributions supplémentaires ont été faites par le Royaume-Uni (5 millions), le Danemark (2,5 millions), la Norvège (1,8 million) et l'Autriche (800 000 dollars), ainsi que par le Vietnam et les Philippines, qui contribueront néanmoins en devises non convertibles. On estime que les 35 millions de dollars qui restent pour atteindre la somme fixée par la conférence des Nations unies seront recueillis sans trop de difficultés.

L'initiative iranienne peut être considérée comme une conséquence positive de la conférence Nord-Sud. Mais elle n'est pas exempte d'arrière-pensées : la chah désire que le siège du Fonds soit établi à Téhéran.

Il reviendra à la commission préparatoire de mettre au point une telle décision. Cette commission a élu comme président M. Abdel Muhaimin Sadeary, ambassadeur d'Arabie Saoudite (États-Unis) et de M. Jean Camara (Guinée). Un secrétariat intérimaire a été constitué pour mettre notamment en œuvre une étude sur les critères et la politique du Fonds en matière de prêts.

La deuxième session de la commission est prévue à Rome du 19 au 18 décembre prochain. — R. S.

Octobre
24



Southampton-Cherbourg-New York

Octobre
31



New York-Cherbourg-Southampton

Novembre
28



Southampton-Cherbourg-New York

Nous vous offrons cinq chances supplémentaires de traverser l'Atlantique sur le Queen Elizabeth 2.

Entre le 8 Octobre et le 28 Novembre, le Queen Elizabeth 2 effectuera trois fois la traversée aller, Cherbourg-New York et deux fois la traversée retour.

Alors si vous avez prévu d'aller aux États-Unis, c'est le moment d'en profiter pour faire coïncider vos dates de départ avec celles du Queen Elizabeth 2.

Après tout, peut-on imaginer un meilleur moyen de commencer et de terminer un tel voyage qu'en passant sept jours inoubliables sur le plus luxueux paquebot du monde ?

Le premier tarif aller-simple est de US \$ 550. Mais si vous avez prévu de rester moins de 38 jours aux États-Unis et de faire l'aller et retour sur le Queen Elizabeth 2, vous pouvez économiser 25 % sur chaque passage avec notre tarif spécial Excursion. Et même si vous n'avez

pas le temps de faire la traversée dans les deux sens, vous pouvez prendre un vol régulier Air France à l'aller ou au retour et bénéficier encore de la réduction de 25 % du prix de votre traversée sur le Queen Elizabeth 2.

Un autre avantage mérite d'être souligné : à New York, tous les passagers du Queen Elizabeth 2 bénéficient d'une réduction de 50 % sur le prix normal des chambres dans cinq des fameux hôtels de la chaîne Loews.

Si vous désirez plus de détails, contactez votre agent de voyages habituel ou l'American Express, 11, rue Scribe 75440 Paris - Téléphone : 073.42.90. Après, vous n'aurez plus qu'à nous indiquer votre date.

CUNARD QE2

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

1520

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES

Le Fonds monétaire réviserait sa politique de ventes d'or

Le Fonds monétaire, disait-on dans les couloirs de la conférence de Manille, pourrait réviser sa politique de ventes d'or. Le secrétaire américain au Trésor, pour sa part, prévoit une très forte aggravation des déficits des paiements pour les pays industrialisés au cours de l'année 1977, contrepartie d'une nouvelle augmentation des excédents des pays exportateurs. Dans son intervention, le chef de

la délégation française, M. Bernard Clappier, a souligné les déséquilibres croissants qui résultent du régime des changes flottants. De nombreux autres orateurs se succéderont à la tribune de l'Assemblée générale d'ici à jeudi après-midi pour exposer les points de vue des quelque cent trente membres du F.M.I. et de la Banque mondiale.

qui consisterait à orienter « artificiellement » à la baisse le prix du métal précieux. Même M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, s'est mis de la partie, encore que ses propositions soient assez ambiguës. Il a suggéré qu'au lieu de procéder à des adjudications toutes les six semaines le Fonds monétaire vende de l'or toutes les semaines, mais en petites quantités capables d'être absorbées par le marché. Reste à savoir si la présence quasi-continue du Fonds monétaire ne serait pas un facteur de dépression. Il semble, en réalité, qu'on s'oriente vers un accord dont le but sera bien de réduire et non pas d'orienter la menace que font peser sur les prix les ventes du F.M.I.

L'intervention de M. William Simon n'aura pas manqué d'impressionner l'Assemblée générale. Pour le secrétaire américain au Trésor, la situation des paiements internationaux en 1977 à toutes chances de montrer des déséquilibres d'une ampleur dépassant ceux qui étaient apparus en 1974, c'est-à-dire l'année où le prix du pétrole, l'excédent des pays pétroliers, qui s'était réduit, et l'on peut dire, à quelques 35 milliards de dollars en 1975 et qui cette année dépassera ce chiffre, devrait, selon M. Simon, atteindre en 1977 quelque 50 milliards de dollars.

Alors que le déséquilibre des pays en voie de développement devrait s'atténuer (peut-être à cause de la hausse des matières premières), le déficit correspondant devrait surtout se concentrer sur les pays industrialisés pris globalement : à concurrence de 35 milliards de dollars, si l'on croit les prévisions de M. Simon (contre un excédent de 19 milliards en 1975 et probablement un déficit de quelques milliards en 1976).

Le secrétaire américain au Trésor a en outre proposé de lancer un avertissement aux pays membres

de l'OPEP sur les dangers que comporterait une nouvelle hausse des prix du « brut ». M. Simon a insisté sur le fait que beaucoup de pays sont arrivés à la limite de leur capacité d'endettement, mais il est resté vague sur les méthodes qu'il faudrait employer l'année prochaine au cas (impossible à exclure) où apparaîtraient des déficits de l'ordre de grandeur qu'il a mentionnés.

M. William Simon s'est pratiquement trouvé seul sur un autre sujet : celui de l'augmentation des ressources de la Banque mondiale. Selon lui, il ne serait pas opportun d'augmenter encore le capital de cette dernière institution. Il suffirait d'accroître les moyens financiers mis à la disposition de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque spécialisée dans des prêts à long terme aux pays du tiers-monde.

M. CLAPIER : les désordres monétaires nourrissent l'inflation

Dirigeant la délégation française, le gouverneur de la Banque de France, M. Bernard Clappier, a développé la thèse selon laquelle « les désordres du système monétaire international nourrissent l'inflation tant que l'inflation est un facteur essentiel de ces désordres ». Bien que cette thèse ne soit guère à la mode auprès des « experts » du Fonds monétaire, pour qui le régime des changes flottants est favorable au retour à l'équilibre, il est difficile de ne pas lui prêter attention, au vu notamment des remous qui ont secoué les marchés des changes européens depuis quelques mois.

« Le marché contribue, à encore dit M. Clappier, à entretenir les évolutions intérieures qu'il s'agit de contrôler. » — F. P.

AFFAIRES

Le président des sidérurgistes européens demande des mesures de sauvegarde sur l'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Spethmann, président du Club des sidérurgistes européens (organisation qui rassemble les maîtres de forges des neuf pays de la C.E.E.), vient d'adresser un télégramme à M. Simonnet, vice-président de la Commission européenne, demandant à celle-ci « de prendre d'urgence les mesures énergiques de sauvegarde qui s'imposent » à l'encontre des pays tiers.

M. Spethmann souligne que la nouvelle aggravation de la situation constatée depuis quelques semaines sur le marché de l'acier est, « entre autres causes, imputable à une offensive délibérée de certains producteurs étrangers à la C.E.E., et plus particulièrement des producteurs espagnols et japonais, sur le marché européen, et certains de nos marchés traditionnels d'exportation ».

Au cours de la crise qui a affecté la sidérurgie lorraine en 1975, les industriels des Neuf

avaient déjà réclamé des mesures de protection aux frontières : relèvement des droits de douane ou restrictions quantitatives. La Commission s'était refusée à s'engager dans cette voie en faisant valoir que la Communauté, qui exporte plus d'acier qu'elle n'en importe, devait se garder de donner le mauvais exemple à ses propres clients, tels les États-Unis, en enfreignant la première des règles du libre-échange.

Elle observait par ailleurs qu'elle ne pouvait décider l'adoption de mesures de protection périphériques sans avoir l'accord des États membres, et qu'au moins l'un d'eux, la République fédérale, y était résolument hostile. — Ph. L.

[M. Spethmann est également président de Thyssen, premier groupe européen de sidérurgie : le fait qu'il ait accepté d'intervenir semble prouver que les maîtres de forges européens, durement touchés, se résignent à demander des mesures protectionnistes et s'alignent ainsi sur les thèses de leurs collègues français et belges.]

FUSION GENERAL ELECTRIC-UTAH — La fusion entre General Electric, le plus important fabricant américain de matériel électrique, et Utah International Inc., l'une des plus grosses compagnies minières américaines, vient d'être autorisée par le département de la Justice des États-Unis. Utah est spécialisée dans l'extraction et le traitement du coke et des minerais de fer, de cuivre et d'uranium. Cette dernière activité ne sera pas comprise dans la fusion.

FAITS ET CHIFFRES

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS vient d'adopter des mesures pour faciliter les importations d'automobiles sur le marché nippon. Le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI) a annoncé que la durée du crédit à l'importation de véhicules serait portée de quatre mois à un an ; les démarches nécessaires pour obtenir des licences d'importation seront réduites à quatre ou cinq, contre quatre à six mois auparavant ; la Banque export-import japonaise accordera des crédits aux firmes étrangères afin d'encourager leur implantation. Ces décisions devraient lever en partie les critiques émises à l'égard du Japon, accusé d'inonder le marché mondial de l'automobile tout en maintenant ses frontières fermées.

L'ALGERIE VA VENDRE 200 MILLIARDS DE MÈTRES CUBES DE GAZ NATUREL AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA. — La société na-

tionale algérienne des hydrocarbures Sonatrach et la société américaine Tenneco ont signé lundi 4 octobre à Alger un contrat de vente aux États-Unis et au Canada de gaz naturel algérien portant sur une quantité globale de 200 milliards de mètres cubes sous forme de gaz naturel liquéfié. Le contrat prévoit la livraison pendant vingt ans d'une quantité annuelle de 10 milliards de mètres cubes dont 2 à 4 milliards destinés à être commercialisés au Canada. Sonatrach et Tenneco envisagent le démarrage des livraisons au cours de l'année 1981. — (A.F.P., Reuters.)

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, la production industrielle a augmenté de 1 % en août, après avoir reculé de 2,5 % en juillet. L'indice s'est situé à 111 (base 100 en 1970), en un an, par rapport à août 1975, il a progressé de 8,5 %. Cependant, les commandes nouvelles à l'industrie ont diminué de 7,5 % en août (- 28,3 % pour celles de l'étranger). — (Afp.)

Daimler-Benz informe

Cap sur le succès.

Pour Daimler-Benz, 1975 a été, de nouveau, une année de plein emploi caractérisée par une utilisation particulièrement favorable des possibilités de tous les secteurs de l'entreprise.

Malgré les conditions difficiles que connaît l'industrie automobile, l'exercice s'est soldé par un résultat positif. Certes, la montée du cours du Deutsche Mark à l'étranger a contribué à freiner les exportations, l'augmentation des charges en République fédérale a pesé très lourd, mais bien des problèmes ont été surmontés. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté, en une année, d'environ 4 milliards DM, pour atteindre 21 milliards DM. Cela représente quatre fois le chiffre d'affaires de 1965.

Dans les deux grands secteurs d'activité, la production a été portée : pour les voitures particulières à 350 000 unités (plus 3,0 %), pour les véhicules industriels à 229 000 unités (plus 11,7 %), dont 180 000 dans les seules usines allemandes.

En 10 ans, Daimler-Benz a plus que doublé sa production de voitures particulières, tandis que l'accroissement n'était que de 6,4 % pour l'ensemble des constructeurs automobiles allemands. Pour les véhicules industriels, l'accroissement de la production dépasse également de loin la moyenne des autres marques.

Un capital inestimable : la confiance

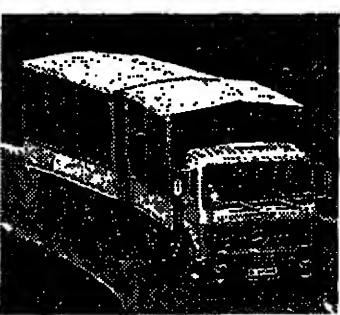
La présentation des nouveaux modèles 200 à 280 E en janvier 1976 n'avait pas encore eu lieu, que la production d'une année était déjà pratiquement vendue.

Le succès des actions de la Société Mercedes-Benz Holding, vendues par la Deutsche Bank, a été une autre preuve exemplaire de la confiance mise en notre Société.

50 000 actionnaires Mercedes-Benz sont venus s'ajouter aux 60 000 qui comptait jusqu'à la fin de l'année 1975.



Un très bon départ pour la nouvelle génération 200 à 280 E.



Mercedes-Benz, le plus grand constructeur de véhicules diesel, offre un éventail complet de véhicules industriels depuis la remorque jusqu'aux maxi-codés.

Les principes de base sont toujours valables

La réussite n'est pas le fait du hasard. Depuis des années, Daimler-Benz poursuit sa route et maintient son cap, grâce, notamment, à une grande souplesse d'adaptation au niveau de la gamme, de la production, et de la commercialisation.

Quels sont donc nos principes ? Une technique de pointe, mais adaptée à la série. Une recherche orientée vers l'avenir.

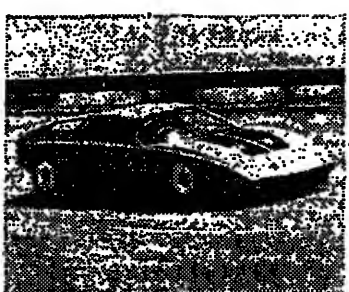
Une vaste gamme de modèles, des unités modernes de fabrication. La diversité des marchés extérieurs, d'où une répartition rationnelle des risques commerciaux.

Une politique d'investissement prenant en compte les fluctuations économiques. L'acceptation d'un risque commercial garanti par une base financière solide et par une gestion stricte de la trésorerie.

Daimler-Benz a adopté depuis longtemps une politique commerciale sage et raisonnable. Plus que des succès de vente éphémères, nous recherchons la stabilité et la continuité positive et réfléchie.

Pour soutenir la conjoncture

Pour les 156 000 personnes employées dans le Groupe, dont 129 000 en République fédérale, nous avons maintenu le plein emploi, même dans les années critiques 1974 et 1975.



Nouveau départ pour le moteur diesel : la base d'essai roulant C 111 équipée du moteur cinq cylindres de 200 ch DIN avec turbo-compresseur.

3 records mondiaux et 16 records internationaux pulverisés.

Les exportations accrues y ont contribué considérablement. Dans les seuls pays du Proche Orient, les livraisons sont passées, en deux ans seulement, de 0,5 milliards DM à 2,6 milliards.

Dans des conditions conjoncturelles difficiles, les investissements en République fédérale ont été portés, en 1975, de 200 millions DM à environ 900 millions. Ils resteront également à un niveau élevé en 1976.

L'augmentation du chiffre d'affaires de 3 milliards DM et les investissements réalisés dans l'année ont apporté aux fournisseurs et aux fabricants de biens d'équipement un volume d'activité supplémentaire de l'ordre de 2 milliards DM.

Un optimisme raisonnable

Nous regardons l'avenir avec optimisme, sans cependant perdre de vue les exigences croissantes du marché vis-à-vis de l'industrie automobile.

Les besoins en voitures particulières et en véhicules industriels, de haute technologie et de grande longévité, continueront à se développer. Bien que l'augmentation de notre production, prévue à long terme, dépasse la moyenne générale, il n'est pas possible, actuellement, de satisfaire immédiatement toutes les demandes. N'est-ce pas là la preuve éclatante que la recherche de la qualité est constante, même en période d'économie maussade ?

Il y a manifestement, plus que jamais, des automobilistes persuadés qu'une Mercedes est la réponse idéale à leur recherche de « l'Automobile » d'aujourd'hui.



Mercedes-Benz

Bilan Daimler-Benz AG 1975

	31 Décembre 1975	31 Décembre 1974
	MILL DM	MILL DM
ACTIF		
Immobilisations	2.347,5	2.223,3
Stocks	1.721,8	1.560,0
Valables réalisables à court terme ou disponibles	2.648,5	2.142,3
	6.717,8	5.925,6

PASSIF		
Capitaux propres et réserves*	2.200,7	2.086,3
Dettes à long et moyen terme	1.729,2	1.462,5
Dettes à court terme	2.586,3	2.198,9
Bénéfice de l'exercice*	201,6	177,9
	6.717,8	5.925,6

Comptes de profits et pertes de la Daimler-Benz AG 1975

	1975	1974
	MILL DM	MILL DM
Chiffre d'affaires net Hors Taxes	16.650,6	13.660,8
Augmentation des stocks et travaux faits par l'Entreprise elle-même	140,3	150,2
Produits accessoires	71,7	134,7
Produits financiers	164,1	192,5
	17.026,7	14.138,2

Achats matières premières et fournitures	9.344,5	7.657,2
Frais de personnel	4.285,5	3.820,4
Impôts et taxes concernant l'année	911,4	657,0
Frais financiers	46,5	34,2
Amortissements	788,5	649,7
Autres frais	1.340,3	1.050,7
Bénéfice avant répartition	310,0	269,0
Affectation du bénéfice aux comptes de réserves	108,4	91,1
Bénéfice de l'exercice	201,6	177,9

*Après affectation du bénéfice aux comptes de réserves

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Les syndicats italiens acceptent le blocage des moyens et hauts salaires

Rome. — Une grève nationale de deux heures aura lieu en Italie, jeudi 7 octobre, le jour même où la France sera bloquée par un mouvement similaire. Le contraste entre les deux pays est cependant plus frappant que jamais.

Si les syndicats italiens ont décidé cet arrêt de travail, ce n'est pas pour s'opposer aux mesures d'austérité, mais pour revendiquer une sérieuse reconversion de l'économie nationale.

Ils sont prêts à des « sacrifices », si ceux-ci s'inscrivent dans une politique cohérente et ne pénalisent pas les couches les plus démunies de la société. C'est ainsi que les trois grandes confédérations syndicales ont donné leur accord, lundi 4 octo-

De notre correspondant

bre, au blocage partiel de l'échelle des salaires proposé trois jours plus tôt par le président du conseil. Un accord qui n'a pas été facile : le mouvement syndical est agité par des tensions dues pour une grande part à l'attitude conciliante des dirigeants communistes envers le gouvernement démocrate-chrétien de M. Giulio Andreotti.

Les Italiens en sont encore tout étonnés : un président du conseil qui intervient de manière imprévue au Journal télévisé de 20 heures ; qui fait d'abord un long et brillant exposé économique en s'aidant à peine de quelques notes ; qui annonce de sévères mesures d'austérité, promet de nombreuses augmentations de prix, puis qui se fait complimenter de presque tous les côtés, au point de provoquer le lendemain cette remarque enthousiaste du *Popolo*, journal de la démocratie chrétienne : « Pour la première fois,

après de longues périodes de conflit et d'après affrontements, l'exécutif et les partis, y compris l'opposition, manifestent clairement l'intention de trouver des points de convergence clairs, au grand jour, pour éviter le jeu de messages des institutions. »

M. Andreotti n'avait pourtant annoncé le 1^{er} octobre que de nouvelles mesures à ses cotrôles. Aux décisions techniques intéressant surtout les industriels et les commerçants (hausse du taux de l'escompte, taxe sur les achats de devises, conversion immédiate en lire de 50 % du montant des exportations), s'ajoutaient toute une série d'augmentations à l'usage : augmentation des tarifs publics, des prix du lait, des pâtes, du gaz-oil et des journaux ; déplacement des jours fériés non dominicaux pour supprimer les « ponts », enfin, blocage progressif pendant vingt-quatre mois des salaires supérieurs à 6 millions de lire nets par an (soit 3 000 francs par mois).

Deux premières décisions

Avec des arguments différents, l'extrême gauche et l'extrême droite ont violemment rejeté le « plan Andreotti », mais tous les autres partis — P.C. compris — lui ont donné le feu vert, même s'ils se réjouissent davantage des consultations préalables dont ils ont bénéficié que du contenu des mesures annoncées. Chacun a posé des exigences, chacun y est allé de ses propres considérations, mais, dans la pratique, M. Andreotti pourra, vendredi, au cours d'un conseil des ministres, prendre deux premières décisions : sur l'échelle des salaires et sur les « ponts ».

Dans le mouvement syndical, les différences de ton qu'on a perçues sont d'autant plus remarquables que les trois grandes confédérations — C.G.I.L. (à prédominance communiste), C.I.S.L. (d'origine démocrate-chrétienne) et U.I.L. (socialistes, sociaux-démocrates et républicains) — sont bien plus avancées que les organisations françaises sur la voie de l'unité. Il n'est pas dans leur habitude de réagir ainsi, en donnant l'impression de se concurrencer et en étant, chacune, intérieurement divisée.

On l'a senti à propos de la question essentielle des salaires. Le gouvernement propose que les traite-

ments annuels supérieurs à 8 millions de lire nets (46 000 francs) soient bloqués : pendant vingt-quatre mois, les augmentations prévues devront être versées au fil par les entreprises — d'où la déception du patronat. Pour les traitements compris entre 6 millions et 8 millions de lire, on coupe la poire en deux : le bloc prélevé la moitié des augmentations normalement dues, tandis que l'autre moitié ne sera perçue par les bénéficiaires que dans deux ans.

Aucun blocage, en revanche, pour les salaires inférieurs à 6 millions de lire. Le terme de « blocage », souligne-t-on, n'est pas adéquat pour le mécanisme de l'échelle des salaires continuera à fonctionner. Mais pour les salariés, cela revient exactement au même.

« Une politique de vol, de marque démo-chrétienne, même si elle est faite avec un grain de sel », a commenté un syndicaliste d'extrême gauche, M. Antonio Lettieri, secrétaire national des métallurgistes. « Je suis substantiellement d'accord avec le président du conseil, puisque sa proposition n'est pas très différente de celle que nous avons formulée », a dit, au contraire, M. Luciano Lama (communiste), secrétaire général de la C.G.I.L.

C'est une proposition très différente de la nôtre, qui atteindra 45 % des fonctionnaires et 35 % des salariés de l'industrie », a remarqué, pour sa part, M. Giorgio Benvenuto, nouveau secrétaire général (socialiste) de l'U.I.L.

On ne l'a pas entendu. Réunie le lundi 4 octobre, la fédération unitaire qui groupe les trois syndicats, a exprimé un avis substantiellement identique à celui de M. Lama. Elle est opposée à toute modification du mécanisme de l'échelle des salaires, — notamment à une révision du « panier » duquel la Banque d'Italie veut soustraire les matières premières importées, — mais approuve le plan gouvernemental. La C.G.I.L. et l'U.I.L. reconnaissent que des « sacrifices » sont indispensables, mais posent plusieurs conditions : développement des services publics ; garantie du pouvoir d'achat des revenus les plus bas ; défense des biens de consommation essentiels ; amélioration de la gestion des entreprises ; investissements dans le Mezzogiorno.

L'Italie n'est pas l'Allemagne. La « ségrégation » apparente des syndicats ne signifie pas que la nature des conflits sociaux dans la péninsule ait changé. Acceptant de voir à long terme et de « s'auto-discipliner », les syndicats italiens restent fidèles à leur stratégie, même si la grande surveillance des communistes à l'égard du pouvoir introduit un élément nouveau.

Il faudra voir comment réagira la base syndicale. On constate, d'ores et déjà, une baisse de prestige de son « enfant chéri », M. Luciano Lama. Le « Séguy italien » est beaucoup critiqué. On lui reproche en bloc : de ne pas prendre d'initiatives ; de ne pas consulter suffisamment ses troupes ; de calquer la modération du P.C. et même d'y rajouter. Et tout cela alors que tous les petits syndicats corporatistes multiplient les grèves réussies, que la confédération patronale de l'industrie s'est donné un président prestigieux en la personne de M. Guido Carli, ex-gouverneur de la Banque centrale, et que le gouvernement lui-même fait preuve d'un dynamisme sans précédent.

ROBERT SOLE

En Grande-Bretagne, les dépenses d'investissement des entreprises devraient progresser de 4 % au cours du deuxième semestre de 1976 par rapport au premier. Toutefois, pour l'ensemble de l'année, elles resteraient inférieures de 4 à 5 % à leur niveau de 1975.

LE TAUX DE L'ESCOMPTE EST RELÈVÉ DE 8,5 À 11 % AU DANEMARK

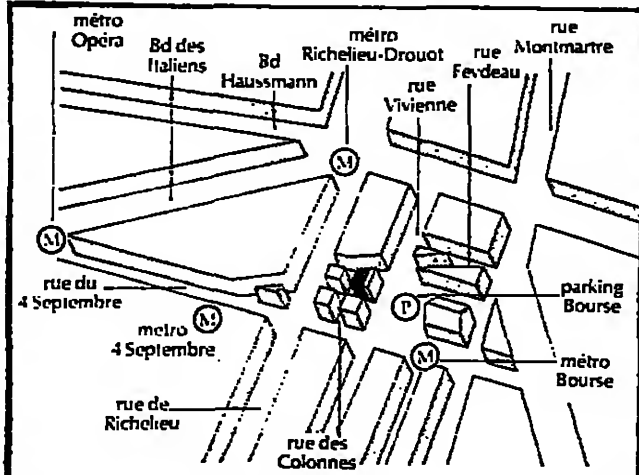
(De notre correspondant.)

Copenhague. — La Banque nationale du Danemark a décidé à son tour — après la Suède — de porter, à partir de ce mardi 5 octobre, le taux de l'escompte de 8,5 à 11 %. En septembre, les réserves en devises du pays avaient diminué de près de 2 milliards de couronnes (environ 1,6 milliard de francs), dans la perspective d'une éventuelle réévaluation du denarodanmark.

Par ailleurs, la Bundesbank ayant ces derniers temps dû soutenir le cours de la couronne danoise pour maintenir celle-ci dans le « serpent », le Danemark va être obligé d'ici peu de rembourser les avances à court terme qui lui ont été faites à Francfort et qui s'élevaient aussi à environ 2 milliards de couronnes.

Ainsi va s'accroître encore la dette publique du royaume, qui dépasse actuellement 22 milliards de couronnes (18 milliards de francs). Depuis le début de 1976, le gouvernement danois a souscrit à l'extérieur dix emprunts (en dollars, en marks, en francs suisses et en florins), pour un total de 7 milliards de couronnes (5,6 milliard de francs). Une partie de cette somme est allée renforcer les réserves danoises et une autre a servi à payer les intérêts des dettes contractées les années précédentes. — C. O.

BUREAUX EN LOCATION A LA BOURSE



6, rue des Colonnes

Vous serez au cœur de la cité financière. Vous pourrez louer des petites surfaces, à partir de 120 m². Les bureaux sont de vrais bureaux, bien séparés, fonctionnels.

L'immeuble qui les abrite est prestigieux. Il a été rénové avec soin. Les trois façades sont largement exposées à la lumière.

L'aménagement intérieur est à l'image de l'immeuble, luxueux comme en témoigne la décoration du hall d'entrée et très complet (un détail : le téléphone de sécurité dans l'ascenseur).

Pour tous renseignements, téléphonez à UFFI :

522.12.00



TRANSACTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.31.72

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA B.N.P. OUVRE UNE SUCCURSALE A SÉOUL

La Banque Nationale de Paris a ouvert le 4 octobre 1976 une succursale à Séoul.

La République de Corée, dont la croissance économique est l'une des plus fortes du monde, entretient des relations commerciales actives avec les grands pays industrialisés situés sur le Bassin du Pacifique et s'attache à développer des courants d'affaires nouveaux avec les pays européens et avec les États du Golfe.

L'implantation de la B.N.P. à Séoul complète son réseau d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, où existent déjà les succursales de Hong-Kong, du Japon, d'Australie, de Singapour, ainsi que celles de la Côte Ouest des U.S.A. et du Canada, ainsi que les bureaux de représentation de Kuala-Lumpur, Jakarta et Manille.

La succursale B.N.P. est installée à l'adresse suivante :
2 - Ka, Teopyung-ro, Choong-Ku, Séoul.

Son directeur est M. Bernard Brasseur.

UNE CONFÉRENCE DE M. PIERRE LHERMITTE AU SICOB

Jeudi 30 septembre, dans le cadre du SICOB, M. Pierre Lhermitte, président-directeur général de la S.G.I. (Société générale de services et de gestion) a fait un exposé très remarquable devant un nombreux auditoire, pour présenter l'ouvrage de méthodologie intitulé : *Comment construire un projet informatique*.

A cette occasion, il a développé les idées issues de l'expérience acquise par les informaticiens de la S.G.I. Société de service en informatique.

GARANTIE FINANCIÈRE (Loi du 2 janvier 1970) (Décret du 20 juillet 1972)

Le Crédit du Nord, succursale principale à Anjou, 20, rue d'Anjou, à Paris-9^e, informe le public qu'il a été mis fin à la garantie financière accordée depuis le 23 janvier 1975 à l'Institut de commerce, d'industrie et de services (I.C.I.S.), S.A.R.L. au capital de 20 000 F, dont le siège est à Paris-19^e, 85 rue de Valenciennes, concernant ses activités de transactions immobilières. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à la date du 23 janvier 1975 cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (art. 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent couvertes par le Crédit du Nord à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que la présente avis ne préjuge en rien le paiement ou du non-paiement des sommes dues. Il ne peut en aucun cas servir de base à la solvabilité et l'honorabilité de l'Institut de commercialisation immobilière parisien.

COMPAGNIE OPTORG

La situation prévisionnelle du bilan, arrêtée au 30 juin 1976, fait ressortir pour le premier semestre de l'exercice 1976 un bénéfice, avant impôt, de 12 078 804,1 francs, en progression de 20 % sur celui de la période correspondante de l'exercice 1975 qui s'élevait à 10 039 303,71 francs.

Ce résultat inclut l'amortissement de la majeure partie des dividendes mis en distribution par les filiales de la compagnie au titre de leur exercice clos en 1975. Ce résultat de l'exercice 1976 devrait, conformément aux indications données lors de la dernière assemblée générale, traduire une progression analogue à celle constatée en 1975.

Cette situation du bilan tient compte de l'apport effectué, avec

effet du 1^{er} janvier 1976, du département de la Guinée-Bissau à la société « Aux mines de Souda » dont la raison sociale a été transformée en « U.T.R. - Unité technique Roany ». A la suite de cet apport et de l'absorption - fusion de la Société Roany, le capital d'« U.T.R. - Unité technique Roany », détenant la Compagnie Optorg, atteint 3 133 000 francs et les fonds propres de la société s'élèvent à 7 740 000 francs.

COMPAGNIE ITALIENNE... FROMAGE DE RENOM...

C.A. annuel 12 000 000 de dollars, 300 employés, 20 % production exportation. CASEFLOW important. Suite retrait actionnaires de 50 % offre tout ou partie. Prix demandé totalisé 4 000 000 de dollars. Ecrire sous référence : n° 6150 L.P.F.

31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris (Q. T.).

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ		MANCHE
PURETÉ	V.V.S.	Lég. plus	V.V.S.	Lég. plus	100 %
1 carat : 8 g 28	12.500 F	9.500 F	7.000 F	5.000 F	10/10
2 carats : le carat	16.000	12.000	9.500	6.500	10/10
3 carats : le carat	21.000	15.500	11.000	7.500	10/10
4 carats : le carat	25.000	17.500	11.000	6.500	10/10
5 carats : le carat	30.000	20.000	12.500	7.500	10/10

Ca hereine 28144

Ce barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le cas que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET

34, AVENUE RAYMOND-FOUCAULT

PARIS 14^e

ACHATS - VENTES - EXPERTISES

PARKING FOUR MÈTRES VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

Après avoir irrigué la terre, nous avons fabriqué des machines pour la travailler. Puis des moteurs pour ces machines. Puis de l'acier pour ces moteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

L'expérience Kubota, c'est l'expérience d'un des plus grands groupes industriels du monde.

C'est au Japon que tout a commencé.

Au Japon, et puis dans toute l'Asie du Sud-Est, grâce à nos systèmes d'irrigation, nous avons contribué à la fertilisation de terres nouvelles.

Au cours des années, notre expérience des sols, des techniques agricoles s'est développée.

Nos ingénieurs, nos techniciens ont créé, mis au point des machines, des outils, des structures adaptées à tous les problèmes.

Très vite notre expérience industrielle s'est étendue à d'autres secteurs.

En plus de notre vocation initiale, nous nous sommes diversifiés tant vers la fabrication de matériels de travaux publics, d'outils de

précision que vers la production d'acier et d'implantation d'usines.

Un exemple.

Nous sommes devenus le 1^{er} constructeur de moteurs diesels en Asie. Nous sommes aussi le 5^e constructeur mondial de tracteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

Et quand un grand groupe japonais s'implante en France, il se passe toujours quelque chose.

Notre carte de visite, c'est un mini-tracteur, spécialement conçu pour les résidences secondaires.

Un mini-tracteur qui porte l'empreinte de la technique et de l'expérience de Kubota.

Cette empreinte que bientôt le monde agricole français découvrira à son tour au travers de toute la gamme des engins Kubota, le 1^{er} du tracteur au Japon.



Intermédiaire copain de week-end vient d'arriver de Japon. Le B. 6000 de Kubota. Vous avez une maison de campagne, un peu de terrain. Alors voici le Tracteur. Un vrai tracteur fabriqué au Japon par Kubota. Avec ses accessoires, il peut tout faire. Et en plus, il est petit. 6 vitesses avant. 2 vitesses arrière. Son moteur c'est le plus petit bicylindre diesel du monde. Avec un service après-vente garanti. Vous voulez l'essayer ? Vous téléphonez au 982.09.40 et nous venons vous le présenter chez vous, un week-end. À domicile. Alors ?



Au Japon, nous sommes le 1^{er} du tracteur.

Kubota Tractor Europe, 2 et 4 rue Guy-Moquet Zone Industrielle 95100 Argenteuil
Téléphone : 982.09.40 - Téléc. : 695.392 F

